UN DÉBAT S'EST OUVERT DANS LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE SUR LA « RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE » DE L'O.L.P. ET D'ISRAEL

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE D'ERIC ROULEAU



Directeur : André Laurens

VENDREDI 1 OCTOBRE 1982

A RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 60 Trice Paris 2º 636572 C.C.P 4207 23 PARIS Tél. : 246-72-23

LES ENGAGEMENTS DIPLOMATIQUES ET SOCIAUX DU GOUVERNEMENT

M. Mauroy à l'ONU

En s'adressant, ce jend'i 30 septembre à New-York, à l'Assemblée générale des Na-tions unies. M. Mauroy vent d'abord manifester l'attachement de la France à cette institution et à la coopération

Institution et à la coopération internationale.

St in ganehe française peut aujourd'hui l'exprimer sans complexe, ce ne fut pas toujours le cas. Mis à part M. Mendès France, seul chef de gouverne-vent français à avoir pris la parole devant l'Assemblée — c'était le 22 novembre 1954. — les gouvernements de la IV République, aux prises avec la décoloniaux prises avec la décoloni-sation, ne traitérent pas trop blen t'ONU. Le général de Gantte encore moins. A Nantes, en 1960, cetni-ci l'anrait traité de a machin ». Ce mot, qui a été contesté, a fait fortune. Avec t'intervention des a casques biens a dans t'ex-Congo belge et l'ambition prêtée an secré-taire général d'alors, Dag Ham-marskjoeid, de personnifier un « gonvernement mondial », tes relations franco-onusiennes allèrent de mat en pis. La guerre d'Atgérie terminée. te général de Gaulle reconnut en l'ONU un « forum ntile ». Le président Pompidon ini reudit visite en 1970. Le printemps 1978 marqua un tonr-nant : la France mit un contlugent à la disposition des « casques bleus » du Liban. M. Giscard d'Estaing, participant à la session extraordinaire de l'Assemblée sur le désarmement, réintégra la France dans les institutions

qui s'y consacrent. Le discours de M. Manroy marquera une nouvelle étape dans la même direction. C'est surtont du l'onctionnement, si critiqué, de la grande machine mondiale, que veut parler le premier ministre, en appuyant les récentes propositions du nouveau secretaire général. Dans son rapport annuel. M. Perez de Cuellar a fait des suggestions lugges à Paris pratiques et raisonnables.

Alors que trop de réforma-teurs imaginent une société internationale idéale sans rapport avec la réalité, le secrétaire général vent seulement renforeer tes Institu-tions, et en particuller te Conseil de sécurité, organe exécutif dont la structure tient cample des rapports de forces essentiels.

M. Perez de Cuellar sou-baite que le Consell soit systématiquement saist des Conflits potentiels, et il se propose d'utiliser à eette fin es pouvoirs insou'à présent les pouvoirs insqu'à présent negligés que lui confère ta charte; il souhalte que tes membres permanents, dispo-sant du veta fatal, coordonneut mirux leur action; il regrette que des forces de maintien de La paix (celles du Sinai et de Reyrouth) soient soustraites à l'antorité du Consell : il propose que des opérations de ce type soient cétayées de garanties explicites (...) d'une action d'appui collective que indictionalles collective ou individuelle », furmule a preciser qui semble signifier que des pulssances pourraient d'avance assurer de lenr intervention un pays menace qui la soubaiteralt. M. Perez de Cueilar suggère enfin que le Conseil se réunisse a au pins hant nivean ». Ces propositions rejoizneut les préaccupations de la France. M. Mauroy le dira et se fera en outre l'avocat de la coopération économique, en particulier Nord-Sud, et de l'alde au dévetoppement. Il plaidera, dans ce domaine ansi, pour des organisations internationales ptus efficaces. Un tel propos devratt faire l'unanimité dans l'opinion française, sans ponrtant sus-citer d'illusions. Tout serait possible à l'ONU à partir du moment où nu accord mini-mum existerait entre les plus grands. L'un des sucrites des propositions de M. Perez de Cuellar est de connaître cette

M. Mitterrand s'adressera plus souvent à l'opinion

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Au terme d'un voyage de deux jours el demi dans la région Midi-Pyrénées.

M. François Mitterrand e réaffirmé, mercredi 29 septembre, à Foix (Ariège), qu'il souhelte s'exprimer devantage, afin de mieux - expliquer eux Français l'action du pouvoir, son objectif étent de recréer « les conditions d'une » cohésion sociale et nationale » eutour de l'effort qu'il demende au pays. A ses yeux, en effet, l'opinion » a manqué d'explications »

Ces propos relèvent de l'autocritique, mels on peut également Ces propos relevent de l'autocritique, mels on paut agérement y voir un reproche implicite edressé au gouvernement, ce qui conduit é s'interroger, une tois de plus, sur l'état des relations entre le président de la République et le premier ministre. Cette question, permanente sous le V* République, mérite d'eutent plus d'être posée que, après l'attentat de le rue des Rosiers, M. Françoie Mitterrand avait pris directement en main le lutte contre le terrorisme et s'était porté, personnellement, cerent de le mérurité des Emploies. nent, gerant de le sécurité des Français.

M. Pierre Mauroy a attendu quelques semaines pour retrouve son rôla naturel, prenent ainsi le relais du président de la République Coup sur coup, il a traité du terrorisme assimilé à un acte de guerre et de l'insécurité dans les villes.

Il devrait en être de même en matière économique, après que le che de l'Elai eut insisté, tout eu long de son voyage, eur le nécessité d'allèger, eu bénéfice des entreprises, le poids des charges.

Le couple

Un roman

d'eau et de feu

EA DIESTUS AND STATES

La mère du printemps

(Louin-er-Bia)

Une lente et flamboyante mélopée d'amour. Langage

"Ce mélange propre à sa terre, Chraîbi emploie à

le chanter toutes les ressources rhétoriques et

des éléments naturels. Musique flamboyante...

Françoise Xenakis / Le Matin

poétiques du français."

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

por JEAN-MARIE COLOMBANI

Le couple que forment le pré-sident de la République et le pre-mier ministre est-il un couple maudit, condamné à une sépa-ration plus rapide que l'un et l'autre partenaires l'auraient sou-halitée? Pour répondre à cette question, il faut faire la part du système institutionnel, de la Ve République, du poids des évé-nements, et de celui des hommes.

Ou a pu croire, an milleu de l'été, qu'après seulement quatorze mois d'exercice du pouvoir, MM. Mitterrand et Mauroy 6'ap-MM. Mitterrand et Mauroy s'appretalent à ro,m pre comme naguere, Charles de Gaulle et M. Debré, Georges Pompidou et M. Chaban-Delmas, MM. Giscard d'Estaing et Chirac, L'interrogation est bée après l'adoption du dispositif d'accompagnement de la dévaluation, au mois de juin dernier : Il y a eu alors doute, au plus haut niveau de l'Etat, sur le bien-fondé de la nouvelle politique économique et, les mauvils sondages aldant, sur la capacité du premier ministre de la cité du premier ministre de la mener à bien.

Ce flottement a pris fin, le 20 aout dernier, a Latene ; ce jour-là. M. Mitterrand a choisi de conforter M. Mauroy, plutôt que de s'en séparer lle Monde du 24 aoûts. Cet épisode ne sau-rait surprendre ; le premier rait surprendre : le premier ministre responsable devant l'As-cembiée nationale, l'est d'abord devant le président de la Répu-blique. Aucun des successeurs du

M. Bérégovoy s'est engagé à équilibrer la Sécurité sociale

Adopté, mercred: 29 septembre, par le conseil des ministres, le plan de redressement de la Sécurité sociale se traduira par une loi-cadre, qui sera soumise au Parlement. Il comprend outre une majoration des cotisations des préretraités au 1° avril 1983, la création d'un budget global, et un freinage des prestations sociales dont le pouvour d'orhat sera simplement maintenu et non amélioré. Ont également été décidés mais sans date d'application, le principe de la création d'un jorjait hôtelier et celui de « cotisation » sur l'alcoul et le tabac.

Par le biais de ces économies et recettes nouvelles M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales, s'est engagé à équilibrer les comptes de la sécurité sociale en 1983.

Ce plan o été accueili avec réserve par la plupart des syndicats. F.O. demande le récramen de la cottsation des préretraités ; la CGT. dénonce la création du forfait hôtelier que la C.F.D.T. souhaite

joire annuler.

D'autre part, une manifestation noatt lieu à Paris ce jeudi
30 septembre, à l'appel de l'Union nationale des associations de professions libérales et du Centre national des professions de santé.

Vingt mille personnes y étaient ottendues malgré les dissensions qui
sont apparues entre différentes organisations à l'occasion de cette

Les limites de la rigueur

per JEAN-PIERRE DUMONT

C'est un véritable tournant impressions, voire des incohépolitique et social qu'amorce le plan Bérégovoy dont l'objectif est un retour à l'équilibre des finances de la Sécurité sociale. Un plan marqué por la rigueur et des innovations, l'appel à la responsabilité, mais aussi par des

rences.

La rigueur tout d'abord. Dans le passé, les gouvernements out très souvent agi à retardement et dans la précipitation : c'est au dernier moment, lorsque le défi-cit prenait des proportions alar-mantes, que les pouvoirs publics avaient la fâcheuse habitude de présenter des plans de redresse-

ment.
Cette fols, comme l'a indiqué
avec justesse M. Pierre Bérégovoy, « c'est quinze mois avant
l'échéance du 1er janvier 1934 »
que des mesures sont adoptées
pour équilibrer les comptes fin
1932 et eu 1933.
Voilà enfin une bonne démar-

che que Mme-Questiaux voulats, elle aussi, appliquer : bâtir cha-que année un budget prévision-nel, autoncer la couleur aux assu-rés longtemps à l'avance, de telle façon que les recettes soient adap-tées aux dépenses.

fLire la suite page 41.)

-POINT Des professions mai aimées?

Les membres des profes-sions libérales avaient une revanche à prendre. Les ouvriers, les raysans, les cadres, descendent dans le rue. Il est très rare d'y voir des médecins, des avocats, des architectes, des notaires, etc.

Pourquoi cet amaigama? Il ne s'agit pes d'une démons-tration politique, disent les organisateurs. Mais dans l'inconscient collectif de ces groupes sourd une crainte qui transparaît tout simplement dans l'opposition des mots « libérel » et « socialisme ». L'évolution des choses ne va-t-elle pas conduire à réduire l'espace de libarté accordée à ces professions ? Il y e plus concret : le menace eur le statut et, perdelà, sur certains privilèges. L'idée de remplacer les « services » par des «déperte-ments hospitaliers » ne peut que remuer le sang des man-darins de la profession. Si certains actes notariés sont remplecés par des ectes administratifs, comment évo-lueront telles cherges envisblas, sécrétant des fortunes ? Si l'on transférait une partle du travail des erchitectes au secteur public, des atellers seraient évidemment en ditticulté, etc. En outra, il faut bien reconnaître que le pouvoir d'achat das jounes mé-decins libéraux e baissé depuia des années. La concurrence est souvent féroce, et la chômage guette ausel main-tenant les jeunes diplômés, Remuer toutes ces insatisfactions de nature très variéa.

badigeonner l'ensembla d'un appel à l'équité fiscale, c'est da bonne quarre puisqua l'opinion a trop souvent tandance à rangar les prolessions libé-rales dans la cetégoria das nentis et des fraudeurs, sans taire les distinctions néces-

de cea professiona trouvent déplecées ces manifestationa rière les beeux principes, se proliter la volonté de meintenir les privilèges et l'hosti-lité à tout changement. La tactique n'est pas particulière aux professions libérales : on place en evant les moins bien lotie du groupe pour mesquer ceux qui ont réussi à cumuler les avantages de leur état.

(Lire page 46.)

LE 69° SALON DE L'AUTOMOBILE

général de Gaulle u'a négligé cette prérogative que le premier président de la V République c'était arrogée,

(Lire la suite en page 8.)

teurs étrangers très largement repré entés devrait apporter un. Interet supplementaire à cette

gurera afficiellement le 69 Salao de l'automobile et du motocycle de Paris le 14 octobre, au parc des expositions de la porte de Versailles. Cette manifestation, qui se déroule désormais tradi-tionnellement tous les deux ans à Paris, presd, cette année, un caractère particulier. La cons-truction automobile française ayant connu, en 1981 et 1982,

M. François Mitterrand inau-

On lira de la page 17 à la page 33 un supplément consa-cré à cette manifestation.

des difficultés, notamment sur

le marché local, la confrontation entre les modèles des marques nationales et ceux des constroc-

Querelles de légitimité en France et en Allemagne

En ce temps de depression et de chômage, deux querelles paral-lèles et pourtant fort différentes se déroulent en France et en République fédérale. Chez nous, t'opposition veut rouvrir un débat

par ALFRED GROSSER mon pouvait croire clos après la

qu'on pouvalt croire clos après la déclaration soigneusement pesée publiée par Jacques Chirac le 10 mai dernier :

« — Sauj circonstances extraordinaires, telles qu'un drame national qu cours duquet les autorités légales joiliraient à teur mission, il ne doit pas y ovoir de distinction entre légalité et tégitimilé. Dans un pays démocratique, une ontorité legalement désignée est légitime et aucune légitime et deucune légitime?

une ontorité legalement désignée est légitime et aucune légitimité ne peut se réclamer d'une outre origine que du choix de la majorité du peuple... »

Opposer le pays réel des sondages, des manifestations et des élections locales au pays légal des élections législatives, de Gaulle l'avait fait comme chef du R.P.P. en 1947. Le procédé n'en vant pas mieux. La légitimité démocratique comporte le droit de ne pas se soumettre aux fluctuations de l'opinion, d'être impopulaire entre deux élections, et la valeur légitimante des scrutins n'est pas la même selou leur nature. C'est

AU JOUR LE JOUR

Principe

Pour la Sécurité sociale, la solution la pins simple consisterait à satisfaire chacun, en no lésant personne. Fixons, au nom de la riqueur, un principe général : tout le monde doit payer. Ajoutons, an nom de la solidarité, cette nuance : il y oura des exceptions.

Pour les dépenses de santé, par example. À ne saurait être question de frapper les malades, les oleux, les anciens combattants, les jeunes, les accidentés du travail, les veuves, les pauvres. Restent ceux qui sont, à la fois, riches et bien por-

tunts, ce qui est excessif. BRUNO FRAPPAT,

d'elections cantonales ou muni-cipales perdues.

Aujourd'uni, a-t-elle vraiment intérêt à ébranler les institu-tions qu'elle a dominées jusqu'en 1991, en encourageant les grou-pes sociaux les plus divers à proclamer explicitement ou impli-citement l'illégitimité du gouver-nement par te recours à l'action violente ou le refus d'obéissance? (Lire la suite page 5.)

d'ailleurs blen ce qu'affirmait l'actuelle opposition au lendemain d'élections cantonales ou muni-

LE PLUS FRANÇAIS DES RUSSES

Tourguéniev de Bougival

Les officiels, la presse et la télé- où mourut l'écrivain russe sont vraivision soviétiques ételent venus ment sauvès de la destruction, nombreux à Bougival, samedi 25 esp- Le domaine, propriété de la Ville nombreux à Bouglval, sameti 25 esttembre, pour l'inauguration d'une
belle et émouvante exposition intituiée « Cinq amis français de Tourguéniev : Flaubert, Goncourt, Zola,
Daudet, Maupassant». Et l'on s'étornait un pau de ne pas rencontrer
nait un pau de ne pas rencontrer
de l'homme de lettres russe. Les davantage de nos compatriotes pour honorer celui qu'on avait nommé, commencé; une contribution sovié-de son vivant, » le plas Irançais des tique consistant en près de 150 mèácrivains russes - et que consacre, sur le plen littéraire, une édition en volumes dans la collection de

le Pléiade. l'Académie Goncourt à titre étranger — Harvá Bazin, prix Lénine 1990, qui étalt annoncé, s'était tait excu-ser, — cette exposition, qui comporte des manuscrits, livres, dessins et tableaux provenant de collections privées et de musées français et soviétiques, marque une étape im-Tourguéniev dans notre pays puisque l'on peut considérer désormais que la villa · Les Francs (1), où

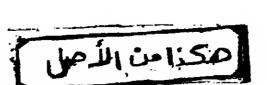
travaux de restauration ont déjà tres cubes de bols est errivée l'an demier, venant du port de Rigs. Le cabinet de travall et la chambre mortuaire vont être reconstitués dans Ouverte par Armand Lanoux, pré- la datcha. Plus tard, dans la belle coverts par Armano Landick, pre-sident de l'Académie Goncourt, et maison Directoire des Viardot, pren par Valentin Katalev, membre de dra piace un « Centre internationa des cultures et littératures du dix-neuvième siècle - pour honorer la mémoire de celui qui eignait - Jean Tourguénett ..

NICOLE ZAND.

(Voir page 13







Voix juives

Voici, une fois de plus, que les projecteurs sont braqués sur Israël. Cinq voix juives s'expriment à ce sujet dans cette page. Michel Coldberg ne veut pas, comme il dit, de Cosaques qui parlent hebreu. Paul Ciniewski exige des juges d'Israël une égale sévérité à l'égard de chaque méfait arabe. Léo Hamon parle lui aussi de sévérité, mais d'une « sévérité tranquille » impliquant chez tous un effort résolu pour raison garder. Annie Coldmann salue la leçon de morale donnée par les Israéliens qui ont manifesté pour protester contre les massacres de Sabra et de Chatila. Quant à Roger Ascot, il ne s'occupe pas de savoir qui a tort ou qui a raison. Il demande au Dieu commun des chrétiens, des juifs et des musulmans d'avoir pitié d'un monde qui utilise jusqu'à ses enfants pour assouvir sa haine.

ES semaines passées - horreurs là-bas, émotions ici ac sauraient s'oublier, mais le temps est peut-être venu de tirer, avec quelque recul, les enseignements de ce que nous avons eu à juger et de ce que nous avons nousmême éprouvé. Os peut l'ordanner autour de trois idées : Israël, an État entre les autres, Israël, un État dont on s'est fait une certaine idée, Israel, un État à propos duquel se posent certaines questions sur et pour les juis qui ne sont pas citoyens israé-Parce qu'Israel est un Esat entre

les autres, il avait, selon nous et nous l'avons écrit, le même droit qu'un autre à frapper ceux qui le combat-taient, là ou ils étaient - c'est-à-dire sur le territoire d'un État voisin, qu'ils avaient transformé en base d'opérations de leur guerre, - le gouvernement légitime de cet État étant impuissant à faire respecter sa souveraineté par des Palestiniens devenus bien plus des occupants que des refugiés. La guerre menée au Liban n'était donc pas, de la part de l'État d'Israël, une guerre d'agres-sion...étant abservé sculement que toutes les guerres « légitimes » ne sont pas pour autant des guerres qu'il serait sage d'entreprendre.

En tout état de cause, l'on ne saurait invoquer le droit à la guerre sans en accepter les lois. L'accord d'août dernier avait mis fin à la présence belligérante des Palestiniens sur le territoire libanais. Il excluait une occupation israélienne de Beyrouth et prévoyait use présence américaine, française et italienne. Tout comme le départ précipité de ces - interna-

Une sévérité tranquille

tionaux - est inexcusable, l'occupation israélienne de Beyrouth qui a suivi ce départ a constitué un manquement manifeste aux obligations assumées dans l'arrangement international : chacus voit d'ailleurs aujourd'hui ce qu'aura moralement coûté à Israël cette initiative : si, sans elle, les mêmes massacres avaient en lieu, ce qui était possible, ils n'auraient pu lui être imputés.

Mais, les lois de la guerre rendent une armée d'occupation responsable de ce qui se commet sur le territoire qu'elle tient. A qui fera-t-on croire qu'une troupe de la qualité militaire de Tsahal ait pu demeurer dans l'ignorance de ce qui se passait? Comment admettre qu'elle ne soit pas intervenue d'urgence pour y mettre fin? Il y n là un crime par omission qui eneuge leurdement la omission qui engage lourdement la responsabilité de ceux à qui il est imputable – et qui doivent être l'objet des sanctions appropriées.

Un État parmi les autres a'est pas ua État comme les autres : il y a des États dont on se fait - une certaine idée ». Nous nous faisons » une certaine idée de la France » : le général de Gaulie, taut comme les catholiques et les révolutionnaires du siècle dernier... La Résistance est née de cette idée de la France.

Les juifs d'Israël, eux, se fant une certaine idée de leur État qu'ils ont fondé, notamment, pour répondre à l'appel de l'Écriture... et parce que cet Etat est ainsi ne d'une volonte délibérée d'accomplir un des livres sacrès de l'humanité, et es répara-

aujourd'bui la France et le monde ?

Comparativement, leur protestation

sent quand il s'agit du sang juif, ils vocifèrent quand il s'agit du sang arabe; ils admettent de la part des Arabes des actes et des attitudes

qu'ils dénoncent chez les juifs. J'ac-cuse les journalistes et les hommes politiques qui discriminent du erime d'antisémitisme, du crime d'incita-tion au meurtre des juifs, du crime d'appel au génocide et au politicide.

Je ac les accuse pas d'agir à la lé-

gère, d'allumer par imprudence cri-miselle des incendies difficiles à éteindre. Je les accuse de savoir par-

faitement ce qu'ils font, de prémédi-

Je ne discute pas de savoir si ls-raél est innocent ou coupable. C'est un problème complètement diffé-rent. Mais j'exige de ces juges d'Is-

rael qu'ils sanctionnent desormais chaque méfait arabe par les gros ti-

tres de leurs - unes -, par les inter-minables dénanciations de leurs

images télévisées, par les banderoles vengeresses de leurs défilés, qui ont

stigmatisé récomment les « crimes »

soigneusement, perversement tenu la balance inegale. Ils ont la possibi-

lité de continuer impunément dans cette voie : ils en ont le pouvoir.

Car un joux la subversion mon-

and ils avaient servi, ils étaient

diale qu'ils préparent imprudem-ment se retournera contre eux.

Hitler aussi avait des complices

liquidés. Les Arabes ant aujourd'hui

des valets. Mais derrière les Arabes

se profile ane puissance véritable,

qui regne sur des peuples et des indi-

vidus muselės, enebainės, bail-konnės, peut-ėtre a jamais.

Mais ils le paieront ehèrement

Dans le passé, ils out sciemment,

tation et d'incendie volontaire.

Pour toutes ces raisons : ils se tai-

Par LÉO HAMON (*)

tion d'un holocauste... nombreux sont, apparemment en dehors même d'Israel, ceux qui ont accepté de s'en faire une certaine idée et s'indignent, à présent, de le voir se comporter comme un entre État.

Est-ce pour cela que, curiensement, la presse et les interprètes de l'opinion sat, dans les semaines écoulées, manifesté tant de sévérité à l'égard d'Israel ? Ils en avaient oublic de flétrir oussi les chrétiens qui furent les enteurs actifs (et non pas seulement par amission) des massa-cres... Oa a'a plus pease que l'O.L.P. et les Syriens avaicet dû avoir, naguère, un certain comporte-ment pour susciter les baines qui viennent de se déchaîner de manière aussi ignoble. La concentration des sévérités sur Israel avait danc de quoi surprendre : témoignages de la croyance en une certaine élection reconnue par ceux-là même qui critiquaient le plus l'État bébreu... ou ésoulement d'un antisémitisme inconscient trop longtemps contenu... simplification de l'information? On en discutera. Ce qui est - en tout cas - pateot, c'est que beaucoup d'Israéliens, se font toujours - en cux - une certaine idée d'Israël. puisque devant les excès de son armée, ils ont manifesté une indignation dont l'ampleur et la promptitude sont rares... des journalistes divulguant les atrocités qui allaient être reprochées à leur pays... une op-position ne craignant pas l'impopularité pour s'es prendre au gouvernement, à la tribune du Parlement... un Israélien sur douze, dans la rue pour manifester, us président de la République, sortant de la réserve

que lui imposent ses fonctions pour demander à son premier ministre, publiquement, la désignation d'une commission d'esquête..., le tout quelques jours à peine après la per-petration des forfaits... qui dit mieux et même aussi bien ?

Cette fois encore, ceux qui sauvent l'honneur sont ceux qui dénoncent les défaillances, ainsi des dreyfusards sauvant contre la fausse raison d'Etat non seulement la liberte d'un innocent mais aussi l'honoeur frasçais et avec le colonel Picart, celui de l'armée elle-même, ainsi aujourd'hal des protestataires israéliens. Il serait donc équitable que ceux-là mêmes qui ont appliqué tant de rigueur aux gouvernants d'Israël mettent maistenant antant d'insistance à saluer la réaction de son peuple.

Parce qu'Israël est un Etat juif et que l'holocauste qui a exterminé an tiers de la population juive dans le moode est présent à tous les esprits - peut-on critiquer l'Etat d'Israel sans favoriser l'antisémitisme Question posée pour les juifs el les non-juifs. La réponse est qu'étant un Etat parmi les autres, il ne peut prètendre à une immunité et qu'il s'expose à la critique, comme tout autre Etat; aul ne peut être moralement tens à la solidarité avec lui, à l'ap-

Cela vaut pour les juifs de la Diaspora, qu'on le veuille ou non, on est solidaire d'un Etat dont on partage le destia - les risques (ce qui donne plus de liberté pour en parler) - en y exerçant les droits qui son ceux d'un citaven... Autrement, il n'y a pas et il ne peut y avoir de soli darité, et les meilleurs amis d'Israel ne peuvent être solidaires de lui s'ils ne participent pas physiquement à

(*) Ancien ministre

son sort et à ses épreuves, morale-ment à ses prises de décisions, s'ils peuvent seulement être beureux quand Israel répond à l'idée qu'ils veulent s'en faire... et tristes quand il n'y répond pas.

Les mésaventures de telles personnalités juives dans la Diaspora illustrent d'ailleurs l'impasse des prétendues salidarités. Tel, ayant engage son action sur usa exaltation du sentiment de la solidarité avec Israel chez des Français juifs, a eu la désagréable surprise d'être bué par ses propres troupes lorsque des scru-pules qui l'honoreat l'ont conduit à reconnaître les torts du gouvernement de M. Begia, là où ils étaient évidents... N'entrons donc pas dans cette impasse.

Doit-on, à présent, avoir peur de l'antisémitisme quand la condamnation morale des dirigeants actuels de l'Etat d'Israël est pratiquement una-nime? Pour avoir vécu le temps de la persécution - en combattant sur le sol natal que je a'ai jamais quitté alors - je ne crois pas en la profon-deur d'un antisémitisme français auquel s'oppose de toute façon, depuis la guerre, la mémoire populaire, et que répudient maintenant l'Eglise catholique aussi bien que la droite, qui l'avaient sutrefois encouragé.

En tont état de cause, en ce mois même, c'est avant tout sur mes compatriotes, sur mon attitude au milieu d'eux que j'entends et dais compter mun auquel je peux préteadre comme tout autre Français : j'en-gage tous les Français juifs à sentir et à agir de même. Faute de quoi, on entre dans le cycle d'aliénations par semi-émigration morale qui a quelque fois affecte des partis politiques eux-mêmes... Mais les journalistes, qui témoignent si vite de leur sus-

captibilité quand on critique la teaoc des médias, peuvent pent-être comprendre que les persécutions su-bies à la génération précédente laissent à certains juils une susceptibilité ou plutôt une sensibilité... qui ne peut et ne doit pas faire taire la critique mais qui mérite aussi d'être tenuc présente à l'esprit.

Ainsi nul ne peut reprocher aux tiers les condamnations qu'ils portent sur l'Etat d'Israel, à condition tautefois de s'être assurés euxmêmes que leur sévérité est équitablement distribuée... qu'ils ne privilégiest pas à rebours l'Etat d'Israël en subliant d'autres coupables. Lis contrarieraicat ceux qui, là-bas, se font une certaine idée de leur Etat. si en concentrant leurs rigueurs sur cet Etat et cet Etat seul - comme il est advenu dans certaines présentations' - ils dannaient à ce peuple tout entier le sentiment d'une hostilité indifférenciée et d'une incompréhension pour ses aspirations à la légitimité et à la sécurité, si longtemps méconnues par le monde arabe. Il ne faut pas que l'irresponsabilité du langage ici favorise, là-bas, une crispation qui, entravant la justice, obstruerait la route de la

Soyons done sans complaisance ni ménagement pour les assassinats, les défaillances et les inactions qui sont aussi des crimes ; aucune sympathie, aucune - solidarité - ne permet de les masquer, mais soyons aussi sans complaisance envers nous-mêmes pour les facilités de la sensation et de l'irresponsabilité dans l'expres-

Saebons tous « raison garder » dans la nécessaire affirmation d'une sévérité tranquille » émue, affligée, équitable et résolae à la fois...

Juger les crimes d'Israël semé des mines-boutan dans les écoles, égorgé, violé, brûlé. Quelle a été l'ampleur de la protestation de ceux doot les clameurs remplissent

DENDANT le déserlement anti-israelien et anti-juif que nous venons de subir, des voix aat dit la vérité. Mais on les a à peine entendues. Les vociférations du mensoage et de l'exagération les unt couvertes largement.

Les passions sont-elles retambées au point qu'on puisse aborder l'es-sentiel ; voir ou finit la légitime critique de la politique d'Israel - ou de n'importe quel pays? Où commence

L'antisémitisme consiste à discri-miner entre les juifs (l'ussent-ils lsracliens | et les autres hommes. A. exiger des juifs ce qu'on n'exige de personne; à vouloir interdire aux juifs ce qui scrait permis à tous. Une autre définition de l'antisémitisme n'est guere concevable.

Posons maintenant une byoothèse : admettons qu'Israel serait en effet responsable du genocide, de l'holocauste, du massacre délibéré thèse, une seule conclusiun s'impose rait encore : ayant Iraité Israël camme on l'a fait, an est en présence d'un cas de défire antisémite. Car la question n'est rus de savoir comment juger les crimes d'Israel : il faudrait évidemment les juger de la manière dont sont juges les crimes de tout Etat. La question est de sa-voir comment il se fait que des journalistes et des bommes politiques, qui jugent el condamnent Israel, n'ant pas jugé de la même manière les mêmes crimes commis par d'autres and les ruifs.

Or on n'avait jamais - avant l'in-vasion israélienne du Liban, les bombardements de Beyrouth, l'as-sassinat de civils palestiniens dans les camps – cennu une telle levée de boucliers, un tel déchainement vertuent de justiciers. Et notamment resemblent fort et les dépassent en barreur. Et notumment :

par PAUL GINIEWSKI(*)

1) En sept ans de guerre civile au Liban. 100 000 chrétiens, femmes et enfants innocents y compris, ont été massacrès par les Palestiniens, les Syriens, les musulmans libanais : la televisioo française n'a pas ameute l'hamanité coatre ces crimes. Le parti communiste français et la C.G.T. ne sont pas descendus dans les rues. Ils ont donc discriminé entre les crimes, co défaveur des juifs,

2) L'hiver dernier, le dictateur syrien Assad a fait massaerer des milliers de Syriens, femmes et enfants compris, pour protèger son autorité menacée. Les mêmes qui se déchaî-nent contre Israël aujourd'hui n'ont pas appelé ces massacres « bolocauste e et egénocide e. Ils n'ont pas mis la Syrie au ban des nations

31 Le monde connaît depuis quelques années une vague de terrorisme d'Etat sans précèdent depuis l'épotinuer. L'Arabie Saoudite coupe les mains, décapite et lapide. La Libye a envoyé des commandos à l'étran-ger pour liquider ses apposants politiques. Les diplomates syriens et libyens transportent des armes et des explosifs dans les valises diplomatiques. Les régimes dictatoriaux se succèdent dans les Etats arabes à la faveur de séries de coups d'Etat et se maintiennent par la terreur et la torture. Mais ce sont les actions du gouvernement d'Israel que l'on privilégie pour le clouer au pilori.

4) Depuis vingt aus, des milliers d'Israeliens et de juifs dans le monde ont été tués ou blessés par les terroristes arabes. Aux Jeux olympiques de Munich, ils ant laisse agon ser des blessés. A Maaloth, ils ant jeté des enfants juifs vivants par les fenèires. Ils ont fauché des adalescents en prière dans leur synagogue,

(*) Ecrivain.

L'honneur, la honte et le silence

Par ANNIE GOLDMANN (*)

ROIS CENT MILLE Israéliens sont descendus dans la rue pour faire part de leur indignation at de leur reprobation devant les massacres de Sabra et de Chatile. Ces massacres ont été perpetres per des Libenais contre des Palestini mais, du fait da la présence israélienne sur le territoira libanais, le peuple israélien considère que sa respon-sabilité est « moralement » engagée.

Et voilà que des mots comme honneur, morale, honte apparaissent dans le champ politique, mots mis aux oubliettes depuis belle lurette par tous les gouvernements, tous les réson d'Etat.

Car ce n'est pas una lecon de démocratie que donnent les Israéliens qui descendent dans la rue, mais una leçon de morale. C'est au nom de l'honneur et de le

conscience qu'ils ont témoigné. Ils entendent affirmar que la conscience morale ne doit pas être en contradiction avec les intérêts de l'Etat : que celui-ci court à sa perte s'il foule aux pieds les principi damentaux des droits des êtres hu-

En ce sens, on pourrait dire que ces manifestants sont fideles à l'éthique at à le tradition juives, qui sont fondées sur les valeurs de paix, de justice et de liberté.

Mais est-ce à dira qu'un Etat juif est différent des eutres Etats; qu'il se doit, plus que tout autre, de respecter les valeurs fondamentales? Ou bien qu'il est le seul où ces va-

développés - se tueat entre eux, c'est leur assaire, le reste du monde

détourne pudiquement la tête. Ira-niens et Irakiens, Hutus et Tussis,

Syriens bassistes et Frères musul-mans, Libanais chrètiens et masul-

mans peuvent s'entretuer à loisir

Hussein peut massacrer une dizaine de milliers de Palestiniens, c'est une

· affaire de famille · comme il l'a si

ingénument dit en accueillant son

quota de combattants palestiniens détenteurs d'un passeport jordanien

Les phalangistes peuvent eux aussi

massacrer des Palestiniens à Tel-

El-Zahtar et silleurs, c'est encore upe affaire de famille.

Mais Israel qui n'est manifeste-ment pas de la famille doit accorder

plus de prix à nne vie arabe que se

le font d'autres Arabes. A ce prix est

le respect de l'autre pour lui-même.

Et c'est ce besoin de respect de soi qui a poussé d'autres Arabes à fran-

Israel o'est pas encore un pays

me reconnais pas en ce cosaque qui

pecté Kippour que moi.

parle bébreu, même s'il a mieux res-

i y

conscience morale du peupla peut ébranler le pouvoir des dirigeants qui ont failli sur la plan de l'honneur ? Grave question | Les juifs seront-ils les seuls dans cette voie ?

On ne peut s'empêcher de rêver à ce qu'aurait étà la vingtième siècle si les Allemands avaient réagi ainsi lors des premières persecutions antisé-mites : les Français lorsque la police française anvoyait les juifs de France à Drancy ; si cinq millions de Français étaient descendus dans le rue pour protester contre les exactions de la guerre d'Algérie, vingt millians d'Américains pour le Vietnam, les la lista est longue.

Cette extraordinaire - car elle est extraordinaire - réaction de presente un dixième de la population israélienne est la meilleura réponse à l'antisémitisme, à tous ceux qui feront jouer l'amalgama, la mauvaise foi, le fanatisme. C'est pourquoi alle est ré-

Elle est réconfortanta, car ella est signe d'espérance.

MM. Begin et Sharon se sont couvents de honte, mais les Israéliens ne sont pas éclaboussés par le sang de Sabra et de Chatila.

Les juifs de France qui, pour leur part, ont manifeste samedi à Pàris l'ont bien compris. Ils se sont sentis oncernés, non parce qu'ils sont liés à Israël, non parce qu'ils se sentent engages par tout ca qui s'y passe, mais en tant qu'êtres humains juifs pour lesquels la conscience morale n'ast pas un vain mot.

Mais il faut la dire. Face à ces manifestations de la morale, le silence

Silence de la hiérarchie chrétienne. tout d'abord, et da sa plus haute autorité, le pape, qui, en recevant Yas-ser Arafat, a démontré son intention d'intervenir dans le champ politique mais ne dit pas un mot de condamnation contre les milices qui se disent, s'affirmant, se démarquent comme chrétiennes et commettes un massacre épouvantable. Silence du pape I Raison d'Etat I Triste rai-

Mais il y a aussi le silence de la communauté Brabe de France devant des attentats dont la caractère antisémite ne fait aucun doute car ils touchent des citovens juifs non israéresponsable ou d'individu isolé, ne a'est élevée en France à ce sujet. Yasser Arafat a bien condamné l'attentet de le rue des Rosiers lei cette condamnation veut être plus qu'une déclaration de principe, il serait temps d'ailleurs que l'O.L.P. contrôl ses troupes de manière efficace pour appuyer sa crédibilité), mais ce qui nous intéresse ici, c'est qu'aucune prise de position n'a été faite par le communauté arabe de France. Silence aussi !

Serons-nous seuls, les juifs, à prendre la parole ?

(°) Assistante à l'École des hautes études en sciences sociales membre de l'Association des juifs de gauche.

Pitié pour les enfants

par ROGER ASCOT (*)

ARIS, l'autre jour. Une mand. Des pro-palestimens, des pro-israéliens. Des scents à peine sortis de l'anfanca, casqués, armés de barre de fer. Prèts à s'affronter. au nom d'une passion que des adultes, précautianneusement absents de cette manifestation. leur ont insuffiée. Comme les ex messieurs patriotes de 14-18 declamaient - loin du front des straphes exeltées sur l'honneur d'une patrie qui chan-geait, à Verdun, ses jeunes gens

Pas encore de cadavres de petits jeunes gens en colère à Pans.

Mais comme j'admire le calme de ceux qui, bien calés dans leurs fauteuis, soufflent à une jeunesse qui mentait mieux, la refus de l'autre. Alors que tous les arms des Israéliens et des Palestimiens lies deux ne som pas mcompatibles) savent bien qu'audelà de e l'intox », il faudra bien oue les uns et las autres s'acceptent et vivant ensemble. D'aci là prioris le ciel qu'il n'ajoute pas

les victimes des « mands » à calles des arientets...

Chaula et Sabra n'oor effacé nı Damour, ni Maaloth, ni le Liban lui-même. Au petit boomerang quotidien de cadevres partisans que les camps se renvoient dens le style comptable qui est de mise : « Ce n'sal pas vrai : il y a plus de morts ici que là », at-on fan le compte des enfants

Un enfam mort, c'est insoutenable. Mais il y a pire : un enfant qui tue. Comme celui qui se trouva. Kalachnikov en mein, face à un colonel israéken qui se refusa à tirer sur le petit fedayin et fut proprement liquidé.

Que le Dieu des chrétiens, des juris et des musulmans - qui est peut-être bien le même - ait pitic de ce monde fou furieux qui se sert de ses propres enfants pour assouvir sa harne.

(°) Rédacteur ca chef de . L'Arche . écrivain.

Ecrit à Kippour

N juif pieux n'écrit pas à Kippour. Mais tout juif doit s'interroger sur ses actions récentes, et celles des autres

Le massacre de plusieurs centaines de civils palestiniens par des milices alliées, et sous les yeux de l'armée juive, constitue pour beaucoup de juis l'interrogation morale majeure de ce Kippour pas comme Il est aisé de balayer d'un revers

de main les critiques des puissants du jour. A l'aune des massacres du seul sanglant vingtième siècle, ceux de Sabra et de Chatila ne pèsem malbeureusement pas très lourd : au plus, deux fournées d'une chambre à gaz de capacité moyenne, quelques My-Lai. Les États-Unis et le million de morts civils de la guerre du Viet-nam, la France de Melouza et de la gegène, la Russie des goulags, de Katyn et d'Afghanistan, la Syrie de Hamma, les Palestiniens de Damour, n'ont guère de leçons de morale à donner, et ils les dispensent d'ailleurs de facon bien sélective.

La facilité même avec laquelle des hommes politiques et des médias européens - et notamment français - ont retrouvé le vocabulaire de · l'bolocauste » pour stigmatiser

par MICHEL GOLDBERG(*) l'action, et l'inaction d'Israël, est en soi révélatrice. Révélatrice d'un profand sentiment de culpabilité et da desir souvent inconscient que des

tres ce qu'ils subirent il y a qua-rante ans, afin de permettre à ceux qui furent coupables, complices on simplement silencieux de dire : Vous voyez, ils en font autont, ça n'était donc pas si monstrueux que

Ce qui s'est passé à Beyrouth le dernier week-end de l'été est honteux. Ni les circonstances, ni l'ampleur, ni la technique, ni surtout la motivation du massacre n'ont grandchose à voir avec ce qui s'est en Europe entre 1939 et 1945, et il faudra donc décevoir les amateurs d'absolutions à bon compte.

Par contre au regard de la morale juive, de la religion, de l'histoire, le simple fait de laisser perpétrer un massaure alors qu'on pourrait l'arrè-ter est macceptable. L'égoisme o'est pas sacré, il rabougrit. En ce monde bypocrite, la vie n'a pas partout le même prix. Celle des juils fut très bon marché. Et tant que des « sous-

(*) Airteur d'Ecorché-julf.

chir le canal de Suez, un autre Kippour. La paix est à ce prix. comme les eutres, même si un Sha-ron qui se voudrait Bismarck l'a fait descendre de plusieurs degrés dans cette direction. Qo'il s'ea aille, je ne

حذامن الأصل

TRACONTERS TO DE OFFICE

étranger

L'évolution de la crise au Proche-Orient

Beyrouth est redevenue la capitale de tout le Liban, une même capitale, une même ville, une seule ville ». C'est ce qu'a déclaré ce jeudi 30 septembre, le président Amine Gemayel au cours d'une cérémonie organisée an - passage du - musée -, à la limte entre les deux anciens secteurs de Beyrouth. Le chef de l'Etat a fait le parcours à pled dans les deux sens en passant en revue des détachements libanals et des trois contingents de la Force multinationale. Il a, par silleurs, demandé an gouverne-ment de M. Wazzan d'expédier les affaires courantes et la plupart des administrations ont

ronvert lears portes. Les parachutistes français avaient déminé mercred l'avenue Fouad-Chehab, appelée - ring de la mort » depuis le début de la guerre et qui était le seul point de passage ancore fermé. L'armée libanaise continne, tont en se déployant, d'interpeller de nombreux « suspects - et de ramasser des armes. La radia des Mourabiteum (formation nassérienne), fermée par les Israéliens, a repris ses émissians mercredi. Enfin, le Liban a demandé à la Banque mandiale de lui accorder un prêt de 3500 millions de francs pour la reconstruction du pays.

■ A WASHINGTON, M. Nicolas Velidtes, secrétaire d'Etat adjoint, a déclaré mercredi, devant une commission du Congrès américain, qu'il était « certain » que le retrait des forces étrangères du Liban surviendrait evant la fin de l'année et que c'était là « l'extrême limits ». Il a également annoncé que MM. Philip Habib et Morris Draper, les deux émissaires américains qui négocient le départ des farces israé-liannes et syriennes, retourneraient à Damas à la fin de la semaine. Ils se sant déjà readus ea Syrie, ea Jardanis, en Israël et en Arabie Saoudite et devaient rencontrer ce jeudi an Caire M. Kamal Hassan Ali, ministre des affai-

Le porte-parole adjoint du département d'Etat, M. Alan Romberg, a déclaré que « quelques combattants et dirigeants » de l'O.L.P. se « sont réinflitrés au Liban ». Il a précisé qu'ils étalent « en petit nombre », mais que leur retour constituait une « vialation sérieuse » des accords négociés par M. Habib.

• AUX NATIONS UNIES, plueieurs ministres des affaires étrangères de la C.E.E.

(Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Luxem-hourg) out séverement condamné: mercretil, au cours du débat de l'Assemblée générale, l'intervention israélieune au Liban. M. Cheysson, ministre français des relations, extérieures, a en un entretien avec son collègue israélien. M. Shamir, qui a accusé la Françe d'avoir eu M. Shamir, qui a accusé la France d'avoir eu dans la crise libanaise • la position la plus négative • de l'Europe des Dix. Interrogé au sujet d'une éventuelle visite de M. Begin en France, M. Cheysson a répondu : • Le ton des relations actuelles (entre la France et Israël) ainsi qu'un certain nombre de déclarations du premier ministre israéllen ne constituent pas le meilleur encouragement à une invitation officielle à Paris. •

A DAMAS, les funérailles du colonet Sasd Sayel (Abou Walid), chef des opérations militaires de l'O.L.P., toé lundi dans un attentat. se sont déroulées mercredi en présence des membres du comité executif de l'O.I.P. et de milliers de Palestiniens venus det camps de Syrie. Dans l'oraison funèbre qu'il a prononcée, M. Yasser Arafat a affirmé que les maissaires des camps de Sabra et de Chatila ont fait : de.

cinq mille à sept mille martyrs -. Il a ég ment précisé que « soixante douze mille Liha-nais. Syriens et Palestiniens ont été tués ou blessés depuis le début de l'invasion syrienne au Liban . Le comité exécutif s'est ensuite réuni mercredi soir sous la présidence de son chel. M. Arafat, pour mettre au point « les mesures capables de faire face à la nouvelle situation créée au Liban ».

A TUNIS, la presse publie le message que M. Mitterrand s adressé au président Bourguiba, en soulignant que son appel en faveur d'une « reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'O.I.P. est la meilleure voie et sans doute la seule pour mettre un terme aux multiples drames - du Proche-Orient.

M. Habib Chatti, secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique, a amoueé que les ministres des affaires étran-gères islamiques se réuniront le 11 octobre, à New-Yark, pour coordonner leurs positions sur l'affaire palestinieune inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Les dirigeants israéliens ne cachent pas leur ressentiment à l'égard des États-Unis

De notre correspondant

Jérusalem. — L'insistance mise par Washington à obliger l'armée israëllenne à évacuer les deux secteurs de Beyrouth et l'aéroport a provoqué une profonde amertume à Jérusalem. L'opposition travailliste ne manque pas l'occasion de soulignement allusion à des informations selon lequelles Washington souhalte vivement un changement de goirque terrail deux une inquiétant par les les affaires intérieures israéllennes. Il falsait allusion à des informations selon lequelles Washington souhalte vivement un changement de goirque les les partisans l'out des centaines de ses partisans l'out noclamé comme a roi d'Israél su dirigeants américains de vouque tante la politique de M. Be-gin ces dernières semaines a placé Israël dans une inquiétante situation de falblesse vis-à-vis des Etats-Unis. « Qui a été expuisé da Béyrouth? » titre ce leudi sur quatre colonnes à la nue le quotidien Davar (travail-liste)

Au cours d'une réunion hou-Au cours d'une réunion hou-leuse de la commission parle-mentaire des affaires étrangères et de la défense, M. Shimon Pérès, président du parti travail-liste, a déclaré à l'intention de M. Bezin: a Vous n'avez pas tenu compte de nos mises en parde contre l'entrée de nos forces à Berrouth et maintenant vous parde contre l'entrée de nos farces à Berrouth et maintenant tous êtes soumis à un diktat oméricain; fsraél n'est pas laut à fait une République bananière, mais nous n'arons plus de rapports normanz avec les Etats-Unis. 3 On n'a guère opprécié à Jérussiem le fait que les dirigeants américains ne cachent pes qu'ils ont du exercer des pressions pour obtenir le départ des derniers soidats israélieus de Beyrouth. M. Begin a du lui-même se résigner à donner, le 29 septembre, l'ordre d'évacuer l'aéroport, alors que la veille le chef d'état-major, le général Eytan, déclarait qu'une présence israélienne y serait presence israellenne y seruit maintenue. L'ambassadeur des Eints-Unis au Liban, M. Robert Dillon, a toutefols indiqué que des appareils israellens pourraient atterny à Beyrouth, a en cus

Roi d'Israël

Camme pour saaver la face, on laisse entendre à Jérusalem que le rouvernement américain a admis que l'ermée laraélienne pour-rait conserver le contrôle de la roule Beyrouth-Damas, qui est l'illustrations de la roule de la route Beyrouth-Damas, qui est d'une a importonce etratégique considérable », tant que les négociations n'auront pas abouti pour le retrait de l'armée syrienne da nord da Liban. On prétend que ce sont de telles « assurances » qui ont permis à M. Begin de faire etracuer l'ememble de la capitale libanaise.

libanaise.

Tontefois, le premier ministre et le ministre de la défense, le pénéra! Sharon, ont taus deux exprimé mercredi le ressentiment qui prévant parmi les distresants leraétiens à l'écard des Américans. M. Sharon, lors d'ane conférence dans le sud du pays.

♣ Les autorités innisiennes ont procédé à plusieurs arrestations et ouvert une enquête à la suite de divers incidents (magasins pli-de divers incidents) (magasins plide divers incidents (marasins pli-les, voltures incendiées), dont ont été victimes des juits à Ben-Gar-dant, à la frontière tuntso-libyenne, et à Zarais, localité proche de Dierba. La plus grande partie de la communanté juive de Tuntsie, environ cinq mille personnes, vit dans le sud du pays. — (Carresp.)

iran

● Erècution des concrusés de Ghotbradeh. — Deux hommes accudes avec l'ancien ministre iranien des affaires étrangères. Sadesh Ghatbradeb, d'avoir tramé an complot visant à renverser l'imam Khomeiny dut êté exécutés mercredi 12 septembre à Téhéran, a annoucé l'agence iraniene IRNA. Le colonel Ghassem Hossein: ancien procurer meme ikiki. Le co.one Ghas-sem Hosselni, ancien procureur militaire, el Mehdi Mahdavi avalent été condamnés à mort par une cour martiale révola-tionnaire. Sadezh Ghothadeh avalt été exécuté le 15 sep-tembre. — (Router.)

part, M. Begin, à la Knesset, a une fois de plus et fortement, denoncé le pian Reagan pour un rè-glement de la question palesti-

Avertissement à la presse

Le premier ministre a affirmé que le Parlement ens devait pas s'occuper des événements des derniers jours mais porter toute son attention sur les problèmes essenticis ouxque's Israel doif jaire face ». Pour M. Begin, ces e problèmes » sont liés à l'initiative diplomatique du chef de la Maison Blanche. Il a précisé que non seulement il rejetait catégoriquement le plan américain, mais encore refusait de discuter un seul de ses points. Malgré tout, forcé par l'opposition d'évoquer l'attaire des massacres, M. Begin a déclaré qu'il acceptait la capleine responsabilité » de l'action des troupes israéllemnes à Beyrouth, mais Il ajoutait aussitôt qu'il s'autie des meurires commis par des Arabes contre d'autres Arabes ». Auparavant, M. Begin avait fait savdir qu'il n'avalt eu presennellement couraissance de Le premier ministre a affirmé avait fait savdir qu'il n'avait eu personnellement connaissance de ces événements que dans la sol-rée du 18 septembre, « en écou-tant la B.B.C.», alors que les massacres ant commencé dans la nuit dn 16 au 17 septembre.

Le premier ministre a édressé, le 29 septembre, an président de la Cour suprème d'Israël, M. Itz-hak Kahane, une lettre confir-mant la décision du gouvernement de créer une commission d'enquête judiciaire sur les cir-constances de ces massacres. M. Kahane doit maintenant désigner les trois membres de cette commission. A ce sujet, le ministre de la justice a lancé un avertissement à la presse pour lui elgnifier que des révélations au des apinians sur ces événements étalent interdites par la loi durant la mercélule d'avertée de la commission de la merchique d'avertée de la commission de la commission de la mercélule d'avertée de la commission de la c ctalent interdites par la loi du-rant la procédure d'enquête et passibles d'une peine d'un an d'emprisonnement. M. Amnan Rubinstein, professeur de droit à l'université de Tel-Aviv et pré-sident du parti d'opposition cen-triste Shinui, s'est élevé contre cette interprétation en Indignant cette interprétation en indiquant qu'une telle interdiction ne portait que sur l'abjet précis des investigations et ne prenait effet qu'au moment des auditions de la

qu'au moment des auditions de la commission.

Des militaires de réserve opposés à la guerre au Liban, regroupés dans un mouvement initulé Yech Gyul (« Il y a une limite »...), out adressé au ministre de la défense ane pétition signée par un millier de personnes refusant de servir au Liban. Parmi les alguataires, figurent cent cinquante officiers, dont deux ayunt le grade de lieutenant-colonel. le grade de lieutenant-colonel.

Quelque trois cent cinquante
Palestiniens détenus au camp de
prisonniers d'Ansar, aa SudLiban, crée par l'armée israélienne des la fin du mois de luin,
ant été relâchés le 29 septembre.
Il a'agit de la mesure de libération la plus importante, car, jusqu'à présent, piusiems centaines
de prisonniers ont été relâchés
mais par petits groupes. Cependant, il reste encore près de sept
mille détenus au Sud-Liban, selon
le porte-parole de l'armée — is le porte-parole de l'armée — la plupart, des Palestiniens vivant dans la région, âgés de quinze à cinquante ans, avaient été arrètés dès le début de l'opération a Paix en Galilée ». Le 28 sentembre une révolte arrè-28 septembre, une révolte avait étilaté dans le camp d'Ansar et huit prisonniers avaient été blessés lorsque les gardes avaient duvert le feu.

FRANCIS CORNU.

DEVANT LE « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE !

M. Sharon accuse M. Mitterrand d'avoir «prolongé la guerre par ses encouragements à l'O.L.P.»

Devant le Club de la presse d'Europe I, M. Ariel Sharon, ministre de la défense d'Israèl, a notamment d'éclaré: « Nous n'avons rien à cacher. J'espère que personne ne sera reconnu coupable de quoi que ce soit (...). Mais si quelqu'un est reconnu coupable, fassumerai moi-même toutes les responsabilités, »

Le ministre a poursuivi : « Pai dit que je croyais en la responsobilité ministérielle. Fottendrai les résultats de la commission d'enquête. Nul donte que, à ce moment-là, je de er a i prendre une décision. et, croyez-moi, je n'hésitérai nas. n'hésiterai pas.

s le voudrais établir très clai-rement qu'ouvun officier israéllen n'a eu de part dans cette tragédie qui nous a tous profondément c h o qué s... Personne, dans te monde, n'a parlé des auteurs du massacre. Seul, Israél, considéré comme responsable, a été blamé et critiqué. Je peux seulement dire

Tel-Aviv. - Il n'y avait bien

sur aucune révélation à attendre du général Sheron sur les mas-

sacres de Sabra et de Chatila.

La décision du gouvernement

Israélian d'eccepter enfin le

création d'une commission d'en-

quête a permis eu ministre de

de la presse d'Europe 1 orga-

nles le mercredi 29 septembre à Tel-Aviv, d'esquiver toutes les

ral est trop respectueux des

institutions de son paya pour ne

pas réserver le primeur de son temolgnage aux juges qui ne manqueront pas de l'interroger...

Pour commencer, donc, une

vérité connue : sucun officier

ou soldet feratlien n'a participé

directement à le tuerie. Ensulte.

des interrogations : ce massacre

est l'œuvre de « forces fiba-

naises - avec jesquelles sejon

le ministre, l'armée israéllenne

avait déja collaboré d'une ma-nière tout à fait satisfelsante.

Quelles sont ces forces ? Est-ce

bien un responsable phalangiste fort connu des services isreé-

llens, Elies Hobeika, qui les a

commandées 7 Le général Sha-

grave erreut de jugement en ne

prévoyant pas les massacres ne

peut pas répondre. Donnons-lui

acte (maigré le témolonage pos-

regrettait sa propension au men-

songa) de deux précisions : It

oin larsoue celui-ci refusalt la

quête et si cette commission estime que sa responsabilité est

engegée il démissionnera. Le sujet principal syant été

escamoté, le général Sharon est passé à la contre-attaque.

fail savoir à maintes reprises que l'entrée de son armée dans Beyrouth-Quest n'était motivés que par le souci de préserver des vies humaines ? Confusion.

pour le moins, affirme M. Sharon. C'est, dit-il, parce que - les terroristas de l'O.L.P. étalent prêts à reprendre leurs actions contre tarest et dans le monde

entier - à pariir de ce sanc-tuaire, qu'a eu fieu cette pro-

grassion. . Au lieu de nous cririguer, vous devriez nous remercler -, ajoute-t-il, précisant que

le nombre da combaltants pa-

lestiniens restant dans la pertie

occidentale de la capitale liba-

naise e'élevail à deux mille. Que

sont-lie devenus puisque - et tous les témoignages concor-

Le gouvernement israélien a

me de Ben Gourton qui

estions sur le sujet. Le géné-

que ces auteurs étalent libanais...
Il jout que chacun, dans le monde, sache que nous ne sommes pas en guerre contre le peuple palestinien, mais que nous nous battons pour nous débarrasser de l'organisation terroriste O.L.P...
à Beyrouth, qui était devenue la canifie du traccalent le des la canifie du traccalent le la canifie du traccalent le la canifie du traccalent le la canific du la canifie du traccalent la canific du la canific

à Beyrouth, qui était devenue la capitale du terrorisme international.»

M. Sharon a reconnu qu'il avait permis à e des lorses ibanaises », dont il n'a pas précisé l'identité ni l'importance, de pénètrer dans la zone des camps palestiniens. « Je puis vous assurer, a-t-il ansaitôt ajouté, que, si nous ovions su ou eu le plus lèger soupron de ce que seraient les résultats de cette opération. nous leur aurions jamais permis (aux forces libanaises) d'entrer

dans cette zone. »

Il a également souligné qu'aucun militaire iaraèlien n'avait
participé à ce « tragique évènement », ajoutant : « Dès que nous evons appris ce qui s'était

dent - ce ne sont pas eux qui

ent été exterminés à Sebra et à Chatile ? Mystère. Le général

Le général est plus loquece

en revenche sur les graves res-

lui, la France dans le crise libe-

française dont Il n'e pas oublié

de stigmetiser le pertielité (à l'en croira elle n'aurait jamais

nals gul ont commis les crimes

de Beyrouth, mais suesi M. Mit-

C'est trop ou trop peu que d'accuser la France d'être res-

ponsable des bombardements de

Beyrouth et d'avoir lébergé des

combattants palestiniens. Si le

première accusation est abaurde.

mais elle n'était jusqu'à présent proférée que par des fonction-

naires subaltemes. Démentie par

Paris et par tous les témoins présents à Beyrouth, elle n'avait

jamais été reprise à son compte

par une personnailté du rang de

Qu'ajouter à cele ? Un cock-

tail de contre-vérités, de demivérités et de cynisme en forme

que « c'est de son propre chef »

que le gouvernement israéllen e

nommé una commission d'en-

quête ; que l'ambassadeur Dela-

mare n'a pas élé essassiné,

comme on le pensait, par des

agents syriens, mais par des

Palestiniens, que la Jordanie est déjà un Etat palestinien et que

les Palestiniens qui y résident

peuvant très bien conserver le

a'lis le désirent puisque larsé!

n'entend pas s'ingérer dans leurs affeires intérieures ; que les Palestiniens de Cisjordanie pau-

vent entin se sentir libres et vivre - presque sens ingérence

de la part d'Israël », que Bechir Gemayol a très certainement été

assassiné sur l'ordre de Damas, même si des Libanais ont servi

Au cours de la discussion, le général Sharon a aussi déclaré qu'il ne lutte pas contre le peu-

ole palestinien et qu'il n'en e

qu'après l' «organisation terrorisia O.L.P. o. Enfant — c'est un sabra, — il iul est même arrivé

de jouer evec des enfants pales-

timens. Adulte, et ministre fort

contesté aulourd'hul. Il n'en

requeille pas moins 64 % aux

ponsabilités que porteralt, se

Sheron ne répond pas.

la contre-attaque du général De notre envoyé spécial

passé, nous sommes intervenus pour arrêter (le massacre), que nous respections profondément. 1 Le ministre israélien de la délière a. L'important expriné avec vénémence l'espair que « toute la vêrité éclaiera au grand jour », soulignant qu'il avait « exigé des le prémier jour une enquête ».

M. Bosron a pri à partie suver que beaucoup d'entre sur pour les sauver. Il est intéressant de noise que beaucoup d'entre eux ont trouvé rejuge à l'ombassaule de France à Beyrouth. 1 M. Sharon a estimé, enfin, que sans que l'on puisse l'affirmer avec certitude. l'assassinat du président Bechir Gemayel « devout être d'une façon ou d'une autre llé aux Syriens, peu-être à des Libanais sur place mais liés aux Syriens ».

ont prolongé la guerre. Nous ne poulions pas bombarder Bey-routh-Ouest et les camps de ter-

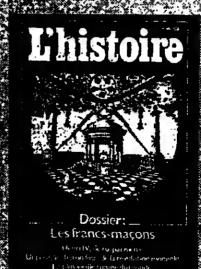
La légende des origines

Les francs-macons déres de la Révolution 2

> La République et le triomphe de la maçonnerie

L'épreuve de l'occupation

Les francs-maçons adjourd hui



21151181

JACQUES AMALRIC.

vaient opposer leur veto, nous serions au moins épaulés par les autres membres permanents du Conseil de sécurité. Dans le cas où les Nations unies

ne voudraient on ne pourraient pas inciter les deux parties en conflit

à es reconnaire mutuellement, M. Yasser Arafat envisage d'insister pour qu'une conférence internationale de la paix soit convoquée. «Une telle conférence,

explique M. Hawatmeh, permet-trait de contourner l'obstacle. Nous sommes prêts à nous ins-taller autour de la table de négociations face aux représen-

négociations face aux représentants da gouvernement israélien,
ceux des grandes puissances. La
France en tête, et de certains
Etats du tiers-monde. Atasi, la
preuve serait faite dans la pratique de notre bonne volonté et
om verrait qui, de nous ou des
Israéliens, s'oppose à la reconnaissance mutuelle et à la paix.
Le secrétaire général du Front
démocratique a tenu, en conclusion, à adresser « un appel au
peuple israélien et à tous ceux
qui s'opposent à l'expansionnisme
et au chaevinisme», dans les termes suivants : « Vos dirigeants
sèment la graine de la haine et ne
servent pas les intérêts à long
terme du peuple israélien / Ils
me parviendront jamais à nous
exterminer ou à étouffer la volonté de notre peuple à conqué-

lonté de notre peuple à conqué-rir sa liberté et son indépen-dance. Nous lations depuis plus de cinquante uns pour cela, et

nous ne capitulerons jamais; toutes les querres que vos dirigeants mênent n'aboutiront qu'à de nouveaux bains de sang, sans vous assurer pour autant la paix. Leurs méthodes jascistes, engendrées par une mentalité rétrograde d'un autre siècle, sont pouées à l'échec. Je m'adresse tout particulièrement aux quatre cent mille personnes qui ont manifesté à l'el-Aviv et aux autres, qui n'ont pas eu l'occasion de le faire, pour les inviter à rechercher tons ensemble, en notre compagnie, la formule qui garantirait la coexistence pacifique entre nos deux peuples, dans le respect de leurs intérêts respectifs. »

ERIC ROULEAU.

LA CRISE DU PROCHE-ORIENT

Un débat passionné s'est ouvert au sein de la résistance palestinienne sur la « reconnaissance réciproque » de l'O.L.P. et d'Israël encore de donner à notre adhésion un poids international qui neutraliseratt le rejus israélien. Nous ne voulons pas nous trouver en position de quémandeur, le dos au mur. Nous n'oublions pas que les dirigeants du Likoud, actuellement au pouvoir, tout autant que ceux du parti travalliste dans l'opposition, on tmaintes fois déclaré qu'ils ne reconnaitraient jamais FO.L.P., ou le droit du peuple pulestinien à un État indépendant, même si nous devions reconnaître Israél au préalable. La garantie de PONU nous est donc indispensable. Et si les Etais-Unis devaient opposer leur vato, nous

Damas. — Les centaines de milliens de rérugiés palestiniens en Syrie, tout comme les citoyens de ce pays, ont fait preuve d'une singulière discipline face aux événements sanglants da Liban. Les fêtes musulmanes du Sacrifice ont été célèbrèes en famille, comme à l'accoutumée. Ancune manifestation de solidarité avec

comme à l'accoutumée. Aucune manifestation de solidarité avec les victimes de Sabra et de Chatila a'est veaue troubier l'ordre imposé par le gonvernement.

Les autorités ont donné à la presse des consignes de retenue et ont interdit toute forme de protestation collective, de crainte sans doute que celle-ci ne dégénère en mouvements de foule sans doute que celle-ci ne dégé-nère en mouvements de foule incontrôlés. La sérénité affichée par la population a'est cependant qu'apparente, comme on peut le consteter dans les conversations. La douleur, l'indignation, la colère, le sentiment d'impuissance se mèlent à la haine éprouvée à l'égard des Etats-Unis et des Etats arabes, jugès complices des en-vahisseurs israèliens.

Le fait que des centaines de milliers de personnes aient pu manifester impunément à Telmanifester impunément à Tel-Aviv leur opposition à la politi-que du gouvernement de M. Begin suscite envie et admiration aa sein de populations privées de telles libertés. L'ampleur du mou-vement de protestation en Israël a porté déjà des fruits, dans la mesure où l'on n'entend nnile part de propos haineux ou ven-geurs à l'égard des Israéliens ou des juifs. A Damas, la petite communauté israélite vaque nor-malement à ses occupations; les mogasins et les échoppes lui appartenant, souvent situés dans

Selon Jérusalem

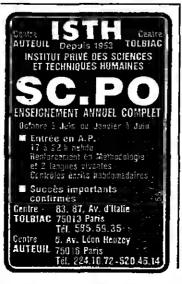
520 TONNES DE MUNITIONS ONT ÉTÉ SAISIES A BEYROUTH-OUEST

L'inventaire officiel des armes et munitions palestiniennes saisies par l'armée israélienne saties par l'armée isracienne lors de son entrée à Beyrouth-Ouest à été rendu public par le porte-parole militaire israé-lien. Il comprend, selon lui, 520 tonnes de munitions : des roquettes Katiousha et RP.G. des missiles antichars et sol-air, 23 chars et véhicules blindes, 5 rampes de lan-cement mobiles de roquettes cement mobiles de roquettes Katiousha, 75 rampes de lan-cement de missiles R.P.G., 220 véhicules (camions et jeeps), 80 canons de tous cali-bres et des milliers d'articles

d'équipement militaire. En outre, l'armée israélienne s'est saisie de 5 000 armes s'est saisie de 5 000 armes individuelles, d'une station d'émission radiophonique et de quantités importantes d'équipement optique à usage militaire. Selon le porteparole, même après la capture et le transport de ces armes dans les arsenaux israéliens, des informations sur la découdes informations sur la décou verte d'autres arsenaux ont continue à affiner, et le soin de récupérer ces stocks a été confié à l'armée libanaise.

Le communique ne fait pas mention de la prise des dos-siers et documents de l'OLP. seion la presse israélienne cependant, l'un des objectifs de l'entrée des troupes israéliennes à Beyrouth-Ouest était, à la demande expresse des services de renseignement israéliens, la saisie de ces documents. cuments. Deux universitaires français et libanais ont d'ail-leurs lancé à leurs collègues israéliens un appel en faveur de la restitution des docu-ments du Centre de recher-ches palestinien, fondé en 1964, dont les archives ont été déménagées dans des camions israéliens.

Le commandement militaire israélien a, par allieurs, an-noncé, mercredi 29 septembre, que les plaintes concernant les pillages auxquels se seraient livrés les soldats israèliens (vols d'objets de valeur, de vêtements et d'argent dans de nombreux appartements) étaient transmises pour en-quête à la police militaire.



De notre envoyé spéciol

désemplissent pas. Les relations personnelles, cordiales ou ami-cales, n'ont pes été affectées par les atrocités du Liban. cales, n'out pas été affectées par les atrocités du Liban.

Les répercussions des manifestations de Tel-Aviv sont autrement plus importantes au sein des milieux dirigeants de la résistance palestinienne, où l'on discute davantage de projets de paix que de guerre. « Je considère désormais le peuple israélien comme innocent des crimes commis en son nom», nous a déclaré Abou Saleh, membre du comité central da Fatah et de la direction suprême des forces armées de l'OLF. « Après les massacres de Sabra et de Chatila, ajoutait-il, mon premier réflexe fut de croire que le fossé entre nos deux peuples ne pourrait jamais être comblé. Ce n'est plus mon avis depuis les manifestations à Tel-Aviv.»

M. Farouk Kaddoumi, le chef de la diplomatie palestinienne, de la diplomatie palestinienne, nous à dit pour sa part : « Nous espérons que le mouvement d'opposition en Israël pourra se traduire par le retrait des occupants, non seulement du Liban, mais aussi des autres territoires arabes occupés, et que la coeristence entre nos deux peuples pourra s'instaurer sur la base du droit des Polestiniens à l'autodétermination et à un Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza, conformément à la légalité internationale, Cependant, de telinternationale, Cependant, de tel-les perspectives ne pourraient se préciser qu'après la chute du gou-

vernement fasciste de Begin. »
Les propos que nous a tenus, su cours d'un long entretien, M. Nayef Hawatmeh, sont encore plus nets. Le chef du Front démopius nets. Le chef du Front démo-cratique pour la libération de la Palestine (F.D.L.P.), nagnère considéré comme un egauchiste » et un «extrémiste », est actuelle-ment très proche de M. Yasser Arafat, et exprime le plus sou-vent les positions prises en privé par le président de l'O.L.P. « Nous de von s, déclare-t-il, urendre des décisions convoques

prendre des décisions courageuses Conseil national palestinien (par-lement), qui tiennent compie de la volonté de la communauté mondiale, celle de l'opinion israé-tienne en particulier, d'en finir une fois pour toutes apec ces guerres interminables et menaçantes pour la sécurité internationale. Il faudrait que nous tractons une ligne de conduite réaliste, claire et precise, depourous de toute ambi-guité. Bref, notre principale tâche est de faire un bond en avant vers un règlement qui comporte-rait la creation d'un Etat palesrait la création d'un Etat pales-tinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza. La coexistence paci-jique qui s'instaurerait marque-rait le début d'un dialogue puci-jique et démocratique entre nos deux peuples pour déterminer la qualité et l'intensité de leurs ju-tures relations, lesquelles de-vraient évoluer vers des jormes supérieures à celles d'une simple coexistence.

M. Hawatmeh poursuit : « Il y a belle turette que nous recher-chons des contacts directs avec les

forces démocratiques et progresforces démocratiques et progres-sistes isruéliennes, en vue d'ouvrir la voie à une entente. Dès 1974, favais lancé un appel public en ce sens à MM. Arté Etiav et Itahak Ben Haharon, qui diri-gezient respectivement à l'époque le parti travailliste et la confédé-ration des syndicats Histodrout. Au 68 des années nous avons Au fE des années, nous avons tenu des réunions discretes avec diverses personnalités israéliennes, à Paris, à Prague, à Rome et ailleurs.

« Aa cours de la guerre du Ad cours as in guerre au Liban, nous avons reçu à Beyrouth, pendant que nous subissions le siège et les bombardements du général Sharon, tout Israèlien qui avait exprimé le vœu de venir nous voir. Si le général Mordekhai Gour, l'ancien ches de l'état-major n'anvir pas chef de l'état-major, n'avait pas renoncé, in extremis, à son pro-jet de nous rendre visite, nous Faurions recu les brus ouverts et, en prime, nous lui aurions remis un pilote israélien que nous avions un pilote irraélien que nous avions capiuré. C'est dire combien nous sommes acquis au dialogue avec des hommes tel le dirigeant travalliste Yossi Sarid, qui sont persuadés que le problème paleztinlen ne sera jamais résolu par la force des armes.

— Admettriez-vous la condi-tion préalable de la reconnais-sance réciproque des peuples israèlien et palestinien? — Yasser Arajat et mod-même

- Yasser Arajat & mot-meme a vons accueilit javorablement, entre autres, le projet de réso-lution franco-égyptien présenté au Conseil de sécurité et qui prône précisément cette recon-naissance réciproque. Que veut-on de rive? de pius?

de pius?

— Puisqu'il en est ainsi, pourquoi n'annoncez-vous pas d'une manière explicite que vous acceptez ce principe?

— Il revient au Consell national palestinien, qui se réunira dans un mois environ, de prendre une telle désirion. Le Front de modans un mois environ, de prendre une telle décision; le Front démocratique que je dirige a l'intention de soumettre un projet de
résolution allant dans ce sens. La
question, d'ailleurs, fait l'objet
actuellement de débats passionnès au sein de toutes les organisations de la résistance et, je
ne vous le cache pas, les divergences, tactiques dans la plupart
des cas, se manifestent jusqu'à
l'intérieur de ces organisations.
Or nous tenone à conserver,
coûte que coûte l'unité et la cohésion de l'OLPsion de l'OLP.

Le refus israélien

» En l'état actuel des choses, nous préférerions que le Conseil de sécurité adopte la résolution franco-égyptienne ou un texte analogue, auquel nous nous ral-lierons sans la moindre hésita-tion. L'apontage d'une décision tion. L'avantage d'une décision prise par l'ONU est qu'elle nous permettrait de faire l'économie d'une confrontation au sein de l'OLP, et de nous libérer des pressions de certains pays arabes qui misent sur notre intransi-geance à des fins égoïstes et inavoyables. Elle aurait le mérite

L'enquête sur l'assassinat de Bechir Gemayel aurait mis au jour une piste sérieuse

De notre correspondant

Beyrouth — Tout le petit peuple d'Achrafieh attend de pied ferme son rétour. La conviction des bonnes gens du secteur chrétien est faite : Bechir Gemayel d'est pas mort. Le Mossad et la C.I.A. se métent — concurrents on complices — dans sa disparition et sa prochaine réapparition. Celle-cl était attendue pour le 23 septembre, jour de l'investiture présidentielle. Cette date passée, une partie des crédules ont baissé les bras. Mais les antres, encore nombreux, attendent encore.

Curieux phénomène, bien réel, ayant sans doute eon origine dans la confusion née de l'hallucination collective qui, deux heures après l'attentat, a fait croire que le jeune président élu s'en était sorti indemne. L'enquête sur son assassinat, quinze jours après l'attentat, serait sur une piste solide, apprend-on de source digne de foi. Menée par ses propres militants des Forces libanaises, elle aurait permis de remonter la fillère. Jusqu'à prèsent les investigations sont entourées d'un épais secret mais ceux qui les mêment, assurent que « tout sera publié quand les preuses auront été réunies » et que « cele pourrait ne plus tander ».

Si tel devait être le cas, on estime dans les milieux blen informés que, vraisemblablement, les divulgations mêmeraient à mettre en accusation « les Palesthieus ». Ceux-ci sont en élist — avec les Israéllens, que désigne plutôt l'opinion publique — les principaux accusés potentiels dans cette affaire, les autres hypothèses — les Syriens et M. Soleiman Franglé — paraissant écartées. Or, on voit mai une mise en accusation directe d'Israél par les Forces libanaises.

A propos de l'enquête aussi, les rumeurs fourmillent à Beyrouth—

A propos de l'enquête aussi, les rumeurs fourmillent à Beyrouth-Est. Un officier des Forces liba-naises aurait été dégradé par Bechir Gemayel peu avant son essassinat. « Faux », assurent

celles-ci. Sept officiers auraient été arrêtés après l'assassinat : « Faux également. » Parmi tous les suspects, dix auraient été gardés à vue, Quatre, uns femme et trois hommes, actamment un jeune homme habitant l'étage supérieur, dont la famille, à l'exception du père blessé et de la sœur, est pourtant morte, oui ferait est pourtant morte, qui ferait l'objet de soupcons sérieux : pes de commentaires à ce sujet. Les seuls éléments vérifiables sont fatuels. Le represent le

sont factuels. Ils permettent la reconstitution sulvante du déroureconstitution suivante du déroulement de l'attentat. Une charge,
ayant une puissance explosive de
50 kilos de T.N.T. (et non de
200 à 300 kilos, comme on le disait), d'un poids et d'un volume
moindres, a été déposée au
deuxième étage, inoccupé, de
l'immeuble dont le rez-de-charssée servait de permanence an
parti phalangiste.

Elle a sans doute été introduite
dans les vingt-quatre heures précèdant l'explosion, puisqu'elle aurait êté commandée par une minutanie dont c'était l'autonomie
maximum, et don par télécom-

nuterie dont c'était l'autonomie maximum, et aon par télécommande. Elle a été placée par un artificier compétent (ou sur ses instructions et en fonction d'une parfaite connaissance des atructures de l'immeuble), de façon à faire s'étrouler les dalles vers le bas, au point precis où s'asseyait habituellement Bechir Gemayel, et aon à provoquer une explosion vers le plafoad.

LUCIEN GEORGE

SCIENCES PO PREPARATION ANNHELLE INTENSIVE PARALLELE DE DET CORRESPONDANCE Après 2. année, PREPAR ENA

PRESUP 46, Fue Vivienne, 75002 Paris, Tel : 261-83-59, poste 201.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La Chambre des représentants a rejeté de neu une demande de levée de l'embargo sur le gazoduc euro-sibérien

Dans sa première interview accordée depuis su démission, le 25 juin dernier, et qui devait être diffusée ce jendi 30 septembre par la chaîne de télévision A.R.C., M. Alexander Haig évoque ses divergences avec les membres de l'administration Reagan et, en particulier, son opposition aux sanctions décidées contra les autremiese participant à la construction de la contraction de la contract contre les entreprises participant à la construction du passing euro-sibérien. Imposer des sanctions rétroactives sur un préjet conçu dans les années 70 et pour lequel des contrats avaient été signés et des travaux se trouvaient en cours de réalisation pouvait qu'aboutir à de nombreuses tensions finernations estime l'ancien secrétaire d'État.

De notre correspondant

Washington. — Il s'en est fallu de peu, mercredi 29 septembre, que la Chambre des représentants ne s'oppose aux mesures prises par M. Reagan contre le gazoduc euro-sibèrien, par deux cent six voux seulement contre deux cent trois, elle a rejeté une motion anti-embargo inspirée par des républicains mécontents.

The version amendée de ce

Une version amendée de ce texte devait être adoptée un peu texte devait être adoptée un peu plus tard par deux cent neuf voix contre cent quatre-vingt-dix-sept. Celle-ci précomise un maintien des sanctions pendant quatre-vingt-dix jours encore. À l'issue de cette période, affirme la Chambre, les sanctions ne doivent être levées que si M. Reagan certifie au Congrès que l'U.B.S. ne contraint pas des prisonniers à construire le gazoduc.
On voit mai la Maison Blanche

gazodic.
On voit mai la Maison Blanche
faire une telle fleur au Kremlin...
Le vote de la Chambre n'avait
d'ailleurs qu'une valeur théorique.
Même si le premier texte était
passé, le Sénat s'y serait probablement opposé. Et, dans le cas
contraire, M. Resgan aurait mis
son veto.

Le perrétaire d'Etat M. George.

Le secrétaire d'Etat, M. George. Shultz, avait demandé à la Chambre de reporter le débat, car il devait renconirer cette semaine, à New-York, ses homo-logues soviétique et européeus, Etait-ce bien le moment, pour le Congrès, d'étaler ses divisions. voire son opposition a l'embargo

et Ceoper Budustries. Selon un chiffre officiel, Pembargo devrait les priver de 880 millions de dollers de ventes. Même et, pour le moifient, de sont surtout leurs filiales étrangères qui en font les frais, èties craignent pour leur crédibilité. Le président de l'association intitionale des industriels, M Alexander Trouverides, décis-M. Alexander Trownridge, décle-rait en août à une commission de rait en aont à une commission du Congrès : « Les mesures prises par l'administration sont confuses, contradictoires et contreproductives. Elles ont des implications à long forme nour la compétitivité internationale des Eints-Unis. » Mais c'est au court terme que popular les deux each trais remé-

pensent les deux cent trois repré-sentants qui ont voté mercredi contre l'embargo. Ils ne se précourse remargo. Ils ne se pre-occupent ni de la détente inter-nationale ni de la division des alliés occidentaux, mais des per-tes d'emplois dans leur circons-cription. Le chômage est le souci principal des Américains en ce moment. Comment ne sarait-il pas celui de leurs représentants à un mois des élections du 2 noreste que près de la motifé de la chambre des représentants est opposée à l'embargo sur le gazoduc. Toujours très attentive aux humeurs du Congrès, la Meison Bianche devra bien, tôt au tard, en tirer la lecon et trouver une porte de sortie.

... ROBERT SOLE

1227 4 %

E ...

AUN

voire son opposition à l'embargo?
L'argument avait paru valable au speaker (démocrate) de la Chambre des représentants. Mais, paradoxalement. C'est le chef de la minorité républicaine, M. Robert Michel, qui a provoqué le débat.

Il faut dire que sa circonscription de l'Illinois, soufirant d'un taux de chômage de 16 %, est particulièrement touchée par l'embargo : elle abrite le siège de Catenpillar, une fitme qui a di licencier beaucoup de monde après s'être vu interdire l'expurtation de matériel pour le gasoduc.

D'antires sociétés américaines sont touchées, notamment General Electric, Dresser, Baker International, Smith International

Vous avez le BAC

Devenez un professionnel de qualité

Préparez en deux ans le diplôme du

WILSON INSTITUTE OF MANAGEMENT

agréé par

l'Université libre internationale - GENÈVE -

Le cursus pédagogique est basé sur un enseignement supérieur alterné : programmes de gestion et management au plus hau niveau à PARIS et SAN FRANCISCO et une véritable expéries internationale.

Pour toute information: Université Libre Internationale Service des admissions M. Ph. DOURRE

36 rue de Candolle 1205 GENÈVE (Suisse) Tél. : (22) 989 989

Centre d'informa pour la France

32-33 Galerie Molitpensier Jardin du PALAIS ROYAL 75001 PARIS Tél : 16 (1) 296.30.69

La véritable préparation de votre avenir UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

Une sélection rigoureuse, la valeur de ses partenaires internationaux.

Allemagne fédérale

Les principaux ministres libéraux retrouveraient leur portefeuille dans le futur cabinet de M. Kohl

La - destitution - du chanceiler Schmidt le 1st octobre par le Bundestag ne fait le ministère de la défense pourrait désormais plus de doute étre attribué au candidat chrétien Cirrétiens démocrates et libé démocrate malheureux aux élec-

désormais plus de doute.

Chrétiens-démocrates et libéraux tablent sur une majorations de Hesse. M. Dregger, et rité de dix voix. Le cabinet de Hesse. M. Dregger, et rité de dix voix. Le cabinet de Hesse. M. Dregger, et rité de dix voix. Le cabinet de la CDU pour les grands serve de la CDU pour les grands leurs partéfenilles, actainscionnaires y, refrouvement leurs portéfenilles, actainment M. Genscher aux affaires étrangères et M. Lambsdorff aux finances.

Notre envoyée spéciale expose it les grandes lignes du programme du nouveau gouvernement, qui entend éviter de rompre le cousensus allemand.

Bonn. — «Un puisch? Vous avez déjà su une Constitution qui prévoit la possibilité d'un puisch? Le chanceller n'avait plus de majorité. Il ne pouvait plus gouverner. Or la République d'arguments convaineants lors qu'un lui demande si la procédure, pour constitutionnelle qu'elle soit, ui parati être ansal la plus démocratique.

Des élections n'auront lieu que le 6 mars, explique-t-il, e parce qu'il nous parati plus juste que Bonn. — «Un prisch? Vous avez déjà ou une Constitution qui prévoit la possibilité d'un putsch? Le chancelier n'avait plus de majorité. Il ne pouvait plus gouverner. Or la République jédérale a besoin d'un gouvernement. C'est pourquoi nous utilisons l'article 67 de la Constitution. M. von Thiesenhausen, le porte-perole de la C.D.U. manque d'arguments convaincants lorsqu'on lui demende si la procédure, pour constitutionmelle qu'elle soit,

Des élections n'auront lieu que le 6 mars, explique-t-il, « parce qu'il nous paraît plus juste que les électeurs jugent sur pièces du programme et du gouverns-ment qui leur sont proposés, plutôt que d'organiser une consultation maint en ont où ils ne sauraient pas qui vent quois. Ce que veut la nouvelle coalition a été exposé mardi dans un texte qui aurait pu constituer pourfaint

qui aurait pu constituer pourtant une plate-forme électoraie.

Les jeux, en tout eas, sont faits, et le chancelier Schundt sera destitué vendredi au profit de M. Kohl, qui devrait disposer au Bundestag d'une majorité de dir voir Con devrait comentra l'unit voix. On devrait connaître hindi-la composition du futur gouvernement «Nous souhaitons que toutes les tendances des trois formations solent représentées », affirme M. von Thiesenhausen « y compris la gauche du F.D.P.». Ce qui est peu probable, étant donnée la façon dont l'a trattée ces derniers jours M. Stranss et l'état d'esprit dans lequel, elle se trouve : le secrétaire général du parti liberal, M. Verheugen, a. donné sa démission inscreedi.

Il est délà quasi certain que trols des ministres libéraux qui trols des ministres libéraux qui ont demissionne le 17 septembra retronveront leur poste ; M. Genscher les affaires étrangères, M. Lambsdorff l'économie et M. Etil l'agriculture. Pour la C.D.U., M. Stolienberg (ministre président du Land de Schleswig-Holstein qui avait échone en 1980 face à M. Strauss pour la candidature à la chancellerie) serait dux finances; M. Blüm (ancien syndicaliste et sénateur pour les affaires sociales à Beriin-Ouest) au travail, et Muse Olga Vez à la famille. Il semble également acquis que le ministère de l'inférieur reviendra à M. Zhumermann, de la C.S.U.

Restent des inconnues : la rumeur publique disait mercredi que

SI VOUS MESUREZ

1 m 80 OU PLUS

De notre envoyée spéciale

Changement de fon à l'exiérieur

Dans le domaine de la politique étrangère, on peut se
demander si le retour de M. Genseher comme chef de la diplomatie assurera la continuité dont
se réclame le programme mis au
au point par les trois formations.
Le texts affirme la fidélité de
la nouvelle coalition à certaines
options fondamentales : adhésion
saus réserve » aux positions de
l'alliance atlantique en faveur
d'une défense efficace, respect
des traités avec les pays de l'Est,
politique de détente et de dialogue. Certains acquis de la politique étrangère allemande depuis
treize ans sont irréversibles.
La nouvelle coalition aurat-elle la volonté de défendre la
politique de détente, par l'o is
contre les Etats-Unis? La C.D.U.
observe son ce point un flou pru-Dans le domaine de la policontre les Etats-Unis, La C.J., U.
observe sur ce point un flou prudent. Pas question, dit-on, de
suivre l'embango américain à propos du gasodue sibérien : « Nousn'en avons pas décidé la construction mais nous nous refusons à
rompre des contrats déjà signés
ance Platon amétique »

rompre des contrats déjà signés avec l'Union soviétique, s
Mais alors, en quoi consiste le rétablissement de « relations privilégiées » avec les Etais-Unis ? « Sur le plan humain, répond le porte-parole de la C.D.U., il y aura naturellement un changement. Nous ve reproduirons pas l'arrogance et les erreurs de compositement du chancel ter schmidt le na die chancel ter schmidt le nature de la compositement du chancel ter schmidt le nature de la chancel ter schmidt le na

comportement du ch uncelier Schmidt. Je ne dis pas que sur le problème de fond, celui de la fidélité à l'alliance allantique, le chaucelier Schmidt uit jamais eu une attitude négative, mais il y en a eu dans son parti chez tous ceux qui situent la République fédérale à égale distance entre les Eluis-Unis et l'Union soviétique, s

Le porte-parole de la C.D.U. rappelle que la R.F.A. vit pour 40 % de ses exportations, et que tout es qui pourrait les compromettre serait « suicidaire ». Le tom cependant va se durcir à l'égard des pays de l'Est en général, et de la R.D.A. en particulier. Les avantages économiques que ral, et de la R.D.A. en particulier.
Les avantages économiques que
la R.D.A. tire de ses rapports
avec la Rép n blique fédérale
devrom être « mieux compenats » par des avantages sur
le plan humanitaire pour les
Allemands de l'Est. Le futur gouvernement entend, notamment,
lier la reconduction des accords
Swing (les crédits à Berlin-Est)
à la réduction du taux de change
imposé aux Allemands de l'Ouest
se rendant en R.D.A.

imposé aux Allemands de l'Ouest se rendant en R.D.A.
La visite que devait effectuer M. Honecker en R.F.A., cette année, paraît dans ce contexte compromise. Pas de changement de cap donc dans la politique à l'Est, mais un changement de ton qui pourrait en fait être lourd de conséquence.

D'autre part, le texte continue.

de conséquence.

D'autre part, le texte souligne, comme pour réparer un oubli. l'importance que la future coalition attache aux rapports avec la France sur la base des accords franco-allemands. M. Mitterrand rencontrers donc, fin octobre, M. Kohl dans le cadre de ces accords I est difficile de prévoir pour l'instant dans quelle mesure une attitude plus bienveillante.

du gouvernement de Bonn à l'egard du gouvernement améri-cain pourrait ternir, sur le plan politique, les relations avec Paris. On affirme en tout cas qu'elle n'aura pas de conséquences sur les relations économiques avec la france premier partentire com-

n'aura pas de consequences sur les relations économiques avec la France, premier partenaire commercial de la E.F.A.

En matière économique, l'accord de gouvernement est infiniment moins sévère que les mesures qu'avait préconisées, il y a quelques agmaines, le ministre de l'économie, M. Lambsdorff, et qui avaient déclenché la crise. L'objectif est avant tout de relancer les investissements privés. « On ne peut pas, dit le porte-parole de la C.D.U., créer des emplois par décret. Ce sont les entreprises qui les créent en investissant, à condition qu'elles ment confiance et qu'elles ne redoutent pas, à tout moment, qu'une loi imbécile vienne les priver du bénéfice de ces investissements. »

L'augmentation d'un point de la T.V.A., l'emprant obligatoire pour les hants revenus seront

destinés à l'investissement. On ne prétend pas régler le problème de l'endettement, mais quelques éco-nomies seront réalisées, notamment par le freinage de certaines dépenses sociales et un relentis-sement des salaires dans la fonc-tion publique contre lequel les syndicats de fonctionnaires se sont vigourensement élevés, des mercredi

Les partis démocrates-chrétiens ont tire les leçons des expériences ont tire les leçons des experiences Thatcher et Reagan, et savent qu'ils n'ont aucum intérêt à dé-clencher la guerre avec les syn-dicats en pratiquant par exemple des coupes sombres dens le budget social. Ces partis, en outre, ne sont pas exclusivement conserva-teurs. Ils étaient la composante populiste, dans une certaine me-sure, de la tradition d'un moupopaliste, dans une certaine me-sure, de la tradition d'un mou-vement social-chrétien et le lan-gage de la droite qui dit gouver-ner au centre. Il n'est donc pas question qu'ils provoquent la rupture du fameux consensus allemand, d'autant moins que s'ouvre en R.F.A. une période pré-électorale.

CLAIRE TRÉAN.

Querelles de légitimité

(Sutte de la première page.)

Le danger le plus immédiat cependant, c'est que ces groupes agissent sans même attendre les encouragements de partis politiques, que ce soit pour s'accrocher à des privilèges ou parce que le gouvernement et les partis qui le soutienment aient négligé une autre constatation parfaitement pertinente faite par Jacques Chirac dans le même texte : « Qu'un pouvoir soit légalement en place ne signifie pas qu'il soit anns freta ni sans timite... La majorité doit avoir assez de scrupule pour ne pas prétendre avoir

majorne don avoir assez de scru-pule pour ne pas prétendre avoir reçu du peuple un blanc-seing que celui-ci, à l'évidence, n'a pas entendu lui donner... » En Allemagne, le débat sur la légitimité est d'ébord d'ordre ins-titutionnel C'est Halmat Salamid.

titutionnel. C'est Helmut Schmidt qui l'a lancé en cherchant à obte-nir la dissolution du Bundestag : le parti libéral est-il en droit de renverser ses alliances sans avoir renverser ses alliances sans evoir reçu un nouvean mandat de ses électeurs? Constitutionnellement, la réponse est affirmative. La procédure du vote de défiance constructif a même été expres-sement prévue pour désigner au chancelier en place un successeur chancelier en place un successeur appuyé sur une nouvelle majorité comprenent une partie de l'ancienne. Et la critique de Schmidt passe trop sous silence le précédent de 1966, où le parti chrétien-démocrate a précisement permis aux socialistes, ses advensaires du combat électoral de l'amnée précédente, de revenir au pouvoir pour la première fois depuis 1930. Mais la légitimité, c'est aussi une crédibilité. Notamment lorsque tout un système institutionnel est en cause. La HI et la IV République ont vu leurs citoyens se détacher d'elles, notamment parce qu'ils se sentaient trahis par un jeu d'alliances successives et contradictoires ponrt au t parfaitement légal. En 1939, la majorité au pouvoir n'avait guère de ressemblance avec celle qu'avait légitimée

Pélection «Front populaire» de 1936. De 1946 à 1951, même chan-gement. Et le gouvernement Mol-let, formé en février 1956, ne correspondait vraiment pas à l'alliance affirmée pendant la campagne électorale!

Or le parti libéral allemand n'a même pas l'excuse de l'impossi-bilité de former une majorité sans infidélité aux engagements pris devant les électeurs. Des engagements qu'il avait voulus. voici deux ans, particulièrement solennels ; non, il ne serait plus le parti de l'aller-retour entre les deux grands; voter pour lui, ce serait voter pour une solide coali-tion avec le S.P.D. A-t-Il alors le droit moral de changer d'alliance sans une nouvelle légitimation électorale? Les électeurs de Hesse la lui ont spectaculairement refu-sée dimanche dernier. Mals pouvaient-ils se substituer au corps électoral dans son ensemble? C'est la querelle du lendemain.

C'est la querelle du lendemain.
Ce n'est pas la seule. En effet,
de nouvelles élections législatives
risquent de provoquer une antre
perte de crédibilité, donc de légitimité, du système institutionnel,
donc de la démocratie parlementaire : si à Bonn comme à
Hambourg et à Wiesbaden, le
tilers-parti refuse le jeu des
alliances, si les alternatifs en
situation d'arbitrage refusent
d'arbitrer, le blocage pourrait
avoir des effets aussi dangereux avoir des effets aussi dangereux pour la démocratie que le dis-crédit initial d'un gouvernement appuyé sur un petit groupe en voie de décomposition.

Les enjeux du débat allemand sont donc dans l'immédiat plus graves que ceux de la querelle française. A plus long terme, il s'agit de savoir dans l'un et l'autre pays quelle est la capacité de résistance aux effets sociaux d'une crise économique prolongée d'un système politique fondé sur le pluralisme et l'alternance décidée par élections. Les enjeux du débat allemand

ALFRED GROSSER.

(Publicité) Société Internationale dynamique, domaine des machines pour la production d'orticles en verre creux nous o chargé de rechercher

un TECHNICIEN — COMMERCIAL

- Disposé à se déplacer fréquemment en Europe occidentale; — Age: 30 à 40 ans;
- Titre d'études requis B.T.S. ou maîtrise en matières techniques ; --- Parfoite connaissance langue française et anglaise (langue
- italienne souhaitée mais non indispensable);
- Lieu de travail initial : Italia du Nord : pour développer une octivité technico-commerciale pour le marché

français subordonnée à un stage de formation intensive. On offre d'importantes perspectives professionnelles et de carrière

à un candidat ayant sens responsabilités et capable initiative.

Prière adresser dossier de candidature (discrétion assurée), sous réf. SP 16.011 à PRAXI S.r.L., Services des carrières, Société d'organisation - Rue XX Settembre, 8/8 - 16121 Gènes (Italie!

Grande-Bretagne

Le congrès du Labour adopte le principe du désarmement nucléaire unilatéral

De notre envoyé spécial

Blackpool. — Les travaillistes ont confirmé, le mercredi 29 septem-bre, à leur congrès de Blackpool leur prise de position antérieure en faveur du désarmement nu-clèaire unilatéral. Mais, pour la première fols, ils l'ont fait à la majorité des deux tiers, qui, en principe, transforme une simple décision de congrès en un article du programme fondamental du parti. Toutefois, une forte majo-rité a repoussé une demande de sortie de l'alliance atlantique.

Quatre millions neuf cent mille Quatre millions neuf cent mille mandats contre un million neuf cent mille ont approuvé la motion en faveur du désarmement uncléaire unilatéral, soutenue par la direction du Labour. Cette motion indique que « le désarmement unilatéral de la Gronde-Bretagne sera une intitative vitale conduisant à un désarmement nullilatéral dans le monde entier ». Elle s'oppose au remplacement des fusées Polaris de la force hritannique de dissuasion par des Trident, comme le prévoit le gouvernement conservateur, ainsi qu'an déploiement des missiles de croisière.

Elle demande la fermeture de tontes les bases nucléaires amé-ricaines ou britanniques sur le sol ou dans les eaux territoriales de la Grande-Bretagne. Elle s'op-pose au déploiement de toute arme biologique ou chimique, elle propose enfin le démantèlement

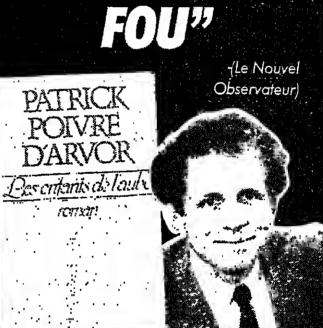
de l'industrie de l'armement et la définition avec les syndicate d'un programme de reconversion de cette industrie afin de recycler les salaries qui perdront leur emploi.

menie temps pour le « dévelop-pement de la défense non nucleaire de la Grande-Bretagne » — ce qui semble impliquer qu'un éventuel gouvernement travailliste donnerait la priorité à l'arme-ment conventionnel — et il a chargé le conseil national exécu-tif de veiller à ce que l'engage-ment en faveur dn désarmement unilatéral so it expressément contenu dans le programme électoral du parti.

C'est bien là que le bât blesse, car le conseil national exécutif, qui définira le programme élecqui dell'inta le programme elec-toral avec le « cabinet fantôme », est maintenant dominé par une droite qui considère avec un cer-tain scepticisme le désarmement unilatéral. M. Foot lui-même, qui en est personnellement un par-tisan convaincu. s'est gradé d'utisan convaincu, s'est gardé d'y faire explicitement référence dans son discours au congrès (le Monde du 30 septembre). Quels que soient les sentiments généreux des militants. Il est probable qu'un gouvernement travailliste se montrerait plus prudent dans la définition de sa politique mili-

DANIEL VERNET.





PATRICK POIVRE D'ARVOR Les enfants de l'aube

"Un livre qui survivra à l'actualité littéraire. Une autre version du Blé en herbe ou de Tristan et Yseult". Figaro Magazine

"Une histoire romantique dans une ambiance à la Thomas Mann".

Marie Claire

J.C.LATTES

TWA vers et à l'intérieur des USA

New York: 2 vols quotidiens - 2995 F.

Liaison sans escale de Paris CDG1 en gros porteur. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des États-Unis.

Tarif loisir aller/retour.

Vous plaire nous plaît.



UPUI WISS

COSTUMES PARDESSUS. VESTES SPORT IMPERMEABLES. JEANS_ 14 LONGOCHE DE MARINES 759ti PAUS - Tél. : 255,98.00 Derect dy houll ar sainti

(Jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT BLAZERS, BLOUSONS CUIRS - PEAUX - DAIM PANTALONS VELOURS CHEMISES ET PULLS

Pologne

Le scénario de la dissolution de Solidarité semble prêt

rio de la dissolution de Solldarité d'ores et déjà, annoncé qu'il deman-semble se préciser chaque jour un derait, si Selidarité veneit à être peu plus et le syndicat indépendent pourrait être privé d'existence juridique dans le courant du mois d'octobre. Les autorités qui hésitaient depuis plusieurs mois à franchir ce pas per crainte des réactions de la population ont apparemment opté cer une dissolution formelle.

L'opération devrait en effet se réaliser par le blaie de l'adoption d'una loi sur les syndicats qui rendraft loso tacto caduques les dispositions qui avaient permis en novem rité. Au eindemain des accords de Gdansk, et dans l'attente des nou-velles dispositions législatives qu'ils impliqueient, le geuvernement et les indicalistes s'étalent mis d'eccord sur une procédure provisoire aul donnait, par décret du Consell d'Etat, pouvoir su tribunal de Varsovie da conférer une existence juridique ou syndicat. Il était entendu que le Parlement devrait par la eulte adep-ter une nouvelle législation qui avait donné liau à de longues et difficiles négociations entre le pouvoir et les

Ce texte, prêt depuis le printemps 1981 et que le gouvernement n'avait néanmoins jamais présenté devant la les semaines à venir — peut-être dès le 8 ectobre, - mais dans une version amendée qui «empêchera», selen l'agence efficielle PAP, «tout retour & la situation d'avant le 13 décembre 1981 -, autrement dit, puisqu'il e'agit-là de la date du coup d'Etat, toute existence de Selidarité. Cette procédure rendant caduc l'enegistrement de Solidarité - délégaliserait - sans le dire, mais définitiement, l'erganisation de M. Walesa qui n'est que - suspendue - à l'heure

Cette perspective, à laquelle une intense campagne de la presse efficielle essale de préperer l'epinien pour amertir le choc, inquiète évi-

Varsovie (A.F.P.-A.P.). — Le scéna- eussi l'Eglise dent le primat a

dissout, qu'il selt rétabli dans -eo torme actuelle -. Devant un groupe de jeurnalistes eméricains qu'il ait à l'occasion du voyage eux Etats-Unis qu'il entreprendra le 14 octobre, Mgr Glemp a ajeuté de Solidarité ne donne lieu à des événements très dangereux e et qu'il était « très peu probable » que la futura lei syndicale soit de du monde euvrier. Le primat, qui a rannelé. à cette eccasion, les e rappelé, à cette eccasion, revendications de l'Eglise sur réactivation des syndicats, le libération des détenus et la recherche d'un compromis politique, e encore que devrait faire Jean-Paul II dans son pays n'était pas encore connue. Le répression, qui connaît un regain marqué depuis les manifespendent ce temps. De lourdes peines de prison sont prononcées contre manifestants, et l'on a apprie ment le condamnation, en llet, du vice-président de Solidarité, M. Krupinski, a trois ans et demi de détention et l'arrestation, le 30 eoût, de Mme Walentynowicz, membre du présidium du syndical. Mme Walentynowicz, qui avait été libérée au début de l'étà de son centre d'internement, aurait été conduita, selon des sources syndi-cales, à la prison de la rue Rako-

Gdenek, l'anniversaire de Walesa, qui a eu trente-neuf ans le 29 septembre, a été marqué par une messe célébrée à l'église Sainte-Brigitte, proche du chantier Lénine, à laquelle ent pris part plusieurs milliers de personnes. A l'issue de l'effice, la police aurait feit usage de canons à eau pour disperser la foule, qui avait entonné, bras levés pour le « V » de la victoire, l'hymne petriotique Diec sauve le Pologne.

wiecka à Varsovia, où elle serait

soumise sur ordre du parquet é

des examens psychiatriques.

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF D'ÉTAT ZAIROIS

Le président Mobutu entend tirer un bénéfice diplomatique important de la réunion à Kiushasa du sommet frauco-africain

Ghadolite. -- La capitale du Zaîre s'apprête à accueillir début octobre, à l'occasieu du ueuvième sommet franco-africain, la plus importante réunion panafricaine de l'année. Outre les dix-neufs Etais membres, dont la France, une trentaine de délégations ont été invitées par le Zaire et il n'est pas impossible que les discussions en marge de la conférence contribuent à dénouer la crise que traverse l'Organisation de l'unité africaine dont le sommet refusé de participer.

Pour le président Mobutu, que nous avons rencontré dans sa ville natale de Gbadolite, le bènéfice diplomatique pourrait être d'autant plus intéressant que le Zaire est le seul Etat africain. à l'exception de l'Egypte, à avoir renoué, en juillet, des relations diplomatiques avec Israël. Tout en rappelant que ce sommet franco-africain se placera d'abord « sous le signe de l'action que mène la France dans le cadre de la coopération Nord-Sud », le président Mobutu reconnaît que la conférence de Kinshasa sera « le plus important sommet reuni sur le continent cette année après l'échec de Tripoli ». « On n'en tire pas prétexte au Zaire pour se vanter car c'est dans l'ordre des choses », ajoute-t-il.

des choses », ajoute-t-il. Le quorum n'avait pu être réuni à Tripoli, parce que plus d'un tiers des Etats membres de l'O.U.A. avaient refusé l'admission de la R.A.S.D. (République arabe sahraoule démocratique) au sein de l'organisation panaau sein de l'organisation patia-fricaine, « Cet Etat entre quille-mets se dit arabe, mais il n'est pas membre de la Lique arabe, dont même l'O.L.P. est membre, et on nous la imposé, en fait, pour nous empoisonner l'exis-tence », juge, à ce propos, M. Mo-butu. Il affirme, cependant, qu'il était prêt à envoyer une déléga-tion eu début août à Tripoli.

tion au début août à Tripoli.

« Mais, fin juillet, quand fétals à Montreux, fallais signer les pouvoirs de ma délégation quand fai entendu, à la radio, que mon frère et ami Kadhafi, à l'occasion d'un banquet en l'honneur du président Machel, avait déclaré que les chejs d'Etat qui n'assisteraient pas eu sommet étaient achetés par les Etats-Unis et, pire, qu'il en avait

De notre envoyé special les preuves écrites. C'était inal-missible. J'ai refusé d'envoyer une délégation à Tripoli », expli-que-t-il.

Cela dit, il entend être e fidèle à la parole donnée » (son vote de juin 1981, à Nairobi, en faveur du sommet de Tripoll) et se rendre à un sommet — e ordinaire et non extraordinaire », soulignet-il — dans la capitale libyenne. « J'at dit que je viendrai, R.A.S.D. ou pas. Mais je partirai si la R.A.S.D. est présente », dit-il. Sans trop l'avouer ouvernement, il espère que les échanges de vues à l'occasion du sommet franco-africain, couronneront une série de rencontres menées desèrie de rencontres menées de-puis plusieurs semaines par les Etats africains en dégageant un consensus en faveur d'un sommet consensis en laveur d'un sommet panafricain avant la fin de l'en-née. « C'est une question de vo-lonté politique. Nous devons avoir un sommet de l'O.U.A., et nous allons prouver que nous ne sa-botons pas l'O.U.A.», souligne-t-il.

Il relève l'intérêt que la crise de l'O.U.A. a donné à la conférence de Kinshasa. Le président Dos Santos d'Angola a annoncé sa venue, et M. Mobutu n'exclut pas celle du président Machel. En tout état de cause, à commencer par la Tanzanie. — qui sera présente, comm elors du précédent sommet de Paris, au niveau ministériel. — la participation, en tant qu'observateurs, de plusieurs Etats de la cligne de front a chargés par l'O.U.A. de négocier un règlement namibien, a er a l'occasion d'échanges de vue avec les Etats francophones, que les

ordinaire n'a pas pu se tenir cette année, début août à Tripoli, faute d'un quorum des deux tiers. Il est d'ailleurs probable que le sommet de Kinshasa, les 8 et 9 octobre, réunira davantage de délégations africaines que la conférence de Tripoli, à laquelle la Zaire, comme de nombreux autres Etats francophones, avait

diplomates en poste à Kinshasa ne seront pas les derniers à sui-vre avec un «vif intérêt», selon la formule de l'un d'entre eux. Dans le cas de la Namible, la «ligne de front» a besoin du soutien unanime de l'Afrique pour appuyer une solution qui, quoi qu'il arrive, sera fatalement un compromis controversé.

Une poignée de main < historique >

La conférence franco-africaine devrait, en outre, ouvrir une nou-velle page dans les rapports franco-tchadiens, evec une poi-gnée de main « historique » — et gnée de main « historique » et qui ne manquera pas d'intérêt — entre le chef d'Etat français et M. Hissène Habré. Ce dernier, après le « ralligment » du Sud à sa cause, a été l'invité, les 11 et 12 septembre, du président Mobutu à Kinshasa, où les homeurs dus à un chef d'Etat lui ont été réservés. M. Mobutu, qui le rencontrait pour la première tois a visiblement été impressionné. « Le Tchad, dit-fl, n un chef et un gouvernement d'union nationale. On assiste à la mise en place de structures nouvelles. nale. On assiste à la mise en place de structures nouvelles. M. Hissène Habré n à peu près les mêmes idées que moi. »

Aurait-on pu faire l'économie de l'intervention. fort onéreuse pour le Zaire, qui s envoyé pendant huit mois un bataillon sur place d'une force interafricaine de paix eprès le retreit du Tchad, en novembre 1981, du curps expéditionnaire libyen? Le président Mobutu se garde, dans sa réponse, de mettre en cause l'appui longtemps offert par Paris à M. Gouteoui Oueddel « Depuis le retrait libyen, explique-t-il, tout ce qui s'est fait a permis au Tchad, bon gré mal gré, d'avancer. » Autrement dit, il se félicite de constater que M. Hissène Habré « veut de bons rapports avec la France »; le so m m et franco-africain de Kinshasa permettant, ainsi, d'ou-Kinshasa permettant, ainsi, d'ou-vrir une nouvelle page dans les relations entre Paris et N'Dja-

mena.

Dernier point — et non le moindre, — la présence de M. Mitterrand à Kinehasa constituera une nouvelle assurance pour un régime peu estimé dans les rangs socialistes français, et dont le programme électoral du P.S. avant le scrutin présidentiel de mai 1981

le scrutin presidentiel de mai 1991 avait dénoncé les méthodes. Déjà, M. Mobutu avait été le principal bénéficiaire du sommet de Paris, dont il avait présenté l'appel » à la presse. Ceux qui doutaient encore, à cette é poq n e, d'un voyage à Kinshasa de M. Mitterrand auront en tort.

C'est une version que l'intéressé lui-même conteste tranquillement : « Mes bons rapports avec la France ne remonient pas au dernier sommet africain. J'ai été le dernier chef d'Etat à être reçu par de Gaulle, le 27 mars 1963, soit un mois jour pour jour avant sa démission. Depuis lors, je n'ai jamais vu un chef d'Etat français faire moins que le précédent à l'égard de mon pays. Pompidou m'avait dit un jour, à propos de l'importance du Zaire sur l'échiquier international: sur l'échiquier international :

« Aider le Zaire, c'est s'aider
soi-même ». Mes relations avec
Valèry Giscard d'Estaing étaient
comues de tout le monde. A
propos des socialistes français, û
fort de la compagne de la faut comparer ce qui se fait avec ce qu'ils disent. Je vais vous donner un exemple. Sou sV.G.E. Paris nous avait donne deux mille tonnes de blé et il avait fallu affreier un bateau zutrois pour aller les chercher. Avec Mitter-

aller les chercher. Avec Mitterrand, c'est un navire français qui nous a livré les grains.

La réunion, à Botterdam, du c Tribunal des peuples » (le 16 on de du 23 septembre) ne l'émeut pas outre mesure : « Je vous rappellerai ce que de Gaulle disait, à ce sujet, que c'est un tribunal qui n'a pas de légitimité. On s'agite pour rien, pour tenter de jaire capoter le sommet. C'est de l'intorioation pure et simple. Je n'ai pas commis de crimes de ce genre». En tout ces, s'irritant de ce type de pressions — comme il avalt dénoncé les critiques de certains parlemencritiques de certains parlemen-taires américains, — il ne semble pas songer, dans l'immédiat, à amnistiar les treise parlementai-

res condamnés, vollà trois mois, à quinze ans de travaux forcés pour avoir créé un deuxième parti politique.

« Els regardent la télévision, dit-il à leur propos, e t leurs épouses leur apportent à manger. Je les avais pratiquement amnistiés en novembre, bien avant le procès, mais ils ont persisté. Une amnistie pourra peut-être intervenir un jour mais pas pour le moment », dit-il. Dans son entourage, on s'étome d'ailleurs que l'opinion étrangère fasse un cas e particulier » de ces « traize condamnés de droit commun » sur les « quinze mille » internés an Zaire.

Une facture élevée

Se rendant compte que les circonstances l'aidalent, le président
Mobutu a beaucoup investi dans
un sommet dont la facture, d'ailleurs, sera élevée. On parle à
Kinshasa d'un coût de quelque
soixante millions de zaïres (soit,
au taux officiel, à peu près autant
de francs), ce qui constitue un
sérieux sacrifice pour un Etat
dont la dette extérieure a franchi
le cap des 52 milliards de dollars,
dont le plan de redressement
financier, dressé par le F.M.I., a
été suspendn en novembre 1981, et
qui, depuis mars de cette année, qui, depuis mars de cette année, ne peut plus procéder à des rem-boursements de dettes faute de

boursements de dettes faute de devises.

En prévision de cette fête. — la conférence la plus importante depuis 1983 au Zaire, — Kinsbasa a fait un brin de tollette. Les chaussées des artères qu'emprunteront les cortèges officiels ont été refaites, et leurs lampadaires re m is en état de fonctionner, Reservés aux chefs d'Etat, les pavillons de la cité de l'O.U.A., vieille de quinze ans, ont été respavillons de la cité de l'O.U.A., vielle de quinze ans, ont été restaurés et leur gestion a été confiée à une entreprise privée, l'aeroport international de N'Djili, dont l'aire étroite de parking pose des problèmes de sécurité, a été « réorganisé » et doté, par les Français, de spois lumineux neuis. En ville, la réfection du vaste Palais du Peuple — don de la Chine populaire et siège de la conférence — a été entreprise, au même titre oue celle du palais de même titre que celle du palais de marbre, résidence des bôtes de marque, réservé à M. Mitterrand. marque, reserve a M. Mitterrand.
Pour convoyer les chefs de délégation, le parc automobile de la présidence s'est enrichi d'une quinzaine au moins de limousines Mercedes. Aux frais du contribuable Français cette fois, Paris buable Français cette fois, Paris a investi queiques millions de francs dans un léger resean de communication à la disposition des délégations et de la presse. Cette précaution semblait d'autant plus indispensable que uon seulement il n'y a pas d'annuaire téléphonique au Zaire depuis 1971, mais que le résean téléphonique y est si défectueux que, même à Kinshasa, milieux d'affaires, haute administration et missions diplomatiques ont dû se doter de relais talkies-walkies.

Surement plus habile diplomate que bon gestionnaire. M. Mobutu ne manquerait pas cette occasion de redorer son blason. La « lassitude du pouvoir »? La question l'étonne, comme s'il ne se l'était jamais posée. La « solitude du pouvoir »? Visiblement, il ne comprend pas. Il se solitude du pouvoir »? pouvoirs? Visiblement, il ne comprend pas. Il se considère c om me le «pacificateur» et « l'unificateur» du Zaire. Au stade actuel, dit-il, sa « démission n'arrangerait rien », et il n'y songe absolument pas. « Il jaut jaire que les choses se dessinent », dit-il. Pour lui, le sommet Franco-Africain de Kinshasa. — à la consonance un peu anachronique. consonance un peu anachronique, du moins aux yeux des paystiers, devait marquer une date et il s'emploie à ce qu'il en soit ainsi.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le Monde PUBLIE

CHAQUE LUNDI (numéro daté mardi) UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

ASIE

Birmanie

Des insurgés karens ont attaqué la radio-télévision à Rangoon

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Un groupe de cinq insurgés katens ont attoqué mardi soir 28 septembre à Rangoon les locaux de la radio-télévision et un poste de police, vient d'annon-cer la radio hirmane. Au cours de ce raid et de la fusilinde qui de ce raid et de la fusilinde qui a suivi, deux policiers eut été tués ainsi que deux assaillants qui s'étaient réfugiés dans la rési-dence de l'attaché commercial adjoint français. Dix-neuf per-sonnes, dont huit civils, ont été blessés. Les trois autres maquiserds ent eté arrêtés dans un toyer pour chrétiens, où, selon des sources officielles, d'importantes quantités d'armes et de munitions auraient eté saisies. munitions auraient été saisies.

Ce groupe de gérilleros, équipés de fusils automatiques et de inner-grenades, était conduit, eclon les mêmes sources, par un dénommé Manh Ngwe Aung, condamné à mort en 1977 pour avoir participé à une tentative d'assassinat contre le général Ne Win, alors président de la République. Il avait bénéficié, en mai 1980, de l'amnistie générale. Il avait ensuite rejoint les rangs de la résistance karen.

la resistance karen.
C'est la première tels depuis
sept ans qu'un incident aussi
grave a lieu à Rangon. L'agence grave a lieu à Rangon. L'agence de presse blimane avait indiqué, au début de cette année que des éléments karens avaient saboté une voie ternie près de Moui-mein, dans le sud din pays, pro-voquant le déralliement d'un train et la mort de trois voya-geum En août 1981, lors din qua-trième congrès du Parti du pro-gramme socialiste, U San Yu, alors secrétaire genéral et aualors secrétaire genéral et eu-jourd'hui président du Conseil d'Etat et de la République, avait affirmé que « l'éliminetuse telale de la résellion » était une tâche

Il avalt cependant soutenu que « les rebelles sont maintenont confinés dans quelques régions frontalières seulement, grâce aux meyens diplomatiques, politiques et militaires utilisés ».

Malgré tout, le gouvernement birman a du mal à rétablir, sur l'ensemble du pays, une autorité que lui contestent le parti com-muniste Drapeau blanc, qui alignerait dix eu deuze mille hom-mes, entrainés et équipes par la Chine, et de nombreuses mino-Chine, et de nombreuses minorités ethniques, dont les Karens. Celles-el sont, pour la plupart, rassemblées, depuis 1976, au sein d'un Front national démocratique, mais n'ont jamais pu monter d'opérations militaires conjointes car leurs bases sont éloignées les umes des autres. Les Karens prétendent contrôler un tiers de l'a frontière thallandaise, et évaluent leurs forces à dix mille hommes. Lors de la dernière saison sèche, ils avalent réussi à son sèche, ils avalent réussi à repousser plusieurs effensives gouvernementales.

Les Karens ont créé un souvernement provisoire que préside le
général Bo Mya. Ils se battent
pour obtenir « une très large autonomie au sein d'un Etat jédéral
et le droit pour les républiques
gui composeront ledit Etat de
jaire ultérieurement sécession ».
Ils tirent leurs resources d'une
taxe de 3 % sur les recettes du
marché, dont ils frappent les
produits qui, de Bangkok à Rangoon, transitent à travers leur
territoire. Ainsi est alimenté leur
trésor de guerre. Une guerre
oubliée, qui dure déjà depuis
trente-trois ans... Les Karens ont créé un gouver

JACQUES DE BARRIN.

(Publicité) Vient de paraître

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS Numéro 28 (Juillet-Août 1982)

Extrait du some BIALOGUER AVEC LE MAITRE BLANC? LA FEMME MOIRE AMERICAINE A TRAVERS L'ESCLAVAGE L'AFRIQUE EN LIBRAIRIE

Ce numéro (129 pages) : 35 F ent annuel (tarif 1982) : 160 F pour six livraisons Ecrire: 3, rue de l'Asile-Popincourt - 75011 PARIS. Contrôlés de A & Z par des Africains totalement indépendants, PRUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS, qui parait sans interruption depuis bientôt cinq aus. est la première et la seule grande publication francophone authorizquement noire.

AVANT LE DÉBAT SUR LE CAMBODGE

Hanoi et Phnom-Penh sont sans illusions sur leurs chances de faire chasser les Khmers rouges de l'ONU

A la veille du discours que devait prononcer, ce jeudi 30 sep-Sihanouk, président de la coalition du Kampuchéa démocra-tique, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a nié, au cours d'une conférence de presse, avoir déclaré au président Roumain M. Ceausescu, que son gouverne-ment serait à la recherche d'une solntieu lui permettant d'éva-

cuer le Cambodge sans perdre la face. M. Thach, qui profite de son sejeur à New-York pour avoir une série d'entretiens diplomatiques avec les représentauts de la France, de l'Autriche, de l'Iude et des pays de l'ASEAN (Asso-ciation des nations d'Asie du Sud-Est), a ajouté que son pays refusait toute conféreuce internationale sur le Cambodge tant que le Kampuchéa démocratique siégerait à l'ONU, uous câble notre cerrespondante, Nicole Bernheim. Il é est aussi déclaré opposé à une neutralisatieu du Cambodge à moins qu'une neutralisation de toute l'Asie du Sud-Est ne selt envisagée.

Pour sa part, le prince Sihanouk a déclaré que les résistant khmers avaieut besoin de ravitaillement et d'armes, mais qu'il u'avait pas l'inteutieu de - mendier - auprès des Américains. Le prince et M. Sou Sann e'eutretiendrout, le 3 octobre, à Washing tou avec le vice-président Bush.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Les responsables de Phnom-Penh, comme ceur de Hanoi, attendent sans illusions le vote des Nations unles, qui, pour la quatrième année consécutive, refusera de faire droit à leur requête : chasser de l'ONU les Khmens rouges, dissimulés aujourd'hui detrière la façade d'un gouvernement de coalition, à l'intérieur duquel ils cohabitent avec les partisans du prince Sihanouk et de M. Sou Sann. «L'ONU pète encore se tromper une jois en laissant les polyotiens occuper le siège du Cambodge, mais le courant actuel est irrésistible », a prévenn M. Hun Sen, miuistre des affaires étrangères du règime provietnamien.

A tout prendre, mieux vaut en effet, comme on ne cesse de le souligner à Phnom-Peuh et à Hanoi, occuper le terrain plutôt qu'un siège à l'ONU. Les responsables khmers cherchent à prouver qu'ils contrôlent la situation, que le navs est en train de controllent. que le pays est en train de sortir du cauchemar. Grâce à une bonne répartition des pluies, la récolte de paddy sera mellieure que l'an dernier, assure-t-on à Phnom-Penh,

Un eigne encourageant : le Co-mité international de la Groix-Rouge (C.I.C.-R.) vient d'inter-rompre le pont aérien lancé en octobre 1979 entre Bangkok et Phnom-Penh pour ravitailler le pays en vivres et en médicaments. Désormais, un DC-3 d'Air Viet-nam assurera pour son compte un vol hebdomadaire au départ de Ro-Chi-Minh - Ville.

A l'occasion de la quatrième rentrée des classes depuis la cbute des Khmere rouges, M. Heng Samrin, chef de l'Etat et du parti khmer, a précisé que plus d'un milliou et demi d'en-fants étalent scolarisés et que plus de mille cinq cents étudiants étaient eu formation dans des pays socialistes.

a L'armée clandestine implan-tée par l'ennemi » a-t-elle été balayée, comme le prétend M. Hun Sen? Les responsables de Phnom-Penh out tait récemde Phnom-Penh ont tait récemment état de nombreuses défec-tions. A les en croire, « de no-tembre 1981 à curil 1982, on a enregistré mille cinq cent qua-rante-cinq polyotiens ou « parus » (partisans de M. Son Bann) ralliés; quatre mille six cent quarante autres se sont présen-tés volontairement. Ces derniers mais d'invergent cadres polyotés volontairement. Ces derniers mois, d'importants cadres polpotiens ou du « gouvernement de
» coalition » ont déserté », ayant pris conscience de « l'avance
trrésistible de la révolution ».
Cepeudant. selon le l'im e s,
M. Nhem Heng, vice-ministre de
l'agriculture, aurait été tué par
les Khmers douges (le Monde du
31 août).

M. flun Sen a promis à tous les repentis e la jouissance de leurs pleins droits de citoyen s. Comme en écho à la résolution des Nations unies demandant l'organisation d'élections l'hres sous contrôle international, le ministre des affaires étrangères a indiqué que « des observateurs étrangers seront invités à suiore » en 1982 » la prochaine consul-— en 1982 — la prochaine consul-tation. — J. de B.

BOUTEILLES

pour vins, liqueurs, produits phormaceutiques, cosmètiques, pats allimentaires. Nous pouvons fabriquer n'importe quel type de bouteille spéciale dans les couleurs 1/2 blanc, vert, jaune, même pour une quantité de 30.000 é 40.000 pièces par fois.

AZIENDA CO. VETRARIA S.r.L. E. Barluzzi, Cop Soc. 90.000.000 via A. Maffi 13-126 MILANO (Italie) - Tél. 02/6421448

politique

LE DÉBAT SUR LA DÉCENTRALISATION DANS LES DOM A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. EMMANUELLI : « Il serait regrettable que les fantômes du passé ou les fantasmes du présent obèrent l'avenir des départements d'outre-mer »

Les vieilles lunes... Cela a toutes les apparences d'un dogme : l'avenir des départer d'outre-mer ne saurait être envisagé s'il romi d'outre-mer ne saurait être envisage s'h rompt en quoi que ce soit avec leur passé. Les DOM ne peuvent progresser qu'en restant fidèles au stain quo, qui, seul, est légitime au regard d'une France historique, éternelle, et de sa loi suprême, la Constitution, qui la protège des ten-tations et des débordements. Telle est, déburrassée des faux-semblants et des procès d'intention, la thèse de cenx qui refusent au tion, la thèse de ceax qui retusent au gouvernement le droit d'adapter l'organisation interne des départements d'outre-mer. Cette position, pour respectable et sincère qu'elle soit, paraît faire fi de ce que l'on croyait être une loi générale : l'immobilisme, c'est le déclin. N'est-ce pas le cas en matière de natalité ?

MM. Foyer et Debré (R.P.R.) dévelopment deux séries d'arguments qui, à leurs yeux, sout complémentaires : le projet est inconstitution-

Mercredi 29 septembre, l'Assem-

blée nationale examine le projet de

l'autre, un tel mépris du droit à la difference, puissent suuder une

loi portant adaptation de la loi du imunauté nationale? .. 2 mars 1982 relative aux droits et li-Après avoir présente l'économie générale du projet, M. Emmanuelli bertés des communes, des départements et des régions à la Guade-loupe, le Guyane, la Martinique et souligne : - Je suis convaincu que dans les DOM, aucun problème èco-La Réunion. Ce texte (qui a été ananomique ou social ne pourra être traité avec quelque chance de succès lysé dans le Monde daté 9, 13 juillet et 10 septembre) a essentiellement tant qu'au préalable n'aura pas été pour objet de prévoir que dans charésolu un problème politique fondo-mental ; celui de la diminition des que département d'outre-mer, le département et la région étant mainpouvoirs d'un Etat centralisé et dotenus, ces deux collectivités seront minateur au profit de l'emergence administrées par une seule assemd'un veritable pouvoir de décision local détenu par les élus du suf-frage universel. « Il ajoute ; « Il seblée, le - conseil general et regional . qui, élu au suffrage universel, et à la représentation proportionrait éminentment regrettable que les fantômes du passe ou les fantasmes nelle, exercera les compétences des du présent obèrent l'avenir. conseils généraux et des conseils régionaux métropolitains, Par rapport Le secrétaire d'Etat réfute en-

au droit commun, il est notamment suite l'idée qui aurait consisté à diviprévu que ces canseils serant ser chaque département d'outre-mer consultes sur les projets d'accords de en deux départements ; une telle socoopération entre la France et les lution, - qui se situerait dans le droit fil de l'assimilationnisme -, Etats voisins des DOM, et ils auront la possibilité de créer des agences representerait l'inconvenient d'un prenant en charge la réalisation coût prohibitif, environ 150 millions par département, du fait des d'importants projets de développeconstructions et du recrutement des M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat fonctionnaires. Répondant ensuite à l'accusation selon laquelle le gouveranx départements et territoires d'outre-mer, insiste sur la nécessité nement envisagerait - à terme - de d'instaurer entre la métropole et les - larguer - ces departements, DOM - une relation nouvelle fon-dée sur la solidarité, la responsabi-M. Emmanuelli déclare: De quoi donc l'opposition a-t-elle peur? Elle sait porfaitement que noire lité et la considération réciproques . Soulignant que la loi du projet n'ouvre aucunement la voie à 19 mars 1846 - qui a fait des an-ciennes colonies des départements l'indépendance et que la Constitution protège, au surplus, les popula-tions concernées contre toute tenta-tive d'abandon de la part d'un d'outre-mer - a été votée par la gauche alors que le gouvernement de l'époque était présidé par le socia-liste Félix Gouin, il ajoute : - Il n'est gouvernement qui en aurait la ten-tation, ce qui n'est évidemment pas done pas concevable - comme cer-tains cherchent à le faire croire le cas de celui-ci. . Il refute egalement la thèse consistant à apposer qu'un gouvernement de gauche ait, par principe, la volonté de porter atune majorité locale à une majorité nationale, en indiquant : - L'objectif avoué consiste à vouloir placer des teinte à un texte qui demeure une étape décisive dans l'avenement de portions du territoire hors d'atteinte la démocratie outre-mer. - Cepenla compétence du gouvernement dant, . devant les difficultés qui s'accumulent -, ajoute-t-il, - la rife-rence bornee - à cette loi - a perdu

M. FOYER (R.P.R.): le prix de la passivité du P.C.

Le secrétaire d'État rappelle que la doctrine du gouvernement concer-nant le statut des DOM, • c'est celle notre Constitution, qui repose elle-même sur la logique de l'autodetermination, seule commatible avec la démocratie ». Il indique, en conclusion: - Rien dans les actes de ce gouvernement ne permet d'accrediter la thèse du largage si complaiment développée, pour des raisons qui tempienent au mienx d'un aveuglement étonnant, au pire d'une tactique exclusivement électorale. qui vise à fonder sur un réflexe de peur la conservation de positions qui ne peuvent l'être sur l'espè-rance. - Il ajoute : « Cette attitude. qui consiste à chercher par l'instauration de la crainte re que l'on ne peut obtenir de l'adhésion des consciences, me parait incompatible avec le respect de la dignité des populations concernées. •

Défendant une exception d'irrecevabilité [dont l'objet est de faire re-connaître que le texte propose est contraire à une ou plusieurs dispositions constitutionnelles), M. Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire), assure que le projet constitue - le prix de la passivité du parti communisie, le salaire de la sagesse de M. Krasucki -. L'ancien garde des sceaux explique que le projet est contraire au principe d'assimilation : il note que, au regard de l'article 72 de la Constitution, les départements d'outre-mer sont de même assure que les autres départements. L'assimilation suppose l'unité de législation, l'unité d'organisation administrative sous réserve d'adaptations nécessitées par la situation particulière des départements. Or, soulignet-il. - ces adaptutums ne seraient plus legitimes au regard de la Constitution se elles aboutissaient à doter les DOM d'une organisation particulière, caractéristique des terreloires d'outre-mer .. D'autre part. selon M. Fover, l'adaptation, qui doit être indispensable, ne l'est pas en l'espèce. En uutre, le projet bouleverse le statut départemental,

nel (mi doute que l'opposition saisira le Conseil constitutionnel) ; il est révélateur des intentions de la ganche qui, à terme, veut « larguer » les départements d'outre-mer. Deuxième étape du raisonnement : les socialistes veulent conduire les DOM à l'indépendance, manipulés qu'ils sont par les communistes. Et peus, tout de suite, M. Debré rappelle que les objectifs de l'Union soviétique et de la France dans les Caraibes, l'océan Indien et en Amérique du Sad, so directement opposés. La boucle est bouclée. Faut-il une explication de texte? Les socialistes sont les otages du P.C.F., qui lui-même est contrôlé par Moscou. An fond, par intermediaires interposés, c'est Moscon qui est respon-sable de cette violation de la Constitution... L'ingérence dans les affaires intérieures fran-çaises, on l'admettra, est inadmissible!

Vous agitez le chiffon rouge de l'anticom-munisme, a constaté sans illusions M. Quilès

vous interdit ..

plication de la lui au einquième dé-partement d'autre-mer, Saint-

Pierre-et-Miquelun, enfin à l'institution d'un planeher de 5 %. Il

souligne, en conclusion: - Ceux qui dénonçaient les coups d'État per-

manents se permettent aujourd'hui

de dépasser l'imaginable en fait de

M. CESAIRE (app. P.S.):

« Les privilégiés ne votent pas

de leurs privilèges. 3

M. Aimė Césaire (app. P.S.,

Martinique) estime que l'argumen-

tation de l'ancien garde des sceaux,

sous une « virtuosité juridique », ré-

vèle - un florilège de sophismes -.

. Je trouve, moi, dit-il, que ce projet

est bon, car il corrige l'absurdité,

répare l'injustice, constitue un pro-

s'y oppose, est naturel : les privile-

gies ne votent pas la disparition de leurs privilèges. Mais jumais on n'a

mis en avent autant de grands mots

pour difendre une couse misèra-hle. Le maire de Fort-de-France

affirme, en outre, que l'opposition fait preuve de - neiveré - quand elle

téduit à des considérations juridi-

ques les rapports entre la métropole

et les départements d'outre-mer

Des liens qui ne scraient que juri-

diques sernient des liens bien fra-

giles ., souligne-t-il. Il lance finale-

ment une mise en garde aux

adversaires du texte gouvernemen-

tal : « A toute annonce de réforme.

vous semez la panique. Vous êtes obnubilés par l'indépendantisme, vous aubliez le danger d'une repré-

sentution artificielle d'un pays lèga

faisant icran au pays riel, danger qui est sans doute le meilleur four-rier de l'autre. Si le langage de la

violence devenait le seul possible.

rous vous apercevriez que le ma

chiavelisme ordinaire n'a servi à

L'exception d'irrecevabilité est rejetée par 329 voix contre 152.

M. Debre (R.P.R., la Réunion)

oppose ensuite la question préalable

(dont l'objet est de faire décider

qu'il n'y a pas lieu à délibérer). Evo

quant l'argumentation développés

par M. Emmanuelli, il assure : . Les

raisons invoquées cachent une véri-

table raison, que l'on ne veut pas dire... - Le maire d'Amboise réfute

la thèse selon laquelle la coexistence de deux assemblées différemment

élues sur le même territoire est im-

possible, ainsi que l'exemple de

Paris: - Paris, dit-il, c'est Paris, c'est-à-dire une capitale, et, suivant

une tradition historiane, le régim

de la capitales est un régime qui lui

est propre. - Il souligne ensuite:

La tradition républicaine, c'est le

droit commun des structures sur

lesquelles on greffe pour l'action les

particularismes nécessaires. - Le député R.P.R. estime que prendre le

départementalisation comme bouc

emissaire pour justifier le retard des

départements d'autre-mer sur le

plan économique et social, c'est - se

L'ancien premier ministre déclare ensuite : - Cette difficulté d'exister

qui sera la marque de cette assem-

munuer du minde ».

rien -

la disparition ...

malhonneteté politique. -

que l'on juge le gouvernement aux actes, aux principes qu'il défend : l'autodétermination, ce n'est pas l'indépendance, c'est la liberté. Les populations françaises d'outre-mer resteront populations trançaises à durit-uner resourout françaises tant qu'elles le souhaiteront. Que dire d'antre, sinon que l'instauration de la crainte, la dramatisation, sout incompatibles avec le respect de la dignité des populations concernées? « Il serait regrettable que les fautâmes du passé ou les fantasmes du présent obèrent l'avenir », a ajonté M. Emmanuelli. L'avenir, les vicilles innes : est-ce compati-LAURENT ZECCHING puisqu'il - supprime - le conseil gé-néral. Le député R.P.R. insiste sur le fait que l'élection pas canton est

(P.S.). Il y a une autre explication - qui n'est pas contradictoire : « Les privilégiés se votest

pas la disparition de leurs privilèges », a rappelé M. Césaire (app. P.S.). Sans feindre de croire

qu'il pourrait vaincre d'intangibles certitudes par le raisonnement, M. Emmanuelli a demandé

blee unique, cette surenchère constante qui troublera les esprits sans avancer les affaires, cette fuite la garantie de la solidarité départeen avant qui lui sera sans cesse promentale, et ajoute : « On ne peut, par une loi ordinaire, faire disparaiposée, nous savons qui aura intérêt constant à en être le moteur... tre l'ensemble et la notion de dépar-M. Debré parle, à ce sujet, des partis enmunistes des départesement d'outre-mer sans procéder par la voie d'une révision constituments d'autre-mer et - de leurs altionnelle. - Bref, poursuit M. Foyer, lies autonomistes -. Il explique que ces partis ont remplace, dans leur · vous voulez substituer aux DOM une nouvelle collectivité territoriale langage, le mot indépendance par celui d'autonomie. Leur stratégie, Innommée, ce que la Constitution poursuit-il, est simple : dissolution des conseils généranx, dissolution des conseils régionaux et élection Selon l'ancien garde des scesux, le projet porte également atteinte au principe d'égalité par celles de ses d'une assemblée unique à la proportionnelle. - Et voilà l'acte de naisdispositions qui unt trait à la sin du sance du projet qui nous est prè-senté! », lance-t-il. Le député de La mandat des conseillers généraux des DOM, au régime spécial de deux cantons de la Guadeloupe, à l'inap-

jectifs de l'Union soviétique dans l'océan Indien, dans les Carathes et en Amérique du Sud sont directement opposés à ceux de la France. En conclusion, il définit la voic qu'il aurait été préférable, selon lui. de suivre : - (...) Ayant donné pendant plusieurs années l'élan nèces saire pour répondre aux aspirations objectives des jeunes générations,

Réunion insiste sur le fait que les ab-

vous auriez pu, département par de-partement, à l'accasion d'une consultation normale ou par une grande consultation populaire, de-mander si le droit commun devait être mointenu ou si un changement

s imposail.

S'opposant à la demande de l'aneien premier ministre, M. Quilès (P.S., Paris) rappelle que M. Debre lui-même, en 1958, devant le Conseil d'Etat, plaidait pour une évolution qui conduise les anciennes colonies - à une organisation administrative particulière, voire, dans certains cas, à des dispositions spèciales du point de vue législatif ». M. Quilès demande alors : « Pourquoi ce principe d'adaptation aux specificités locales a-t-il été si mal appliqué? Taut simplement pour des raisons de conservatisme politique. - Réfutant, d'autre part, les arguments de l'apposition relatifs au prétendu - largage - des départements d'outre-mer, M. Quilès. s'adressant à M. Debré, déclare Sourracz-vous : c'est bien vous et le général de Gaulle qui avez conduit treize départements d'autre-mer, comme l'Algérie, à l'indépendance, et, que je sache, ce n'est pas leur statut de départements qui a pu, en quoi que ce soit, changer le cours d'une évolution de nature politique. Comment pourrait-on oublier que l'indépendance dépend de facteurs politiques et non juridiques ? -

La question préalable est repoussée nar 329 voix contre 142. La suite du débat est renvoyée à jeudi 30 septembre. - L. Z.

· L'Assemblée nationale a adopte, mercredi 29 septembre, en deuxième l'ecture, le projet de loi relatif à l'organisation des marchés agricoles. La commission mixte paritaire n'ayant pu aboutir à un texte de compromis entre les deux assemblées du Parlement, les députés sont revenus au texte qu'ils avaient adopté en première lecture (le Monde du 3 juillet), tout en accep tant quelques precisions d'origine senatoriale ou gouvernementale. Le texte a repris le titre de - Projet de lui relatif à la création d'offices d'intervemion dans le secteur agricole et à l'organisation des mar-

· Le Cercle, qui réonissait quatre dépatés de l'opposition, MM. Charles Millon et François d'Aubert pour l'U.D.F. et MM. Philippe Seguin et Michel Noir pour le R.P.R., s'élargit à dix députés de l'opposition: MM. Alphandéry, Birraux, Clément, Dousset et Micaux (U.D.F.), et MM. Barnier, Berge-lin, Charié, Fillon et Pinte (R.P.R.). M. François Froment-Meurice, maitre des requêtes an Conseil d'Etat devient secrétaire général, chargé des études, et M. Gérard Prieux, ancien député, préfet hors cadre, le soLe Sénat contre la suppression du secteur privé des hôpitaux

Les sénateurs, par deux votes successifs, dont les résultats ont été identiques (196 voix contre 104, P.C. P.S., M.R.G.) ont repoussé sans même tenter de l'amender, le « projet Ralite » visant à supprimer le secteur privé des hôpitaux. Ces votes, qui répondaient qu vou exprimé le jour même au Sénat par plasieurs personnalités médicales, correspondaient à l'hostilité profonde doat avait téxnoigné la majorité sénatoriale au cours de la discussion générale du projet. Dans ce débat, le ministre de la santé avait défende sa réforme avec une vinner, marfole même une aussi de fende sa réforme avec une vinner, marfole même une aussi de fendu sa réforme avec une vigneur, parfois même une agressivité qui répliquait à celle des sénateurs.

- On dit. a notamment déclaré M. Ralite, que le projet porterait atteinte à la qualité des soins. La qua-lité des soins, c'est d'abord la qualité de l'accueil! Or nous prévoyons de personnaliser toutes les consul-tations, une circulaire a été envoyée à ce sujet à tous les hopitaux. Mais nous avions un grand retard à com-bler. Naus avons amélioré le budget des hopitaux et créé des postes de professeurs, de chefs de clinique, d'assistants : quatre-vingt-quinze en 1982 pour l'Assistance publique de Paris contre une soixantaine les années précédentes. »

Pour le rapportent, M. Boyer (R.I., Loiret), la qualité des soins est détà la même dans le secteur public et dans le secteur privé, mais ce que le maiade recherche dans le secteur neive a c'est une meilleure qualité des services hôteliers et une relatian plus directe avec san médecin. « L'hostilité du rapporteur tient essentiellement aux « signes divers - qui, dit-il, - donnent à penser que la mesure proposee est un premier pas vers une appropriation pu-blique totale de l'exercice médi-

Les radicaux de gauche, indi-que M. Baaduel (Charcate-Maritime), sont hostiles à la discrimination des malades à l'hopital. Mais ils regrettent que le projet ne tienne pas compte des engagements du candidat François Mitterrand qui avait promis que la suppression du secteur privé se ferait par extinc-tion de ceux qui avaient un contrat avec l'hôpital. On ne peut, soulignet-il, leur reprocher de défendre leur contrat de travail et leur droit à la

M= Midy (P.C., Hauts-de-Seine), considère que le double secteur est « l'illustration la plus choquante d'une injustice indécente .. Quant à la liberté de choix, comment osc-t-on en parler alors qu'elle doit être payée ?

M. Edonard Bonnefous (gauche dém., Yvelines), estime, en sa qua-lité de président de la commission des finances, que cette réforme alourdie les charges publiques : 80 millions pour la caisse libérale de retraites et 150 millions pour l'hôpital public.

M. Bohl (Un. centr., Moselle) affirme, au nom de son groupe, que supprimer le secteur privé dans l'hôpital public c'est porter atteinte à l'hapital public -. M. Miroudot

(R.I., Haute-Saone) exprime la même opinion et cite, à l'appui de sa démonstration, le cas de l'Italie et de la Grande-Bretagne. « Notre hostilité à ce projet, de-

clare M. Chérioux (Paris) au nom du groupe R.P.R., est une hostilité de principe au développement pour-tant perceptible d'une médecine fonctionnarisée.

M. Belcour (R.P.R., Corrèze) dénonce, dans ce projet, la rupture d'un contrat entre l'État et des médecins hospitaliers qui n'ont pas dé-

Les draits acquis, estime au contraire M. Goldet (P.S., Paris), sont parfaitement respectés par le projet. « Naus refusons, déclaret-elle, une médecine à double vitesse. Dans les délais d'accueil. dans la relation qui s'instaure entre le médecin et le patient l'argent ne doit pas intervenir. -

Avant le rejet du projet, le minis-tre intervient une dernière fois, déclarant notamment : - On a parlé de médecine egalitaire : loin de moi l'égalitarisme, mais l'égalité, oui! Téléphonez donc dans n'importe quel húpital pour demander à consulter le grand professeur Untel. On vous dira; impossible avant un ou deux mois mais si vous venez a sa consultation privée... La voilà, l'inégalité devant les soins, fondée sur l'argent. Et cette inégalité choque la morale, au sens fort du

Touché par les remarques du pré-sident de la commission des finances, il s'en rend ù lui une nouvelle fois : « Aucun de nos grands professeurs, declare M. Ralite, n'envisage de se rendre à l'étranger pour y exercer. Serait-ce par hasard ce que vous souhaiteriez? Et le France dans tout ça, monsieur Bonnefous | -M. BONNEFOUS : - Ne traves-

tissez pas mes propos! J'ai sculement ditqu'un certain nombre de médecins passerout dans le privé. » LE MINISTRE : - C'est le

me esprit. M. Ralite termine en faisant éloge di professeur Robert Debré et en citant ce qu'il écrivait à propos de la réforme de 1958-1960 qui porte son nom : • On nous reprochait de dé-truire la médecine libérale, de transformer les meilleurs médecins en fonctionnaires asservis, de briser les plus belles traditions...Les intèrets étaient en jeu, ils savent se défendre ! - - A. G.

Des personnalités médicales demandent le rejet global du projet

Une douzaine de professeurs de medecine, panni lesquels, no-tamment, les professeurs Loy-gue, président du Syndicat de défense de la médecine libérale à l'hôpital, Garbey, président du Syndicat national des médecins chirurgiens, specialistes et biologistas des hopitaux publics, Canlorbe, président du Syndicat des enseignants de médecine, Bernard Debré, coordoinateur de Solidarité médicala, se sont réunis mercredi après-midi 29 septembre, au Sénat, à l'initiative du groupe des Républicains indépendants, pour rencontrer des sénareurs médacins, avant la reprise du débat sur le projet de loi tendant à la suppression du sec-

teur privé des hôpitaux. Dans un texte sdopté à l'unasemblées sous la présidence de MM. de Bourgoing, président du graupe, et Taittinger, viceprésident du Sénat, ont exprimé leur hostifité au projet présenté par M. Ralite, ministre de la santé, et ont expliqué les raisons aux élus de l'opposition de ne pas entrer dans une discussion d'articles et de rejeter le principe même d'un projet qui menace « gravement » la médecine franse « dans son dynamisme, sa alité et ses succès. »

En refusant e un engranage irrémediable », ces médecins entendent s'apposer à une réforme qui relève, disent-ils, d' e impéra-tifs doctrinaux et idéologiques ».

« C'est, déclarent-ils notamment, la qualité de le médecine française, son ravonnement dans le monde qui sont en jeu. (...) Le secteur privé a permis depuis de longues années d'attirer à l'hônital tout à la fois des médecins de grande qualité et une clientèle qui n'y serait pas venue. En outre, il est une source financière

Les personnalités estiment que la projet risque de créer « les conditions d'une médecine peral-lèle », une e fuite vers le privé ou ciens français » et de conduire à terme a une « médecine bureaucratique et impersonnelle ».

« Synthèse Flash » (P.S.) relève des « rapprochements d'intérêts » entre le CERES et « rocardiens »

Synthèse Flash, bulletin publié Synthèse Flash, qui remarque, d'aupar M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du parti socia-liste, estime, dans son numéro daté du 24 septembre, que des « rappro-chements d'intérèts locaux » parais-sent s'amorcer au sein du P.S., dans la perspective des élections manicipales entre le CERES et les « rocar-diens ». L'appréciation de la majorité des sacialistes est actaellement que les rapprochements d'intérèts locaux entre ces deux sensibilités, tels qu'il s'étaient manifestès lors des désignations pour les cantonales et paraissent amorcer pour les municipales. sont bien en harmonie avec leur vol-sinage idéologique. Ce pourrait être là une donnée d'importance pour l'avenir à moyen terme », souligne

tre part, la convergence d'argu-mentation constante entre les amis de Michel Rocard et ceux de Jean-Pierre Chevenement » lors du comité directeur des 11 et 12 septe bre dernier (le Monde du

La publication de M. Jean Poperen, sans citer d'exemples concrets des - rapprochements locaux v. pa-rait appuyer son analyse sur des phénomènes de cette nature relevés dans plusieurs fédérations et notamment à Paris. Quant à l'- avenir à moyen terme ». Il s'agit à l'évidence du prochain congrès du parti socinliste qui devrait avoir lieu à l'au-

quadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, certe opération s'est dé-roulce à partir de l'établissement par l'INSEE, en 1991, du fichier munuel des électeurs nes dans les DOM, conformement à la mission impartie pur la loi à l'Institut, indique t on rac Oudiaat. La confrontation du fichier ainsi établi et du repertuire des personnes physiques a permis de déceler, sur un total de 560 (MI) électeurs pour ces rois départements, 60 (MI) divergeners d'état citil ou absences au répertoires Simultanément, 21 000 radiations sont apparacs necescarres pour couse de decès ou de double inscription Les servires inicresses t procedent actuellement. .

sa vertu incantatoire et ne me parait

plus constituer à elle seule un re-

Rappelant les difficultés structu-

relles de ces départements, M. Em-manuelli indique notamment : « Ce n'est pas un hasard si la plupart des

tentatives individuelles pour lancer

sur place telle ou telle production

ont été délibérément sabotées. - Il

déclare d'autre part : - Les gouver-

nements qui nous ont précédés, gé-

néralement mangrorés sur ce point

par les forces conservatrices lo-cales, ont considéré que l'éparonis-

sement des cultures locales allait à

l'encontre de l'unité nationale.

Conception étriquée de cette der-

mère, et à coup sur réducteur de la

vulture elle-même. [...] Comment voulez-vous qu'une telle négation de

21 000 RADIATIONS

SUR LES LISTES ÉLECTORALES

DES DOM

TOM a engage dans les départe-ments concernes par le projet de loi

relatif à la décentralisation de

l'ouvre-mer, une opération de révi-sion des listes électorales - afin d'as-

vurer dans les meilleures conditions

chaines élections dans les départe-

ments d'outre-mer. Pour ce qui

concerne les départements de la

la sincèrité des résultats des pro-

Le secrétaire d'Etat aux DOM-

mède politique efficace -.

POLITIQUE

Le couple

(suite de la première page.)

Dès lors que le ebef de l'Etat s'interrogeait sur l'opportunité de la présence de M. Mauroy à la tête du gonvernement, il a été naturellement conduit à une reprise en main des affaires. Quelle est la nature de cette reprise en main? A-t-elle ou non modifié l'équilibre subtil qui réles relations entre l'Elysée et l'hôtel Matignon ?

Par son intervention télévisée, le 17 août dernier, M. Mitterrand est monté en première ligne. Il s'est exposé lui-même sur un sujet - la lutte contre le terrorisme - qui n'est pas sans risque politique. Auparavant, il avait décidé de réunir autour de lui, chaque semaine, un conseil restreint auquel participent buit à dix membres du gouvernement; ce conseil est exclusivement consacre à la politique economique et sociale. On y a vu aussitôt le signe d'une « présidentialisation · du régime, d'une extension du « domaine réservé » du chef de l'Etat (1), appréciation justifiée mais devenue elassique depuis 1962. Facheuse dérive pour qui avait pris l'engagement, pendant la campagne électorale, de - rééquilibrer les pou-

Le système et la fonction jouent dans le sens d'une concentration chaque jour plus forte des pouvoirs entre les mains d'un seul homme. La pratique de la Ve République est en effet à sens unique : dans les faits, le premier ministre n'est pas le chef du uvernement et ne dispose pas de l'autorité nécessaire pour « déterminer et conduire la politique de la nation -, charge qui lui incombe selon la lettre de l'article 20 de la

Quel « rééquilibrage » ?

Sans doute M. Mitterrand s'étaitil à maintes reprises, au cours de son long séjour dans l'opposition, appuyé sur les dispositions de cet artiele pour cootester le « présidentialisme - de ses prédécesseurs. Parl'Etat s'est coulé dans un moule qui n'avait pas été - fait pour lul -. La charte - de l'action gouvernementale o'est autre que le programme en l'espèce les cent dix propositions du congres de Créteil du mois de janvier 1981 - du caodidat Mitterrand. Le chef de l'Etat l'a aussitôt

Au seuil de son septennat, le président de la République n'avait pourtant pas perdu de vue son objectif de • rééquilibrage •. Dans les six premiers mois de la gestion de la gauebe, il l'a manifesté - de manière à faciliter les arbitrages du premier ministre - en expliquaot à ses collaborateurs directs qu'ils ne devaient pas se comporter en ministres-bis ». Il l'a montre en réduisant le nombre des conseils restreints (21. Il l'a confirmé en favorisant la libre discussion au sein des conseils des ministres, liberté qui contrastait heureusement avec le formalisme impose par le rituel gis-

Mais la liberté a paru devenir licence, tant se sont multipliées, hors du conseil, les déclarations contradictoires. Les membres du gouvernement ont été invités à plus de diseretion. Au lendemain de la dévaluation du franc, le conseil restreint consacré exclusivement aux questions économiques et sociales s'est réuni chaque semaine à l'Elysee. En fait, ces reunions répondent surtout a un souci d'information : échaudé par les conditions dans lesquelles s'est produite la seconde dé-valuation. M. Mitterrand veut noo seulement mieux congaître luimême la marche des affaires techniques, mais aussi contrôler de près l'exécution des décisions du conseil des ministres.

Toutefois, les conseils restreints ne sont ni une instance de décision ni une instance d'appel. M. Roger

Quilliot, ministre du logement, en a fait l'expérience. Venu avec un épais ier sous le bras afin de solliciter l'arbitrage du chef de l'Etat, il fut priè poliment mais fermement de soumettre ledit dossier au comité interministériel compétent.

Les évênements n'ont donc pas fondamentalement modifié le pro-cessus de décision inauguré le 21 mai 1981. Les décisions importantes restent prises à l'occasion de tête-à-tête entre MM. Mitterrand et Mauroy. Elles peuvent l'être aussi lors du petit déjeuner qui réunit, ehaque mardi à l'Elysée, le président de la République, le premier ministre, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. et le secrétaire géneral de l'Elysée. En dernier ressort, c'est évidemmment le président de la Republique qui tranche, quitte à adopter une position différente de celle de son premier ministre. C'est ainsi que M. Mitterrand a mis un terme au déhat sur le contrôle d'identité, après le différent oppo-sant MM. Defferre et Badinter, et arbitrage - de M. Mauroy. Ce fut le cas également pour l'ordonnance sur les trente-neuf heures de travail hebdomadaire. On ne saurait done voir en l'hôtel Matignon, pas plus aujourd'hui qu'hier, le siège d'un pouvoir autonome (4), même si les nouveaux dirigeants ont parti soucieux d'allèger la tutelle

A demi-mot

Après les secousses du début de l'été, la consigne est de nouveau de serrer les rangs autour du gouvernement, comme en témoigne la tona-lité des travaux du comité directeur du P.S. des 11 et 12 septembre. Pourtant, le choix fait à Latche de conforter l'autorité du premier ministre ne suffira peut-être pas a la restaurer. Cette autorité est soumise à la contestation permanente, par le jeu des hommes qui entourent le chef de l'Etat. Ceux qui constitucot 'ossature du « courant Mitterrand » o'ont admis que du bout des levres la présence de M. Mauroy à l'hôtel Matignon. Ces bommes, que le président réunit chaque jeudi matin (MM. Jospin, Poperen, Quilès, Mer-maz, Joxe, Fabius et Bérégovoy) investis de la confiance de M. Mitterrand, peuvent être tentés d'utiliser ce lien particulier. D'autres, qui n'appartiennent pas au même cercle politique, mais qui bénéficient d'une relation privilégiée -tel M. Jack Lang - n'bésitent pas à saisir directement l'Elysée pour faire prévaloir leur point de vue sur celui de Mati-

S'il arrive que les « généraux » socialistes se livrent à une guerre de positionnement dès lors qu'ils sentent le premier ministre menace, ils oublient que l'opinion, elle, distin-gue peu le président de son premier ministre : les courbes de popularité de MM. Mitterrand et Mauroy suivent une evolution parrallèle. Sans doute sont-ils à des niveaux de popularité ou de confiance différents, car ehacun sait que M. Mitterrand dispose de la durée et de la faculté de se séparer de M. Mauroy. Mais l'un et l'autre ont baissé d'un même tront de connaître avec précision le

mouvement. C'est pourquoi le ches de l'Etat est en fait très attentif aux sondages d'opinion : ils lui permetmoment - s'il survient - où la défiance à l'égard du gouvernement sera telle que le président devra en ebanger. Au demeurant, nous a'en sommes pas là. Compte tenu des mesures prises et de la rigueur promise, M. Mauroy peut considérer qu'il a plus de réserves que prevu. D'autant que, parmi tous les leaders socialistes, il dispose de la meilleure image dans l'électorat de gauche.

Il est vrai que, à l'inverse de M. Raymond Barre qui annonçait la plus grande rigueur en usant de formules abruptes (sans vraiment la

pratiquer), M. Mauroy a choisi de conduire sur un ebemin ardu, sans brutalité ni provocation.

Au fond MM. Mitterrand et Mauroy se comprennent à demimot : ils croient tous deux au primat du politique, et à la nécessité de subordonner l'économie à une volonte politique. En outre M. Mauroy a, dans un premier temps, délibérément - colle - aux positions de M. Mitterrand. Or le système instaure en 1958 et 1962 a besoin, pour bien fonctionner d'une réelle dyarchie. Celle-ci ne doit pas être excessive : des que le premier ministre se distingue trop, le président est menace et doit en tirer les conséquences politiques. MM. Chahan-Delmas et Chirac en ont fait l'expérience. M. Mauroy, dans un premier temps, est tombé dans l'excès inverse. La nouveauté de la situation actuelle est précisément que, à la faveur du programme de redressement économique, le premier ministre a pris ses responsahilités. Ce n'est pas par hasard que l'on parle aujourd'hui de la rieueur Maurov •.

Solitaire lorsqu'il a proposé le bloeage des prix et des revenus, M. Mauroy s'est retrouvé seul dans la tourmente. Son entourage le souli-gne avec, semble-t-il, quelque rai-soo. Il est elair que le chef de l'Etat, lors de sa conférence de presse du 9 juin, avait pris ses distances par rapport au chef du gouvernemeot.

Après le voyage en Midi-Pyrénées, on peut résumer ainsi son attitude : j'ai expliqué, et j'expliquerai davantage en quoi votre politique se situe dans le contexte de mon sep-

Au fond, le chef de l'Etat accompagne la « rigueur Mauroy », celleci n'étant qu'une étape, nécessaire sans doute, mais doot il faudra sortir aussi rapidemeot que possible. Entre-temps, M. Mitterrand multiplie les interventions qui lui permetient d'obliger le gouvernement et gir. « Ce que dit le chef de l'Etat doit être intégralement respecté -, à-t-il souligné à Toulouse. Au gouvernement il adresse des directives (la réduction des charges des entreprises) et suggère des moyens (la déconnexion des taux d'intérêt intérieurs et extérieurs). A l'administration, il rappelle one ligne de conduite. A cinq reprises au cours de soo voyage, M. Mitterrand a tenn le langage suivant : l'administration, qui est, certes, en France remarquable, oe doit pas se sobstituer au pouvoir politique. Ce rappel à l'ordre concerne aussi les membres du gouvernement qui n'ont pas su, ou pas voulu, s'imposer à leurs services. Il s'adresse enfin à une partie de l'entourage technique do premier ministre.

L'idée que l'action du nouveau pouvoir est mal expliquée est ellemême un reproebe adressé à M. Mauroy. Mais elle comporte une part d'autocritique : M. Mitterrand constate qu'il n'a pas encore trouvé le type de communication ni la régularité qui lui permettent d'eotretenir un dialogue nécessaire avec l'opinion, sans « user » son verbe et sa

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Font partie traditionnellement du naine réservé . : les relations extérieures et la défense. On pouvait également ranger sous cette rubrique. du temps du général de Gaulle, la luste contre l'O.A.S.

(2) Toutefois, M. Mitterrand a maintenu le nombre et l'importance des conseils de défense. (3) Carcan décrit avec humour par M≈ Françoise Giroud dans son livre la

(4) Selon l'expression de M. Jean-(4) Seion i expression de M. Jean-Louis Quermonne, professeur à l'Insti-tut politique de Paris, qui fait autorité en la mauière et qui est l'anteur de le Gouvernement de la France sous la V République (Dalloz, 1980).

● La confédération du RECOURS. — (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spolies d'outre-mer), qui regroupe sous la présidence de M. Guy Forzy. une vingtaine d'associations de rapatriés, a enregistré avec satisfaction, mercredi 29 septembre, l'adoption par le conseil des ministres du projet de loi sur l'amnistie. Au porte parole, M. Roseau, a notamment déclaré : - La position politique du RECOURS en faveur de François Misterrand avait été justifiée en grande partie par les engagements clairs et précis que celui-ci avait

Le RECOURS n'avait cessé. depuis lors, de soutenir l'action conjointe du secrétaire d'État, M. Raymond Courrière et de M. Jacques Ribs, conseiller à la présidence de la République, dans l'élaboration de cette loi. Nous considérons que le projet de lot répond sur le fond d l'espérance de tous ceux qui se sont battus pour l'Algèrie française et concrétise la réconciliation nationale attendue depuis vingt ans.

pris sur l'amnistie

UN MOUVEMENT PRÉFECTORAL

RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS: M. Bernard Couzier

M. Bernard Couzier, directeur gé-néral de la police nationale, a été nommé par le conseil des ministres du 29 septembre préfet de la région Nord - Pas-de-Calais, en remplace ment de M. Maurice Paraf, admis à

[Né en 1919 à Toulouse, licencié en droit, entré en 1943 dans le corps pré-fectoral comme chef de cabinet de préfet, M. Conzier, après plusieurs postes territoriaux de secrétaire général et de sous-prefet, est nomme en 1969 préfet du Tarn. En 1972, il devient directeur du cabinet de M. Joseph Fontanet, alors ministre de l'éducation nationale. Préfet de la Loire en 1973, il est nommé en 1976 préfet du Loiret, préfet de la région Centre. Il devient préfet de la Loire-Atlantique, préfet de la région des Pays de Loire en 1978 et est nommé diteur général de la police nationale le 23 juillet 1981.]

DIRECTEUR **DE LA POLICE** NATIONALE: M. Paul Cousseran

M. Paul Cousseran, préfet de la Corse-du-Sud, préfet de la région Corse, a été nommé directeur géné ral de la police nationale, en remplacement de M. Conzier, nommé préde la Nord - Pas-de-Calais.

[Né le 30 juillet 1922 à Uzerche (Corrèze), M. Paul Cousseran, déporté à Neuengamme de 1943 à 1945, est breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer et ancien élève de l'École nationale d'administration. Il a été no-tamment chof du service d'information à Hanor (1951), chargé de mission au cabinet de M. Champeix, secrétaire d'État socialiste à l'Algérie dans le gouvernement Bourges-Maunoury (1957), puis à l'Organisation commune des régions sahariennes (1958) ; directeur du abinet de M. Foyer, secrétaire d'État ehargé des relations avec les États de la Communauté puis ministre de la coopération dans le gouvernement de M. De-bré (1960-1962); ambassadeur, haut représentant de la République française au Gabon (1964) : directeur de la division de l'organisation au secrétariat gé-néral de la défense nationale (1965) ; directeur du cabinet de M. Jacques Autert, secrétaire général pour la police (1967). Nomme préfet de la Réunion en 1969, préfet de la Haute-Savoie en 1972, préfet de l'Essonne en 1974, il devient haut commissaire de la Républi-que en Polynésie française en 1977 et préfet de la Corse-du-Sud, préfet de la égion Corse le 8 juillet 1981.]

EMERICH II, rue Tronchet PARIS 8e

Copies Couleurs ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL

75012 PARIS 347,21.32

Le communiqué officiel du conseil des ministres

reuni mercredi 29 septembre, an pa-lais de l'Elysée dans l'après-midi, contrairement à la tradition. Ce retard - le conseil a lieu d'ordinaire le matin - était justifié par le voyage de M. François Mitterrand dans la regioo Midi-Pyrénées qui s'est

Voici le texte du communiqué publié an terme de la réunion do conseil:

· L'ÉQUILIBRE DE LA SÉCU-RITE SOCIALE.

Le gouvernement a décidé d'assurer des maintenant l'équilibre des comptes de la sécurité sociale jusqu'à la fin de l'année 1983, avec un double objectif : contribuer à l'action engagée contre le chômage et l'inflation, consolider, puis améliorer notre système de protection sociale en faisant appel à la solidarité actionale les margons desprésses no comportent aucune augmentation de cotisation salariale ou patronale de sé-

 Le gouvernement poursuivra en 1983 la politique de progrès social en-gagée depuis mai 1981 : le pouvoir d'achat des presentions sociales et familiales sera maintenu en 1982 et 1983; un meilleur remboursement de certaines dépenses de maladie (hoetteric, prathèses dentaires, andioprothèse) sera réalisé, en concertation avec les caisses d'assurance-maladie; la franchise sur la « vingt-sixième ma-ladie » sera supprimée ; les orientations de la politique familiale, qui sont ces, seront mises en œuvre dans le cadre d'un plan famille.

- Le gouvernement procèdera à d'importantes réformes de structure concernant la gestion et la tarification hospitulières, ainsi que les prestations familiales et le financement de la sécurité sociale.

- Le conseil des ministres a adopté, par zillents, un ensemble de mesures destinées à équilibrer les comptes sociaux pour 1983.

- Les taux directeurs des hôpitaux et les prestations sociales évolueront à l'avenir en fonction des prix et revenus de l'année en cours, conformément aux objectifs arrêtés par le gouvernement.

Ua forfait journalier de 20 F sera instante à l'hôpital. Ce forfait ne sera pas applicable aux personnes referant des régimes d'accident du travail, d'assurance maternité et d'anciens combat-tants. Il viendra en déduction du ticket nants. Il viendra en deduction du ticket modérateur; il s'accompagnera de la suppression des abattements des indem-nités journalières; sa prise en charge par l'aide sociale sera facilitée. Une taxe sur la publicité pharmacentique blics qui, en raison de leur activité politique ou syndicale, out été exclus du service par suite de condamnations ou de sanctions disciplinaires apjourd'hui amnistices, pourront, pour le calcul de leur pension de retraite, bénéficier d'un ement à l'ancienneté, selon les règles en vigueur au moment où ils étaient en fonction. Les officiers généraux se-rout réintégres dans le cadre de réserve.

Les personnes de nationalité francaise qui, pour des motifs politiques, out été expulsées d'Afrique du Nord, internées ou assignées à résidence, pourront recevoir une indemnité forfai-taire destinée à compenser les consé-quences de ces mesures de contrainte.

Le gouvernement statuera uitérieurement sur les mesures individuelles qui

ne relèvent pas de la loi. Le président de la République a souligné à ce propos qu'il « appartient à la nation, au bout de vingt aus, de pardon-

• ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE DES FEMMES ET DES

Le ministre délégué suprès du pre-mier ministre, ministre des droits de la femme, a présenté une communication relatire à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, afin d'amé-

Horser les pousibilités d'embauche, de formation et de carrière des acuf millions de femmes salaribes. Les grandes orientations d'un avant-projet de loi out est arrèties, pour remidier sux lacunes et aux insuffisances des textes en vigueur, notissment au regard de la di-rective a' 76-207 du 9 février 1976 de la

— Il précisera les draits des femmes et les moyens de leur exercice sur la se da principe général de non-crimination à mison du seme ;

 Il donners aux partendres ciaux les moyens de définir des me destinées à assurer concrètement l'éga-lité des chances, noramment sons la forme des « plans d'égalité profession-nelle » susceptibles d'être mis en movre dans les entreprises ; l'Edat pourra si-der les réalisations les plus mar-

 H créera un cousell supérieur de l'égalité professionnelle, où siègerent les partensires sociane, qui sera chargé de veiller à l'application de la loi et de suggérer toutes propositions utiles.

Ce texte, ainsi qu'un autre projet de loi relatif à la fatte contre les discrimiuntions sexistes, seront, après extusen pur le Consell d'Etat, soumis pour ap-probation définitive à un prochain conseil des ministres.

sera appliquée dès le vote par le Parte-ment ; le prix de certains médicaments sera reduit dans les prochaines se-

La luite contre l'usage immodérée de tabac et de l'alcool, dont les consémore et ne raicoos, dont les conse-quances sur la santé sont graves et con-tenses, sera intensitiée. Une cotication payée par les seuls consommateurs de mbac et d'alcool sera instituée à cet effet. Son produit sera affecte directo-ment à la Cainte nationale d'assurance-maladie.

En concertation avec l'em rtenaires sociaux, le gouvernement ocèdera sux harmonisations permet tant d'équilibrer les divers régio ladie et viellesse des non-salas pré-retraités et des agents des collecti-vités locales. Enlia, il est rappelé que l'Esat courribuera à l'équilibre de la Sécurité sociale en prenant à sa charge l'allocation aux adultes handicapés.

saires à la misé en œuvre de ce pro-gramme fost l'objet d'un projet de loi qui a été adopté par le consoil des mi-

• FONDS DE SOLIDARITÉ POUR L'EMPLOI.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi instituent une contribution de solidarité excentinament de solidarité exceptionnelle qui sera versée à m. l'outs de solidarité pour l'emploi. Feront l'objet de ce prélève-ment les salariés du secteur public qui ment les saintes de secreur pouse que bénéficient de la sécurité de l'emploi (agents de l'Etat, des collectivités lo-cales, des établissements publics) à l'exception de centr dont les revenus sout inférieurs à 1,3 fois le SMIC.

L'effort de solidarité des autres caté-gories professionnelles sera affecté à gories protessommenes serà attecte a leur propre régime social pour tenir compte du caractère spécifique de leurs activités. Le tanx de cette contribution serz de 1 % de la rémunération brute.

Il appartient désormals aux parte-naires sociaux de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'équilibre et la continuité du régime dont ils out la

• RÈGLEMENT DE CERTAINES CONSEQUENCES DES ÉVÉ-NEMENTS D'AFRIQUE DU

président de la République, le conseil des ministres a adopté, sur le rapport du secrétaire d'État chargé des rapatriés, un projet de loi qui a pour objet d'effacer, su-delà de l'amnistie pénule déjà réalisée, les conséquences de toute

lord. Les fonctionnaires, les magistrats, as militaires et les autres agents pu-

A l'École nationale d'administration :

Tous les élèves de « Solidarité » ne sont pas... solidaires

A la suite de la remise à M. Le tration, tout en demandant des ga-Pors, ministre délégué de la fonction publique, lors de sa visite à l'École nationale d'administration d'une motion des élèves (le Monde du 30 septembre), M. Guibert, secré-taire de la section C.F.D.T. de l'école, a publié le communiqué sui-

· La C.F.D.T. ENA dément formellement que l'ensemble des délègués elus sur sa liste aient donné leur appui à la motion rédigée par d'autres délégués de la promotion « Solida-rité » et parue dans le Monde daté du 30 septembre.

» La majorité de ses représ tants n'a, en effet, pas participé à l'élaboration de ce texte et ne se sent en aucune manière liée par lui. La section C.F.D.T. de l'ENA, commune à l'ensemble des promotions actuellement à l'école, réaffirme sa position sur la troisième voie qu'elle a fait connaître dès le 23 septembre. Elle se prononce en faveur du nouveau mode de recrutement prévu, qui devrait permettre une democratisation de l'école et une ouverture accrue de l'adminis-

rantles et précisions supplémen-taires sur les modalités de sélection des candidats, l'organisatin du conçours et l'intégration de nou-yeaux élèves à la sopharité.

veaux élèves à la sopiurité.

[N.D.L.R. — Le motion en question avait été adopté inidi 27 septembre au cours d'une rémitoi de la délégation » des élèves de la premotion . Solidarisé à laquelle participation deux délégation délégation C.F.D.T. (le troisième étunt en voyage à l'étranger), les deux délégates F.O. et un des trois délégates fo. et un des trois délégates de la liste « indépendante ».

Ce texte avait été rensis le manti à la direction de l'école gour transmission au ministre avant en visite du même jour.)

. M. Georges Marchals a quitte, jeudi 30 septembre, l'hôpital Lari-boisière, à l'aris, où il était entré, le 25 septembre, poer un bilan de santé (le Monde du 26 septembre). Le secrétariat de M. Marchais a précisé, mercredi, que le secrétaire général du P.C.F. devait - represente normalement ses activités - des sa sortic de l'hôpital et assister, jeudi soir, à une réception à l'ambassade de Chine.

M. MITTERRAND: on avance vers de grands objectifs M. François Mitterrand a reaf-

La fin du voyage présidentiel en Midi-Pyrénées

firmé mercredi 29 septembre à Foix firmé mercredi 29 septembre à Foix qu'il doit mener une campagne d'explication sur ses intentions pour les mois prochains, d'autant, a-t-il indique, que cela « ne va pas aussi vite que le pays le voudrait ». Le président de la République, qui achevait dans cette municipalité socialiste son périple en Midi-Pyrénées a affirmé: « Il faut que j'explique ce que je tenterai de jaire au cours des mois prochains. J'en ressens de plus en plus la nécessité, Il faut hien soen plus la necessité. Il faut bien sa-voir ce que le pays souhaite, ce dom il souffre, et bien lui expliquer que cela ne va pas aussi vite qu'il le vou-drait, pas aussi bien qu'il le fau-drait, mais que cependant on avance vers de grands objectifs, de grandes ambitions, le renforcement de l'in-dépendance de la France.

M. Mitterrand a évoque « le besoin de compréhension, d'explica-tion, qu'éprouve l'immense majorité de noire peuple, aui comprend bien la nécessité de l'effort et de la rigueur, qui n'a de sens qut si c'est une discipline que s'impose la nation en ayant bien compris les objec-

Le président de la République s'est demandé : « Peur-être les Français manquent-ils d'explications, bien que nombre de responsables et particulièrement le premier ministre, aient montre au cours de tout ce temps, une présence, une ac-tion, une fidélité dans le sens des responsabilités qui ne peuvent être

A Foix, comme à Lavelanet, où îl a visité une usine textile considérée comme le premier ussage lainier eu-ropéen (l'entreprise Rouhière). M. Mitterrand a reçu de la population un aceueil partieulieremen

LIVRES

DEUX REVENANTS

Georges Navel ou la mémoire fraternelle

G BORGES NAVEL fut une déconverts de l'après-guerre avec son admirable Trusaux (1), publié en 1945 et prétacé par le professeur Géraldy, Il y contaît des moments de sa vie et peignait des hommes au travail du terrassier au coupeur de lavande. Dans tous ses livres, à l'exception de Sable et limon (2), recueil de Sa correspondance avec le philosophe Bernard Groethuysen, Navel, riche de mille expériences, s'est inspiré de sa biographie. Ainsi dans Parcours (3), dans Chacun son royaume (4) et, maintenant, dans

L'engouement que portent quelques-uns à l'œuvre d'un auteur qui n'a jamais été à la mode, qui publie un livre tous les cinq ou dix ans, surprend heureusemen D'antant que les écrivains auto-didactes font souvent l'effet de personnages égarés dans l'aristocratique république des lettres a'ils ne se comportent pas en Petit Chose méritant

Georges Navel est simplement un écrivain. Qu'il soit un autodidacte d'origine ouvrière signifie peu en soi, qu'il ait été ajusteur, terrassier, maçon, camelot, jar-dinier, apiculteur, correcteur de presse, etc., témoigne seulement d'un goût vif pour la liberté. d'une recherche incessante de terres moins arides. Cet ancien militant n'écrit pas non plus de livres « vengeurs » ou inspirés par une doctrine rédemptrice. D'un livre à l'autre, puisant inlassablement dans ses souvenirs, ce chroniqueur des menus faits retient le geste précis, l'attitude juste, le détail exact. Son écriture classique est à la limite de la banalité, mais il naît de cette extreme simplicité, dont on imagine la longue patience qu'elle a exigée, un murinure poétique, un délicat enchantement,

Bien que dans tous ses livres Novel parle de lui, de ses compa-gnons projetaires, de ses amis syndicalistes libertaires, le véritable heros de son œuvre est le

BERNARD ALLIOT.

(1) Stock, disposible en poche 4 Polio 3.
(2) Gallimard, 1952.
(3) Gallimard, 1950.
(4) Gallimard, 1960.

(Lire la suite page 12.)

Le bienheureux Henri Pollès

Henri Pollès? Son ancien éditeur le croyait mort. Comme Gadenne ou Guérin. Mais c'est comme Cailleux qu'il revient, après dix-huit ans d'absence, avec un roman de sept cents pages, Sur le fleuve de sang vient parfois un bean navire », bousculant les livres de cette rantrée. De 1934 à 1984, il avait publié, presque exclusi-

parties da ping-pong dans le jardin de sa maison da Brunoy, il a improvisé, pour nous, un supplé-ment de son « recettier du bonheur », le « Journal d'un homme heureux » (1953). « Vous avez en des débuts éclatants en 1932 avec Sophie de Tréguier.

- Tout a été trop facile. J'arrivais de Nantes, une licence de-philo en poche, soi-disant pour préparer l'agrégation. Gallimard et Rieder ont accepté le manuscrit l Deux jours après la sortie du livre, Arland, qui est resté mon ami, m'écrivit une lettre très

chaleurense. Puis il y eut un bel article de Brasillach dans 7Action françaiss. J'étais porté par la gloire, auréole d'une sorte de pureté dont, avec le recul, j'ai compris le côté louche, Benjamin Crémieux, que j'appelais l' « oncle Ben », me fit donner le Prix po-

- Vous avez manqué plu-



(Dessin de Bérénice CLEEVE)

d'abord en 1945 pour Toute guerre se fait la nuit. Plus tard, on a reparté encore de pous quand a para Amour. ma douce mort, en 1963.

vement chez Gallimard, six romans, trois

o journaux et quelques essais politiques.
A soixante-treize ans, Pollès est aussi svelte

et facétiaux qu'un jeuna homma at, antre deux

- Pour Toute guerre se juit la nuit. Vendredi m'avait envoyé en Espagne pour couvrir la guerre. J'aurais voulu, comme H.G. Wells, aller dans les deux campa, mais ce ne fut pas pos-aible. Toute guerre est donc un reportage subjectif où il y a pas mai de choses inventées. On l'a comparé, à tort selon mol, avec l'Espoir et Pour qui sonne le glas. Jy exprime, en effet, mon point de vue, à l'écart de toutes les tendances, procha sculement de cette «énième Internationale» que fai fondée en rêve et dont je suis le seul adhèrent. Toute querre se foit la nuit a été imprimé en 1939 et Gallimard a brusquement renoncé à le mettre en vente. Tous les exemplaires ont été cachés et le livre n'est sorti qu'après la fin de la guerre en 1945. Je tiens beaucoup à ce roman. J'ai écrit récemment à Gallimard pour leur souffler de le reprendre en édition de poche, Ils ne m'ont pas repondu.

- Vous apez composé ensuite deux « romans infinis », dont l'un, La chair des innocents est le festin des dieux, est inédit, l'autre, Les drapeaux habillent mal, ayont èté publié à compte d'auteur.

- J'écris depuis toujours et j'entasse des livres. C'est même devenn mon metier, puisque j'ai été bouquiniste pendant presque quarante ans. Vous avez visité les trois étages de ma maison. Ils ressemblent tout à fait à ma lit-térature et mon jardin n'a rien d'un jardin à la française. Je suis pour la profusion. Je me range dans la catégorie des grapho-manes, comme Sartre, dont on n'arrête pas de retrouver des manuscrits depuis qu'il est mort, comme Saint-Exupery. J'ai vu. avant la guerre, deux melles remplies de pages de lui. Les Allemands ont pille la maison où elles se trouvaient et l'on n'en a plus jamais entenda parler.

(Lire la suite page 12.)

le feuilleton

«UN CANIBALE TRÈS CONVENABLE» d'Olivier Todd

Vocations indécises

ES jaunes, dit-on, n'ont plus des vocations aussi impé-riausas et ardantas qu'autrefois. Parbleu ! On las comprend de réfrénar un enthousiasme dont la capacité n'a surement pas fléchi. La genération précédente a publie la chanca que représentait son époque, à cet égard : on n'héritait plus du métiar patarnal, comme avant l'àre indus-trielle, et on atait encore assuré d'achever sa vie dans la branche où on l'avait commancée. Depuis una trentaina d'années, et chaque annéa davantage, le marché du travail, ainsi que l'évolution accélérée des tachniques at des mœurs, exposant las adolescents à ne pas pouvoir exercer la profession choisie, à an changar plusieurs fois, ou à la voir sa transformer du tout au tout. Ouand la déception davient à ca point inéluctable, n'est-ce pas sagessa da s'interdire le

J'ai cru d'abord que le haros d'Un cannibale très conve-nabla, le dernier roman d'Olivier Todd, n'étalt qu'un cas pathologique d'indécision, dans una profession, la journalisma, où ils ne manquent pas. Mais le livra una fois refermé, je ma

par Bertrand Poirot-Delpech

demande si cet universitaira, glissant de projets littéraires impérissables au raportage vita oublié, pour finir dans l'aspéca de « show-biz » politisé qu'est la television, même américaina, je me demanda si catte apparente reussite, bâtia aur das velléltes at des renoncements, n'était pes un signe des temps.

HOMAS, c'est son nom, est predestiné à l'écarlétement. Par sa mèra, sa grand-màre surtout, il est français par aon père, il est américain de Californie. La sagesse populeira veut qu'être bilingue constitue un atout dans la vie. Dans un curriculum, paut-être, et pour briller en langues romanes, la spécialité da Thomas à l'université de Los Ange-les ; mais au cœur da sol-même, la où émotions et pensées cherchant des mots pour naître, c'est un handicap de se haurter à daux vocables que sépare un océan de sens. Thomas se dit cosmopolite, pour se rassurer : mals si sa patrie, c'était l'hésitation ?

Autre idée reçua : une bonne guerre, voire une sale guarre, aurait le don da guerir pareils déchirements. Il apparait plutôt que cala las execerbe. Mobilisé au Vietnam. Thomas, c'est vrai, ne se demande plus, comme à l'université. s'il vaut miaux achever se thèse sur Eliot ou s'essayer au reportage sur les drogués de Venice. Il découvre soudain la priorité absolue : sauver sa peau. Cetle obsession commune crée entre les combattants une netteté de rapports que l'intellectuel californien n'est pes loin de préférer aux subti-lités de l'arrièra où à le casulstique des reporters européens. Quand des copains tombent, comme le Noir Pitch, la recherche de la vérité et les jugements moraux sur les cemps en présence semblent un luxe insolent.

Seule consolation pour Thomas, devenu chargé de presse à Saigon : l'amour de la Françoise Mathilde, avec qui il partage des nuits goulues et un même agacement contre les

E sa guerre, Thomas rapporte à Los Angales la dépression règlamentaire, l'horreur des opinions tranchées, du militantisme coupé du réel, et une Instabilità accrue. Boursier à l'université Corpus Christi de Cambridge (Angleterre), il songa a una carrière de chercheur. Il engrange des notes sur Ellot. Mais il s'aperçolt que les livres prennent un sens très relatif en fonction du lleu et du moment où on les lit. Ralu sous les bombes de Da Nang, l'Hamlet de Laforgue revêtait une signification bien particulière. De la a penser qua la lecture ne vaut pas la vie et les voyages, il n'y a qu'un pas.

Thomas le franchit, l'amour aidant. Il s'agit cette fois d'une âtudiante an philosophie, une certaine Kate, avec qui, entre deux âtreintes aur la moquetta, Thomas parle de ce qui passionne tous les amoureux : Diau, les gâteaux à la crème, la libre arbitre, les antipodes.

Après un périple qui les condult à Paris, à Vanise sur les traces de Pound, à Florence, à Gênes, ils rentrent se mariar à Los Angeles. Un fils laur naît. Thomas enseigne de nouveau, travaille à une thèse sur les influences françaises chaz Eliot, songe à une œuvre plus personnelle, à une pièca. peut-être... Mais la tantation du journalisme reprend le dessus. il intarviewe Miller, Bradbury. Son ménage n'allant plus guere, il accepte de devenir correspondent à Paris d'un grand quotidian da la côte Ouaat.

(Lire la suite page 11.)

Drogue et sexe aux États-Unis

L'étonnante confession de Marie-Gisèle Landes-Fuss

A saison, qui décidément s'annonce blen, nous apporte un roman extraordinaire, aussi étonnant que son titre qui n'en finit pas : Une beraque rouge et moche comme tout, à Venice, Amérique. Il vient d'une femme à pen près inconnoe, qualqu'elle soit journaliste et qu'elle sit fait ses débuts en 1958 chez Gallimard avec le Grand Homme gra, Mais un premier roman publié il y a vingtquatre ans, sans qu'aucun antre le suive, ne peut essurer, même s'il est de qualité, la notoriété à son auteur, qui signait alors Marie-Gisèle Landes. C'était à travers une histoire, un milieu à la Sagan, une version moderne mais d'une facture très classique de On ne badine pas avec l'amour : un divertissement qui tournait à la tragédie.

li s'agit aujourd'hui de bien autre chose : d'un document, o'une confession, d'une descente aux enfers qui mêne à une libénition et, par le ton, la compo-sition, la justesse poétique de l'expression, la patte, d'une œuvre qu'on peut assurement qualifier de littéraire, à condition de ne pas reduire la littérature au beau siyle, à la langue châtiee, aux jeux subtils et gratuits d'une imagination et d'une fantaisie, Dans ce cas, que ferait-on de

Car c'est à lui qu'on pense durant ce voyage au bout de la drogue que relate Une baraque rouge et moche. - roman immobile et furleuse équipée intérieure — et qui se déroule le long d'une plage californienne dans un centre de réhabilitation comme seule l'Amérique peut en concevoir. Dieu merci, ni l'auteur ni l'éditeur ne se prévalent de ce parrainage si souvent et si abusivement invoqué dans les prières d'insèrer d'anjourd'hui.

Mieux vaut que la référence s'impose d'elle-même. A cause de ce mélange d'authenticité et d'art qui tout ensemble marque cette autobiographie libre et hardie ; à cause des épaves humaines qui la hantent et du traitement comique, dur et pourtant si tendre que l'écrivain appiloue à leur misère et à la sienne : à cause de sa morale subversive et exigeante. Mais il y a, je crois, plus de bonté profonde chez Marie-Gisèle Landes-Fuss que chez Céline, une confiance plus grande faite a Phomme et à la vie.

Qu'est-ce qui va pousser la narratrice, cette Française de trente-six ans, aventureuse et paumee — elle se drogue depuis quinze ans avec des piluies qu'elle appelle ses « petites chéries » — qui débarque un beao matin pour d'anodines vacances sur la plage poisseuse de Venice, aux abords de Los Angeles, qu'est-ce qui va la pousser à chercher refuge dans la batisse rebarbative qui se dresse an milieu du ghetto de la drogue? La honte? Dans les camés de la plage, elle a vu son image. La peur ? Les pilules américaines lui ont causé quelques ennuis. La lassitude de sa dépendance? Elle s'est toujours dit qu'elle poorrait la rompre quand elle voudrait.

Mais pourquoi cette fois-là?

Nous n'en saurons pas plus qu'elle, qui ne cesse de s'interroger là-dessus, une fois entrée dans la baraque et toujours tentée d'en sortir. Elle y restera un an et nous avec elle, le temps de son livre. Nous la suivrons d'abord dans la « dérouille » que lui inflige le sevrage immédiat. puis dans les exercices que cette cure très particulière lui impose : travanz ménagers épuisants rythme de vie endiablé, violentes séances de groupe où les pen-sionnaires se disent leurs quatre vérités pour apprendre à se connaître et à se supporter. Boulot pour les muscles et boulot pour l'ame. Enfin, nous la verrons traverser une belle histoire d'amour, malheureuse et osée, avec un de ses camarades noirs, trop déteriore pour partager sa passion.

Une curieuse ascèse

Le reglement du centre, qui encourage et enregistre les rapports sexuels entre les camés sans came n'interdit-il pas que des coupler se forment dans la maison? Il faut a baiser p, oui, mais ne pas se fixer sur un seul partenaire. Le monstrueux poussah qui règne sur cet univers, ancien drogue que ses pension-naires aiment comme un pere, et son brutal adjoint, qui se pré-

nomme lui-même « le nazi », sépareront les amants. L'épreuve sera fatale pour lui, qui s'enfuira, et benefique pour elle, qui ira jusqu'à la guérison.

C'est d'ailleurs elle et ella seule qui occupe le centre du roman malgré ces soixante loques qui s'agitent aotour d'alle. Il faut faire un effort pour les reconnaitre, les distinguer. C'est peutetre une des faiblesses roman ques de l'œuvre, où s'affirme pourtant une telle puissance de vie, une telle intensité dramatique, une si étonnante lucidité, que, comme l'auteur, on sort métamorphosé, purgé, décapé de sa lecture.

Curieuse ascèse que propose cette Baraque rouge et mocke où parmi des tares on découvre la communion entre les êtres, le bienfait des interdits. la force morale de la discipline et même de la violence faite, pour son bien, à autrui Il fallait un ficho talent pour éviter les écueils que poovait susciter une telle entreprise. Marie-Gisèle Landes-Fuse le possède, non seulement parce qu'elle sait faire voir en des raccourcis savoureux un monde exotique, mais parce que, descendoe au fond d'elle-même, elle participe de toute son âme à ce

Il y n quelque chose de religieux dans ce livre scabreux et si actuel sur le sexe et la drogue.

JACQUELINE PLATIER.

* " UNE BARAQUE ROUGE ET MOCHE COMME TOUT, & VENTCE, AMERIQUE. . Gallimard. 235 p.





De grands romans en poche







Points-Roman Seuil

Claudel à Brangues.

Nous avons átudié à Brengues l'énorma correspondance de Claudel, cet océan où l'on se noie, bien qu'una très grende partla en ait été bue par les sables qui ne la

da le rendre présent, une tole de plus en ce dábut da septembre, dans ce paysage qu'il a baaucoup contemplé et beaucour elmé, bian qu'il ne fût pas son paysa natal, Cet imposant château, d'où l'on voit a'ouvrir au pied du Jura la vallée du Rhône evac des arbrea centanaires, est-ce assez cleudéllen ? Et cas puissantes lettres, presque inconnues, que, dans le tonnarre et la déluge de la dernière matinéa, nous lut, sans lumiére et sans micro, Joseph Boly, da Belgique, quelle découverte l

Il na faut pourtant oublier personne, car ces trois journées turent particulièrement denses. Ni Jean-Harvé Donnard, de l'univer sité de Granoble, président de la Société des emis da Brangues, qui les e pensées et ordonnées ; ni les recteurs Mallet et Antoine, le professeur Anglès, qui jouerent si parfaltemant Cleudel, Gida et Suarès ; ni MM, Pierre de Gaulmyn et Alain Rivière, qui ressuscitérent Jacques Rivière; ni Merie-Héléne Dasté, ni Madeleine Milhaud. n l'átourdissant et toujours jeune Jean-Louis Barrault qui, pour nous, s'était qualques haures erraché à son théâtre ; ni Michel Malicet, qui évoqua la grande figure de Louis Massignon ; ni la femille qui réussissait à mettre dans cette nombreuse réunion je ne sals quoi d'intima et de tamiliar, Grace à eux, on était à Brangues evec Claudel, et ce ne fut point lé le moindre charme da ces journées plaines d'entrein et de chaleur. Tout cela, bien entendu, favorisant une discussion franche et animée, d'où la critique ne fut jamais ebsente. — JACQUES MADAULE.

Philippe Sollers quitte Le Seuil.

Philippe Sollers e feit connaître eux éditions du Seull, qui ont publié toute son ceuvre depuis Une curieuse solltuda jusqu'au récent Paredis, qu'il souhaiteit reprendre sa ilberté comme auteur. Il eurait l'intention de donner eux éditions Galilmard son prochain

la vie littéraire

Seull en 1960 et dont Sollers s'occupeit activement, ainsi que celui da la collection l'instant, le titre de la revue étant propriété commune des éditions du Seuit et de l'équipe

Ajar

contre les Sternberg?

Dans une lettre ouverte eu Matin, Jacques Stamberg dément être l'euteur de l'An prochain à Auschwitz, un romen paru Il y a quinze jours (le Monde du 10 septembre) sous la signature de Lionel Marek.

Il répond ainsi aux hypothèses émises où, sous le titre « Une nouvelle affaire Aiar -, le journal s'interroge : « Un Sternberg paut-il en cacher un autre? » Point de déla véritable identité de Lionel Marek : il s'appelle Jean-Paul Sternberg, c'est le fils de Jacques Sternberg.

« Tout écrivain a le droit de prendre un pseudonyme, répond Marek; je ne euls pas, que je sache, le premier. Ja n'avais pas envie de mêler mon père é cette histoire, » Le manuscrit avait été remis par Jacques Sternberg à un ami qui travaille chez Denoël, Michel Bernard, Celui-ci l'e transmis à Gérerd Bourgadier, qui e pris Immédiatement la décision de le publier. Miche Bernard est formel . Ja connaîs trop blen les romans de Jacques Sternberg pour evoir eu le moindre doute sur la palernité de ce

Chez Denoël, on se déclare attristé par cette publicité d'un goût particulier. S'il n'y a pas de nouvelle affaire Ajer, il y a, en la vraie, sur un fils qui tente de faire sa propre vie d'écrivain, et sur un père qui écrit au Matin : « J'ai horreur des numéros de duettistes père et fils. Quant à l'emploi d'un pseudonyme, on me l'a partoia conseillé pour l'Anonyme notemment, qui a déçu les critiques ma connaissant trop bien - l'avais talt mieux déjà (...). Tricher de cette façon m'aurait paru répugnant. Je veux bien être un maudit de le littérature, le reluse

signer l'An prochain à Auschwitz pour k up problème qui que des problèmes d'insecte planétaire qui ne pensa qu'à sa survie, rien de plus. Suite et fin pent-êire vendredi ; Lionel sera à « Apostrophes «

GENEVIEVE BRISAC.

Cinq ans de Poésie tembre, se trouve un texte étonnant d'Ezra Pound : Canto LXXXV, un racueil comment de citations du Chou King, se poème épique traitant des rapports entre les peuples et leurs souverains et transmis sous l'autorité

On peut y lire par ailleurs l'habituel mélange de poèmes français on étrangers et de textes théoriques qui tait la spécificité de Poésie. Au sommaire, on retrouve les noms de Roubaud, John Montague, Bernard

La revue de Michel Deguy existe depuis cinq ans. La converture marquée du & que les fondateurs distinguaient au milleu du mot . Počsia . n'e pas bougé. La revue se veut toujours placée sous ce signe, cet idéo-gramme « qui symbolise l'Instabilité, la nou-veauté, la place feite aux rapports, aux interactions (...). le travail de disjonation et de conjunction de l'écriture poétion

Au fil des ans, le comité de rédaction s'est élargi. Aux quatre du début (Robert Devreu, Michel Deguy, Alain Duault, dacques Roubaud) sont venue se joindre Jean-Paul Amunateguy, Michel Chalilou, Max Loreau et Claude Mouchard. Et Poésie reste une revue de recherches poétiques ambituause el accessible, nourrie aux sources des mythologies du monde entier, de culture gréco-latine, des textes d'Orient et de Chine, ou, tout aussi bien, du Mexique ancien, comme ces vers rassemblés par Robert Marteau pour la nu-

Nous avons combanu adoseés aux mu [railles d'adobe, G. B.

vient de paraître

Romans JEAN ANGLADE : la Pays omblié. - Jean Anglade écrit à Baptiste Pascal héros d'un de ses romans. le Volent de coloquintes, pour le convaincre de revenir au pays de ses ancètres : l'Auvergne. Ces lettres à un personage imaginaire donnent l'occasion à leur auteur d'évoquer les réalisés nouvelles de

sa province. (Hacherre, 300 p., 69 F.) SIMONE BALAZARD : le Chitosu des tortues. — Dans un manoir de siècle dernier, un homme entrenient un curieux rapport amoureux avec une créature de réve. Mais l'amour figure-t-il su programme quand la vie est assistée par un ordinareur? 1Flammarino, 294 p.,

GEORGES THINES : les Vacances de Rocroi. - Un lycien en vacances dans Rocroi, snumise au couvre-feu de l'occupation, rencontre la bien-aimée dans une atmosphère mi-rielle, mi - onirique, (Balland,

188 p., 59 F) JEAN-JACQUES GAUTIER : Uno amitié tenace. - Une lettre donne un sens nouvero au snicide d'une femme. C'est alors l'affrontement entre le veuf et le criminel. Criminel oo victime... (Ploa, 218 p.,

Mémoires RAYMONDE VINCENT : Le temps d'apprendre à viore. - L'itinéraire etroitement mêle et ponctué de separations d'une petite paysanne illettrée qui devint étri-vain et d'un jeune intellectuel passionne de romantisme allemand: celni de Raymonde Vincent et d'Albert Béguin. (Julliard, 330 p., 70 F.)

Biographie GENEVIEVE BEAUVARLET : Boris Viur. — Une biographie do Bison ravi, one de plus, et ce n'est sûrement pas la dernière. (Hachene, 232 p., 68 F). Essais

ANDRE FROSSARD : la Baleine es le ricia. — L'auteur de Dios existe, je l'ai rencontré s'interroge sur mai 68 à la lumière de mai 1981. (Esyard, 216 p., 54 F).

JEAN MAUGUE: les Deuts agacies. — Un compagnon d'emdes de Santre, Lévi-Semuss, Aron, retrace son itinéraire, qui l'a mené au Brésil, en Argentine et mu Canada, mujours préoccupé des sciences humaines (Bucher-Chassel, 238 p., 70 F.) es le ricin. - L'auteur de Dien

Sciences humaines MARC AUGE : Génie de paganirme. — Une exploration de la dimension rétuelle du paganisme par un antiropologue sensible à l'allegresse renouvelée des polythéismes. (Ed. Gallimard, 356 p., 92 F.)

Document

RICHARD HAMMER : Valican Connection. - Une enquête sur l'escroquerie montée à partir de 1972 par un groupe de la mafia américaine pour répandre sur le

fausses, obligations. Le ritre déborde n'es largement le sujer : l'implication d'antorires du Varican, piégées par les escrocs, o'occupe en effet qu'une quarannine de pages sur trois cents. Traduit de l'américain par J.-P. Capasso. (Balland, 318 p., 79 f.)

en poche

Barnabooth, le millionnaire

GRACE à Valery Larbaud, l'occasion nous est donnée de fréquenter un jeune millionnaire : Arcibaldo Oison Barnabooth, vingt-trois ans, originaire d'Amérique du Sud, Indifférent é son Immense tortuna, absolument libre de vivre où il veul et comme il veut, souvereinement désinvolte et d'une clairvoyance tella, é l'exception de ses affaires de cœur, qua c'est à regret qu'on quitte un personnage si

Barnabcoth tient son journal, qui débute à Florence. la 11 avril 1910. li est encore à l'âge où l'on cherche à voir clair en sol-même, maie il est déjà trop eubtil pour ceder aux mireges d'une quelconque transparence paychologique. Il sait que, lorsque nous croyons analyser notre carectère, « nous créans en réalité de toutes places un personnage de roman, euquel nous ne donnons mêma pas

Barnabooth l'a appris é ses dépens : il n'est pas tacile d'être multimillionnaire : on na cesse d'étaler sous votre nez le misère du monde et de vous reprocher la morgue de votre caste. Quoi que vous fassiez, on vous renvoie à voe millierds, sens même vous leisser le temps de vous excuser un peu, de prouver qua voue pouvez être autre chose qu'un jeune nials ou qu'un pisif cosmopojits. Alors, vous vous prenez é les hair, ces « Infâmes pauvres «, cette puante canellie « Et quand vous apprenez qu'une famille entière vient de mourir de faim, vous poussez des crie de

Barnabooth ne cache pas ses sentiments; il observe ironiquement combien le luxa dans lequél il vit boulaverse l'âme des petits-bourgeois et suscite un mépris plein de colère chez les avaricleux. Il se moque enfio de l'hypochaie des dietribes contre l'ordre social, la vertu, la respectabilité bourgeoise, qut, « elles, n'émeuvent, écrit-il, jameis les mélins qui savent qu'il n'y a qu'un grend fait : l'argent «.

ROLAND JACCARD. * A.O. BARNABOOTH, de Valery Larband, « L'imaginaire ». Ed. Gaillmard, 231 pages, M francs.

 Poète et résistant à la dictature des colonals grace, Alekos Panagoulis moutut essassiné. Inspirée par l'amour-Alekos Paragouns moutur essasaine, inspiree par amoun-passion, Oriana Fallaci évoque la poète symbole vivant de-liberté dens Un homme. Document implacable contre le tota-litariama et chant funèbra à la fols, l'ouvraga, publié (l'année dernière chez Grasset, est repris en « Livre de poche », dens le texte français élabli par Bruno Granozio et Denis Bourgeois.

 Ouatre nouvelles de Nicolas Leskov (1831-1895) : Lady Macbeth au villege, qui donne le bire é l'ouvrage, t'Ange soellé, le Vagationd enchanté et le Chasse-Diable, composent le recueir que publia « Folio « Dens une préfece, Jean-Claude Marcadé. éclaire cet écrivain méconnu qui « a suivi intimement la vie du peuple et e montré qu'il avait sa tragédie ». Traduit par Boris de Schloezer, l'ouvrage est complété par une chronologie et des notices de Sylvie Luneau.

en bref

e DOCUMENTS, revue des ques tions allemandes, dirigée par René Wintsen, consacre son numéro de septembre à « La littérature fémi-nine allemande d'aujourd'hui ».

L'ensemble de textes (proses et poèmes) rassemblés par Elisabeth Endres constitue une passionnante anthologie de la littérature fémi-nine allemande sur le thème du droit à la différence et réunit une trentaine d'auteurs des deux Alle-magnes. (Documents, 58, rue de Laborde, 75088 Paris. — Le numéro : 38 F).

UNE NOUVELLE MAISON D'EDITION : ALESIA. - La maison Garnier, Pun des plus an-ciens éditents français, vent publier parallèlement à sa pro-duction traditionnelle, des textes. différents. Anssi a-t-ellé créé une Versano, directeur general des Editions Garnier. Jean-Jacques Pauvert, qui assure maintenant la direction éditoriale des Editions Garaier, en sem le conseller littéraire, Alésia secueillera romana, documenta, essais. Elle est déjà présente dans cette rentrée littéraire avec les romans de Boris Schreiber, « l'Organeau » ; Mus-tapha Tilli, « Gioire des Sables », et un pamphist de Sophie Chau-veau sur l'homme de quarante ans : « Dépandade ». (19, rue des Plantes, 75014 Paris, tél. (1) 519-98-15.)

. LA FORE DU LIVRE AU FORMAT DE POCHE DE NO-GENT-SUR-MARNE se timidra dimanche 3 octobre, sons le pavil-lon Baltard, comme chaque année. Les principales malsons d'édition publians dans ce format seront presentes an pavilion et soirante anteurs s'y retrouveront. L'an der-nier, plus de 15 00 « poches » out-été vendus, indiquent les organi-satours, (De 14 à 13 heures, notés gratuit.)

. L'GUVRE COMPLETE DE e L'EUVER COMPLIÈTE DE L'ECRIVAIN FRANÇOIRMETTER. RAND a été réunie par les Edi-tions Rencontre (P. chismin d'Entre-Boia, 1995, fammanne). Treize volumes selfes man ainsi proposis par par chità de livres. Chaque volume est vendu Es F (plus frais d'anvel). Four lema gurer la collection, l'éditeur dire en cadoar « le Prille et le Gratu » 2 vue l'achat d' « lei et mainte-tant ».

 LE POND, D'ALPRED EIREL.
 est ditrisé déscrimals par Semios,
 212, Boulevard de La Villette
 75012 Paris. Tél. : 607-56-15), entreprise spécialisée dans les public tions scientifiques et pratiquant

• RECTIFICATIF. -- Cost to 2 octobre que secon vendos aux enchéres à bionte-Carlo, les iné-dits de Vider, et men pas le 7 ectobre, comme nous Favons indiqué pat erreir dans a le bionde de litres s de la septembre.

romans

Les mirages de Gilbert Toulouse

attend.

ainsi d'avoir connn la tentation

de la grandeur. Sa vie sera un

mensonge : peut-être un men-songe profitable. Le sublime, un

instant entrevu, sombre dans le

dérisoire. Les faux héros sont plus vite fatigues que les vrais.

Sous la volubilité de Gilbert Tou-

louse, un drame superbe nous

* LE MERCENAIRE, de Gilbert

Toulouse, Belfond. 272 p., 59 F.

ALAIN BOSQUET.

Vocations indécises

OUS sommes en 1968. Comme les Françaie ont eu tendance à l'oublier, le mois de mai de cette année-là

et Americains. C'est l'occasion pour Thomas, et pour l'auteur, de remettre en perspective cas pourparlers et les barricades du quartier Latin. L'occasion, aussi, de retrouver le Mathilde

ciations de l'actuelité, deux conceptions du journalisme, Thomas ne sait plus où est le vérité, le sienne comme celle

des eutres. Il ne sait plus comment raconter l'Odéon en folle aux Californiens, ni Mathilde à Kate, ni Kate à Mathilde.

Quelle femme préfére-t-il ? Dans quelle langue s'exprimer ?

Sur quelle distance écrire, celle des erticles ou d'un livre

personnel? Cet atermolement général a dont parle Kafka le fait retomber dans une adolescence qu'il n'e jamais

quittée tout à fait. Ni les mensonges des pacifistes rencon-trés à Paris, ni ses séjours pâteux en Afrique et en Provence

ne le retiennent sur la pente d'une regression narcissique el

La télévision l'enfonce un peu plus, en dépit d'apparen-ces flatteuses, Invité régulièrement comme expert par les chaînes françaises, il devient un responsable d'A.C.B. à Paris,

puls à New-York. Mathilde ne l'e pas suivi (elle épousera un

énerque P.S.U.), et Kate e appris à ne plus l'ettendre. En

quittant l'université, Thomas avait perdu « la moltie de son

ame », comme lui avait dit son ancien maître d'UCLA. Avec

le télévision, il sait bien qu'il n'ecrira jamais sa thèse sur

Eliot, ni le grande œuvre pour laquelle il fait semblant de

concernant des coupes dans un reportage sur le Vietnem lui

révèlent, ainsi qu'à nous, que la télévision privée à l'amé-ricaine pose des problèmes de censure et de compromis peu différents de ceux d'une télévision d'Etat, Mais on devine que

discussions déontologiques et cas de conscience ne servent

qu'e ful masquer le néant sur lequel se sont édifiés son pou-

voir et sa notoriété. Plus il est connu, moins il se sent exister.

Il révait de penser, de créer, c'était son mythe fondeteur personnel : le voilà Image, reflet è peine pensant, imposture molle. Il se sera nourri de le misère du monde, et ses vagues

scrupules ne l'auront pas sauvé de son scepticisme grandis-

sant. Le titre du livre suggère que Thomas aura eu un destin de camibale : ne s'est-il pas plutôt dévoré lui-même?

E quatrième roman d'Olivier Todd est moins directement

autobiographique que l'Année du crabe (1972) et les Canards de Ca-Meo (1975). L'euteur e transposé, en

l'inversant, sa propre experience du partage entre langues,

pays et métiers. Peor ce qui est de la technique romanesque, il e penché du côté de ses racines anglo-saxonnes, en

limitant les introspections à la française, en eccumulent des

Trop, peut-être. Comme Thomas, II n'e pas su choisir entre ses deux vocations. Le reporter « behaviouriste » mange le romancier. Le souci de tout dire, notamment sur les

problèmes du Vietnam et de le censure à A.C.B., conduit à

des longueurs. Faute de tenir mieux à distance son person-nage et son sujet, l'euteur se soucie, en journeliste, d'être complet et équitable, eu lieu de faire évoluer le drame de

Thomas, dont les hésitations se répètent, et de veiller à notre

traité un peu trop en homme de presse, le livre portera témolgnage sur le désarroi d'une époque où le vocation est

★ UN CANNIBALE TRES CONVENABLE, d'Olivier Todd, Grasset, 418 pages, 79 F.

Mais au-delà d'un cas psychologique et professionnel

BERTRAND POIROT-DELPECH.

intérêt, à l'efficacité romanesque, au métier littéraire.

devenue ce à quoi, tôl ou tard, il faut renoncer.

Ses démêlés interminables avec les patrons d'A.C.B.

Partagé entre deux continents, deux femmes, deux appré-

était - aussi - celui des négociations entre Vietnamlens

• Sur fond de Sahara et de Polisario.

ES mosges hallucinatoires et le langage baroque de Gilbert Toulouse convenaient parfeitement à son premier roman, Un été au Mexique : il y avait une heureuse osmose entre ce pays mystérieux et les cheminements explosifs du romander. Les sept romans qui suivirent n'ont pas reussi à s'imposer car, changeant de latitude ils arborsient avec difficulté leur faconde.

Sans que ces défauts aient disparu, le Mercenaire, retrouve une sorte de grâce volubile, dans la mesure où l'intrigue se situe en une région du monde où tout est insolation, démesure, sentiments exacerbés ; les confins du Sahara. Le manque de sobriete et une facheuse tendance à en dire trop — bref, le tempé-rament de Gilbert Toulouse s'accommodent de la couleur locale. De surcroft, l'histoire est belle et ambiguë, comme un récit des Mille et Une Nutts, où se serait glissé quelque Tartarin en mal d'identité.

Marc est un journaliste aux affres interieures nombreuses, qui va an Maroc attiré par l'aventure, et sans doute par un besoin de justifier à ses yeux le pen qu'il est. Dans nne atmosphère survoltée — et remarquablement rendue, - Il se trouve en présence d'une guerre civile : le Polisario s'empare de lui.

Ses errances, jusqu'ici assez oiseuses, se transforment en une nécessité de tous les instants. Participer à un conflit, c'est oublier ses propres conflits sans envergure. Face au danger, Il accède à des dimensions, psychiques acceptables. Marc n'est pas une victime : il sait prendre le dessus sur lui-même et observer tout un peuple, respectable, colorie, irresistible, convertit-il a une cause qui, à l'origine, n'est pas la sienne?

Ici intervient un ascendant d'ordre psychique ou psychanalytique : un mercenaire, Mann, s'impose à lui, en tant que directeur de conscience, mais aussi comme épouvantail. Admirer, n'est-ce pas aussi se substituer à l'être qu'on admire? Les mirages du Sahara permettent des inirages de l'âme. Les rapports, d'incertains, deviennent aveuglants : rien n'est normal per ne résout rien, sauf que Marc se trouve devant une manière de devoir, qu'il s'impose à lui-mème : ressembler à Mann. puisque celui-ci lui était supérieur à tous les points de vue. La morele pourrait ne pas admettre d'autres prolongements à cette rageuse quête de soimême, et nous aurions assisté au lent développement de Marc, enfin libéré de sa médiocrité.

C'est mai connaître la malice et les ressources de Gilbert Toulouse. Tenté par l'absolu ou, du moins, par le dépassement de soi, Marc redevient bien vite le petit journaliste minable qu'il e toujours été. Il ne mérite pas un sort au-delà du commun. Il a découvert que Mann tenait un journal intime.

Ce document reflet d'une vie. il s'en empare, et va le publier.

Deux terroristes

Les héroïsmes tourmentés de Rolande A. Meunier et d'Alain Absire.

SUX romans, cette saison, Description mettent en scène un per-sonnage de femme terroriste. Ce u'est pas un hasard, Est-ce le signe que, entrant dans le paysage littéraire, le terrorisme a des chances de quitter, à plus ou moins brève échéance, celui du social?

L'héroine de Rolande A. Meu-

nier, dont c'est le troisième roman après le Voyage trlandais et Et le bonheur, Aurélien, est d'une famille modeste. Après des études brillantes dans un établissement religieux de la région parisienne, où elle subira une donble crise passionnelle et mystique, elle entre comme vendeuse dans un Prisunic, fait des études en Sorbonne, est saisie dans le tourbillon de mai 1968, dont elle s'évade rapidement pour être recupérée en province par un groupe terroriste international Attentats, hold-up, exécutions capitales fuite en Italie, dislocation, débâcle. Elle finira folle.

Le propos de Rolande A. Mennier est de nous donner une explication psychologique, une interprétation du comportement de son personnage. Elle privilègie l'enfance, l'adolescence, comme données-cles du mécauisme adulte. Camille Maurar est une révoltée de naissance, une écorchée, une déclassée. A un double titre. Fille d'ouvrier, elle étudie dans un otablissement bourgeois (et sa compagne Emilie, de meilleure extraction, sera le révéla-teur de ce double mouvement de repulsion - attraction, amour haine, qui regira sa conduite). Mais, déclassée, elle l'est aussi de par ses origines familiales, qui furent opulentes (un grand-père qui dilapida sa fortune dans la luxure et le stupre, une grandmère qui se dessécha dans la rancœur, un père qui se murs dans les rêves intérieurs). Camille Maurar reçoit en héritage ce double dépôt incandescent de fureur et d'utopie qu'elle conduira jusqu'a son terme — la dynamite -- en même temps qu'il la mènera à sa fin : la folie.

L'héroine de Rolande A. Meunier est, dn moins dans la première partie du roman, vue par les yeux, la sensibilité d'Emilie, son double confortable. Celle d'Alain Absire, non moins terroriste, est celle évoquée à travers la démarche d'un policier charge d'enquêter sur son comportement. Comme si les terroristes étalent des enfants ou des aveugles qu'on a besoin de guider par la main jusqu'à leur accomplissement ou leur éblouissement. On connaît, par ses trois romans antérieurs, le goût d'Alain Absire pour les randonnées nocturnes, le pietinement inlassable et maussade de personnages qui n'en finissent pas de vouloir échapper à leur destin. Le policier de son nouveau roman n'échappe pas à cette règle. Il remache sa condition, Il l'émiette en une multitude de petits gestes anodins et quoti-diens. Et, finalement, il s'eprend

Les terroristes de Rolande Meunier appartenaient à la gé-nération qui a suivi immédiate ment mai 1968 : celle du terrorisme idéologique. Ils sont mon-très dans l'action. Ceux d'Alain Absire participent du même esprit. Mais eux sont saisis longtemps après l'action, alors qu'ils ont été arrêtés, out purgé leur peine et apparemment se sont ranges. Rien n'est moins sûr qn'Adrienne, elle aussi fille de petits bourgeois banlieuserds, soit responsable de l'assassinat de l'ancien ministre Maxime Leburier avec aun vieux fusil italien dont phis personne ne se sert », ainsi que de quelques autres têtes politiques.

Au terrorisme idéologique des années 70, sur lequel la police a des fiches, a succéde un terrorisme international anonyme sur lequel la police u'a rien. Alors pourquoi ne pas se servir des anciennes fiches, en donner une en pâture à l'opinion, comme on arrête des terroristes irlandais? On ue saura jamais si Adrienne cette ancienne terroriste repentie, est responsable de ces assassinats. Car elle est tuée. Et on ne saura pas davantage qui l'a tuée : ses complices, ses patrons occultes, pour qu'elle se taise, ou la police pour que son cadavre au contraire, parle?

L'impression qui se dégage de ces deux romans est d'ailleurs que le terrorisme est un monde flou... flou... flou. Ou peut expliquer des comportements, éclairer des mobiles, mais quant à révèler des inspirations, des sources, de

Après tout, les romanciers ne sont pas obligés d'être plus avertis que les polices.

PAUL MORELLE

★ CAMILLE MAURAR, de Roiande A. Mennier. Mercure de France

★ UN VIEUX FUSIL ITALIEN BONT PLUS PERSONNE NE SE SERT, d'Ajain Absire. Calmann. Levy. 180 p., 59 F.

WILLIAM SERMAN Les officiers français dans la nation

Servir sans aumer. Obéir sans opprouver. Penser sans parier. Paraître sans être. «Passionnant d'un bout à l'autre. A ranger parmi

1848-1914

les grands textes que la sociologie historique nous a donnés ces dernières années». Libération Le système de contrainte qui apparaît ici n'avait jamais été si bien exposé». Nouvelles littéraires

HENRI-JACQUES STIKER **Corps infirmes**

Une histoire de l'infirmité et du rapport des sociétés occidentales au corps déviant ou diminué. «Une exploration systématique et fine d'un terrain demeuré vierge à ce jour : un beau livre». VSD

et sociétés

PAUL BUTEL **Les Caraïbes au temps** des flibustiers

Flibustiers et pirates, boucaniers et planteurs : les Caraïbes de la richesse et de l'eventure.

AUBIDR

DE NOUVEAU DISPONIBLE

JEAN-PIERRE COLIGNON: • La Ponctuation, art et finesse •. (Autoedité : chez l'auteur, 25, avenue Ferdinand-Buisson, 75018 PARIS ; 25 F + frais d'envol forfaitaires [6 F en « lettre », 4 F en « P.N.U. »]. Diffusion aux ilbrairies : Editions Eole, 171, rua Saint-Jacques, 75005 PARIS).

VIENT DE PARAITRE

JEAN-PIÈRRE COLIGNON et PIERRE-VALENTIN BERTHIÈR : «Le Lexique du français pratique • (dictionnaire des difficultés orthographiques, grammaticales et typographiques · noms communs/noms propres). Editions Solar : 68 F.

Roppel des ouvrages parus:

Aux éditions Duculot : «Plèges du langage 1», «Plèges du langage 2», «la Pratique du style», «Savoir édrire, savoir téléphoner», «Guide pratique des jeux littéraires» (chaque volume : 24,50 F).
 Aux éditions Hatter : «Testes vos connaissances en vocabulaire» (1,250 F).
 Aux éditions Solar : «Le Français pratique» [grammaire] (50 F).

En vente en toutes librairies.

Neuf romans de la rentrée



DENISE GAULT

QUAND J'ÉTAIS GRANDE

MALHIA KENT



L'ENFERMEMENT

GILLES MARTIN-CHAUFFIER

LES CANARDS DU GOLDEN GATE

GILBERT MERCIER LE PRÈ À BOURDEL





JACQUES DE RICAUMONT

LES PRINCIPES

BETTINA ROTH

C'EST LA CHAMBRE D'ELVIRE



ANNE-MARIE DE VILAINE

LA MÈRE INTÉRIEURE

CÉCILE WAJSBROT **UNE VIE A SOI**





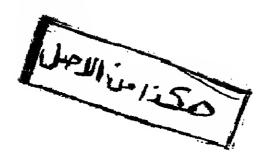
BERNARD WALLER L'ASCENSEUR

au Mercure de France

Photos U. Andersen, R. Bourguet, A. De Brunhoff . J. Robert.

CHAMPION l'amour capital L'amour ne connaîtrait-il sa véritable profondeur qu'à l'instant de la séparation? Une tragédie d'aujourd'hui digne par son style des plus grands classiques. CALMANN-LEVY

faits, des comportements.









420 pages + 16 de hors texte | 89 F

romans

DEUX REVENANTS

Le bienheureux Pollès

(Suite de la page 9.) » Gallimard a flanché en voyant la taille des deux romans que vous avez meutionnes. L'Age d'homme, qui u'a peur de rien, m'a acheté les exemplaires des Drapeaux et publiera la Chair des innocents. Par « roman infini », fentends une évocation foisonnante du monde moderne, de son pullulement, des tics à sensation de la publicité, un mélange de charge et de pastiche, un flux pressé de toutes les exisences et de tous les drames. Sur le fleuve de sang correspond d'ailleurs à cette esthétique.

- Votre Journal dun homme heureux, comme le Journal d'un reté (1951), est difficile à classer. Ces ouvra-ges pullulent d'aphorismes, de digressions; ils font éclater

les genres. — Vous avez vu ma « pollèsothèque ». Elle témoigne de mon incurable graphomanie. Dans des chemises, reliées en cuir doré et orné, l'ai enferme tout ce que l'estimais devoir être sauvé : coupures de journaux, pages intimes, lettres, Chaque chemise correspond à un thème. Il me suffireit de quelques mois pour faire un livre à partir de chaque dossier. J'ai ainsi à ma disposi-tion, entre autres, le Journal d'un songes, le Journal d'un condamné

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à ua outeur ou à un mouvement d'idées

OCTOBRE

PAUL VALERY

par Ned Bastet, Mathieu Bénézet, E.-M. Cioran, Florence Delussy, Bernard Delvaille, Daniel Fauchereau, Hubert Juin, Gerard Legrand,

Daniel Oster, Francis Ponge. Entretien : Albert Mommi. Psychanatyse : l'après-Lacen

OFFRE SPÉCIALE

Cochez sur la liste ci-après numéros que veus choidas

- D Cette ectence bumaine, la U Théories du terrorisme, de Hébert à Baader,
- J.-L. Borges,
- ☐ Jacques Prévert,☐ La Best Generation : Burroughs, Clusberg, Ecrouse,
- James Joyce (+ doesier sup-picm.: Suisse romande),
- Littérature (talienne (1960-1980).
- □ Mishims, □ La littérature copagnote en
- ☐ Les exieux de la actence. U Valety Larband.
- ☐ Joan Genet per Ini-même, Autour de la folle.
- □ Pigures de Sertre, Gabriel Garcie Marques,
- □ Julies Gracq, ☐ Femmes, une sutre écriture ? 🗆 Le révell de l'Islam,
- ☐ Borls Vian, ☐ L'Intellectuel et le pouvoir ☐ Musil.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pêres 75007 PARIS (France)

Fayard

á mort, le Journal d'un père, le Journal d'un bibliophile. Je

compte publier bientôt le Jour-

nal d'un raté II. La notion de « ratage » est capitale pour mol. J'admire les écrivains qui ont réussi leur vie, Valery, Giono, Malranz, des bommes que j'ai fréquentés. J'ai toujours pensé que j'étais un raté » parce que j'avais visé trop haut et alors j'ai cherché le bonheur dans l'humilité. Si fai tenu mon « calendrier des humiliations », ratages de prix, lettres de refus, etc., i'y ai gagné une sorte d'honneur, dans l'ombre et la solitude, et peut-être même une parcelle de grandeur.

- Après le Fils de l'auteur. paru en 1961, on n'a plus-en-tendu parier de vous?

- Jecrivais, sans penser à être publié. Il y 2 sept ou huit ans, j'ai retrouvé un court roman, une sorte de suite à Sophie de Tréguler, et décide de le reprendre complètement. Je suis alle à Versailles consulter la presse de l'époque 1914-1918 et l'ai même interrogé quelques témoins dont une vieille pensionnaire de l'hos-pice de Tréguier. C'était un tra-vall insensé au cours diquel m'ont soutenu mes souvenirs de ce lieu où fai vecu les dix pre-mieres années de ma vie. Tré-guier s'ouvre sur l'univers tous entier, en prenant des dimensions inattendues. J'ai aussi œuvré dans les pas de Renan, le grand homme de cette petite ville.

Sur le fleuve a d'abord été re-fusé chez Gallimard, accepté avec des coupes, rejeté encore, ce qui ne m'a ni surpris ni affecté. J'ai envoyé le manuscrit à Lausanne et le patron de l'Age d'homme m's téléphoné quelques jours après ; « J'ai lu cent trente pages de votre manuscrit_ rien ne semble s'oppo-ser à sa publication. » Vous voyez que mon « découragement optimiste » a fini par être payant. J'al enfin trouve un éditeur qui me réclame des manuscrits !

Mais j'ai un autre sujet de préoccupation, mon « musée vi-vant du livre ». Ce que contient ma maison, les éditions originales les manuscrits de Lorrain. Giono, etc., les gravures, les ta-bleaux, les bibelots liés aux grands hommes de notre littéra-ture, je souhalte le léguer à l'Etat ou à une municipalité, pour en faire une sorte de munde Grévin des lettres. Je me suis privé de tout pour réunir cette collection, Malraux m'avait donné son accord, mais il a quitté trop tôt ses fouctions. Lang, à qui j'ai écrit, ue m'a pas repondu. Chirse m's fait dire que, la Ville de Paris ayant déjà sons de Hugo et de Balzac, elle ne pouvait pas prendre le mien en charge i Alors, comme Dubuffet, faudra-t-ll que je donne tout à Lausanne?

> Propos recueillis por RAPHAEL SORIN.

LA GUERRE ET L'AMOUR

A TRÉGUIER

'AOUT 1914 au Te Deum qui célèbre la victoire en 1918, Henri Pollès enchevêtre le sort d'une ville, Tréguler, la vie d'une province, la Bretagne, la destinée de quatre sœurs, les épreuves de millions de soldats et le passage d'une ère à une autre. Comme pour Amour, ma douce mort (1), il crée un déroutant et vaste poème lyrique, une romance sentimentale, alliage d'érudition et de métaphysique

Les filles du docteur Le Scolan. sans la guerre, auraient connu l'existence de celles qui vivent et meurent seules. Si Louise la folle et Monique, trop jeune encore pour se mêler à la vie, restent à l'écart, Juliette et Marie vont rejoindre pendant quaire ans un monde qui change difficileme Le départ du premier train de Trégorrois, l'arrivée des blessés et des réfugiés, le retour des morts, le venue des étranges Américains, rien ne manque à cette longue chronique, mais les épreuves de Marie et de Juliette y ont autant d'importance que les nouvelles du front.

L'unanimisme de Sur le fleuve de sang vient parjois un beau navire, c'est la convergence des entre Juliette et le capitaine Armand, sur fond d'hôpitel militaire, entraîno-t-elle, pour lui, la découverte de Tréguler, et, pour elle, l'évocation de sa Pro-vence. Ainsi, leurs échanges amoureux riment-ils entre ces e textes trouvés » dont Pollès a toujours fait sa pelote : adages bretons, chansons de guerre, citations, coupures de presse, légen-

Les mots d'une époque, ses bobards et ses vérités, défenient dans ce « roman infini » en longues phrases sinueuses, coupées par des rafales sèches. Pollès mattrise enfin toute sa lyre. Le mouvement du style n'empêche pourtant jamais le romanesque dagir ni d'être contagieux Comme au mélodrame, l'avenir des personnages nous retient et leurs épreuves nous touchent Comme dans les contes, les saicomme dans les coules, les sai-sons de cette guerre que nous avions presque oubliée nous obligent à regarder plus loin qu'aujourd'hui, vers la source des émotions pures.

RAPHAEL SORIN.

★ SUR LE FLEUVE DE SANG VIENT PARFOIS UN BEAU NA-VIER, d'Henri Poliès, Juliard « L'âge

Les charmes d'un grand voyage

E livre d'Henri Pollès est un de ces romans au long s'absorbe avec bonheur. Sa lecture offre les surprises, les émotions, les chermes, d'un grand voyage. Ample et majestueux, le style de cette œuvre épouse toutes les inflexions des sentiments et nous fait éprouver, avec une rare plénitude, le osssage du temps. Voici de quelle taçon l'auteur évoque l'attente de la vie dans les pensées ou les propos des sœurs Le Sco-len : « La vie l Comme les deux grandes sœurs en partaient l' Comme elles la désiraient et craignalent, et en révaient... C'était une manière de puissance, de grâce mystérie ne se rencontrait guère dans les rues, et pas plus dans les maisons, qui devait donc, en quelque sorte, tomber du ciel... du

Henri Pollès réussit dans tous les genres : la peinture inti-miste, la fresque historique ou la chronique provinciale. Ainsi, Tréguler, les parcimonies, les vanités, et la sagesse qu'on y conversations de ses personclassique de l'ouvrage. Lorsque, par exemple, les gens de Tréguler s'adressent à Dieu, l'Interrogeant ou l'implorant ils l'appellent toujours . M. Dieu ». C'est également un poète et

un moraliste qu'on découvre, en lisent Henri Pollès. Le poète écrit que -: l'affirmation du printemps faisait éclater les déblezix de ses tâtomements ». Alleurs, il voit la rivière comme le - miroir où Tréguler se cherche tout le jour et se perd tous les soirs e ; et les cathédrales comme les » pieds à terre su-blimes d'un Dieu », Quant au de maximes, habitées par la « pauvre petite vérité humains qui juge et qui a le droit de juger tout ce qu'on invente, qu'on entreprend contre la vie ». FRANÇOIS BOTT.

Georges Navel ou la mémoire fraternelle

(Suite de la page 9.)

Travay mutilant, slienant, épulsant parfois, par lequel le prolétaire se réalise ou se « dér'alises et force sa mentalité.

Dans Passages, s'il peint de nouveau son enfance et son

<Le temps qu'il fait>

A revue liftéraire Le temps qu'il fait consacre un cahier à Georges Navel ou la seconde vue, sous le direction de Gérard Meudal. On trouve, dans cet excellent numéro, des écrits de Georges Navel, bien str, des lextes, atticles tritiques, témoigneges d'André Dalmes, André Dhôtel, Jean Duvigneud, Maurice Nudeau. Danièle Sallenave, etc., ainsi que des lettres d'Albert Béguin, Paul Géraldy, Jean Giono, Bernard Groethuysen, Jean Paulhan, qui encou regerent Navel.

Dens un article lumineux, Gérard Maudal reconte comment Navel, peu au fait des mœurs littéraires, rate le prix Goncourt DOUR TREVEUX of S'Ota ses dernières chances à la publication de Parcours. Le temps qu'il fait consacrera

eon prochain cahler à François Augérias. * Le temps qu'il fait

a Georges Navel on In seconde vue s. 160 p., 60 F (1, rue Le-nôtre, 18100 Cognac. Distribu-tion : distique).

adolescence dans un village lorrain et dans le vieux Lyon, le travail est encore présent. Et l'entourage de Navel prend consistance vraig avec chair et sueur, par les rapports qu'il entretient avec le labeur. Il est impossible de résumer un livre de Navel, bien qu'il ait cette fois adopté un ordre chronologique. sans éduleurer l'esprit de l'esuvre, succession de tablesux et de descriptions, recueil d'émotions.

Navel est né en 1904 à Pontà-Mousson. Trelzième et dernier enfant d'une famille ouvrière. Il évoque admirablement la vie des gens de modeste condition au début du siècle dans le village lorrain de Maidières. Le père, manœuvre, a subi « trente uns de martyre » sux Fonderies. Ses compagnons « upuient des dents farmies et des creux entre, des bouches de parrores »... Blemôt le village est traversé par la guerre, par « les morts et les survivants ». Les Allemands y campent un mo-ment; les villageois découvrent des ennemis qui leur ressemblent, paysans et ouvriers comme eux et qui deviennent « de bravei gens abuses par leur Kaiser » ou par « les gros hommes en cigare, les capitalistes ». Mais la compassion ne freine pas le patriotisme.

Le petit Navel est envoyé par la Croix-Rouge, avec d'autres enfants réfugiés, en sejour dans une famille de colons algériens. On ne souligners, jamais essez ia puissance d'évocation de Navel : nous découvrons une Algérie coloniale douce à vivre, sans haine, aux villages animes, et

qui devrait éveiller bien des nostalgies. Réfugice à Lyon, la femille se

fond dans le prolétariat urbain. Georges a quitté l'école à douze ans pour travailler. A la suite de son frère Lucien, militant syndicaliste libertaire, il rencontre de grandes figures du mouvement ouvrier. Près d'eux & comprit que a le savoir et l'intelligence n'étaient pas le privi-lège des riches, des gens bien nés ». Son esprit s'ouvre à la conscience sociale. Car ce livre est aussi un récit initiatique, celui de l'éveil d'un enfant au monde, à la nature, à la société,

Peu à peu, les êtres qui en-tourent l'enfant, puis l'adolescent, premoent corps, se parent de secrets, sequièrent donc une personnalité. La mémoire de Navel leur redonne vie, sa géné-rosité sans mièvrerie met au jour leur dignité.

BERNARD ALLIOT. * PASSAGES, de Georges Navel, préface de Joan Borrelle, Le Syco-more, 231 p., 76 F.

-LIVRES -**POLONAIS**

et livres français sur la Pologne

LIBELLA maTél. 326-51-09

lettres étrangères

Ivan Tourgueniev de Bougival

Trois « Pléiade » pour le plus français des écrivains russes.

ORIGUSE destinée que la célébrité posthume de celui que, de sou vivant, on qualifiait en France d'a illustre Tourguéneff a, dont les multiples éditions à grand thrage paraissalent presque simultanément en français et en russe, et qui, dès après se mort, fut non pas cublié, mais gommé, déprécié, dénigré, réduit au rôle d'un compares littéraire l'L'engouement pour Dostolevski, l'admiration pour Tolstol, plus récemment la tendresse pour Tchekhov, firent qu'Ivan Tourgueniev (c'est la transcription moderne de son nom) fut supplanté dans le cœur des lecteurs français.

Quand l'écrivain russe mourut, le 3 septembre 1885, à Bongival. Renan n'avait-il pas déclaré, avec une ignorance sereine, que, gràce à Tourguentev, la Russie « si longtemps muette » avait enfin « trouvé une voix » ! Il est vrai que Pouchkine ou Lermontov n'avaient jamais fait le voyage de Paris et restaient ignorés... On lui fit des funérailles magnifiques, tant à Paris (où l'on avait autopsié son cerveau) qu'à Pétersbourg (où l'on avait ramené sa dépouille).

Puis, honni par la droite comme par la gauche, par les slavophiles comme par les occidentalistes, cet « émigré », ce snob, ce mondain atraitre à sa patrie » fut placé sur le dessus des poubelles de l'histoire littéraire. Sons le couvercle, On le rejeta dans le passé en le traitant de « grand écrivain des années 40 », on le taxa de mièvrerie, alors que sa manière allusive et légère l'apparente — on l'a souvent noté — sux tableaux des impressionnistes où de son compatriote Levitan, qu'il admirait tant.

Œuvres complètes en trenie volumes

Tout concourt pourtant à faire de lui un classique: sa langue d'une richesse infinie et d'une musicalité rare, son art de couteur mélancolique, la poésie de ses descriptions de la nature russe, la finesse — et la crusuté en même temps — de sa peinture de l'amour (il savait si bien luimême ce que c'est que la souffrance quand ou aime!), tout comme son sens algu de la justice puisqu'il fut aussi bien un adversaire déclaré du servage que de la peine de mort.

Après une longue éclipse en Union soviétique, il est de nouveau reconnu puisque, de 1960 à 1968, l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. a publié une monumentale édition de ses œuvres : quinze volumes pour la prose et la poésie, quinze volumes pour la correspondance! L'édition compiète dans la Pléiade de ses Romans et nouvelles en trois tomes, dans une nouvelle traduction, répare un oubli et sera pour beaucoup de lecteurs français une révélation, d'autant plus que l'appareil critique, réalisé par Edith Scherrer et Françoise Flamant, est d'une lecture passionnante. Gageons que le second centenaire de sa vie posthume sera plus giorieux que le premier!

Héritière de cinq mille âmes

Né le 9 novembre 1818 à Orel (38 octobre du vieux calendrier), de trois ans l'ainé de Dostolevski, de dix celui de Tolstoi, il passa son enfance dans le domaine maternel de Russie centrale, dont il décrivit inlassablement les peysages mélancoliques. Sa mère, héritière de cinq mille âmes, pervertie par la toute-puissance que lui donne le servage, règne sur le domaine et le jeune Ivan haira toujours cette femme capricieuse et cruelle avec qui E ne se réconciliera jamais.

Quand, en 1843, à Pétersbourg, il voit la cantatrice Pauline Vierdot dans le rôle de Rosine, il est immédiatement épris, quitte le service civil, à la grande fureur de sa mère, et commence à vivre dans le sillage de l'artiste adorée, et de son mari directeur de l'Opéra italien. Cette liaison-poursuité — dont plusieurs spécialistes pensent qu'elle resta platonique — dura jusqu'à sa

Le premier volume en Pieiade va jusqu'en 1856, quand Tourguentev reçoit l'autorisation de quitter la Russie pour rejoindre Pauline, après un mois de prisou et quelques années d'exil dans son domaine pour avoir consacré à Gogol, en 1852, un article nécrologique trop enthousiaste au grê de la censure.

Son premier roman, Roudine, écrit en 1855, peignait la génération des années 40, une intelligentsia russe técaliste éduquée dans les universités allemandes et fascinée par la Révolution française : son héros aura une mort inutile mais hérolque à Paris en 1848, sur les barricades,

Le second tome en Pléiade, para est été, ne couvre que dix ans de la vie de l'écrivain : l'homme de quarante ans et les grands romans des années 1857 à 1867. Dans Un nid de gentühomme (1858), l'auteur, décu par l'échec de la Révolution de 1848, se rapproche un temps des thèses slavophiles, idéalise le passé et les traditions de la vie en Russie et raille la société cosmopolite qui a pour habitude de porter aux nues tout ce qui est étranger. Dans A la veille (1860), il conte l'histoire d'une jeune fille

pour suivre l'homme qu'elle aime. un Bulgare qui rève de libérer sa patrie du joug ture. Dans Pères et fils (1862), voulant répondre aux critiques qui lui reprochent de ne pas avoir créé un seul héros positif russe, Tourgueniev fast la peinture des extrémistes, qui vont donner naissance aux chommes nouveaux». Il les baptise «nihilistes»; le mot aura un bel avenir. Mais, fidèle à son libéralisme de barine cultivé, convaincu que son rôle est de transmettre la civilisation au peuple afin que celui-ci décide de lui-même, Tourgueniev se méfie de Bazarov, son héros nihiliste. Il salt trop que du nibilisme intellectuel paitra bientôt le nihîlisme politique et le terrorisme. La critique pro-

gressiste, tant en emigration qu'en Russie, le couvrit d'injures. Déçu par l'accueil fait à son livre, profondément blessé, Tourguentev ne reviendra plus en Russie que pour de brèves périodes. Il écrit, entre 1862 et 1865, Assez! dans lequel il anuone sa décision d'abandonner la littérature. Il s'installe à Baden-Badeu et ne suivra que de loin les luttes idéologiques et politiques de sa patrie. Ne se départant jamais de son prudent labéralisme, il a toujours cru qu'une révolution serait pour son pays une cafastrophe. Réformiste, il a toujours pensé, contrairement à Herzen avec qui il se brouidlers bientôt, que le mieux serait de transformer lentement la Russie en un Etat occidental.

a Vous reniez en fatt la Révolution, avait-il écrit à Herzen en 1862, car le peuple devant lequel vous vous inclinez est conservateur par excellence, et porte même en lui, sous sa peau de mouton tannée, dans son isba chaude et sale, avec sa panse perpétuellement bourrée à en crever, avec son dégoût pour toute responsabilité et intitative civiques, les germes d'une bourgeoisle telle qu'elle laissera loin derrière elle [la bourgeoisie occidentale].»

« Petite bière socialo-slavophile »

Il se veut européan, il veut prouver par toutes les preuves de l'évidence l'appartenance de la Russie à l'Europe, au « génie européen ».

«Cependant, ajoute-t-il encore dans une autre lettre de 1862, à cause de votre douleur spirituelle, de votre jatique, de votre soif de poser un frais flocon de neige sur votre langue dessèchée, vous flagellez tout ce qui doit être cher à jout Européen, et parconséquent à nous-mêmes, la civilisation, la légalité, la révolution même enfin et, remplissant les jeunes têtes de votre petite dière socialo-slavophile qui n'a pas encore cuvé, vous les lâchez, ivres

et embrumées, dans le monde où ce qui les attend, c'est de tré-

bucher au premier pas. 1 Cette querelle des slavophiles et des occidentalistes, thème traditionnel des discussions, Fumée, roman à clés, l'aborda de telle façon qu'il suscita de vives polémiques parmi les progressistes et les émigrés, le coupa de la droite comme de la ganche, et lui fit beaucoup d'ennemis en Russie Dostolevski, qui avait dejà une antipathie profonde pour Tourguentev (qui se proclamait athée), fut outre par Fumée et, mettant Tourgueniev sur le même plan que Hersen et Tchernychewski, s'en prit à « tous ces sales petits libéraux progressistes qui trouvent leur plus grand plaisir à injurier la Russie ».

« Depuis l'abolition du servage, Tourgueniev est mort et a cessé de servir la cause qu'il avait furé de servir à dix-neuf ans », lui répète-t-on. La semence révolutionnaire qu'il avait jetée un peu au hasard avait levé et des jeunes, saisis d'une fringale de savoir et de liberté, s'émancipaient des traditions femiliales et faisaient éclater les cadres sociaux du régime.

Lui, qui avait vécu comme un dandy, un parasite, que son ami Flaubert appelait « la potre molle», angoissé devant un avemir qu'il pressent dramatique, loin de sa patrie qu'il « aime passionnément » et « ha it passionnément », a moure ux comme au premier jour de son étoile, cette Pauline qui l'assistera jusque dans les derniers moments et qu'il ne quitte pas des yeux, dans ce chalet-isba russonisse, où il va mourir et qui domine encore la maison Viardot, sur les hauteurs de Bougival d'où on ne voit plus la Seine, cachée par des immeubles modernes. Aujourd'hui, les fenêtres, les portes sont murées, ouvertures aveuglées. Terribles symboles...

NICOLE ZAND.

* ROMANS ET NOUVELLES COMPLETS, d'Ivan Tongueniev, traduits du russe par Françoise Flamant, Henri Mongault et Edith Scherter. Gallimard, tollection de la Piélade.

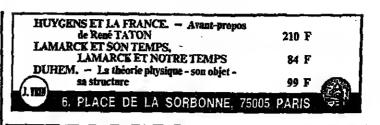
— Tome I: a André Kolossov », a les Trols Portralis », a Mémoires d'un chasseur », a le Journal d'un homme de trop », a Moumon », a les Eaux tranquilles », a Foudine », etc., 1 250 pages, 185 F.

— Tome II: a Excursion dans les grands bois », a Assia », a Nid de gentilhomme », a A la veille », a Premier amour », a Pères et fils », a Assea I », a Pumée », etc. I 200 pages, 218 F.

ses, 210 F.

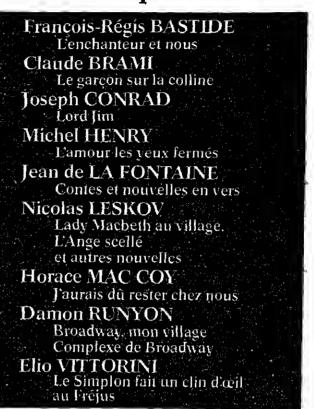
— Tome III: A paraître en 1983.

Signalous également: le « Théâtre complet » (Ed. de l'Arche), une « Correspondance » en deux volumes annotée par Alexandre Zvigulisky (Librairie des Cinq-Continents. 1971-1972), ainsi que dés « Lettres à la famille Viardot » (Age d'homme, 1975) et le très passionnant numéro 5 des Cahiers Ivan Tourgueniev-Pauline Viardot et Marie Malihran, lutitulé : « Tourgueulev et la France » (adresse : 100, rue de Javel, 75015 Paris. Prix : 60 F.)

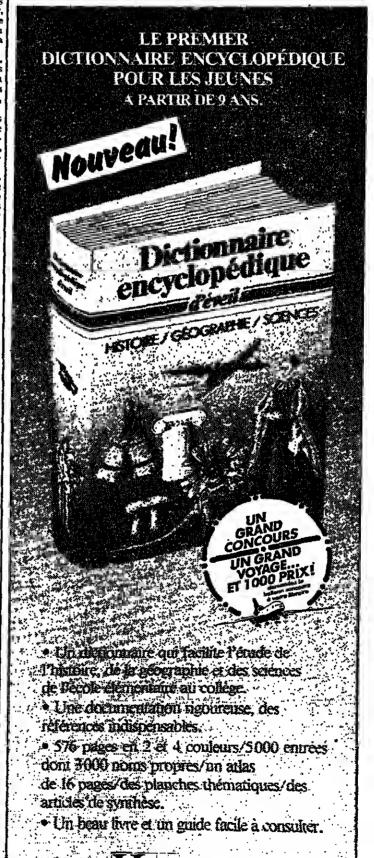


folio

Nouveautés septembre 1982



Folio, la bibliothèque idéale en format de poche.









eriorètil erioteid

PRÉSENCE DE SAINT-EXUPÉRY

Une audience rajeunie et plus populaire

LE MONDE DES LIVRES

Les Ecrits de guerre de Saint-Exupéry qui paraissent cette semaine chez Gallmard (149 pages, 160 F) imblent ses articles et ses lettres entre 1939 et 1944, enrichis de documents divers et présentés par Plerre Evrard, Raymond Aron en a écrit la préface que nous donnons ci-dessous. Cette publication, la première d'une œuvre de l'écrivain depuis 1958, fournit l'occasion d'esquisser one » situation » da Saint-Exupéry. Qui le ilt eujourd'hui ? Quelle est son image ?

Une enquête menée en 1963 sur la notoriété des écrivains plaçait Saint-Exupéry en septième position, derrière Hugo, La Fontaine, Dumae, Moliére, Deudet, Voltaire, pour l'ensemble de le populetion française, représentée per une classe de jeunes recrues. Seul eutre écrivain du vingtième siècle mentionné parmi les quinze premiers : Paul Kenny, euteur de romens

Chez les Jeunes gens ayant fait des études eupérieures, Saint-Exupéry arrivalt second, après Camus. Au niveau du beccalauréat, il se plaçait cinquiéme, derriére Zola, Camus, Sartre, Hugo (1).

A la même époque, on pouvait lire dans l'Express ce jugement eur Saint-Exupéry : « Une prose d'un ennul mortel ; un style léché et parfeit d'euto-didacte, [...] une manière toute d'artifices de » blen écrire » et d'écrire « poétique » et » lyrique » que je ne puis souffrir. » C'était eigné Jean Cau, qui concluait : » En brei, la morale humaniste de Saint-Exupéry me semble être une éthique militaire pas plue, pas moins, camouliée sous du beau langage, [...] Il est le type même, entre Tinlin et Dostoievsky, de l'euteur » intermédiaire » qui, e'il ne fait pas de bien, ne peut faire

Jean-Françoie Revel était plus sévère encore : » Pour comprendre le France, il faut voir que l'écrivain Influent, ce n'est pas Gide, ce n'est pas Breton, c'est Saint-Ex, qui e révélé eux Français qu'une ânerie verbeuse devient protonde vérité philosophique si on le fail décoller du soi pour l'élever é sept mille pieds de haut. Le crébnisme sous cockpit prend des assures de sagesse, une segesse que nos jeunes gens ont sucée evec une farouche avidité (2). »

Une vingtaine d'années après sa disparition mystérieuse et héroïque, qui avait besucoup contribué é établir le » mythe » Saint-Exupéry, le plus célèbre écrivain françale du elècie entrait donc en procès (3). Jean-Louis Bory posait la question : « Peut-on seuver Seint-Exupéry de Saint-Ex? » Sa réponse était nuan-cée : » [Saint-Ex] s'offre, avec une maliéabilité qui laisse réveur, é toutes les propagendes - celles du camp de jeunessa é le Vichy comme celle du commando maguisard. Il prèche dans toutes les bibliothèques, à Moscou comme é Verseilles. » Mais Bory prévoyait le temps où, dans un monde écœuré de froldeur et de chiffres, il taudralt « plaider pour Saint-Exupery malgré Saint-Ex » : » Le celnt Antoine des patrouilles perdues, nous l'ecceplerone comme un frère de combat, eu nom du bonhomme lourdaud dont les bons gros yeux promenaient sur noire terre la mélancolle pen-

Ca temps est-il venu? Du côté de l'intelligentsia, nul » retour é Saint-Exupéry » ne se dessine encore dans le foulée du « retour à Camus » (qui, d'eilleurs,

était réservé à son égard, à cause de ses reportages dans les deux camps durant la guerre civile espa-gnole). Ceux, per exemple, qui e'attachent aujourd'hui é une conception de l'amour comme sacrifice de sol, qu'ils trouvent chez Jankélévitch et Lévinas, ne la reconnaissent pas, sous sa forme naîve, chez l'auteur du Petil Prince. Saint-Exupéry reste l'homme des bons sentiments qui pavent les mystifications idéalistes. Et bien acuvent les intellectuels l'oublient : ainsi n'est-il pas même mentionné, ni en bien ni en mai, par l'euteur sourclie de l'édéologie française.

Cependant - et les chiffres de vente en témolgnent, - Il garde des fidèles en grand nombre, et pas seulement dans les familles bien-pensantes, pour qui il offre » une imege de courage et une leçon de morale », ainsi que le diszit sans ironie François Nourrissier en 1967 (3).

Lu dans l'adolescence, il est très rare, semble-t-il, qu'on lui revienne plus tard. L'université l'ignore superbement. Dans les lycées classiques, un rapide sondage nous a appris qu'il est parfois lu el commenté en quatrième ou en troisième. En seconde et en première, une bonne moitié des élèves disent avoir lu ou entendu en disque le Petit Prince vers l'âge de douze ans et en garder un bon souvenir. La proportion hommes. Si l'épopée de l'Aéropostale e perdu de son aura pour les adolescents épatés par la Guerre des étolles, ceux qui ont lu les récits du pilote lui savent gré d'échapper par son métier è l'image, peu ettrayante pour eux, de l'homme de lettres.

En terminale. l'exaltation de valeurs comme la soli-

darité et la fratemité surait plutôt tendance à faire sourire : on déclarara volontiers prétérer lire les Liaisons dangereuses (alors même que les profess sentent bien que leurs élèves sont en quête de modèles moraux. Mais Camus est la pour ça, plus présent que Jamais. A Louis-le-Grand et Henri-IV, creusets des élites, on pousse le paradoxa fuerqu'à reprocher à Saint-Exupéry son élitisme condes rampants et les bureaucrates. Il ily a guère qu'à Stanislas, où tous ont lu Saint-Ex, qu'en porte à son crédit sa » morale de boy-scout » et son » cuite de

En khâgne, la transparence de son style ne sa prête pas au commentaire composé, pièce meltresse du concours. Elèves et professeurs lui préférent donc

C'est dans les lycées d'enseignement technique préparant au C.A.P. que Saint-Exupéry raste un auteur de base, probablement parce qu'il vante l'outil mieux que personne et la maîtrise da la machine. Ainsi celu qui fut il y a vingt ou trente ans l'un des dans ecrivains les plus lus par les étudiants a enjourd'hut des lecteurs beaucoup plus jeunés. Cels n'auralt sans doute pas déplu à l'homme qui n'avait jamais voulu quitter son enfance. En revanche, la démocratisation de son audience aurait peut-être stripris sa bonhomie aristocratique.

MICHEL CONTAT.

 Voir Robert Recupit, is Littérature et le Social, Flammarion, 1970, p. 297.
 J.-P. Revel, En France, Juliard, 1965 (3) Saint-Exapéry en procès, Belland, 1967.

L'écrivain dans la guerre

DES amis de Saint-Exupéry m'ont demandé d'écrire sur ce recueil de lettres, de notes. d'articles que j'ai lu moi-même dn débnt à la fin avec une atteation constante, avec une émotion sans cesse renouvelée. Je n'al pas connn Saint-Ex, je l'apercus une fois à Pontigny qu'il traversa sans s'y arrêter. Je n'ai donc aucun titre personnel à interpréter ou moins encore à juger son attitude, aux Etats-Unis, puis en Algèrie, en ce 31 juillet 1944.

Si je me rendis finalement à une amicale insistance, c'est que moi-même, non gaulliste à Londres, je vėcus en mėme temps que lui les mêmes doutes.

Nombre de lecteurs, parmi les jeunes, éprouveront peut-lire quelque pelne à comprendre pourquoi Saint-Ex voulut combattre pour la France jusqu'à sa mort, photant un appareil interdit aux plus de trente aus lui qui en avait plus de quarante, tout en rejetant toute affiliation au général de Gaulle et an gaullisme. Ces textes donnent une réponse, é mes yeux parfaitement claire, mais qui ressortira peutêtre mieux da rapprochement de

quelques citations. An début de l'année 1944, dans un coup de colère (une mission en Angleterre lui est refusée par le général de Gaulle ou le général d'aviation dont il dépend), il écrit ces lignes : « D'ailleurs, mon crime est toujours le même : Tai proupé aux Rtats-Unis au on pourrait être bon Français, antiallemand, antinazi et ne pas nlébisciter cenendant le futur gouvernement de la France var parti gaulliste. Et, en effet, problème-là n'est nas tien C'est à la France de décider. De l'étranger, on peut servir la France, non la gérer. Le gaul-lisme devrait être une arme au Mais on les injuriait en leur disant ca. Depuis trois ans, je ne les ai jamais entendus parler que sur le gouvernement de France. Mais moi, je ne trahirai France n'est pas Vichy et la France n'est pas Alger et la France est dans les caves. Ou'elle s'offre les hommes d'Alger pour chefs si ça lui plait. « Mais il: n'ont aucun droit ». Je suis d'ailleurs absolument certain qu'elle les plébiscitera. Par haine d'un Vichy malpropre et por ignomisère d'un temps où manone ute lumière. On n'évitera pas la terreur. Et cette terreur fusillera an nom d'un coran intor-

mulé. Le pire de tous.» Saint-Ex evait amené en Afrique du Nord plusieurs pilotes qui, comme lui, en juin 1940, voulaient poursuivre le combat. Il a'e tamais tenu la défaite pour définitive, il a'e jamais été séduit oz tenté par le maréchal Pétain. revolution zationale ou le vichysme. Mais, d'un autre côté diverses organisations qui aux Etats-Unis, se réclamaient du gaullisme et se querellaient kui inspirérent immédiatement nne agtipathie qui, bien loin de s'atténuer avec le temps, se durcit peu à peu. Dialectique banale aggravée par les conditions de l'exil : Saint-Ex, en 1940, s'était convaincu, sur place, que la France ne pouvait pas continuer combat en Afrique de Nord.

Les organisations gaullistes se réclamaient du 18 juin : donc Vichy, responsable de l'armistice; assumait la faute, le péché originel. La propagande gaulliste, je l'observat en Grande - Bretagne, s'en prenaît au gouvernement de Vichy avec tant de violence qu'elle ressemblait parfois à une propagande antifrançaise.

> Le refus de la politique

Saint-Ex. aux Etats-Unis, se tint en marge de tous les groupes de Français - de l'amsadeur de Vichy, mais aussi des associations auxquelles participaient Henri de Kérillis Geneviève Tabouis, Henri Torrès. Or il bénéficiait à cette époque, surtout après le Flight to Arras, d'un prestige incomparable. Aviateur, combattant, grand écrivain, moraliste, sans eutre intérêt que la vérité et grandeur, technicien et exsivement soucieux des qualités et des ames. Il figuratt, pour un immense public américain. le héros le plus noble, un Français hors du commun. A lui seul, il balançait la honte de 1940, il garantissait la résurrection de la France. S'il s'était rallié ac Général, quel triomphe pour les gaullistes i Ceux-cl nourrissaient opposition à la diplomatie de Roosevelt et appelaient de leurs vœux et par des imprécations la rupture des rapports mainte nus entre Washington et Vichy. Les gaullistes lui en voulaient d'autant plus que son apport à le cause eut été plus grand. Ils l'accusèrent de sympathie pour Vichy: puisqu'il n'était gaulliste. il devait être vichyste. Dans l'univers manichéen, il a'y avait pas de place pour lui. Et Saint-Ex les rejetait, à cause mème de leur manichéisme pri-mitif, de leur intransigeance, de leurs ambitions. Saint-Ex voyait en eux les futurs Fouquier-Tinville.

Tant qu'il vécut aux Etats-Unis, loin de la guerre, il se présenta en evocat de la France. Lui, il espirait à reprendre le combat, mais il ne choisissait pas, en politique, entre les divers groupes qui prétendaient parler au nom de la France băillonnée. Pourquol n'attaquait-il pas VIchy? Parce qu'il imaginait le uvernement de Vichy soumis à chaque instant à un chantage inhumain : ou bien il céderait aux exigences de l'occupant, ou bien celui-ci serrerait les vis. reessieux des wagons qui transporteraient le latt pour les enfants. Peut-on sauver al'honneur » az prix de la mort de milliers d'enfants? Noublions a-dehors certains Français a hésitaient pas à critiquer les accords Weygand-Murphy qui facilitaient le ravitaille de l'Afrique du Nord, voire de la France elle-même.

Quand, en novembre 1942, les troupes englo-américaines débar-Querent en Algérie et au Maroc. Saint-Ex ecrit une lettre onverte aux Français, publiée dans le

por RAYMOND ARON

New York Times dn 29 novembre. Quelques passages de cette lettre éclairent sa pensée : « Nous n'avons jamais été divisés que sur la valeur à attribuer au chantage nazi. Les uns pensaient : a S'il plait aux Alle-» mands d'anéantir le peuple » français, ils aniantiront celui-» ci, quoi qu'il fasse. Le chantage » est à dédaigner. Rien n'impose ra Vichu telle decision ni telle » parole. » Les autres pensaient : Non seulement il s'agit bien là s d'un chantage, mais il s'agit s même d'un chantage dont la ocruauté est unique dans l'his-» toire du monde. La France, qui > refuse les concessions essentielples, ne dispose que de ruses » terbales pour faire différer de » jour en jour son anéantisse » ment. » Croyez-vous, Français, que ces opinions diverses sur les intentions véritables d'un gouvernement périmé méritent de nous faire hair encore... Vichy a emporté dans sa tombe ses inextricables problèmes, son personnel contradictoire, ses sincérités

La fortune d'une œuvre

Saint-Exupéry, qui fut décou vert par Jean Prévost et Introdu. le N.R.F. par Gide, est l'auteur le plue vendu et le plus traduit de le maison Gallimerd. Les ventes n'ont guère tiéchi au cours des ens :

● Le Petit Prince, toutes édit llons confondues, approche les 4 millions ; il e'en vend annuelement plue de 200 000 en édirante et en » Folio ». La livre e été tradult en cinqua langues, dont le latin et le targui. Il est impossible de chiffre le tirage de ses traductions

 Vol de nuit (Prix Femire en 1931) : plus de 3 millions. Terre des hommes (Grand

Prix de l'Acedémie francalse el 1939) : eutour de 2 800 000. Pliote de guerre : eutou

Courrier Sud: autour de Citadelle: eutour de

■ Lettre à un otage : eutou

Le volume des Œuvres dans » la Piélede », publié en 1959, est en tête de la collection pour le tirage total et en cinquiè position pour le rythme des rentes depuis quelques années

L'Association des amis de Saint-Exupéry publie chez Galilmard des Cahlers Saint-Exupér qui en sont é teur deuxièm

Une biographie chaleureus et grand public, per Eric Deschodt est oarue récemment eus éditions Jean-Claude Lattès.

et ses ruses, ses lachetés et ses courages... L'occupation totale allemande a répondu à tous nos litiges et apaise nos drames de conscience. n

Il apprit bientôt que les drames de conscience ne seraient pas aps proposalt d'adresser à Cordell Hull le télégramme suivant : a Nous sollicitons Phonneur de servir sous quelque forme que ce soit. Nous souhaitons la v bilisation militaire de tous les Français des Etats-Unis. Nous acceptons d'avance toute structure qui sera jugée la plus souhaitable. Mais, haîssant tout esprit de division entre Français, nous la souhaitons simplement extérieure à la politique.»

L'appel à l'union redoubla les passions des Français des Etats-Unis. La réponse vint de Jacques Maritain, L'armistice d'abord : a Il y a des hommes qui ont nié ce devoir et brisé cette union : ceux ani ont abandonné le combat le 17 juin 1940, dénoncé notre alliance avec l'Angleterre et jeté le peuple français dans le piège de l'armistice. Saint-Exupéry n'aurait pas dû oublier cela » Saint-Ex n'acceptait pas cette condamnation sans appel d'une décision qu'il jugeait inévitable. Et Jacques Maritain répliquait : « En vérité, pour discuter l'armistice on peut aligner sans fin les si, avec les pour et les contre d'une information technique, ordinairement déce-vante : ce n'est pas avec des si qu'on résout ces questions-là c'est avec un non, quand il s'agit pour un homme de l'honneur de sa patrie. Et de la foi dans son

peuple, p Un peu plus loin, Maritain Acrit : a Saint-Ex n'a voulu plaider que pour la France. Il a raison d'insister sur l'horreus infernale du chantage alle-mand. Il a raison de demander ti, pour repousser de nouveaux actes affreux imposés par le vainqueur, il jallait offrir plus d'enfants encore à la famine et à la mort. Il a tort d'oublier que la série d'abandons et de déshon neurs qui se sont succédé depuis deux ans — et la prétention d'en jaire subir le poids à l'a hon-neur » du pays et à une France soi-disant maîtresse de ses déci-sions — ont résulté d'un premier abandon tragique dont l'expression décisive a été l'armistice

» Comment voudrait-on que la question du gouvernement jutur de la France n'importe pas aux Français? Depuis juin 1940, il n'y a pas de gouvernement français réel. Jusqu'au moment où le peuple français aura pu se prosur la nouvelle Constitution de la République, il ne peut pas y anoir de gouvernement français ayant pouvoir légitime pour engager définitivement la France dans une vois ou une autre en politique intérieure ou en politique internationale... >

La réplique de Jacques Maritain blessa profondement Saint-Ex. Il en fut « desespéré » Il rectifia quelques erreurs d'interpretation, dues à l'imperfection de la traduction anglaise de la

lettre publiée par le New York Times. Mais le déseccord entre ces deux hommes, les deux consciences des Français de l'exterieur, ni l'estime réciproque ni la bonne volonté ne pouvaient le surmonter. Saint-Ex refusa la polémique. Après une conversa-tion, ils restèrent l'un et l'autre sur leurs positions.

Faut-fl reporter sur l'armistice l'origine profonde de ce dissentiment passionné de deux personnalités, d'une honnéteté, d'une hauteur morale incontestées ? Pour une part, en effet, le schisme date de juin 1940. Saint-Exupery avait vécu le désectre Il n'imputait pas à crime la signature de l'armistice. Jacques Maritain, de loin, avait tranché immédiatement : de deux maux immenses, les hommes de Vichy avaient choisi le pire.

Le dialogue impossible avec de Gaulle

Jacques Maritain pensait à la

politique, Saint-Erupéry, d'une certaine manière, voulait ignorer la politique. Il n'adhérait à aucun article de la révolution nationale, probablement détestait-il autant que son critique a la propagande empoisonnée contre l'Angleterre et contre l'espérance de la nictoire et tous coups obliques portés aux Alliés, fut-ce en faisant tirer des Français contre des Français... Les lois antisémites avec leur cortège de bassesse morale et de cruauté, les norreurs des camps concentration ou, comme la dit l'évêque de Toulouse, hommes jemmes et enfants sont traités comme du bétail a Mais il n'interpréta ni la sciesion français ni la guerre mondiale en termes d'une guerre civile, le nazieme (ou le fascisme) contre la démo-cratie. Saint-Exupéry, si on lui imposatt le choix entre ces mots. cholsissait, lui aussi, la démo-cratie. Mais les valeurs à sauver ne se confondaient pas, à ses yeux, avec le régime qui evait conduit la France à l'écronlement. Il regardaît, le cœur lourd, le retour des parlementaires de la III- République. Le saint des ames exigeait l'élimination des vichystes, il n'était pas garanti par la restauration des institu tions déliquescentes des années 30. Ce que Saint-Ex voulait préserver, une certaine qualité des hommes, la noblesse contre le mercantilisme, une foi humaine contre les idéologies partisanes, se situait au dessus ou en marge des querelles propre-en marge des querelles propre-ment politiques qui lui faissient borreur. Mais ces querelles, si médiocres vues de près, nul ne-pouvait les exorciser par un coup de baguette magique. Les Fran-çais de l'extérieur, une fois l'Afrique du Nord entrée dans la guerre, ne pouvalent se pes-ser d'un gouvernement provisoire, d'un quasi-gouvernement Sur ce point, Jecques Maricain disait vrai, même si les ganlistes, de New-York ou d'Alger avec leur violence verbale, avec leur seciarisme, finissalent par exaspèrer nombre de ceux qui,

en dernière analyse, se seraient ralliés à la croix de Lorraine. Saint-Empery c'attira les attaques des gaullistes des Etats-Unis, encore davantage la délaveur des autorités gaullistes en Algèrie, la haine des médiocres qui croyalent trouver dans leur cause la grandeur que la nature leur avait refusée. Il fut l'objet d'interdictions mesquines ; ses livres ne furent pas vendus en Algérie. Il perdit rapidement ses illusions sur le général Giraud. Il chercha refuge dans l'escadrille 3/33, celle de la bataille de France. A 8000 metres d'altitude, seul dans son Lightning Patience dans l'azur, il offrait sa vie à sa patrie qu'il cherchait uninement our la terre LA-has au-dessous, les gaullistes s'efforçalent de provoquer les désertions dans les troppes giraudistes et annonçaient les charrettes de la libération.

PER SES

和_{阿斯斯達生}

STATE STATE I

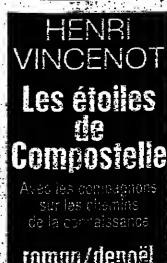
L to the

EI MAG

J'entends un jeune homme d'aujourd'hui a'ecrier : Pourquoi Général n'a-t-il pas recu Saint-Ex? Pourquoi Saint-Ex ne s'est-il pas tourné vers le Géné-rai lui-même ? Celui-ci se considérait, depuis join 1940, le dépositaire de la légitimité française. Les quelques milliers de Français qui suivirent le Général en 1940 devalent symboliser la France incarner la Résistance jusqu'au jour du rassemblement du peuple tout en entier. Tel fut l'ithéraire du général de Gantle, acteur de sa propre chanson de geste. condamné par sa vocation à excommunier tous ceux qui se refusaient à se joindre à lui.

Le gaullisme du Général, entre 1940 et 1945, mena un combat de tous les instants pour obtenir allièes. Saint-Ex fut, du début à la fin, allergique à cette entre-prise essentiellement politique; même si les gaullistes de New-York eussent été moins odieux, plus compréhensifs de sa personnalité spirituelle, je doute qu'il eut choisi une quire route.

Quand André Mabaux rencontra pour la première fois le général de Gaulle, il avait déjà pris sa décision, au fond de lui-même. Il allatt rencontrer un géant de l'histoire, il le transficorresait. Il le cervirait, il en partagerait l'aventure. J'im mai le dialogue entre le général de Gaulle et le commandant Antoine de Saint-Brupéry — le dialogue qui seul aurait gardé à la France un de ses es plus irrempiaçable des êtres.



POLICE

DANS SON RAPPORT AU PREMIER MINISTRE

La commission d'étude sur les écoutes téléphoniques préconise une réglementation plus stricte

La Commission d'étude sur les écoutes téléphoniques a remis son rapport, sauvedi 25 septem-bre, au premier ministre, qui l'a transmis, mercredi matin 29 sep-tembre, à M. Mermaz, président de l'Assemblée mationale. Cette ne l'Assemble manoune. Cette commission avait été constituée à la suite d'une demande de M. Mauroy, le 21 juillet 1981. et placée sous la présidence du premier président de la Cour de cassation, M. Schmelck (1):

Installée le 30 octobre 1981, la commission a obtenu des services soumis an « secret défense » des fiches ou notes de renseignements concernant, d'une part, les écoutes relevant du ministère de l'intérieur, et, d'autre part, les missions de sur veillance technique confiées au mi-nistère de la défense. Dans ses conclusions, la commission indique qu'elle a acquis la conviction que depuis de nombreuses années aucune ligne téléphonique appartenant à un parlementaire, à un respansable syndical au à un journaliste professionnel n'a fait

Que deviendront les unités

estions posees aussi bien par

les syndicats de policiers qui,

comme la Fédération autonome.

en ont critiqué le principe que par

ceux qui tont de leur maintien un

cheval de bataille. Or, la réponse

seront supprimées, sauf pour ce qui concerne la lutte contre le

grand banditisme >, ecrivait aux

organisations syndicales M. Mit-terrand, en mai 1981, entre les

deux tours de l'élection présiden-

tielle. L'argumentation qui moti-

vait cet engagement a été détail-

lée en janvier par M. Jean-Michel

Belorgey, député (P.S.) de l'Al-

lier, dans son pré-rapport sur les

reformes de la police. « Source

d'une fraction importante des in-

cidents de police », la multiplica-

tion des formations spécialisées,

estime-t-il. « a conduit à atomi-

ser le coros urbain en una pous-

sière de services autonomes.

multipliant les cloisonnements

dangereux, contribuant à faire

éclater des filières hiérarchiques

oui avaient fait leurs.

preuves (...), réduisant le volume

des effectifs nécessaires au ser-

vice général ». La commission

que présidait M. Belorgey a donc proposé de favoriser la polyva-

lence des policiers et de réduire

le nombre de ces unités spéciali-

sées : suppression des unités mobiles de sécurité (U.M.S.) et

des unités légères de sécurité

(U.L.S.), restructuration des bri-

gades de surveillance noctume

« Les brigades spécialisées

est encore incertaine.

l'objet d'une mesure de surveillance que pour Paris et la région llo-ordonnée ou autorisée par le gou-de-France dans les fiches d'intervenordonnée ou autorisée par le gou-Les modalités de mise en œuvre des écoutes sont - dans l'ensemble très strictes . Enfin, . les conditions d'exploitation des renseignements obtenus n'appellent aucune appréciation défavorable », s'agissant du moins des informations portées régn-lièrement à la connaissance du premier ministre par le canal du G.I.C. (Groupement interministérie) de contrôle).

La commission a néanmoins constaté plusieurs imperfections dans la pratique actuelle. Le nombre des écoutes effectuées à la demande des services des renseignements gé-néraux lui a paru *a priori* élevé, sur-tout lorsqu'on le compare an contingent global attribué au ministère de la défense. Les garanties offertes au niveau de l'exécution technique de la mesure (par des raccordements dans les centraux téléphoniques, réception et enregistrement des conversations dans les locaux de renvoi) sont moindres pour la province

(B.S.N.), des brigades de surveil-

fanca da la voia publique

(B.S.V.P.), des brigades anticri-

minalité dans la petite couronne

parisienne (BAC) ainsi que des

Cette suggestion a été suivie

par le ministère de l'intérieur à

l'occasion de la mise en place

des nouveaux horaires liés à la

réduction du temps de travail.

Dans une circulaire du 13 juillat, le directeur général de la police

nationale, M. Bernard Couzier -

qui vient d'êtra remplacé par M. Paul Cousseran, - écrivait

qu' « à l'occasion de ces modifi-cations il sera procédé sans délai

à la dissolution des unités spé-

reversés dans les unités de ser-

vice général ». Dans une autra

circulairo, datée du 22 juillet, la

directeur central de la sécurité

ublique, M. Clément Bouhin,

confirmait : « Toutes les unités

spécialisées de fonctionnaires en

tenue seront dissoutes, à l'exclu-

sion des unités motocyclistes et

cynophiles. Les corps urbains se-

ront donc exclusivement com-

posés d'unités de service géné-

L'échéance pour ces nouvelles

dispositions était fixée au 6 sep-

tembtra dernier, date du retour

d'emploi du temps faites par les

onze secrétariats généraux pour

l'administration de la police

(SGAP). Or, depuis, rien : les

unités spécialisées sont toujours

en place. - E. P.

ées, dont les effectifs seront

brigades de mineurs.

SUPPRIMÉES... ET MAINTENUES

L'avenir des unités spécialisées

tion du G.I.C. Il en va de même en ce qui concerne l'exploitation des renseignements. Enfin et surtoul, - le système mis en place, qui repose sur des instructions couvertes par le secret de la défense nationale. ne peut être regardé comme satis-faisant aux exigences de la légalité d'un Etat de droit

La commission a donc été conduite à préconiser l'adoption d'un texte de loi qui, sans bouleverser la pratique actuelle en ce qu'elle offre de réelle garantie, viendrait dé-finir de façon précise et rigoureuse le domaine d'intervention des écoutes administratives et confierait à une instance collégiale indépendante de l'autorité gouvernementale le soin d'exercer un contrôle a posteriori sur la façon dont sont pratiquées les mesures de surveillance.

Les écoutes téléphoniques deviendraient alors « des interceptions des communications téléphoniques dans un but de sécurité autorisé par l'autorité gouvernementale dans le cadre fixé par le Parlement ..

D'autre part, les écoutes dites judiciaires, e'est-à-dire les intercep-tions de communications téléphoniques ordonnées par un juge d'instruction – après ouverture d'une information – ou par le procu-reur de la République dans le cas de crimes ou de délits flagrants appellent diverses observations. Elles ne fonl l'objet d'aucune réglementation d'ensemble, à la différence de ce qui se passe dans la plupart des démocraties occidentales. La commission a estimé qu'il convenait de réglementer ce type d'écoutes qui, ajoute-elle, « tend à se dévelapper ». Ainsi seraient soumises à réglementation les écoutes pratiquées actuellement par la police judiciaire, sans intervention du juge, sur autorisation mi-nistérielle. Dans tous les cas où une infraction pénale aura été commise, une écoute téléphonique destinée à permettre d'en découvrir les auteurs ne serait légalement possible que sur autorisation du juge d'instruction. Cette mesure devrait vraisemblablement conduire à une légère diminution du nombre des « Interceptions de sécurité ». Les écoutes judiciaires ne pourraient être ordonnées - par le juge d'instruction dans le cadre d'une information, et par le procu-reur de la République pour les procédures de flagrant délit et en cas d'urgence - que pour les infractions graves: crimes ou délits passibles

La commission a enfin examiné le cas des écoutes pratiquées en dehors de toute intervention d'une autorité publique française, e'esl-à-dire des écoutes non officielles encore appelées · écoutes sauvages ·. Les mécanismes de protection des atteintes à l'intimité de la vie privée, qui ont vu le jour avec l'intervention de la loi du 17 juillet 1970, n'avaient pas tous l'efficacité soubaitable. . Le contrôle que l'article 371 du code pénal entendait instaurer à titre préventif sur la diffusion de matériels conçus à seules fins de permettre les immixtions dans la vie privée

d'une peine d'emprisonnement égale

ou supérieure à trois ans.

d'autrui s'est avéré un échec, faute de mesures réglementaires d'application ., ajoute la commission.

Quel que soit le type d'écoutes téléphoniques, les propositions de la commission ont un dénominateur commun, à savoir la nécessité de la soumission au Parlement d'un projet de loi qui - rappellerait le principe de l'interdiction des écoutes téléphoniques; préciserait les cas ex-ceptionnels dans lesquels une ligne téléphanique pourrait eire mise sous surveillance; spécifieroit les autorités habilitées à prendre une telle décision; fixerait les condi-tions de son exécution; instituerait un mécanisme de contrôle; prévoirait des sanctions pénales en cas de méconnaissance des prescriptions

Dans son rapport la commission indique notamment : . En l'état des informations portées à sa connaissance, la commission a acquis la conviction qu'il n'y avait pas d'écoutes administratives pratiquées à des fins partisanes. .

(1) Cette commission était compo-sée de trois députés, MM, Bertrand De-lanoë (P.S.), Jean Jarosz (P.C.), Jac-ques Toubon (R.P.R.); de deux sénateurs, MM. Edgar Tailhades (P.S.) set Jacques Thyraud (UREI); de deux magistrats, M. Serge Fuster alias Casa-mayor (ordre judiciaire), et M. Bruno Genevois (ordre administratif); un expert, le professeur Jean Rivero; un avo-cat, Me Mario Stasi; de sept fonction-naires, MM. Bernard Couzier (ancien directeur général de la police natio-nale), Pierre Marion (directeur général de la sécurité extérieure), Michel Guyot (directeur central de la police judi-ciaire), Michel Jéol (directeur des af-faires criminelles et des grâces), le gé-néral Michel Jorant (directeur de la protection et de la sécurité de la défense), Jacques Dondonx (directeur gé-néral des télécommunications), assisté de M. André Scavennec (ebef du service central de la sécurité des installa-tions au ministère des P. et T.). La seerétaire de la commission était M= Agnès Delaroche, conseiller réfé-rendaire à la Cour de cassation.

 La F.P.I.P. se plie à l'interdic-tion de son rassemblement. – Après l'interdiction par le préfet de police de Paris du • rassemblement des policiers mecontents - qu'elle voulait organiser, jeudi 30 septembre, place Beauvau, face au ministère de l'intérieur (le Monde des 29 et 30 septembre), la Fédération professionnelle indépendante de la police (F.P.I.P.) a décidé de se plier à cette décision.

La F.P.I.P. est - respectueuse des lois -, a expliqué, lors d'une conférence de presse, mercredi, son président, M. Didier Gandossi. Respectanl cette interdiction, - sans raisons valables -, d'une manifestation qui - aurait servi de soupope de securité au malaise grandissant de la prafession -. M. Gandossi n'exclut pas toutefois que - le couvercle étant maintenu sur la niarmilie, dans un avenir proche, surviennent des actions incantrôlées et spontanėes -.

DÉFENSE

M. HERNU: l'effort nucléaire de la France en 1983 représente le minimum nécessaire pour rester crédible

L'effart cantiau de la France en faveur de ses forces aucléaires représente le minimum nécessaire pour demeurer durablement au-dessus du seuil de crédibilité. « C'est ce qu'a dé-claré, ce jeudi 30 septembre, aux députés membres de la commission de la défense. M. Charles Hernu, ministre de la défense, qui présentait à l'Assemblée le projet de budget militaire pour 1983

Ce projet de budget s'élève à 158 865 millions de francs de crédits de paiement (en augmentation de 10 % par rapport au budget voté pour 1982) et à 78 443 millions de francs d'autorisations de programme consacrées aux dépenses d'équipement. Si l'on exelut les pensions et allocations de retraite, le projet de budget de la défense pour 1983 est de 133 295 millions de francs,

A propos des dépenses d'équipement nucléaire, M. Hernu a précisé que les autorisations de programme seraient, en 1983, supérieures de 24,6 % à celles de 1982 et les crédits de paiement supérieurs de 14,4 %. Sur ce plan, le ministre de la défense a reconnu qu'il était - le nunistre de la continuité -, ajoutant qu'il était aussi - le ministre du changement », par exemple, pour le renforcement des forces d'assistance rapide, la reforme des écoles militaires ou l'environnement du service national et le style de vie des appelés.

Récusant le - procès - qu'on lui ferait - d'un budget de régression -, M. Hernu a estime que ses crédits étaient peu atteints par les restrictions, puisqu'il continuaient de représenter, comme pour 1982, environ 3,895 % du produit intérieur brut marchand (P.I.B.M.). Dans le domaine des armements classiques, a-t-il indiqué, les matériels livrés en 1983, notamment le ebar AMX-30 B2, le fusil automatique FAMAS et le missile sol-air Roland. permettront d'achever l'exécution de la loi de programmation militaire 1977-1982 même si, d'autre part, certains programmes, comme les véhicules tactiques, ont un retard de deux. • Ce prajet de budget, a conclu le ministre, donne aux armées françaises les moyens de remplir leurs missions aussi bien q'elles les remplissent aujourd'hui à Beyrouth ., au sein de la force de sécu-

M. Hernu a, d'autre part, indiqué que les commandes d'armements recues à l'exportation avaient été de 26,4 milliards de francs durant le premier semestre de 1982 (au lieu de 32.8 milliards de francs pour toute l'année 1981). Ce bond des commandes est dû vraisemblablement à la conclusion d'importants contrats récents avec l'Arabie Saou-dite, l'Inde et l'Egypte.

Grumman baisse de 10 % le prix d'achat par la France de quatre avions-radar

a diminué de 10 % environ le prix des avions-radar E2C Hawkeye qu'elle se propose de vendre à la France dans le cadre d'un accord intergouvernemental. Cette offre est en concurrence avec une proposition de Bocing pour son avion E3A AWACS, mais, i ce jour, on ignore le choix des autorités françaises sur le modèle d'appareil retenu pour transporter un système de détection aérienne lointaine.

Selon M. John Cocks Bierwirth. président-directeur général de Grumman, qui était de passage, mereredi 29 septembre, à Paris, l'achat éventuel pas l'armée de l'air française de quatre avions-radar Hawkeye est aujourd'hui estimé à 354,7 millions de dollars (soit 2 483 millions de francs], au lieu de 394,7 millions de dollars primitivement. La différence de 40 millions de dollars (environ 280 millions de francs) tient au fait que, si accord il y a, il se fera dans le cadre d'une convention intergouvernementale entre les États-Unis et la France et non plus dans le cadre d'une transaction commerciale classique qui laisse à l'industriel toute liberté de fixer ses prix et, done, le montant des profits qu'il peut en attendre.

Le Hawkeye, un biturbopropulseur en service dans la marine amé-

La société américaine Grumman ricaine, en Israel (où il a rendu possible l'attaque de l'aviation syrienne et des batteries syriennes de missiles sol-air au Liban par l'armée israélienne) et au Japon, est capable de détecter et d'identifier une menace aérienne à 400 kilomètres de distance lorsqu'il vole à 9 100 mêtres d'altitude.

M. Fred Raymes, vice-président de Grumman, a précisé à cette occasion que la société américaine était préte à déveloper, en cas d'achat de l'Hawkeye, un programme de compensations commerciales et industrielles à 100 %, couvrant presque intégralement la commande de 2.5 milliards de francs.

Vingt-sept projets (concernant l'aéronautique, l'espace, l'électronique, les ordinareurs et la macbineil) de coopération e man et des sociétés françaises ont été étudiés, apportant, en l'état atuel, environ douze millions d'heures de travail à des industriels français, dont 60 % appartiennent aux petites et moyennes entreprises. Pour l'essentiel, soit la valeur de 210 millions de dollars, il s'agit d'un accord entre Grumman et Arianespace pour vendre le lanceur eurobeen Ariane aux Etats-unis où, en plus de deux options et de trois reservations, cinq lanceurs ont été vendus ferme à trois sociétés.

FAITS ET JUGEMENTS

LES HUISSIERS **DE JUSTICE VEULENT AMÉLIORER**

LEUR IMAGE Le Syndicat national des buissiers de justice a réuni, le 28 septembre, sa première conférence de presse depuis sa création en 1968. Mº Jean Gaudry, le président en exercice, huissier de justice à Lyon, a présemé des propositions de réforme de la profession soumises au ministre de la justice le 8 septembre. Il voudrait effacer la mauvaise image que l'huissier de justice a auprès du public. Me Jean Gaudry a insisté sur le fait que l'huissier n'a plus seulement pour tache aujourd'hui d'executer les décisions des tribunaux. Il est. a-1-il expliqué, au service des justiciables, des agents économiques, des partenzires sociaux. Il acquiert un rôle de conseil et souvent même de conciliateur, en milieu rural notam- forges.

Les buissiers de jestice sont 2 782 en France, et 40 % d'entre eux anpartiennent au syndicat, qui demande l'égalité avec les autres professions du monde juridique et judiciaire et des allégements fiscaux. Le syndicat a appelé ses adhérents à participer à la mamfestation des professions libérales, ce jeudi à

 Une pétition en faveur de M™ Helyette Bess , militante libertaire incarcérée depuis le 14 août pour recel de trois fausses cartes d'identité vierges, a été signée par une trentaine de personnalités demandant - sa mise en liberté immidiate -. Interpellée lors des recberches de militants d'Action directe, Mª Bess, directrice de la librairie - Le Jargon libre », a été inculpée par M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction, qui l'a d'abord maintenue en détention avant de rendre une ordonnance de mise en liberté le 17 septembre. Le parquet a fait appel de cette décision. Parmi les signataires, qui rappellent les déclarations de M. Badinter sur le caractère exceptionnel de la détention provisoire : MM. Alain Bombard, ancien secrétaire d'Etat à l'anvironnement, Gilles Perrault, Serge Gainsbourg, Léo Ferré, François Chatelet, Norbert Bensaid et Ma Madeleine Renand, Benoîte Groult, Régine Des-

• Un agent financier condamné à trois ans de prison. - Le tribunal correctionnel de Tours a condamné, le 27 septembre, un agent financier d'Amboise (Indre-et-Loire), M. Julien Mennier, quatre-vingts ans, a trois ans d'emprisonnement pour · contrefaçon, falsification, faux en écritures, banqueroute et escroquerie .. Une vérification effectuée par

THE PROPERTY OF THE PROPERTY O

la Banque de France en 1980 avait fait apparaître un - trou - de 40 millions de francs dans la comptabilité de l'agent financier qui n'exercait pas les opérations financières ordonnées par ses elients.

 M. Jean Mitchell, négociant en produits pétroliers à Reims, qui, aprés buit ans de procédure contre Elf-France a été débouté, jeudi 23 septembre, par la cour d'appel de Reims (le Monde daté 26-27 septembre), s'est pourvu en cassation mardi 28 septembre. En première instance, le tribunal correctionnel de Reims avait retenu l'un des quatre ebefs d'inenlpation des sept dirigeants d'Elf-France, la pratique de prix illicites, et les avait condamnés des peines allant de 5 000 francs d'amende à un mois d'emprisonnement avec sarsis et 50 000 francs

• Une commerçante est tuée par un malfaiteur. - La propriétaire d'un magasin de sport situé boulevard Masséna, à Paris (13°), a été luée, le mercredi 29 septembre, vers 17 heures 30, d'un coup de seu tiré par un malfaiteur. L'homme, âgé d'une trentaine d'années, venait de se faire remellre, sous la menace d'une carabine, la caisse d'une pharmacie de l'avenue de la Porte

Poursuivi par le pharmacien, le malfaiteur qui s'enfuyait à pied s'est retourné zr a fait feu dans la direction de ce dernier, atteignant la commerçante en plein cœur, avant de

 Nomination d'un conseiller d'Etat. - Sur proposition du garde des sceaux, le conseil des ministres du 29 septembre a nommé conseiller d'État, M. Pierre Lobry qui étais jusqu'alors maître des requêtes au

• RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission nous a fait écrire dans l'article sur - L'avortement en Lorraine » (le Monde du 28 septembre) : • En Moselle, les chiffres de cette année étaient pour · les dix premiers mois de 9641 I.V.G. - Il fallait lire en fait : - En Moselle, les chisfres de cette année étaient pour les six premiers mois de 964 I.V.G. •

Atelier de poterie « LE CRU ET LE CUIT » accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans 5. RUE LACÉPÈDE, PARIS-5. Telephone (le soir) : 707-85-64

LE GÉNÉRAL PHILIPPONNAT COMMANDERA LES FORCES FRANCAISES EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 29 sentembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• TERRE. - Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Bernard Philipponnat qui prendra, à compter du 17 décembre prochain, le commandement du 2º coros d'armée et celui des forces françaises en République fédérale d'Allemagne.

[Né le le mars 1926 à Mareuil-sur-Ay (Marne) et ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, alors installée en 1944 à Cherchell (Algérie), Bernard Philipponnat a servi en Indochine, notamment comme instructeur de l'armée nationale victnamienne entre 1954 et 1956, et en Algèrie. De 1968 à 1970, il commande le 50° régi-ment de chars de combat. De 1972 à 1974, il est chef de la mission militaire française d'assistance en Arabie Saou-

Promu général de brigade, Bernard Philipponnas prend le commandement, en 1977, de la 55^e division militaire territoriale en Corse. En juin 1980, il commande la 8º division d'infanterie et la 22º division militaire territoriale avant d'être promu général de division en mars 1981.

 MARINE. - Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Philippe Crouzat, preset maritime de Cherbourg.

 ◆ AIR. – Est promu général de brigade aérienne, le colonel Bernard Nicolas.

FAITS DIVERS

L'accident de l'Iliouchine sur l'aérodrome de Luxembourg

TREIZE MORTS **SOIXANTE QUATRE RESCAPES**

Un Iliouchine 62 de la compagnie soviétique Aéroflot a quitté la piste au moment de l'atterissage, le mercredi 29 septembre à 20 h 25, sur l'aérodrome de Luxembour-Findel, D'après les derniers chiffres fournis par les sauvereurs il y auraikt treize morts et soixante-quatre rescapes dont certains grievement blesses.

Les premiers éléments de l'enquête ont révélé que l'avion s'était pose normalement sur la piste et, après avoir roule sur 200 mêtres, avait brusquement été déporté sur la droite. L'appareil a heurié alors un batiment abritant un château puis, après être monté sur un talus, a dévalé un ravin. L'Iliouchine a pris feu aussitôt mais la plupart de passagers ont reussi par leurs propres moyeas à évacuer la carlingue.

Le pilote a déclaré aux enquêteurs qu'il ne s: expliquait pas ce qui s'étair passé après l'amerrissage. Il a souligne qu'il avait été incapable de matikriser son lliouchine au moment où le téleteur gauche est tombé en panne quand le fiux a été inversé pour proboquer le fremage de l'avion se sol. L'appareil, après une escale à Luxembourg, devait poursuivre sa route vers Lima, via Lisbonne, (AFP)



Università de Paris-Sorbonna Centre d'Etudes Catalanes Préparation au diplôme de langue, littéra-ture et civilisation catalanes. Trois paveaux (débutant, moyen, supérieur) Debut des cours : 25 octobre 1981 Renseignements et inscriptions: 9, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonner 75004 PARIS – Tél.: 277-65-69.

Université de Paris-Sorbonne (Paris-IV) CENTRE D'ÉTUDES IBÉRIQUES

LATINO-AMÉRICAINES APPLIQUÉES Formation à finalité économique professionnelle (2 ans) pour étu-dants titulaires du DEUG d'espagno) ou de portugais. Examen d'entrée 7-8 netopre 8: 1° et 2° année.

31. rue Gay - Lussac, Paris (5-) Tél. : 325-57-78.

ESI

Les entreprises vous recherchent

INFORMATIQUE

Vous aviz un bon nivran de base scientifloue (ingénieur, maitrise, DEA, DESS, Doctomi).

L'ECOLE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE

ouvrant en novembre 1982 une accsion speciale de formation de 100 informaticiens de HAUT NIVEAU

(durée 1 annes + stage) vous permettra d'acquérir ce 🛖 en

 Informatique. Admission sur tests, dossiera et entretien. ECOLE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE

94-98, r. Carnot. 93100 Montreuil Tel.: 859-69-69.

COURS D'ESPAGNOL

organisë par le LYCËE ESPAGNOL DE PARIS et donné par des professeurs espagnols pour faire connaître le lengue contemporeine et le culture hispanique. Les lundis et mercredie au merdie et jeudis de 18 h 30 à 20 h 30. Agrée par la Convention de la Formatian prafassiannelle continua (tests de classement

le 4 octobre è 18 h 30]. Inscriptions en cours. enseignement au Lycée 38, bd Victor-Hugo (Mª Louise Michal ou Sablons), NEUILLY _ Tel.: 757-51-75



L'Institut Universitaire de Technologie du HAVRE organise dans le cadre de son département INFORMATIQUE une « année spéciale » réservée aux titulaires d'un diplôme de fin de premier cycle d'études supérieures longues (DEUG ou équivalent).

Cette formation leur permet. EN UN AN. d'obtenir le Diplôme Universitaire de Technolog'e (DUT Informat'que). Les inscriptions seront prises du 11 au 22 octobre 1982 et les enseignements débuteront le mardi 3 novembre suivant.

Les candidatures sont à adresser : B.P. 4006, 76077 LE HAVRE CEDEX. Tél. : (35) 47-28-47.

STAGES DE LANGUES

- ANGLAIS (taus niveaux): stages semi-intensifs 60 heures du
- ESPAGNOL: stages semi-intensifs 60 houres du 22/11/82 au
- ALLEMAND: slages semi-intensifs 60 heures du 22/11/82 au 10/2/83 et du 24/11/82 au 21/2/83 - ITALIEN : stages semi-intensifs 60 heures du 30/11/82 au 15/2/83 et du 1/12/82 au 18/2/83
- PORTUGAIS DU BRESIL : stages semi-intensifs 60 heures du
- Et autres langues ...

nents et inscriptions : université paris 8 formation permanente 2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02 Tél. 829.23.00 (ligne directe) au 821.63.64 paste 15.97

Un secteur d'avenir : le tourisme et les loisirs

Préparation au Brevet de technicien de tourisme (B.T.) niveau B.E.P.C. - 2 années d'études

 Préparation au Brevet de technicien supérieur de tourisme (B.T.S.) niveau bac au fin terminale - 2 années d'études



E.T.S. (Enseignement privé)

50, rue La Boétie, 75008 PARIS Tel.: 563-35-86 (Mº Miramesnil)

Brochure gratuite

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU **CINEMA FRANÇAIS**

assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1re et 2º année.)

16, rue du Delta, 75009 Paris Tél. 874.65.94 Documentation M sur demande

ÉDUCATION

Les difficultés de recrutement des enseignants du secondaire

Plusieurs ministères à la recherche de solutions

Une réunion interministérielle a en lieu, mercredi 29 septembre à l'hôtel Matignon, pour examiner les modalités de recrutement des enseignants du second degré. Des représentants des ministères de l'éducation nationale, du bud-get et de la fonction publique y participaient. Pour l'instant, le gouvernement, oubliant ses velleités de « transparence » fait le silence total sur le contenu de cette réunion.

Si le problème de recrutement à long terme se pose après plusieurs années de réduction du nombre de postes anverts aux concours de l'agrégation et du certificat d'aptitude au pro-

fessorat de l'enseignement du second degré (CAPES) de 1973 à 1980, celui du court terme existe pour certaines académies déficitaires (Nord et Est). Elles ont été autorisées à des recrutements exceptionnels de maîtres auxi-liaires après avoir épuisé leurs ressources en personnels qui devaient être réemployés, compte tenn de leurs états de service l'an dernier (travail à plein temps - dix-huit semaines ou trente semaines à mi-temps). Ces recrutements exceptionnels permettront de combler les vides en ce début d'année scolaires. Mais, des qu'il faudra

assurer des remplacements d'enseignants malades, de nouveaux vides réapparaitrent.

Le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) fait, pour sa part, des pro-positions. Il réclame à nouveau la suppression de tout « auxiliariat », et la création de postes de titulaires-ramplaçants qui sersient proposés au a mouvement = (les autations) national. Pour l'immédiat, il demande que l'on est recours au volontariat en intégrant dans le corps des profes-seurs certifiés, les adjoints d'enseignement qui accepteraient d'occuper les postes non pourves dans les académies du Nord et de Nancy-Metz.

Les non-titulaires de Grenoble veulent « rester au pays »

De notre correspondant

Grenoble, - Les maîtres auxiliaires de l'académie de Grenoble qui, trois semaines après la rentrée des classes, n'unt taujaurs pas été reemplayes, ont manifeste, mercredi 29 septerobre, eu rectorat, à l'appel du SGEN.-C.F.D.T. Le recteur, M. Miehel Migeon a, pendant qua-tre beures, tenté d'apaiser un groupe de deux cents maîtres auxiliaires, rendus furieux par la menace du ministère d'affecter les non-titulaires dans les « académies déficitaires » du nord de la France.

L'acadêmie de Grenoble, qui ne disposait, au début de l'année scolaire, que de cinq cents postes va-cants (contre plus d'un millier les autres années) n'a pu absorber l'ensemble des mille sept cents maîtres auxiliaires. Ils sont ainsi près de six cents à attendre une hypothétique affectation.

Mercredi, ils ont voulu obtenir l'assurance qu'ils seraient tous réem-ployes dans l'académie de Grenoble. N'y-a-t-il pas, en effet, de très nombreuses classes surchargées, des enseignements non assurés? En outre, plusieurs centaines de professeurs doivent actuellement effectuer un nombre souvent très élevé d'heures supplémentaires, pour ne pas laisser des élèves sans enseignement. Le SGEN-C.F.D.T. est, pour sa part, convaincu qu'au moins trois cents à trois cent einquante maîtres auxiliaires pourraient être très rapide-

ment affectés dans des établissements du second degré qui connaissent, depuis la rentrée, de graves difficultés.

Des maîtres auxiliaires sonlignent la situation très paradoxale dans laquelle ils se trouvent : « Alors que les besoins sant évidents dans l'academie, nous sommes payes à ne rien faire, tandis que des professeurs ef-fectuent des heures supplémentaires pour pallier l'absence dramatique de postes. Cette situation est douement scandaleuse. -

Le recteur, s'appuyant sur les en gagements pris par le ministre de l'éducation nationale, a confirme, à l'issue de son « dialogue » avec les M.A., qu'il s'efforcera de réemployer dans l'académie de Grenoble tous les maîtres auxiliaires et que si des = propositions avantagenses > étaient faites à certains d'entre eux pour se rendre dans les académies du Nord, ils seraient en droit de re-

Les services rectoraux estiment qu'une centaine de maîtres auxiliaires ne pourront pas trouver de de Grenable et que seule une décision politique, qui relève du ministre de l'éducation et du gouvernement, pourrait débloquer une situation qui, au fil des jours, risque de s'envenimer et de devenir explosive.

CLAUDE FRANCILLON.

M. SAVARY SANCTIONNE L'INSPECTEUR D'ACADÉMIE

DE LA LOIRE L'inspecteur d'ecadémie de la Loire, M. Jean Touron, a été sanctionné par le ministère de l'éducation nationale pour avoir « laissé des établissements scolaires de l'académie créer des structures nouvelles sans disposer des postes correspondants . M. Tauron, evisé le 28 septembre qu'il devait « quitter immédiatement ses fonctions - est nommé ebef du service académique d'information et d'orientation à Nancy. Le ministère precise que, • s'estimant neanmoin engage par les dispositions prises à tort par l'inspecteur d'academie, M. Savary a décidé d'accorder, à titre exceptionnel, une vingtaine de postes sup-plémentaires au département de la

Venn de l'inspection académique de Haute-Loire, M. Touron avait pris ses fanctions à Saint-Etienne en lévrier 1981. Il se défend d'evoir seit des demandes de postes abusives et considère que la décision finale du ministère d'accorder vingt postes supplémentaires lui donne raison. · Il les fallait, dit-il, les élèves sont là. L'inspection générale de l'édu-cation nationale, venue examiner les dossiers de l'inspection de Saint-Etienne peu après la rentrée, en a décidé autrement M. Touron, selon elle, eurait contrevenu à la . la nouvelle procedure de repartition des mayens fondée sur la transparence et le dialogue ».

 Une agrégation d'éducation physique et sportive. - Le Jaurnal officiel du jeudi 30 septembre annonce l'institution d'une agrégation d'éducation physique et sportive. Le concours sera accessible aux professeurs d'éducation physique en sonc-tions, aux titulaires du CAPEPS (certificat d'aptitude au professoral d'éducation physique et sportive), aux titulaires du diplôme de l'école normale supérieure de l'E.P.S. ou de l'institut national du sport, « à condition que ces diplômes aient été obienus au plus tard à la fin de la sessian 1982-1984 », enfin, aux inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports titularisés - au plus tard au 31 décembre 1982 -

SCIENCES

Au ministère de la recherche et de l'industrie

M. ROBERT CHABBAL EST NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA MISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Sur proposition de M. Jean-Pierre

Chevenement, ministre de la recher-che et de l'industrie, M. Robert Chabbal, qui occupait les fonctions de secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les questions scientifiques, e été nommé président de la roission scientifique et technique du ministère par le conseil des ministres du 29A ce poste, il assurera avec M. Yves Frage, qui est le chef de cette mission, depuis sa création (le Monde du 3 décembre 1981), un rôle d'animation et de coordination. Cette entité est, en effet, la - compétence du ministère », sa faculté d'expertise. Légère avant tout, cette mission, qui est mise à la disposition du directeur général de la recherche et de la technologie, se veut en défi-nitive une sorte d'état-major eyant la charge • d'impulser toute la re-cherche et le développement technolagique ».

[Né le 6 février 1927 à Nîmes, M. Rnbert Chabbal est agrégé de sciences physiques et dneteur ès-sciences. Il n passé une grande partie de sa carrière au contre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), dont il est devenu en août 1976 directeur général, poste qu'il a occupé jusqu'a la réorganisation de septembre 1979. Peu après, il rejoignit l'OTAN pour occuper les fonctions de secrétaire général adjoint pour les questions scientifiques.

• Pei Wenzhong, anthropologue Pei Wenzhong, anthropologue chinois, vient de mourir en République populaire de Cbine, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Ayant étudié à Pékin puis à Paris, il avait fait parlie de l'équipe de cherebeurs de diverses nationalités qui découvrit les contraites du sinastèmes en 1020 Ces restes du sinanthrope en 1929. Cet baminidé est la forme asiatique de l' homo erectus (appelé autrefois pi-thécanthrope), le prédècesseur de l'homo sapiens. Le crâne fossile trouve alors était vieux de quelque cinq cent mille ans.

COPIES GEANTES NDIR BLANCE SUR YEROX

La radio Fréquence-Nord recueille 530 candidatures pour le Nord et la Picardie

nale da Radio-France a réalisé. mercredi 29 septembre, une operation c recrutement d'ensergnants ». Il s'agissait de lancer un appel aux maîtres auxiliaires sans emploi, volontaires pour cocuper, des l'année scolaire en cours, un poste dans l'académie de Lille ou d'Amiens. Ces deux académies qui manquent d'enseignants viennent, en affat, d'âtre aurorisées à procéder à un recrutement. exceptionnel de maitres auxiliaires : deux cent cinquante pour la Nord, cent pour la Picardie (le Monde date

26-27 septembre). L'opération a connu un réel succes puisque cinq cent trente auditeurs ou auditrices ont propose leurs services. Il y e quelques semaines, le recteur de Life affirman n'avoir recueilli que six candidatures de la part de maitres auxiliaires originaires d'autres régions at désireux de trouver un poste dans le Nord.

Les appels recueillis par Frequence-Nord provenale majorité , du Nord ou de Picardie : mais il en est parvenu de toute la France dont cinq de. Corse, L'opération avait été organisée en collaboration avec les six autres stations décentralisées de Radio-France (1) et évec l'aide de plusieurs journeux nigionaux, repartis- aur toute la France.

Les responsables de Fréquence Nord test transmis les cinq cent treate liches aux deux rectorats intéressés qui examineront les candidatures. Ils déclarent avoir été étonnés par le nombre de « surdiplômés » parmiles candidats, ainsi que par la proportion - un sur quatre de non-enseignants; attirés per cette profession.

(1) Radio-Bretagne-Ouest, Radio-Scine-et-Marne, Radio-7, Radio-La-Crease, Radio-Berry-Sud et Ratio-Vanctuse.

SPORTS

FOOTBALL

MONACO ÉLIMINÉ DE LA COUPE D'EUROPE **DES CLUBS CHAMPIONS**

Vingt-quatre heures après la qua-lification pour les buitièmes de fi-nale de la Coupe d'Europe des vain-queurs de enupe dn Paris-Saint-Germain face au Loko-motiv Sofia (5-1). Monaco a été éli-miné, le 29 septembre, de la Coupe d'Europe des clubs ehampions par le C.S.K.A. Sofia. Les Bulgares qui avaient fait match nul (0-0) avec les Monégasques lors du match-aller Monegasques lors du mateh-aller ont ecquis (2-0) leur qualification au cour de la prolongation de mateb, les deux équipes n'ayant pas reussi à se départager à la fin du temps reglementaire (0-0).

quise sur son terrain.

(TRENTE-DEUXIÈMES DE FINALE)

*C.S.K.A. Sofia (Bulg.) b. *Raba Eto (Hon.) b. Standard (Belg.) ... 3-0 (0-5)
*Dyn. Kiev (U.R.S.S.) b.
Grasshopper (Suisse) 3-0 (1-0)
*H.J.K. Helsinki (Finl.) b.
Omonia Nicosie (Chyp.) 3-0 (0-2)
*Rapid vienne (Autr.) b.
Avenir Beggen (Lux.) 8-0 (5-0)
*Oesters (Suede) b. Olympiakos (Grèce) ... 1-0 (0-2)
*Real Sociedad (Esp.) b.
Vikingur (Isl.) 3-2 (1-0)
*Linfield (Irl. N.) b. Neutori Tirana (Alb.) ... 2-1 (0-1)
Celtic (Écosse) b. *Ajax
(P.-B.) ... 2-1 (2-2) Sporting (Port.) - Dyn.
Zagreb (Youg.) 3-0 (0-1)

COUPE DES VAINQUEURS DE COUPE

(SEIZIÉMES DE FINALE RETOUR) *Paris-St-Germain (Fr.)
b. Lok. Sofia (Bulg.) 5-1 (0-1)
*Totunham (Angl.) b.
Coleraine (Irl.) 40 (3-0)
Swansea (Galles) b.
*Slieme Wanderers
(Mal.) *Kunssysi Lahd (Finl.) et **Color (Fin.) et

Galatasaray (Turq.) ... 1-1 (1-2)

**Dyn. tirana (Alb.) et

Aberdeen (Ecosse) ... 0-0 (0-1)

**Ujpest Dosza (Hongr.)

b. I.F.K. Gaeteborg

(Suede) ... 3-1 (1-1)

En Coupe de l'U.E.F.A. Bor-deaux et Saint-Etienne se sont qualisiés pour les seizièmes de finale. Les Bordelais battus (1-3) an matchaller out nettement dominé (5-0) le club est-allemand Carl Zeiss Iena au match-retour; les Stéphanois, vainqueurs (4-1) sur leur terrain, out fait match nul (1-1) face à l'équipe hongroise Tatabanya. En revanche, Sochaux battu (0-1) par le club grec Paok Salonique à l'aller a été éliminé malgré la victoire (2-1) ac-

PRESSE

PAS D'ACCORD EN VUE AUX « DÉPÉCHES » **DE DIJON**

Une réunion tripartite, convoquée mardi 28 septembre au ministère du travail à Paris, a étudié la situation des soizante-sept ouvriers du Livre des Dépêches de Dijon qui out re-fusé leur matation à Lyon (le Monde daté 26-27 septembre).

Dans un communique. M. Jean-Charles Lignel, propriétaire du Pro-grès, mais qui contrôle aussi les Dé-pèches, affirme qu'il est prêt à accorder: un ultime débit de réflexion pour les soitante-sept inté-tessés pour rejoindre leur poste à Chassieu, près de Lyon, siège du Progrès: une priorité d'embauche pendant dix-buit mois au personnel licencié économiquement: après refus de mutation; une possibilité de mutation inter-établissements sous réserve que com a implidance d'embauche; le précedent d'au préavis sans être parentire le parent d'un mois de safaire supplémentaire sa delle des indominités prévues dans les conventions collége.

puis le 19 août, d'un accord du ministère du travail et de l'emploi, au plus tard le 15 octobre, concernant les licenciements demandés ».

OMOBILE



De haut en bas : L'ALFA ROMÉO Giulietta, 6, 8 ou 11 cv; La FIAT Panda

De haut en bas : L'ALFA ROMÉO Giulietta, 6, 8 ou 11 cv; La FIAT Panda

De haut en bas : L'ALFA ROMÉO Giulietta, 6, 8 ou 11 cv; La FIAT Panda

De haut en bas : L'OPEL Corsa, 4, 5 ou 6 cv; La RENAULT 30 Turbo Diésel.

Super, 4 cv; La MÉTRO Spéciale, 4 cv; La VOLVO 760 GLS, 15 cv; La MERCEDES 250 SE, 14 cv; La ROVER 2,4! Turbo Diésel, 9 cv; La FIAT Ritmo Abarth, 11 cv.

L'ANNÉE 1982, 7 cv.

De haut en bas : L'OPEL Corsa, 4, 5 ou 6 cv; La RENAULT 30 Turbo Diésel.

7 cv; La FORD Escort XR3, 7 ou 8 cv; La MERCEDES 250 SE, 14 cv; La ROVER 2,4! Turbo Diésel, 9 cv; La FIAT Ritmo Abarth, 11 cv.

Les annonceurs de ce numéro spécial ont sélectionnes les modèles dont les photographies illustrent cette page.

U4111-150

Marasme

E 69° Salon de l'automobile et du motocycle de Paris ouvre ses portes. Un salon qui définira les tendances actuelles de la construction mondiale, mais reflètera aussi les réalités présentes d'un marché national que les marques étrangères ont cette année rudement attaqué.

Un seul constructeur français y prèsentera une voiture entièrement nouvelle, les étrangers, Allemands, Américains, Japonais ou Italiens, se tailleront la part du lion en faisant de cette manifestation l'occasion de plusieurs « premières moudiales ».

il ne faudrait pas en conclure sans nuance que la construction automobile française marque techniquement le pas et qu'un retard accumulé depuis plusieurs années en ce domaine parait être la raison du relatif marasme que connaissent les marques nationales.

La réalité est autre car l'on ne voit guère ce qui pourrait serieusement être reproché aux voitures françaises d'aujourd'hui. Aurait-on oublié qu'ici est née la voiture de tourisme à deux volumes? Ignorerait-ou que l'essentiel des modèles construits en France comportent la . traction avant • et des suspensions indépendantes, gages éprouvés d'une utilisation routière simple? Ne saurait-on pas la part utile que prend l'électronique dans des modèles offerts tant dans le domaine de l'allumage, de la carburation que dans celui, par exemple, d'une transmission automatique?

Innovant depuis des années dans la bataille du poids, des CX et autres pénétrations dans l'air, peut-on reprocher aux marques françaises d'avoir ignoré les soucis de consommation et de confort de conduite? Alors? Stagnation de la recherche? Inexploitation des solutions nouvelles? Fatalité?

Pas du tout, répliquent les constructeurs. Voyez plutôt du côté de nos ennuis sociaux qui ont éclaté au moment même où une amorce de reprise se confirmait sur le marché national. Interrompre une production à ce moment-là, dit-on, c'est à coup sur derouter sur d'autres mai ques les clients et pour ceux qui achetent leur première voiture. leur inspirer des inquiétudes sur le suivi du produit qui, pourtant, subit, plus encore que de coutume, les contrôles qui s'imposent. Une automatisation poussee est de toute facon une garantie de nos iours.

Voyez aussi du côté des prix, ajoute-t-on, et de leur blocage qui nous ont fait présenter des modèles sans que l'on ait pu fixer en même temps leur tarif.

Certes, mais n'y a-t-il pas eu aussi une certaine tendance à laisser un peu aller les choses?
Une sorte de démobilisation.

La pauvreté de certains intérieurs, le vieillissement de lignes trop vues, le peu de soin mis parfois à la finition des voitures n'auraient-ils pas aussi leur responsabilité dans la bouderie que connaissent aujourd'hui, de la part de leurs clients traditionnels, les marques nationales?

Comment, des lors, s'étonner qu'à l'époque où la notion de fidelité n'est plus de mise, des petites ou des grosses voitures vepues d'ailleurs, fignolèes, triomphantes comme des derives fortes, présentées par des directions commerciales agressines et des reseaux accueillants, attirent le regard puis determinent un choix? A plus forte raison, quand des efforts particuliers sont faits sur des tarifs qu'un prix de ravient moindre n'explique pas a lui seul. Ajoutons-y la mode et ses effets multiplicateurs et tout sera dit.

I ne consolation dans cette vallee de larmes ; interroger les marques étrangères sur leurs propres marches nationaux révèle qu'elles y connaissent elles aussi des tourments, car les voitures venues d'ici ont chez eux, any yeux de leur public traditionnel, bien des vertus...

Difficile décidement, même en matière automobile, d'être prophète en son pays.

CLAUDE LAMOTTE.

BX CITROËN : elle est bien de la famille

Les fidéles de Citroen pourront être satisfaits. Avec la BX, nouveau cheval de batailla de la firma aux chevrons, ils euront una Citroen. Mêma si un certain nombre d'organes se retrouveront sur d'eutres modèles du groupe, même si la 8X peut êtra livrée avec des organes qui dotent dejà d'autres modèles du même groupe. L'interprétation qu'à faita la firme du quai da Javal reste orginala, et les lois d'économies d'échelle qui veulent une utilisation de pièces interchangeables entre marques associées n'ont en rien el-téră cette volonté.

Située, désormais dans la production entre les GSA et les CX, les BX comportent l'essentiel de ce qui e fait la réputation de Citroën, c'està-dire une tenue de route irréprochable, un freinege efficace (4 disques) une suspension hydropneumatique éprouvée, un confort qui n'est plus à vanter et une ligne typiquement de le famille bien qu'inspirée du projet du carrossier itelien Bertone.

« Traction evant », bien sûr, ces nouvelles berlines, qui constituent la grande attraction du Salon, se présentent uniquement en version bicorps. Longues de 4,23 m, cinq personnes peuvent s'y installer.

Selon leur appellation, le choix porte sur des motorisations et des finitions variebles. La BX de base (6 CV) possède un moteur à quatre cylindres de 1360 cm3 connu (Visa GT, Ranault 14 TS) qui sort 62 ch à 5500 tr/mn. La boîte de vitesses est à quatre rapports, Elle passe à eing rapports dans les versions 6X 14E at 6X 14RE (7 CV), le même moteur donnant pour sa part dans les deux modèles 72 ch à 5 750 tr/mn. En haut de le gamme, on trouve les 6X 16RS at 6X 16TRS (7 CV) dotées de le boîte cinq repports et du récent moteur de 1 560 cm3 fabriqué à Tremery près de Metz, que possedera également chez Peugeot la 305 GT, livrable en 1963. Ca groupe sort à 90 ch dans les versions Citroen et à 94 ch dens la version Peugeot, Affaire d'échappement, nous a-t-on expliqué. Toujours est-il qua ce moteur donne à le route sur les BX de bons résultats. Il mène, dans des conditions de roulage idéales, à des vitasses de pointe supérieuras à celles qua donne l'usine, et sa souplesse plus que son « pointu » apparaît repide-ment. Donnée pour 176 km/h, nos



Le Monde



essais sur itinéraire fermé ont permis d'atteindre plus de 180 km/h par

De gros efforts ont été faits sur le poids du véhicule et son CX (coefficient de penetration dans l'air) ici fixe à 0,33. Aussi ne s'étonnerat-on pas de voir, comme chez certains constructeure étrangers de haute réputation, l'emploi accru des metiaree synthetiques - capot evant, heyon per exempla. Da même, le réservoir de carburent (44 litres pour les 6X à moteur 1 360 cm et 52 litres pour le moteur 1,6 litra), qui est en polyéthylene directement fixe au plancher. Aussi ne faudra-t-il pas chercher non plus les gouttières at autres empêcheurs d'avancer vite. Le pare-brise est desormais collé et s'accompaene d'anioliveurs plats.

Tous ces déteils qui se merient evec une suspension dont on sait que la quelité principale consiste à maintenir une assiette constante au véhicule procurent une grande sen-sation d'aisance. On doit eussi son plaisir de conduire sur route, en circulation rapide, à de bonnes boîtes de vitesses, les unes (1 360 cm3) intégrées au carter - ce qui interdira plus tard sur ces versions une transmission eutomatique - les autres montées au bout du moteur (sur les 1 600 cm3). On regrettera néenmoins une direction assez dure avec retour brutal en sortie de virage ac-centué — d'où des difficultés en circulation urbaine, Quant au tableau de bord futuriste, triste et peu visible, il est agrémenté de satellites chers è Citroën. La particularité de ces appendices est qu'ils sont peu meniables, voire même initants avec notamment un indicateur de direction privé de retour automatique. Un eutre regret concerne une finition approximative qui rélève de la part es matières, synthétiques util beaucoup de goût pour divers bruits de frottements.

Mis à part ces remarques et sachant que l'entretien de ces nouveaux modèles a été simplifié (videnges especées à 10 000 km,
ellumage indéréglable à déclenchement magnétique, accès simple aux
organes essentiels), le bilan global à
porter sur les BX semble très positif.
Il permet de situer ces voitures dans
la gamme des voitures moyennes,
familiales les plus réussies de ces
dernières années, Il est vrai que Citroën e prie son temps pour la produire : c'est la première fois depuis
dix ans qu'un modèla original sort
chez Citroën, — C. L.

* Prix entre 49 000 F et 61 000 F, selon les versions.

Le tableau de boid enfin a fait

objat de soins particuliers. Bien

imaginé, incurvé vers le conducteur.

très complet dans les modeles de

haut de gamme, il achève de donner

à l'intérieur du véhicule une allure

cossue de bon elol. Ford n'a pae né

gligé cet aspect des choses qui fixe

parfois les clients tentés par l'infidé-

la petite nouvelle est arrivée Avec la BX de Citroén, l'Audi 100 tures très compactes européennes

et la Sierra de Ford, il ne fait guère de doute que la Corsa lancée par Opel sera l'une des attractions du Salon. Avec cette petita voiture fournie en deux ou troie volumes, la General Motors fait, par l'intermediaira de la firme allemande, une entrée essez fracessanta dans la royaume des automobiles passepertout. Mais les Corsa entivent sur un marché encombra tenu depuis des années per les R 5, les Fiesta, les 127 Flat et les Panda, les Autobianchi, les 104 Peugeot puis, plus récemment, les Metro de British Leyland, les Samba de Talbot et eutres Polo de Volkswagen. C'est dire que si la Corsa s'annonce comme une rivale pour tous ces modèles cités - essentiellement dens sa ver-sion bivolume - et veut tout devorer, elle devra s'attendre à un combat peu simple, aide il est vrai par des conditions de diffusion favora-

OPEL CORSA:

D'ebord la puissance de la General Motors est derrière elle, et ca n'est pes peu dire ; ensuite, ella bénéficia de préjugés favorables que l'on accorde traditionnellement eux demiers-nés ; enfin, elle errive sur le marché parée de l'excellente réputation de robustesse attachée à la marque Opel. Sachant que le modèle de base sera vendu en France

tures très compactes europeannes connues, mais les stylistes d'Opel ont su donner à sa silhouette une touche particulière en ajoutant sur les ailes, tant arrière qu'avant, des renflaments à destination eérodynamique qui ne manquent pas d'effet.

Trois moteurs sont disponibles montés transversalement, qui agissent sur les roues avant comme sur les Kadett ou les Ascona depuis 1981;

- un 863 cm3 déjà monté sur les enciennes Kadett, qui développe 34 ch à 6 400 tr/mn (4 CV fiscaux);

 un 1 196 cm3 dérivé des groupes modernes montés, notamment, sur les Ascona, qui développe 54 ch à 5 600 tr mn (6 CV fiscaux).
 un 1 297 cm3 (5 CV fiscaux)

sorti sur la Kadett, et dont est dotée l'une des versions de l'Ascona avec une puissance supériaure. Ici, il donne 69 ch è 5 600 tr/mn.

Cas groupes apparaissent pour les poids respectifs des voitures présentées lentre 740 et 785 kilos en

veux, mais surtout d'une grande souplesse pour una cylindrée finalement très raisonnable.

On note à l'evant une suspension

ordre de marche), suffisamment ner-

à roues indépendentes, des amortis-



moins de 3D 000 F, qualquas frayeurs doivent tout de même se manifester du côté des directions commerciales qui président aux destinées des concurrentes en place. D'ailleurs, la firme allemanda n'a pas manqua d'annoncer ses intentions, qui ne sont pas minces : six milla Corsa aeront venduas an France d'ici à la fin de l'année; vingt-six milla le seront en 1983 sur les deux cent mille exemplaires destinés à l'Europe. Des conditions qui ne semblent pas demesurées, car, après tout, ces voitures — petites (3,62 m) dens leur version bivolume — ne manquent pas de charme, tout en étant sérieuses.

Personne n'ighorera l'eppartenance des Corsa à la famille des Opei et plus précisément des Kadett, dont alles apparaissent comme des descendentes directes réduites en longueur de quelque 30 centimé-

Présentée evec trois typas d'équipements (Corsa, Corsa L, Corse Berline), la nouvelle venue sera également disponible en version da tendances sportives (SR). Les CX etteints vont, selon la version (deux ou trois volumes), de D,38 à 0,35, ce qui les place dans la bonne moyenne des voitures d'aujourd'hui. La ligne générale des bicorps est semblable à celle des voi-

seurs hydreuliques, des ressorts helicoïdaux et une barre stabilisatrice.
La suspension est à l'arrière à bras
tirés. À l'usage, en allure élevée,
l'ansemble exprime err sortie de virage une tendance à un mouvement
ondulatoire qui ne met pas pour autant en cause l'adhérence de la volture. Le souci de s'éloigner d'un
« confort trop? à l'allemande » en
est peut-êtra la cause. Ce mouvement est d'ailleurs moins apparent
sur la SR à caractère sportif. Le freinage (disque à l'avant, tampour à
l'arrière) ne présente pas de défaut.
Un régulateur évire le blocage des
roues arrière avant les roues avant.

Opel a pour ces pouveaux modeles, comme la tendance actuelle la démande, recherché un minimum d'entratien : vidange tous las 15 000 kilomètres, éléments nombreux sans intervention, et allumage électrique.

Selon la constructeur, les consormations vont, suivant les moteurs et le vitesse, de 5 litres à 9 litres, ce qui apparaît raisonnable. Toutefois, eu cours des essais effectués, il n'a pas été possible de contrôler ces données.

Après les Ascona, fort bien recues en 1961; voici donc le petite demière de le famille Opel. Elle fere surement aussi parler d'alla.

C.L.

FORD SIERRA : une familiale de bon aloi

Aucune crainte à avoir chez Ford.

La Sierre ne passera pas inaperçue.

Comme pour les Escort, Ford e
donné à cette nouvella voiture un
style très particulier qui les distinguera à coup sur dans la masse des
voitures moyennes familiales produites aucourd'hui dans le monde.

Assemblées dans trois de ses usines européennes — Dagenham en Grande-Bretagne, Genk en Belgiqua et Cork en Irlande, — les Sierra ont lauts moteurs fabriqués en Grande-Bretagne et an Allemagne, tandis que les transmissions vier-

1,6 I, A.C.T., version economique: 55 kW, 75 ch; 1,6 I, A.C.T., VV : 55 kW, 75 ch; 2,0 I, A.C.T., double corps : 77 kW, 105 ch; 2,0 I, V6, double corps : 86 kW, 90 ch; 2,3 I, V6, double corps :

66 kW, 90 ch; 2,3 l, V6, double corps; 84 kW, 114 ch; 2,8 l, V6, injection: 110 kW, 150 ch; 2,3 l, diesel (1): 47 kW,

2.3 1, diesel (1) : 47 kW, 64 ch; (A.C.T. = arbre à cames en tête)



nent d'Allemagne également, de France et de Grande-Bretagne. La mise en route des chaînes a nécessité 1 200 millions de dollars d'investissement, et intervient alors que la gamme Taurius qui disparaît du catalogue donnait quelques signes de vieillesse.

Ford, qui ne pouvait deià que sa feliciter des progrès importents réalisés sur le marché national — 3,1 % de pénétration en fin 1680, 5,8 % à la fin de juin 1982 avec 61 000 véhicules livrés en six mois, — affonte l'avenir, on s'en doute, pur configure.

Très originales per la ligne, ces nouvelles berlines à quatre portes et hayon adoptent une conception générale classique, c'est-à-dire un moteur à l'avant qui agit sur les roues arnère. contrairement aux solutions tetonues tant pour les Escort que pour las Fiesta. Ford justifie ce choix par deux raisons : amélioration plus aisse du CX (ici obtenu à 0,34) et utilisation possible de toute la gamme de moteurs, disponibles à l'heure actuella, donc possibilità d'assurer un nombre imposant de versions.

En effet, la gamme des Sierra pourta disposer des groupes survants :

Cette énumération permet de constatet la dispantion du programme des moteurs 1 300 cm3 montés sur le bas de gamme Teunus mais revêle aussi l'utilisation tant de moteurs modernes (en 1,6 litre et 2 litres) que de plus anciens, ces V6 solides mais essez calmes.

Quoi qu'il en sort, le choix du classicisme e amené Ford à repenser totalement la suspension amère qui est désormaie à roues indépendantes semi-turées, aux ressorts hélicoïdaux et amortisseure téléscopiques. La nouveauté ici est la présence d'une traverse qui supporte à la fois les bras de suspension et le carter du pont.

La disposition nouvelle du pont arrière assure un comportement routier tout à fait satisfaisant avec, à notre avis, autent d'agrement sur le moteur 1,6 litre que sur le 2 litres. Tout eu plus fera-t-on plus souvent appel à la boile à quatre ou cinq reports evec le groupe le plus faible. Coté entretien, comme beaucoup de marques le font maintenant, Ford e adopté l'allumage sans rupteur.

Une bonne note est également à donner en ce qui concerne le confort assuré pour chaque modèle quel qu'il soit, notamment avec des sièges bien conçus, sans raideur ni mollesse axcessive.

Chassé-croisé)

Au cours de la présentation à la presse des nouvelles Sierra, M. Bomilace, P.-D.G. de Ford France, à prononcé une allocution dans laquelle il a évoqué les attaques faites à propos de la part prise par les produits étrangers en France. Il a notamment déclaré:

▼ Un vaste et bénéfique

a notamment déclaré :

- Je pense que la campagne menée actuellement çá et là comre les importations, notamment d'automobiles, a quelque chose de paradoxal et même de malsain.

 De paradoxal, d'abord, parce qu'il me paraît difficile de concilier l'adhésion au Marché commun, donc à un libre échangisme résolu et à une économie moderne, et l'appel à une forme de protectionnisme anachronique.
 De malsain, ensuire, parce que si, nur des artifices quelconques.

De malsain, ensuire, parce que si, par des artifices quelconques, un pays rend ses frontières impermèables aux produits étrangers, il doit s'attendre à des mesures de rétorsion et à voir ses exportations régresser. N'oublions pas qu'en France, un dixième environ de la population active travaille pour l'exportation. Moins de ventes à l'étranger et l'emploi serait compronts davantage.

promis davantage.

• En outre, il faut bien constaler qu'il n'existe plus en Europe d'automobile ni purement étrangère ni parement nationale. Il n'y a plus de voiture franço-françoise, germano-allemande uu auglubritannique. Toutes les productions incorporent des éléments - étrangers -. Chaque modèle Ford produit en Europe contient des éléments d'origine françoise.

ments d'origine française.

L'industrie automobile a donc créé un vaste et bénéfique chassé-croisé commercial à travers l'Europe et il serait économiquement catastrophique de l'anéautir.

LA RENAULT FUEGO TURBO-D: plus « turbo » que « diesel »

Un coupé Diesel : la formule qui peut surprendre. En équipent la Fuego du moteur turbocompresse de la R 30. la Régie parvient cependent à un résultat seduisant : une vitesse de pointe poseible da 175 km/h, avec un CX (1) de 0,34, une consommation de 4,8 litres à 90 km/h; 6,7 litres à 120 km/h at 6,1 litres en cycle urbain. La voiture disposant d'un réservoir de 57 litres, l'eutonomie dapasea lee 850 kilomètres.

Sur autoroute, les performances alliées à une insonorisation assez reussie en font un véhicule agréable à conduire disposant d'un freinage efficace. C'est sur route que le comportement de la voiture est le plus arconant. Les reprises que permettent le turbo (de 0 è 100 km/h en 13.2 secondes) et le bon áragement de la boite de vitesses font très souvent oublier... qu'il s'agit d'un diesel. Les dépassements ne posent pas da problame malgré les contraintes liaes à l'utilisation du turbo (déclanchement vers 2 500 tr/mn). Seule le direction assistée, agréable en ville, est très douce et nécessite un peu d'habitude sur routes sinueuses.

Le niveau d'équipements, comparable au haut de gemme de la série, comprend lève-vitres alectrique, assuia-vitre errièra, essuie-tave-glace projecteurs et eystème PLIP (2). Un seul regret sur cette voiture : le très inesthétique et peu pratique tableau de bond. Il est dommaga da disposer de nombreux voyants de contrôle et d'una montre caches per le volant. Les commandes (antibrouillerd, allerte...), bien qu'éclairées la nuit, ne semblent pas d'une grande fiabilité et sont d'un accès peu commode.

Il reste que la Fuego turbo-D allie evec bonheur la sobriété at la robustesse du diesel avec la puissance d'un turbo. Un coupé de 60 000 F qui dispose de beaucoup d'atouts.

. .

D. HAUTIN-GIVIRAUT.

* Caractéristiques techniques : moteur : 2 068 cm3 ; puissance maxi : 88 ch DIN à 4 250 tr/mn ; couple maxi : 18,5 mkg à 2 000 tr/mn ; puissance administrative : 6 CV.

(1) CX : coefficient de pénétration

(2) PLIP : condamnation, décondamnation électromagnétique des portes à distance.

EN VEDETTE

AUDI 100:

le bruit du silence

La cose et le renchérissement des produits pétroliers n'ont pas que des mauvais côtés. Ils ont au moins eu le mérite d'amener, quand ils ne l'aveient pas déjà fait, les constructeurs automobiles à réfléchir et à concevoir des voitures plus économiques sans pour autant négliger totalement les performances. La nouvelle Audi 100 est de celles là: ...

La recette pour réussir de tels véhicules est bien connue. Elle est le même pour tous : améliorer l'aérodynamisme, réduire la poids et retravailler les moteurs pour répondre à ces nouvelles exigences. Appliquer è le lettre cette méthode peut engendrer des monstres. Sien interprérée, comme l'a fait l'ingénieur Ferdinand Piech, ancien de Porsche, elle donne des résultats qui ne laissent pas indifférents. · .

Pourtant, la nouvelle Audi 100 ne britle pas par une originalité de lignes particulière. Elle reste classique, et bien dans la mouvance des grosses berlines de heut de gamme. Carrosserie avec profil en coin, ditaine allure générale qui n'est pas sans repoeler la Ro 80 qui fit les beaux jours de N.S.U. L'enalogie s'arrête là, car jamais encore une voiture da série n'a présenté un aérodynamisme aussi réussi. Le cx. c'est-à-dire le coefficient qui ceracterise l'importance de la résistance à l'avancement du véhicule, reste inférieur à 0,32 - et même 0,30 pour certains modèles de la nouvelle gamme Audi - quand la majeure partie des véhicules vendus sur le marché affichent une valaur moyenne de 0,40.

Une performance unique obtenue à grands renforts d'études en soufflerie et d'innovations diverses pare-brisa et lunetta arrière collés sur la carrosserie pour éliminer les points faisant saillie, gouttières supprimees, glaces latérales affleurant la carrosserie, atc. - qui fait qu'Audi revendique pour son véhicule le titre de voiture de série la plus aérodynamique du monde. De fait, le résultat est là, et la voiture, même à grande vitesse, se révèle rement silencieuse, même si, per un curieux souci d'économie. la firme n'a pas songé à modifier les : poignées de porte dont le dessin saillant jure un peu avec l'ensembla.

Toutes ces recherches vers une plus gracda finesse aérodynamique ne seraient rien sans un effort fait sur le poids de cette nouvelle berline. Par un recours accru aux résines synthétiques, aux fibres de verre et eux alliages légers d'aluminium, Ferdinand Piech a pu gagner une trentaine de kilogrammes sur un véhicule dont les cotes sont pourtant plus importantes qua celles de l'ancienne Audi 100. En réelité, la gain da poids evoisine les 50 kilogremmes dans le mesure où, dene le même temps, le capacité du réservoir est passée de soixente à Quatre-vingts litres, ce qui offre pretiquement en toutes circonstances une autonomie d'environ 1 000 kilo-

Côté moteur, le bureau d'études et de recherches d'Audi e beaucoup travaillé et recherché des groupes



La nouvelle Audi 100 s'adresse aux propriétaires fidèles de la marque...



mais vise aussi des objectifs plus ambitieux Sur notre photo le plus bean modèle de Mercedes . In 500 SEC (le Monde des 21-22 mars).

propulseurs eyant plus de couple à baa et moyen régime, comme le nouveau quatre cylindres de 1,8 litre qui équipe le version de base de la nouvelle Audi 100. Certes, la choix fait par la firme dans ce domaine na donne pas lieu à des foudres de guerre - même evec une boîte cinq vitesses, - à telle enseigne que le 2 litres de le marque ne délivre que 100 chevaux, ce qui n'empêche nuilement la berline qui en est équipée d'etteindre les 178 km/h en vitesse de pointe et sur circuit, evec en prime une consommation de 7.3 litres seulement à 120 km/h. De même, comme se plaisent à le rappeler les dirigeants de la firma allemande, la 2,2 litres à injection dé-passa las 200 km/h avec 136 chevaux seulement alors que l'Audi 200 réclemait plus de

160 chevaux pour la même résultat. Au fond, les nouvelles Audi 100 sont des voitures tranquilles, avec une vocation da grandes routières. La teque de route saine pour eutent qu'un essai trop court ait pu permettre d'en juger, la confort, la finition de bonna facture bien qu'un peu eustère, l'autonomie, l'habitabilité. le volume du coffre, le consommation, le filtrage des vibretions et des bruits paresites - moins efficaces dès lors que l'on roule sur des pavés - y concourent largement, Toutes raisons qui permettent à Ferdinand Piech d'affirmer que, avec cette berline, la firme ellemanda e'adresse bien sur aux propriétaires d'Audi mais également aux possesseurs de voiture da haut da gemme (Mercedes et B.M.W.), ainsi qu'à caux de voitures moins prestigieuses. Combien en coûtera-t-il ? Entre 70 000 et 110 000 francs selon le modèle. J.-F. AUGEREAU

* Quatre versions de la nouvelle Audi 100 seront vendues en France : trois modèles essence équipés d'un moteur 4 cylindres d'1,8 litre de cylindrée (75 chevaux) fonctionnant à l'ordinaire, ou d'un moteur à 5 cylindres fonctionnant au super et disponible en 2 litres (100 chevaux) ou en 2,2 litres à injection (136 chevaux); un modèle Diesel équipé d'un moteur 2 litres à 5 cylindres (70 chevaux). Une version turbo pourrait en être dérivée dans le courant de l'année prochaine.

PEUGEOT 305: Pour un moteur peu commun

Peugeot ne modifiera pas ou à peine la présentation de ses voitures pour le Salon. Ce sera pour plus tard. Pourtant, da gros afforts ont até faita sur les 305. Ils n'epparaitront guèra à l'œil - capot at calandre inclinés, blocs optiques intégrés, pare-chocs plus enveloppants, mais il s'est passé à l'intérieur des voitures et eous les tôles pas mai de

Ces modificationa de lignes sont inspirées une fois encora par le souci qu'ont toutes les marques, ou presque, d'eméliorer ce fameux CX et, ici, il atteindre désormaie lee D,38 (contre plus de 0.40 voici un an). Décidément, l'aérodynamisme. même peu convainquent, a fait l'essentiel des préoccupatione des constructeurs cetta année.

Mais, plue fondamentales ont até les transformations affectuées tant sur le train avant que sur la motorisation.

Le train avant avait, lors de la sortie des 305, voici près de six ans, porté à quelques critiques, ses défauts - essentiellement constatés à grande vitesse sur la tenue de cap étant néanmoins aisément corrigés par le montage de pneus appropriés. Aujourd'hui, on constate un élargissement de le voie avant de l'ordre de 4 centimètres et l'on apprend que l'angla de pivot a áté redressé, les effets racherchés étent d' « accroître » dans un cas l' « antidevers » et de l'autre « de réduire le départ de l'axe tout en conservent le départ au sol nul ». Il s'enauit incontestablement un meilleur comportement à la route, mais bien malin qui dira si ces transformations sont

seules responsables des améliorations portées.

Car autre chose e changé, ce sont les moteurs (et le poids d'un moteur peut modifier las choses) qui, au choix et selon les prix consentis sont, soit un diesel (XU09), soit trois groupes à essenca, dont celui qui dote la haut de gamme des BX Citroan (XUSS). Oans ce dernier cas, la 305 s'appelle GT et sera disponible dans

Pour l'heure, il faut surtout s'intéresser au diesel IXU09); un quatre cylindres, mis déià dans les nouvelles Talbot Horizon et qui sort de l'usine de Tremery. C'est un deux litres (1 905 cm3) moderne, à arbre à cames an tâte, qui donne 65 ch à 4 600 tr/mn avec un couple meximum à 2 000 tr/mn de 12,2 M/Kg. Le bloc est en fonte à parois minces. le culasse en alliage léger. Une boîte en bout à 4 ou 5 rapporte (option) et une direction assistée servent cet ensemble tout à fait remerquable. La groupe donne sur ces 305 bien insonoriséee un agrément de conduite peu commun.

Les concommations sont à l'uniseon entre 6 et 7 litres eux 100 Km/h en conduite tout-à-fait

Il va sans dire que des versions surelimentees sont possibles, mais d'ores et déja ce moteur - et donc classé parmi les nouveautés à regardar de pres au Salon, - C.L.

★ Prix de 41 200 F à 63 900 F. Boile de vitesses 5 rapports et direction assistée en option.

(Lire la suite des voitures en vedette page 20.)

LES HEURES D'OUVERTURE DU SALON :

Ouverture au public : le 30 septembre de 13 h à 20 n.

1" OCTOBRE: 10 h à 22 h 6 OCTOBRE: 10 h à 22 h 2 OCTOBRE: 9ha22h 7 OCTOBRE : 10 h á 20 h 3 OCTOBRE: 9 h à 20 h B OCTOBRE: 10 h å 22 h OCTOBRE: 10 hè 20 h 9 OCTOBRE : 9 h à 22 h 5 OCTOBRE: 10 hà 20 h 10 OCTOBRE : 9 h a 20 h

Présentation réservée à la Presse : 9 h-20 h - le 30 septembre 4 9 h-13 h. le 11 octobre ; metinée des techniciens de 9 h a 13 h.

PRIX D'ENTRÉE : 13 francs seuf les vendradis : 26 francs. Pour les visiteurs étrengars seulament : le 8 octobre entrée gratuite. Par 10 personnes minimum 8 francs les autres jours





VOITURES EN VEDETTE

LANCIA: les vertus de la compression volumétrique



On verra, à Paris, eu Salon, la demière-née de Lancia. Il s'egit de la Trevi Volumex, présentée, voici quelques jours à peine, près de Turin. La merque itelienne, qui sait décidément fabriquer de bien belles voitures, e équipé son nouveeu modèle d'un moteur suralimenté par un compresseur volumétrique. Il s'egit du groupe connu de quetre cylindres en ligna transversale à double erbre è cames en tête qui dote depuis des années le heut de gamme de le firme, HPE notam-ment. Meis, comme il est demandé beeucoup d'efforts supplémentaires - mécaniques et thermiques, - il ve sans dire qu'un certain nombre de modifications ont été effectuées tant au niveau des chambres de combustion, des soupapes et du joint de culasse que du côté du collecteur et de l'écheppement. Quant au compresseur lui-même, il se compose de deux rotors en fonte montés dans un corps en elliege léger. Son rôle, comme il se doit, est de faire passer dans les chambres une quantité de mélenge supérieure è celle qu'accepte normalement le noteur. D'où une augmentation de prassion et de puissance. L'eutre système de surelimentation possible, rappelons-le, est assurá per un turbocompresseur (solution choisie par Renault).

Suralimentée, donc, per un compresseur volumétrique - choix déjà fait eutrefois per Lancia dans la compétition, - la Volumex se révèle à le route extrêmement souple, rapide (+ de 190 km/h) et confortable. L'ensemble moteur reste, eu point de vue phonique, très discret et le légendaire tenue de route des voitures de le marque ne se dément

On regrettera toutefois que, pour une grande routière rapide, Lancia n'ait pas jugé utile d'envisager une eugmentation de le capacité du réservoir de carburant, qui reste, comme sur les eutres modèles de le gamme, fixée è 52 litres.

INNOCENTI: sur trois cylindres

France Motors, qui importe dejà les Mazde, représente désormeis en France la marque Innocenti. Cette nouvelle intervient eu moment où le petite voiture montée en Italie et qui subi de multiples transformetions s'epprête à faire sa nouvelle entrée sur le marché français.

Le ligne générale n'e guàre changé, tout eu plus s'est-elle modemisée, maie en revanche le nouvelle suspension (Mec Phereon à l'evant evec ressort hélicoïdel, emortisseurs télescopiques et essieu arrière è roues indépendantes et ressorte è leme transversale) e totelement modifié le comportement de cette petite voiture séduisante, tant eur route qu'en circulation urbeine.

Meis c'est surtout le moteur qui mente ettention. Il s'egit du trois cylindres Deihatsu de 993 centimètres cubes, réputé pour sa vivacité et sa sobriété. En usage courant, il se ré-vèle tout è fait à le hauteur de ce qu'on lui récleme, souple à bes régime et nerveux s'il est sollicité plus brutalement, Il développe 52 che-veux à 5 600 t/m, et le boîte è cinq vitesses montée en bout n'e pas révélé de défaut particulier lors des essais récemment effectués sur le circuit de Monza. Cet étonnant petit groupe e d'ailleurs à cette occasion prouvé qu'il était possible de mener à plus de 140 km/h cette « mini » de 3,16 mètres bien commode en

LA PANDA S'EMBOURGEOISE

La petite Panda Fiat, déjà produite à plus de cinq cent mille exemplaires, s'embourgeoise. Elle prend une nouvelle calandre, des enjoliveurs rafredessiné succombe, eh oui l aux tentations du confort.

Les sièges ont été transformés, prement du rembourrage, le tissu change.

Mais l'apparence n'est pas

tout : la boîte passe à cinq vitesses.

Enfin, pour ceux qui pensaient qu'il n'y avait pas de suspension sur les Panda actuellement en circulation, la 45-Super a un ressort de suspension arrière à section variable et on a renforcé les amortisseurs.

Evidemment cette Super coutera un peu plus cher : 33 800 francs. - C.L.

AU ROYAUME

La révolution se prépare

ES amateurs de nouveautés, ou simplement les curieux, seront déçus. En matière d'équipements, le Salon 1982 ne se différenciera pas, ou guère, du précédent. Une fois encore, il sera placé sous le signe des économies d'énergie. En deux ans, les progrès sont significatifs. Mais l'électronique ne compte pas pour une bien grande part dans cette avance, imputable surtout à l'allégement ou au profilage des véhicules. N'aurait-elle pas tenu ses promesses? Chez les constructeurs, les directions pro-posent, les chefs d'achats disposent. Les prix constituent un obstacle infranchissable. Pour rentrer dans leurs frais, les équipementiers ne peuveut descendre en dessous de certains seuils jugés beaucoup trop élevés par leurs gros clients. C'est le cercle vi-

Pourtant la révolution est en marche. Elle se prépare lentement dans les coulisses et passera inévi-tablement par une période d'adaptation. La crise a terriblement secoué le monde automobile et l'oblige à se remettre en cause. Le grand saut dans l'électronique impose donc au préalable une standardisation tons azimuts des fabrications, des normes de qualité et une productivité à la japonaise, c'est-à-dire des méthodes nouvelles de travail. Américains et Européens cherchent à coller à la nouvelle situation. Les Français, pour leur part, en sont au stade de l'organisation.

l'électronique sous la capot, l'automobiliste la connaît deja, de nom du moins, faute d'y avoir acces par ses connaissances, nécessairement limitées. Elle a'y est glissée depuis près de quinze ans, commençant sa carrière dans le redressement du courant fourni per l'atlemateur evant de s'attaquer à la régulation et, de fil en eiguille, au contrôle de tous les organes générateurs ou por-teurs de courant (batterie, alternateur, regulateur, căbles). L'électronique e favorise ainsi la disparition du voltmetre de bord maia e aussi permis eux constructeurs américains et japonais d'adapter leurs véhicules eux normes sévères antipoliution en vigueur dans leur pays. Presque eussitôt, elle a trouvé un nouveau champ d'epplication dans la transmission avec la première boîte de virégie Renault (R-16), dans l'alimentation avec les carburateurs et l'injection électronique. Puis ce fut le tour de l'allumage, aux États-Unis d'ebord dès 1976, et, progressivement, en Europe, où la nouvelle technologie se développe.

Une solution aux problèmes d'économie

La tableau serait incomplet si mention n'était faite des différents appareils de bord tels que consomètres ou ordinateurs permettant à l'utilisateur de contrôler de façon instantanée ou sur un percours donné sa consommation, le kilométrage parcouru. l'autonomie du véhicule, etc Mais s'agissant du moins de ces demiers matériels, ce ne sont encore que des gadgets amusents, souvent onéreux et livrés sur option. Quoi qu'il en soit, l'électronique trouve déjà un très large emploi dans l'automobile, ne serait-ce que dans la construction proprement la robotique. Chez Renault, notamment, 49 % des soudures de la R-5 sont eutomatisées (le taux est de 96 % chez Nissan, de 80 % chez Mitsubishi et de 60 % chez Toyota.

Mais elle n'a pas encore entièrement bouleversé ce monde industriel. La révolution est pour un pro-

che avenir. Elle est inélucteble. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire industrielle de marches à reculons. Surtout, l'électronique est la voie, la seule, dans laquelle les construcdurs benneur s'endades bont de-ders benneur s'endades bont deduire la consommation d'énergie en général et de carburant en particuher. En d'autres termes, l'électronique résout tous les problèmes posés par l'optimisation des fonctions moteur mais aussi par l'usure des pièces, l'amélioration de la sécurité et du confort de l'automobiliste. L'allumage électronique constitue déjà une première réponse aux problèmes posés en supprimant l'inconvenient présenté par l'avance ou le retard à l'allumage. Il se généralise. Toutes les séries R-5 (modèle 1983) en sont désormais équipées. La vie des rupteurs mécaniques à vis platinées dont sont encore dotés de nombreux véhicules est décormais

L'allumage électronique intégral, c'est-à-dire asservi aux cliquetis, pour l'instant monté sur quelques voitures haut de gamme à moteurs suralimentés (R-18 turbo, par exem ple), devrait lui aussi être promu à un bel avenir. Les bureaux d'études se penchant d'autre part sur les moyens d'introduire l'électronique dans les circuits de refroidissement pour réguler la température et ainsi accroître le rendement moteur. Les boîtes automatiques pourraient également gagner en efficacité grâce à une électronique plus sophistiquée encore. Informés au moyen de capteurs, des microcalculateurs commanderaient les changements de rapport eu moment idéal de manière à faire toujours fonctionner le moteur à son point de consommation minimum. L'abaissement continuel des coûts des microprocesseurs rend leur adjonction un proche avenir.

Mais l'investigation des domaines où l'électronique peut rendre de précieux services ne s'arrête pas là. La voiture de demain sera aussi dotée. sans doute, d'un système de freinage électronique antiblocage pour éviter les dérapages. Ce systèn



DES ÉQUIPEMENTIERS

dans les coulisses

déjà monté sur les voitures de très d'assiette automatique des phares pour maintenir un écleirement constent de la route, donc une bonne visibilité; peut-être un peu plus tard aussi de projecteurs à ailumage automatique dont l'intensité variera en fonction de l'éclarage ambiant. A cala on peut encore ajouter le pilotage electronique de l'embrayage et du carburateur (cou-pure de l'arrivée d'essence en phiase les appareils de chauffage à réquiadu conducteur, une température constante dans l'habitacle, des sysla buée, les essuie-glaces automatiques, le multiplexage ou circuit électrique simplifié à centrale électronique remplaçant les faisceaux de câbles compliqués, lourds et encom-brants (10 kilomètres de fils en moyenne per véhicule), et des dispositifs d'informations vocales sur lesquels Jeeger, en particulier, tra-vaille avec l'ellemand V.D.O.

Un Salon sage

Enfin, grâce à l'electronique, la voiture de demain, innovation suprême, obéira peut-être à la voix de son conducteur. La régie Renault átudie sur une R-20 expérimentale les possibilités ouvertes, pour les hendicapés du premier chef, par un mini-ordinateur capable d'exécuter vingt-deux ordres remassés en cent mots. Mais tous ces perfectionnements n'epparaîtront pas sur les voitures exposées au Salon 1982. En 1984, peut-être, mais plus sûrement en 1990.

« Les circonstances ne sont pes favorables à un Salon exceptionnel », explique M. A. Boisson, P.-D.G. de Valeo, premier fabricantifrançais d'équipements automobiles et quatrième européen (7 millards de francs de chiffre d'affaires). La case oblige et, selon M. Boisson, le blocage des pròx entamera d'un tiers ou de le monté les profits escomptés en 1982. Pas question dans ces conditions de se lencer dans une innovetion coûteuse quand les constructeurs, comme les équipémentiers, s'efforcent de serrer les prix et alors que la baisse du pouvoir d'echat du consommateur réduit dans un proche avenir les possibilités de baisse.

De fait, le montée de l'électronique dans l'automobile se heurte à un problème de coûts. Per exemple, le multiplexage est au moins deux fois plus cher qu'une installation électrique classique. La rapport éntre l'affichage des informations par aiguilles et celui per cristaux liquides est de 1 à 5. It est de 1 à 10 pour un tube carbodique.

Les constructeurs, dont on connaît les difficultés après deux ans de crise, ne peuvent accepter de tels surcotts pour des matériels équipés de composants non spécifiques qui, dans bien des domaines, demandent en plus à faire leurs preuves. La Salon 1982 sera donc un Salon sage. La tendance y sera surtout à l'enrichissement de l'information sur les véhicules de petites et moyennes cylindrées, un enrichissement qu'impose le transfert d'une clientèle exigeante vers ces modèles moins énergivoraces, et au regroupemant des commandes à proximité immédiate du conductaux.

Le spectacle se prépare

Mais si la nouveauté n'est pas au rendez-vous, derrière le rideau des acteurs s'affairent pour préparer les prochains spectacles. Pour sumonter les difficultés nées de la récession et battre les Japonais sur leur propre terrain, if n'y a pas trente-six solutions. L'abaissement des coûts est la seule issue. Or un nouveau modale da voiture coure une petite fortune (plus de 10 milliards de francs, dont 60 % som consecrés à l'étude). Autrefois, c'était le phénomene inverse. Il faut donc rentabiliser a rout prix. L'automazisation repond à cette nécessité. Mais son développement, outra le problème d'emploi posé, exige de très lourds investissements. Elle n'est per consequent viable qu'à condition d allonger les series pour obtenir un meilleur amortissement, autrement dit les économies d'échelle corres-

Les constructeurs l'ont bien compris, qui se sont déjà associés au sein de groupements pour produire des moteurs en commun at se partager les frais. Les pièces détachées fabriquées par la sous-traitance entrant pour 50 % au mons dans la composition d'un véhicule, leurs prix vont devoir aussi être comprimés. La voie du regroupement a déjà été explorée. Elle ne peut plus donner de très grands résultats, sauf en tra-lie, où l'industria équiçementière était très fragmentée. L'heure y est au rassemblement.

Fabriquer soi-même des composants pour l'automobile? Les constructeurs y ont déja songé. Renault par sa filiale Renix, produit des allumages électromiques. Volks-

gne sont déjà montés loin en amont dans la production de pièces détachées, de même que la General Mo-tors aux États-Unis. Mais il y a des inconvénients à être trop intégré. Renix ne peut conserver Renault comme unique client. Le risque d'asphyxie est trop grand. La firme le sait et s'efforce d'élargir la gamme de sa clientèle vers P.S.A. agen notamment. Finelement, c'est la coopération qui ouvre le plus large champ d'investigation pour obtenir les résultats escomptés. Les Américains y ont recours. Les Aliemands en font une véritable rsligion. Pour éviter les faussee notes coûteusee, les constructeurs mais aussi les équipementiers entre eux aussi - Bosch ZF-Zahnradfabrik. Friedriechshafen (boîtes de vitesses, transmissions), Varta (batteries), Fichtel und Sachs (amortisseurs, freins) se concertent La collaboration est si étroite en Allemagne fédérele, premier pays mondiel producteur d'équipements automobiles, que le tendance y est maintenant presque à la cartel tion. Les Britanniques songent à e engager sur cette voie mais bateillent encore pour mettre de l'ordre

En pluaieura étapes d'ici au .1ª août 1983, les constructeurs d'outre-Manche vont perdre le monopole qu'ils exerçaient jusqu'ici sur le marché des pièces détachées en interdisant aux revendeurs franchisés de représenter d'autres marques que les leurs. D'autre part, les importateurs ne pourront plus privilégier un client au détriment des autres. Premier effet de cette mesure : Jaguar, filiale de British Leyland, e décidé de réduire sérieusement ses fabrications de composants. En France, la profession e'organise. Après des années de lutte stérile. cteurs et équipementiers ont décidé une fois pour toute d'enterrer le hache de querre, Enfin I

Solidarité, coopération

· r Pour survivre, les constructeurs ont besoin d'un marché national de l'équipement bien structuré, sous peine d'être infécdés à des fournisseurs étrangers », déclare M. Alain Devillers, directeur commercial de Jaeger. A partir de cetta idée, les schémas traditionnels des relations entretenues dans la profession ont été entièrement revus. Les deux maitres-mots de la nouvelle politique sont : solidarité, coopération. La compétitivité est à ce prix. Des groupes de travail ont été créés auxquels participent toutes les parties prenantes. L'équation à résoudre est ardue. Elle consiste à mettre en facteurs les moyens d'abaisser les coûts pour soutenir la concurrence mais aussi à favoriser la montée de l'électronique, devant ultérieurement permettre de réaliser de nouvelles économies. A cette fin, trois objectifs ont été fixés : améliorer la gestion des stocks, raccourcir les circuits de contrôle, augmenter la

Des progrès importants ont déjà été réalisés dans ces trois domaines. Gérer des stocks coûte cher. L'idéal est donc de les maintenir eu plus bas niveau possible et d'aligner la production sur les commandes. La régie Renault s'est tout récemment engagée auprès de Jæger à lui acheter en deux ans 1,5 million de tableaux de bord et sa filiale R.-V.I. (Renault-Véhicules industriels) e signé avec la même firme un contrat de livraison à la carte. Il fonctionne depuis quelques jours. Des accords du même type sont à l'étude entre le groupe P.S.A.-Citroën-Talbot et Jaeger. Renault et P.S.A. envisagent d'en conclure avec Valeo imachines tournantes, freins, essuieglaces, phares).

La raccourcissement das contrôles « pièces » peut également donner d'excellents résultats. Des milliers de personnes sont employées à cette tâche et les frais occasionnés par le rebut (entre 0,1 % et 0,3 % du chiffre d'affaires) sont encore trop lourds, sans parfer des retouches ou des retours de garan-

Là encore, un pas important vient d'être fait. Derechef, le groupe Jaeger a donné l'exemple avec la miss en place d'un contrat « qualité » évitant aux constructeurs les contrôles en fin de chaîne. Mais à tui-même de vérifier les matériels sous-traités, ses propres fournisseurs y étant étroitement associés.

S'agissant de le productivité, des progrès aussi ont été accomplis. L'amélioration passe par la standar-disation, qui gagne du terrain chez Valeo, notamment, dans la fabrication des phares grâce au regroupement. Marchal-Cibié. « Cependam, tout reste à faire pour les blocs optiques en raison des contraintes à respecter », reconnaît-on à la direction. « Un projecteur, première fonction, doit fournir un éclairage convenable : mais c'est aussi un élément de personnalisation du véhicule et il ne doit pas nuire à l'aérodynamisme. »

Cela fait beaucoup de paramètres à réunir pour erriver à mettre au point le produit idéal interchangable. L'automatisation eussi est un fil conducteur menant aux économies et au « tout électronique ». Avec leur expérience. Renault et P.S.A. sont à même de fournir une assistance technique aux équipamentiers. La régie Renault a déjà aidé Jaeger à réaliser une chaîne de montage de tableaux de bord en participant de surcroît à l'investissement pour 7 à 8 millions de francs.

Bref, l'industrie automobile donne toutes les apparances de s'être echeté un diplôme de bonne conduite. « Jameis nos rapports avec les constructeurs n'ont été aussi bons », constate M. André Boisson, P.-D.G. de Veleo. Cette opinion reflète le sentiment ressenti dans toute la profession.

Le poids du passé

·Cependant, au-delà des bonnes paroles et des déclarations d'intention, il est clair que des années seréelle amitié entre les constructeurs et les équipementiers. Les séquelles du passe ne s'effacent pas d'un trait de plume et l'entente cordiela ne se décrète pas. Ella doit être soumise : l'épreuve du temps. Or, préciséle défi lancé par les Japonais, dont l'avance dens tous les domaines est vont devoir eller très vite dans cette colleboration qui e'ébauche seulement. La balle est dens la camp des constructeurs. Longtemps ces derniers ont tenu les équipementiers sous leur coupe, ne leur laissant, avec le compression des prix en première monte, que le marché de le rechange comma ballon d'oxygène. Avec l'allongement de la durée de vie des équipements, les habitudes d'achats vont être radicalement changées.

Surtout, c'est aux constructeurs qu'il appartient de monter en ligne pour reconquérir le marché intérieur. En deux ans, la part détenue per les firmes étrangères est passée de 20 % à 28 %. Même en supposant, comme le croit M. Boisson, que l'avenir soit au renouvellement du parc automobile plus qu'à son extension, touts parcelle regagnée sur le terrain perdu ouvrirait de nouvelles possibilités d'un développement des ventes pour Renault at

P.S.A.

De même, c'est encore les constructeurs, qui devront prendre l'initiative de donner le signal du véntable décollage dans l'électronique, dont l'emploi reste encore marginal (6 % du chiffre d'affaires équipements eux États-Unis, 4 % eu Japon, 5 % en Europe). Gare à celui qui ne saurait pes prendre le virage à

temps !

Mais les équipementiers auront
quand même, cette fois, leur mot à
dire en matière d'électronique.

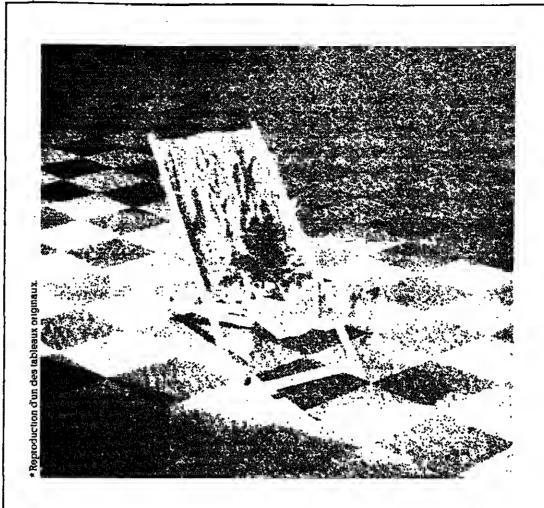
L'Agence française pour la maitrise de l'énergie (A.F.M.E.) a décidé de les épauler pour développer et mettre en œuvre des prototypes déjà existants e appuyent sur « une recherche solide », capables, après adaptation, de conduira à un notable abaissement de la consommation de carburant.

Ells vient de lancer une eppel de propositions portant sur des thèmes bien définis, à savoir : indicateurs de consommation, eides à la conduite, systèmes de surveillance da gonflage des pneus, d'indéréglabilité ou d'autocorrection des réglages moteurs, de correction d'assiette, de matériels de diagnostic rapide pour contrôle moteur ne nécessitant eucun démontege, d'équipemente améliorant la consommation à froid et, dene le cas des poids lourds, l'aérodynamisme, employant des énergies gratuites (gaz d'échappement, pertes thermiques, etc.), capteurs trouvant leur application dans les domaines précités, etc.

Une eide finencière sera fournie aux fabricants dont les matériels euront été retenus pour leur permettre d'en poursuivre la mise eu point et da les lancer sur le marché. Elle sera modulable de (50 % à 76 % des coûts occasionnés), acquise définitivement ou remboursables len partie ou en totalité). Des achats de prototypes pourront également être faits en vue de leur expérimentation en vraie grandeur auprès des utilisateurs. Quelques dizaines de millions de francs seront consacrés à cet ef-

A l'évidence, l'initiative prise par l'A.F.M.E. va dens la bon sens. Mais de toute façon la rationalisation sévère qu'imposeront nécessairement la recherche d'économies tous azimuts et l'engagement technologique risque partout de faire des victimes dans l'industrie « équipementière », Incapable de soutenir un effort suffisant dans la recherche, ni de rentabiliser avec des séries trop courtes de production, les petits ne tiendront pas la route. Des entreprises périront ou seront absorbées. C'est la dure loi du progrès.

ANDRÉ DESSOT.



ALFA ROMEO VU PAR 10 GRANDS PEINTRES

BABOU - CHAMBAS - CUECO - ERRO - FANTI* -KLASEN - MESSAC - POLI - RANCILLAC - SCHLOSSER.

Une exposition de peintures au salon de l'auto

Des œuvres superbes et étonnantes réalisées par dix grands peintres contemporains sur le thème "l'Art et la Maestria Automobile" seront exposées sur le stand Alfa Romeo pendant toute la durée du salon.

Venez les découvrir : vous aurez peut-être la chance de gagner l'un de ces tableaux.

L'ART ET LA MAESTRIA AUTOMOBILE



200



LE 69 SALON

NDI

PANORAMA DES

FAIRE FACE POUR SURVIVRE

E soixante-neuvième Salon de l'automobile et du motocycle sera, encore plus qu'on ne l'eût imaginé il y a deux ans, celui de l'angoisse et de la lutte pour la vie. On l'attendait. Les effets combinés de la récession, de la concurrence japonaise et de la reconversion américaine ne pouvaient manquer de déclencher une guerre commerciale et un marasme général. La crise qui depuis 1980 bouleverse la quasi-totalité des marchés a tant et tant seconé l'industrie mondiale, creusant des gouffres sous les pas des moins bien préparés et renforçant, à l'inverse, les plus forts sur des positions presque inexpugnables, qu'elle a soufflé comme des fêtus de paille les plans et les stratégies de la plupart des groupes.

"L'astuce est d'arriver à ne pas mourir en attendant que la prospérité arrive", résumait ainsi brutalement le président de Chrysler. Cette problématique s'applique à la quasi-totalité des constructeurs non japonais. Préparer le moyen et le long terme demeure, certes, un objectif partout affiché, mais il est dorénavant dominé dans le quotidien par un souci impérieux : survivre, tout bonnement. Dans la plupart des cas, cela oblige à remettre en cause, faute de moyens financiers, quelques-unes des options fondamentales définies auparavant. Des deux côtés de l'Atlantique, plans d'assainissement, allégement des frais généraux et des effectifs, arrêt des filiales, voire des productions déficitaires, sout à l'ordre du jour. La plupart des entreprises travaillent maintenant le dos au mur.

La crise continue. Jusqu'où ? Jusqu'à quand ? Nul ne semble aujourd'hui en mesure de prévoir, où que ce soit, une date approximative de reprise, ni surtout son ampleur. Aux États-Unis, les analyses se succèdent, toutes contradictoires. On a espéré l'automne, puis la fin de l'année 1982. On commence à parler du printemps prochain. En Europe, ce n'est guère mieux. Tandis que l'Italie, avec deux ans de retard, s'enfonce à son tour dans la crise, les marchés semblent hésiter. La reprise française du printemps est-elle un signe annonciateur d'un raffermissement général ou une exception ? Se poursuivra-t-elle au-delà de l'automne dès lors que le plan d'austérité gèle le pouvoir d'achat des Français ?

Contraints de naviguer au jugé sur des rivages de plus en plus dangereux, rares sont les grands constructeurs qui ont pu maintenir le cap sans faiblir en conservant intacts leurs plans d'investissements. Tous ne sont certes pas touchés de la même manière. Certains, spéclalisés sur des créneaux porteurs, ont même réussi à tirer leur épingle du jeu (B.M.W., Mercedes, Ford Europe, Volvo, etc.). Les plus touchés, à l'inverse, ont dû déjà faire des choix déchirants: Alfa Romeo et British Leyland out décidé de s'allier avec des groupes nippons; P.S.A. a diminué son plan d'investissements de 20 % et renoncé aux commandes de l'Argentine et, pour partie, à l'Espagne; Chrysler a vendu sa filiale Armements et toutes ses activités hors d'Amérique du Nord, Fiat sa filiale sidérurgique... Les autres se sont contentés jusqu'ici de faire le gros dos en adaptant autant que faire se pouvait leur seuil de rentabilité au niveau dépriné des ventes. La plupart sont maintenant contraints d'envisager des remises en cause plus radicales.

Il y a donc fort à parier que l'ère des regroupements, fusions et accords en tous genres n'est pas close en Europe et au Japon. De même, les États n'ont-ils pas fini d'intervenir pour éviter — ou consacrer — des effondrements par trop insupportables. British Leyland en Grande-Bretagne, Seat en Espagne, n'ont pas d'autres chances de survie; Renault, Volkswagen, Chrysler, de leur côté,

par VĒRONIQUE MAURUS

auront du mal à se passer de nouveaux concours publics, sans parler du groupe P.S.A., qui traverse une passe difficile.

Les remises eu cause ue s'arrêtent pas là. Les constructeurs qui out jusque-là su éviter le pire devrout probablement, si la crise persiste, se spécialiser plus étroitement, abandonnant à leur tour de nouveaux créneaux, de nouvelles activités. Deux stratégies de survie commencent à se dessiner qui, bien qu'encore floues, engagent à coup sûr l'avenir de l'ensemble du secteur.

Le premier choix est en train de s'opérer au sein des groupes américains, et notamment du plus puissant d'entre eux, General Motors. En dépit du plan d'assainissement draconien qui leur a permis notamment d'abaisser leur seuil de rentabilité de douze à neuf millions de véhicules produits, les groupes nord-américains restent empêtrés dans une crise qui, ramenant le niveau de leurs ventes vingt-cinq ans en arrière, les a pris complètement à revers. Contraints sur le tard par la pressiou du marché et surtout par de nouvelles lois à intégrer dans leurs gammes de petites voitures plus économes en carburant, et donc à engager des programmes d'investissements massifs qui ont gonflé leurs coûts fixes, ils n'ont pu, avec des veutes aussi désastreuses, concurrencer les Japonais. Ceux-ci, avec 80 % des importations aux États-Unis, lesquelles représentent près du tiers des veutes totales et 40 % des ventes de « petites voitures », continuent de dominer largement ce créneau. Ils ue sont contenus que par les accords d'antolimitation conclus l'an passé avec l'administration américaine.

Mais en 1984 ils serout théoriquement libres d'exporter à nouveau massivement vers les États-Unis, risquant alors de bonleverser à uouveau un marché à peine remis. A moins qu'ils ne choisissent — ou ue soient contraints par une loi — de maintenir un volume de ventes modéré et de monter dans la gamme en produisant des véhicules plus gros, plus chers et dégageant de plus fortes valeurs ajoutées. Ils s'attaqueraient ainsi pour la première fois à la chasse gardée des Américains: les grosses voitures. Le danger pour ces derniers est donc énorme, d'autant que les tendances les plus récentes du marché indiquent un reflux des consommateurs vers la moyenne et haute gamme et qu'ils sont obligés, pour liquider leurs propres petits modèles, de baisser leurs prix à des niveaux difficilement rentables.

Ainsi menacés, les groupes américains, tout en espérant une reprise qui leur donnerait une certaine marge de manœuvre, envisagent donc sérieusement sinon d'abandonner purement et simplement la production de petits modèles, du moins de s'assurer, pour ce faire, le concours des Japonais. « If you can't beat them, join them » (Si tu ne peux les vaincre, associe toi à eux) est une devise chère au pragmatisme américain. Les accords déjà conclus par General Motors avec Isuzu et Chrysler et par Chrysler avec Mitsubishi, ou ceux en cours de négociations entre Ford et Toyo Kogyo et General Motors avec Toyota et Suzuki, vont tous dans ce sens. Les groupes américains contraints par la loi d'avoir dans leur gamme une certaine proportion de voitures légères afin de respecter les normes moyennes de consommation d'essence importeront, c'est déjà sûr, une partie de ces petits modèles du Japon. Peut-être même s'associeront-ils avec des groupes mippons pour produire en commun aux État-Unis. Jusqu'où peut aller cette coo-

pération? L'accord négocié entre les deux « géants » General Motors et Toyota, respectivement premier et second constructeur mondial, est à cet égard un test et ne laisse pas d'inquiéter leurs concurrents. Partage du monde ou répartition des productions? Pour l'heure ou s'interroge, mais les « gardieus » de la loi anti-trust américaine ont déjà fait savoir qu'ils surveilleraient attentivement l'aboutissement des discussions.

Sans aller jusqu'à imaginer la conclusion d'un tel « Yalta » entre les deux géants, la nouvelle stratégie qui semble prévaioir chez les groupes américains semble donc assez claire; abandonner aux Japonais le créneau où ils sont les meilleurs en les contrôlant en Amérique du Nord et se concentrer sur les gammes hautes et moyemes, sanf en Europe, où leurs filiales continnent de mener l'offenciere.

Le second choix stratégique crucial pour toutes les firmes mondiales est la conséquence d'une nouvelle offensive des groupes nippons. Bloqués en Europe et en Amérique du Nord par des contingents plus ou moins implicites, ils ont, dans un premier temps, augmenté leurs prix — ce qui leur a assuré des bénéfices extraordinaires, — puis décidé de s'attaquer aux marchés tiers, c'est-à-dire essentiellement aux pays en voie de développement, marchés difficiles car irréguliers et souvent liés à des accords de production locale, mais aussi les seuls appelés à connaître une forte croissance dans les vingt aus à venir. En Afrique et au-Moyen-Orient, en Australie et dans toute l'Asie, ils sont en train de damer le pion aux Européens, contraints de ce fait à un repli sur enx-mêmes.

Ces nouvelles conquêtes suffiront-elles à faire tourner la machine japonaise? Où les groupes nippons s'attaqueront-ils à de nouveaux créneaux : véhicules utilitaires, robots de production, véhicules de haut de gamme, etc. ?

Vont-ils, par ailleurs, réellement poursuivre la politique d'alliance avec des groupes étrangers et implanter des usines en dehors de leurs frontières? Les hésitations de Nissan à installer une usine en Grande-Bretagne semblent indiquer que cette dernière démarche n'est plus considérée comme une panacée.

Dans tous les cas, ces choix out de quoi donner le frisson aux roupes européens exclus, ou presque, de l'Amérique du Nord, où Volkswagen lui-même envisage de faire machine en arrière. Agrippés de plus en plus difficilement à leurs marchés en Amérique du Sud, battus par les Japonais presque partout ailleurs, à l'exclusion des pays du bloc de l'Est, partenaires trop dangereux car peu solvables... et concurrents, ils auront bien du mal à maintenir leurs positions. Déjà, de 1970 à 1980, les exportations européennes d'automobiles ont diminué de 23 %, passant de 2,5 millions à 1,9 million de voitures, pour l'essentiel au bénéfice des ont les exportations ont augmente dans le meme tem de 428 %! L'Europe sera-t-elle bientôt importatrice nette de voitures? L'heure est dramatique pour les quatre grands groupes européens. Pour Volkswagen, menace sur toutes ses positions internationales; pour Fiat, encore fragile après un beureux redressement, et, surtout, pour les deux français Renault et P.S.A., qui, s'ils ne réussissent pas très vite à se redresser grâce au lancement de nouveaux modèles, risqueut fort de suivre le triste exemple de l'industrie britannique. 1982 a été pour eux une année particulièrement amère. 1983 sera celle du quitte ou double.

FRANCE : un accès de faiblesse

En avril, premier record : pour la première fois de son bistoire. l'industrie automobile française voit ses concurrents étrangers s'emparer de plus de 30 % de son marebé. En juillet, un nouveau plafond est crevé : avec plus de 40 % des ventes, les voitures importées dépassent en valeur les exportations. Pour la première fois, le solde du commerce extérieur passe au rouge: - 384 millions de francs! Qui l'eût cru? Il y a deux ans encore, le solde extérieur de l'automobile couvrait à lui seul près du quart (23.9 %) de la facture petro-lière. Ce n'était plus le triomphe de 1979, année record où l'excédent commercial avait atteint 28,2 milliards de francs, couvrant plus de 43 % du solde petrolier français. Le poids de plus en plus lourd des Japonais en Europe, les difficultés de Peugeot à redresser Talbot, et celles de Renault ehez A.M.C. étaient autant de risques inquiétants. Mais personne n'osait alors réellement mettre en doute la solidité, le dynamisme intrinsèque de la construction automobile francaise. Les vrais ennuis ne commencaient qu'en 1981 : production, venies, exportations en berne, défi-cit record pour Peugeot (2 milliards), moindre pour Renoult (675 millions), mais, dans l'un et l'autre cas, gonflement jusqu'aux límites du possible de l'endettement et des charges sinancières. Le caractère général de la crise masquait encore pourtant l'amplent des faiblesses françaises.

faiblesses françaises.

1982 a levé ces doutes. La reprise du marché, si attendue, s'est bien manifestée en France, exception dans un ensemble européen morose, mais au bénéfice des groupes étrangers: tandis que les ventes des groupes français (755 537 voitures) ne progressaient, au premier semestre, que de 4,3 %, celles des constructeurs étrangers (302 751 voitures) ont fait un bond de 21,3 %, ce qui, sur nu marché global de 1 058 000 voitures, en hausse de 8,7 %, a donné à ces derniers une part de 28,6 % soit cinq points de plus que l'an passé à la même époque. Les résultats pour l'année entière menacem d'être pis encore, compte tenu des contreperformances enregistrées en juin et surtout pendant l'été, où les importateurs ont pris d'abord 31,3 % puis plus de 40 % du mar-

chè total.

L'effondrement brutal des marques françaises sur leur propre marché a, certes, pour une bonne part des causes « accidentelles ». Tout

semble s'en être mêlé au cours des buit premiers mois de l'année pour enfoncer un peu plus les deux groupes. D'abord l'inadaptation des parités monétaires, notamment du deutschemark par rapport au franc qui, pendant tout le début de l'année, a donné aux groupes allemands un avantage de compétiti-vité important. Elle leur a permis de . jouer » sur les prix en augmentant leurs tarifs moins vite que les français - alors que, jusque-là, la concurrence portait surtout sur les modèles, la technique, les réseaux, l'après-vente, etc. Second handicap: la perte pour le groupe Peugeot, d'une partie non négligeable de ses reseaux, liée au regroupe-ment brutal - et probablement intempestif - des réseaux Peugnot et Talbot dès le début de 1981. Elle a surtout profité aux importateurs, notamment à Volkswagen, Ford et, dans une moindre mesure, Fiat, Opel, Alfa-Romeo, B.M.W., etc., lesquels sont ainsi parvenus à accroître considérablement leurs capacités de vente et d'après-vente, groupes français • tenaient • si solidement leurs réseaux qu'il était extrêmement difficile à un groupe êtranger de se frayer un chemin. Troisième facteur, réellement

Troisième facteur, réellement imprévisible celui-là, les grèves. Renault, Citroën et enfin Talbot nut dû tour à tour, dès le mois d'avril, interrompre leurs chaînes. D'où contre-performances en mai pour Renault, juin et juillet pour Citroën et août pour Talbot, dues au manque de modèles et de pièces. Les acheteurs, anxieux de ne pas être livrés avant les vacances, ont souvent prèféré se tourner vers d'autres fournisseurs. Les grèves auraient, selon la chambre syndicale, fait perdre aux groupes nationaux près de cent mille voitures par rapport aux programmes de production établis. Et probablement autant à la vente.

autant a la vente.

Enfin, le blueage des prix annonce à la mi-juin, mal préparé par les groupes français, a achevé, paradoxalement, de décourager les acheteurs. Contrairement à leurs concurrents étrangers, Renault, peugeot, Talbot et Citroën unt atteodu la mi-juillet pour publier le tarif définitif de leur gamme 1983 commercialisée dès le début juillet, ce qui a considérablement gêné le réscau, contraint, d'autre part, à solder, rabais à la clé, les stocks restants de modèles « année 82 ».

Ces · accidents » ne suffiscnt pourtant pas à tout expliquer. Le

« dérapage » des constructeurs nationaux ne concerne pas que le marche français. Leurs ventes à l'exportation ont été, au cours du premier semestre, à peine meilleures (+ 3 %) que l'année précédente. Il traduit, fondamentalement, une faiblesse catastrophique à l'heure où s'exacerbe au niveau mondial une véritable guerre commerciale. En France comme ailleurs, les deux grands groupes, à des degrés, il est vrai, différents, se retrouvent dans une position tres inconfortable : ils n'ont pas su, comme leurs concurrents allemands ou suédois, par exemple, asseoir au fil des ans une réputation de qualité qui seule leur permettrait de se situer en dehors de la bagarre sur des prix. Au contraire même, certains, comme Peugeot, ont perdu, n tort ou à raison, beaucoup de leur prestige dans ce domaine. Or, compte tenu notamment du taux d'inflation persistant en France depuis plusieurs années, alors que l'inflation se calmait ailleurs, et du maintien de la parité du franc, ils out de plus en plus de mal à se battre sur le terrain des prix, non seule-ment vis-à-vis des Japonais, dant un sait depuis longtemps qu'ils bénéfi-cient d'un avantage de coût de plus de 30 %, mais aussi, depuis peu, visà-vis des Allemands et surtout des filiales européennes des groupes

Scule parade, l'innovation, la technique et l'investissement dans des méthodes de production plus modernes. Des efforts très importants ont été engagés par les deux groupes, dont ils ne tirent pas encore tout le profit escompté. Le groupe Peugeot, notamment, dnit lancer dans les dix-buit mois à venir une série de modèles nouveaux qui donneront sans doute un vent de jeunesse à une gamme vieillie. Renault attend, lui, le lancement mondial de sa Renault 9. Les deux aunées à venir sont donc cruciales pour l'industrie nationale. Saurat-elle, avec ses nouveaux modèles, retrouver un nouveau souffle avant d'être contrainte, faute de moyens financiers, à sacrifier pour l'avenir, l'essentiel, e'est-à-dire ses plans d'investissements ? Déjà Peugcot a dû réduire ceux-ci d'un ciaquième. Renault ne tient ses programmes qu'avec l'appui de l'Etat. Affirmer aujourd'bui que les milliards investis depuis cinq ans par les deux groupes ne s'avéreront pas, comme jadis la sidérurgie, inutiles, relève,

bélas ! désormais du pari... V. N

R.F.A. : reconquérir le marché intérieur

Bonn. – L'industrie automobile ouest-allemande soutenue par la demaode étrangère veut reconquérir aussi son marché intérieur. Elle compte pour le faire sur de nouveanx modèles de milien de gamme.

Si les constructeurs allemands sont encore « les Japonais de l'Europe », selon l'expression du président de Ford Allemagne. M. Daniel Goeudevert, leur marché intérieur s'est en effet singulièrement rétréci depuis le début de l'année. Alors que près de 60 % de leur production a été vendue au premier semestre hors d'Allemagne, contre 40 % il y a encore un an, les immatriculations de voitures neuves en R.F.A. de janvier à août se sont effondrées de 7,3 % par rapport à la même période de 1981.

port à la même période de 1981.

Avec 2,2 millions de véhicules vendus à l'étranger en 1981, la R.F.A. est le deuxième pays exportateur du monde après le Japon. Au premier semestre, les exportations de voitures ont augmenté de quelque 26 % par rapport à la même période de l'an dernier, totalisant 1,2 million de véhicules.

Ces succès à l'étranger, les Allemands les attribuent aux qualités techniques de leurs modèles: Mais ils savent aussi que si le marché extérieur est le pivot de leur industrie automobile, la structure de leurs ventes est fragile. Ils sont à la merci de la moindre faiblesse conjoncturelle. En France, en Grande-Bretagne et en Italie, bien qu'étant relativement protégés des Japonais par les contingents d'importation en vigueur dans ces pays, les Allemands estiment qu'ils ne peuvent plus améliner leur part de marché. Et même, ils redoutent un recul de leurs exportations, identique à celui enregistré par les Italiens.

Dans les pays scandinaves, la Suisse et l'Autriche, les constructeurs allemands peuvent encore conforter leur position. En revanche, la stagnation sur le marché américain leur porte un préjudice grave. Volkswagen, qui a pourtant connu d'importants succès, notamment en France où sa part du marché est passée de 2 à 6,5 % en dix ans, n été le premier à en souffrir. Aux États-Unis où elle avait réalisé un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de deutsebemarks en 1981 (21 milliards de francs français), ses ventes ont baissé de 39 % rien que sur les six premiers mois de l'année. La furme de Wolfsburg a annoncé qu'elle voulait vendre l'usine de Sterling-Heights près

Correspondance

de Detroit, un établissement acheté pourtant il y a deux ans sculement et où elle avait investi 500 millions de deutschemarks.

Enfin les commandes de poids lourds commencent à stagner. Les difficultés sont particulièrement nettes pour les camions de moins de 6 tonnes. Pour les autres modèles, les marchés africains, du Proche-Orient et du golfe Persique présentent encore des perspectives de dévelopment.

Dans ces conditions, les constructeurs allemands misent sur nne reprise conjoncturelle dans leur pays an printemps et veulent en profiter, avant leurs concurrents japonais ou européens. Pour y arriver, ils ont prépare une nouvelle génération de voitures, plus économes et plus aérodynamiques.

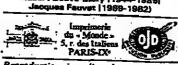
Ils visent presque tous le milien de gamme. Sur les six nouveaux modèles allemands qui sont présentés ces semaines-ci, cinq sont placés sur ce créneau. Ford lance ainsi le snccesseur de la Taunus, la Sierra. Opel a habilié sa Rekord d'une antre carrosserie. Audi a peaufiné une nouvelle Audi 100. B.M.W. a revu en détail sa série 3. Daimler-Benz doit enfin sortir l'an prochain sa petite Mercedes, devenue légendaire depuis que l'on en parte, la 190.

Tout pour l'auto

Seule exception à cette série de voitures moyennes, la petite Corsa de Opel, présentée pour la première fois an Salon de Paris, ne sera mise en vente qu'au printemps 1983 en R.F.A. Avec ce modèle, Opel, filiale ouest-allemande de l'américain General Motors et troisième producteur en R.F.A. après Volkswagen et Mercedes, espère bien

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Laurena, directeur de la publication Anciens directeurs :

Hubert Beuve Mery | 1944-1929



Reproduction interdite de tous articles sauf accard avec l'administration Commission paritaire des journaire et publications, nº 57 437

ISSN: 0395 - 2037

bénéficier du même succès que Ford avec la Fiesta ou Volkswagen avec la Polo.

Ces modèles, selon les constructeurs, répondent à l'attente de la clientèle. Plus économiques que ceux existant actuellement, ils devraient permettre d'affronter les Japonais à la fois à l'étranger et en Allemagne. Sur le marché intérieur, ceux-ci sont à nouveau en tête des constructeurs êtrangers qui représentaient 30,6 % du marché en août. Ils ont dépassé en juin les Français qui ont été les premiers à souffrir de la compression des

or l'automobile est toujours une industrie-clé en Allemagne de l'Ouest. Elle fait vivre quelque 1.7 million de personnes (avec les garagistes, pompistes, etc.) qui ont réalisé un chiffre d'affaires (y compistes de 118 milliards de deutschemarks en 1981 (68 milliards au premier semestre de cette année), soit 11 % du chiffre d'affaires global de l'industrie allemande. Elle devance anssi les antres fleurons de l'économie de la R.F.A. la chimie (117 milliards de deutschemarks), is construction mécanique (114 milliards) et l'industrie électroteeb nique (104 milliards).

(104 milliards).

Les constructeurs automobiles, à eux seuls, emploient 390,000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 75 milliards de deutschemarks. Cette année, ils devraient produire pars de 4 millions de véhicules dans leur pays. En 1981, ils avaient réalisé 8,5 milliards de deutschemarks d'investissements, alors que le volume global des investissements en R.F.A. avait totalisé 50 milliards de deutsche-

marks.

L'an passé également, alors que la plupart des autres branches industrielles étaient en récession, seule l'industrie automobile avait progressé. An cours des sept premiers mois de l'année, cette endance s'est confirmée. La production de voitures a augmenté de 8 %, tandis que la production industrielle globale a reculé de 1 %. Pour conserver leur place, les Allemands cont prêts à mettre en œnvire tous les moyens possibles, même au prix de gros sacrifices. Volkswagen a ainsi décidé, en accord avec les syndicats, de mettre les deux ilers de ses 120 000 aslariés en R.F.A. au chômage partiel pendant près de

s semaines. JEAN-LOUIS PRÉVOST.

MARCHÉS MONDIAUX

GRANDE-BRETAGNE: concurrence sauvage

lement un bon mois pour l'industrie automobile britannique. C'est le moment où change la dernière let-tre des numéros d'immatriculation indiquant l'unnée de mise en circulation: «Y» pour 1982-1983. Un reste de snobisme pousse les clients à se précipiter an mois d'août pour avoir le plus tôt possible le symbole de la nouveauté. Signe de temps difficiles ? Avec 250,000 voiums nenves, les immatriculations ont été cette année en baisse de quelques milliers par rapport à 1981: 60 % étaient des véhicules importés, sans

etaient des véhicules importés, sans compter hien sûr les voitures fahriquées en Grande-Breizagne, par des sociétés étrangères.

A force de disparitions et de concentrations il ne reste plus qu'une seule firme automobile vraiment britannique, British Leyland dont la réorganisation, après quelques années sombres, commence à porter ses fruits. Mais B.L. fait moins de 20 % des ventes alors que Ford se taille la part du lion (30 %). Sur un marché qui se rètrécit, les sociétés antomobiles présentes dans la Royaume-Uni se livrent aetnellement à une dure bataille des prix qui ressemble fort à ln concurence sauvage. Ford, puis à in concurence sauvage. Ford, puis à in concurence sauvage. Ford, puis Vanxhall (filiale de General Motors) saivis de B.L. ont au cours des derniers mois baissé leurs prix de 400 à 1 400 livres (1) selon les modèles. Ils se sont lancés dans des campagnes publicitaires et une po-litique de subventions déguisées aux concessionnaires qui atteignent les objectifs de vente au prix d'une réduction des marges.

Pour comprendre cette situation faut rappeler quelques données de base : le nombre des voitures neuves vendnes cette année se situera au-dessous de 1,5 million contre 1,7 million en 1979. Les im-portations atteignent 55 %, les exportations ne dépassent pas 350 000 unités. Le marché britannique a été longtemps protegé pour des raisons géopolitiques — insularité et séparation du Marché commun — et des raisons techniques - circulation à ganche et conduite à droite. Les soeiétés installées en Grande-Bretagne en ont profité pour pratiquer des farifa qui restent supérieurs d'un tiers à ceux du

continent enropéen. Les mêmes sur-prix » s'appliquent aux pièces détachées. Les importateurs ont profité de l'aubaine pour augmen-ter leurs profits. Jadis ces tarifs elèvés étaient la rançon de la qua-lité, de la fimition du travail artisanal qui faisait la renommée de la voiture britannique mais qui, de plus en plus, masquait la faible productivité et la vétusté de cette in-

L'ouverture des frontières consé cutive à l'entrée du Royaume-Un dans le marché commun a mis fin à cette protection. Pourquoi acheter en Angleterre une voiture qu'il est possible de se procurer 30 % moins cher sur le continent? Les importateurs n'ont certes pas le droit de s'approvisionner outre-mer mais rien n'interdit aux personnes privées de le faire. Les Britanniques sont de plus en plus nombreux à sont de plus en plus nombreux à acheter leurs véhicules hors taxes en France, en Belgique on nu Dane-mark même en acquittant au retour

LA BOURSE **AUX PLAQUES**

Si le marché automobile luimême est en stagnation, un autre secteur très proche connaît un succès qui ne se dément pas : celui des plaques minéralogiques personnalisées. Pour échapper aux trois lettres suivies de trois chiffres, puis encore d'une lettre indiquant l'annnée de mise en circulation attribuée par les autorités au commun des mortels, le Britannique conscient de son rang social veut avoir un maméro dis-tinctif. Les plus courts sont les plus prestigieux...

Ces plaques qui s'acquiérent dans une véritable Bourse se paient en moyenne 1 000 livres

De notre correspondant

les droits de douane et la taxe spé-ciale sur les automobiles. Ils y ga-gnent encore. Outre quelques tra-casseries administratives pour l'immatriculation, ils se heurtent à la mauvaise volonté des sociétés ayant des usines en Grande-Bretagne qui sont réticentes à leur vendre, sur le continent, des voitures avec la conduite à droite, mais la Commission de Bruxelles a rénment ordonné à Ford de mettre fin à ce type de « refus de vente », contraire au règlement de la Com-

Bien que marginaux, ces achats à l'étranger représentaient une me-nace potentielle suffisante pour innace potentielle suffisante pour in-citer les constructeurs britanniques à baisser leurs prix. Il n'est cepen-dant pes certain que les mesures qu'ils viennent de prendre parvien-nent à relancer un marché anémi-que. British Leyland a encore perdu 143 millions de livres nu cours des six premiers mois de cette année, deux fois moins il est vrai que pendant la même période de 1981. Vauxhall et Talbot sont aussi dans le « rouge ». Seul Ford a fait l'année dernière 200 millions de bénéfices mais ce bon résultat est d'à à ses importations en provenance de ses usines de Belgique, d'Espagne et d'Allemagne fédérale.

Les constructeurs français n'ont conquis qu'une part minime du marché britannique. Après des an-nées promettenses, Renault a vendu en 1981 seize mille voitures de moins qu'en 1980, alors qu'il espérait prendre la place de Nissan comme premier importateur, Peugeot et Citroën se partagent un peu plus de 3 % du marché.

Pour 1983 une dure bataille s'annonce entre Ford, Britisb Leyland et Vauxhall pour les moyennes cy-lindrées. Les trois sociétés vont en effet lancer une nouvelle voiture:
Ford, la Sierra qui remplacera la
Cortina; Vauxhail, la S et B.L., la
L.M. 10. Cette catégorie, qui représente 60 % des ventes de voitures neuves, a paradoxalement moins souffert de la récession que les pe-tites cylindrées (mis à part le

succès de la mini-mêtro de British Leyland), qui s'adressent à une clientèle populaire, parce qu'elle Bruxelles. – Le marché automoconstitue l'essentiel des voitures de hile belge est saturé et la crise mefonction (les véhicules d'entreprise, nace. Fin 1981, le secteur procurait
mis généreusement à la disposition du travail à 54 000 personnes alors
des cadres pour compenser souvent qu'il en employait 5 000 de plus

fabriquer, dans les prochaines anture de deux usines d'assemblage.

substantielle de leur pouvoir d'achat. Les syndicats semblent avoir compris que la survie même de l'entreprise en dépendait. L'ob-jectif est de sortir B.L. du « rouge » d'ici deux ans, de rennneer aux sub-d'ici deux ans, de rennneer aux subvéhicules) était en hausse de 1 % seulement par rapport à 1980 : 3 667 079 contre 3 640 688. La livres cette année) et de remettre les parties rentables du groupe dans le secteur privé. Conforme à la stratégie générale de M∞ Thateher, cette opération chirurgicale est souvent citée en exemple dans l'ensemble de l'industrie britannique, mais vent citée en exemple dans l'ensem-ble de l'industrie britannique, mais sur un marché, qui, selon les ex-perts, devrait croître de 6 % seule-donc bien la saturation et sans

(1) Une livre vaux environ 12 F.

DANIEL VERNET,

BELGIQUE: un marché saturé

De notre correspondant

des salaires médiocres, représentent que l'année précédente. Pour 1982. 45 % des ventes de voitures le chiffre restera sans doute le moyennes). Aprés le succès de la même. Il est vrai qu'en 1981 un Triumph Acelaim produite en coopératina avec Honda, B.L. pourrait ploi dans ce secteur par la ferment de la compération de la compétation de la compétation

reachine avec rounders, b.L. pourrant plot dans ce secteur par la fermelabriquer, dans les prochaines années, une autre voiture avec le même constructeur japonais tandis que Nissan hésite toujours à établir en Grande-Bretagne une usine.

Sir Michael Edwards, qui présidait aux destinées de British Leyland depuis 1977, va se retirer à la le total des immatriculations de fin de l'année aprés avoir totalement restructuré le groupe nationalisé et préparé la voie à sa privatisation. Au prix de conflits répétés avec les syndicats, il a modernisé les ebaînes de production – l'usine de Longhridge oû sont fabriquées ces deux qui sont restés une baisse substantielle de leur pouvoir d'achet. Les suddicats cembles.

Craintes

Les dedeux usines d'assemblage exactement 325 pour 1 000 habitants centre 321 l'année précèdente. Malgré cette légère progression, l'évolution parait défavorable : le total des immatriculations de nouvelles voitures a enregistre une baisse de 11,75 % (360 273 immatriculations en 1980). Le rapport annuel de la Fédération de l'industrie automobile belge (FEBIAC1 montre que cette diminution du nombre des nouvelles immatriculations est la plus importante enregistrée depuis 1960.

Craintes

Craintes

année, on réfléchit davantage avant d'acheter une nouvelle auto. La preuve en est qu'en 1981 l'ensemdonc bien la saturation et sans ment en quatre ans (2). British doute pour quelque temps encore. Leyland ne peut guère espèrer faire plus que maintemr ses positions.

1982 depuis l'été confirment les chiffres de 1981.

Au debut cependant, on crut à un miracle en 1982. Le premier se-(2) D'après Data Resources International.

mestre avait paru particulièrement favorable, d'autant plus que plu-

sieurs milliards de francs belges d'investissements avaient été réalisés dans le secteur automobile pour le rendre plus compétitif et que quelques milliers d'emplois nouveaux avaient été eréés. Pour les six premiers mois de 1982, les importations de véhicules avaient augmente de 13 % par rapport à la période correspondante de 1981 (239 801 unités contre 211 540 en 1980). La progressiun était plus favorable encore pour l'assemblage : 16 % de plus au cours du premier semestre (544 075 véhicules contre 468 044, soit 76 601 unités de

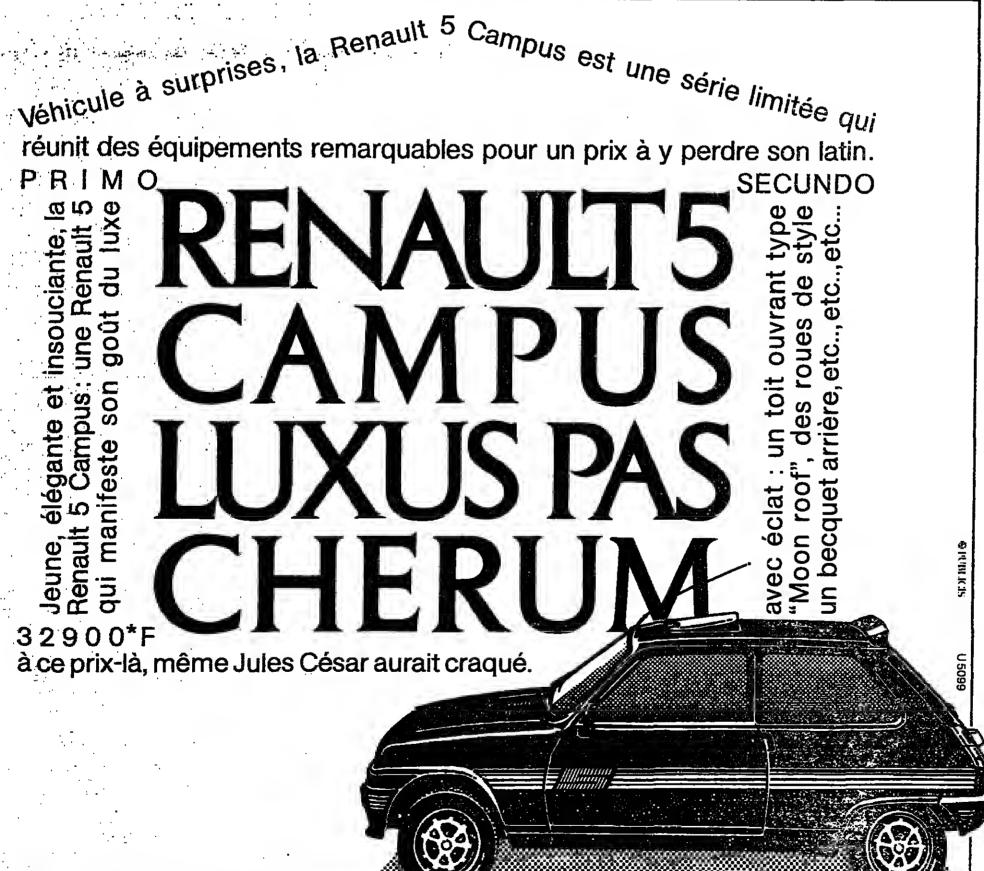
La même tendance à la bausse fut enregistrée pour les exporta-tions: 448 619 en 1981, 512 002 en 1982, soit o3 383 de plus ou une augmentation de 14 %.

Au cours du premier semestre 1982, 234 234 véhicules ont été écoules sur le marché belge. En 1981, pour la même période, on ne comptait que 216 262 unités. On enregistre done une hausse de 17972 véhicules neufs immatri-

cules, soit 8 % de plus. Cette amelioration ne sera cependant très probablement que provi-soire. En effet, la menace de dévaluation a eu une répercussion considérable sur les acheteurs, qui ont cherché avant tout à protéger leur pouvoir d'achat. Le Salon de l'auto en janvier a également eu une influence favorable. Enfin, les achats se font surtout avant les va-cances d'été. On craint par conséquent une chute verticale pour le

dernier semestre de 1982. Le principal fournisseur de la Belgique reste l'Allemagne fédérale: 35,33 % des voltures venaient de R.F.A. en 1981, 24,78 % du Japon, 23,13 % de France, 7,14 % d'Italie, L'Angleterre ne représente plus que 1,55 % des achats belges. Les camions et camionnettes allemands sont également en tête avec mands sont également en tête avec 29.43 % des ventes en 1981 contre 28.23 % pour la France et 21.16 % pour l'Italic.

PIERRE DE VOS.





'Sèrie limitée : 32 900 F. Prix clès en main au 15.09.82. Millèsime 83.



PANORAMA DES MARCHÉS MONDIAUX

ITALIE: le redressement

Rome. - Tout comme ses concurrents. l'industrie automobile italienne attend anxieusement les remiers signes d'une reprise. Pour e moment, les prévisions ne portent guére à l'optimisme, d'autant que a demande intérieure commence à fléchir après une assez bonne tenue ces deux dernières années. Pourtant, la situation économique de l'industrie automobile de la peninsule, et en particulier du groupe Fiat (dont font partie Lancia et Autobianchi), qui, à lui seul, assure près de 52 % des ventes à l'intérieur du pays, s'est nettement améliorée depuis deux ans.

En 1981, l'une des années les plus noires pour le marché de l'automobile dans le monde, Fiat - la plus importante société privée de la péninsule - avait réussi ce tour de force de réaliser 97 milliards de lires de bénéfices, alors que, l'année précédente, elle enregistrait un passif de 240 milliards de lires. Certes, le secteur auto restait en déficit avec 250 milliards de lires de pertes, mais celles-ci étaient impu-tables aux usines du Brésil et d'Argentine. En Italie, Fiat auto équilihrait ses comptes, et l'endettement de l'ensemble du groupe (7 500 milliards de lires | restait celui qu'il était un an plus tot. Alfa Romeo - 6.7 % du marché italien - a pour sa part réussi à stabiliser ses pertes en 1981 - 100 milliards de lires - sur leur niveau de l'année précédente, ce qui, vu le taux d'in-flation, représente un certain progrès. De sureroit, en quatre ans, la sociésé automobile à participation étatique a quand même réussi à diminuer ses pertes de plus d'un tiers.

fiat auto se trouvait face à un triple problème : une surcapacité de production, une perte de compétitività, mais aussi une recession du marché et une concurrence accrue, compris à l'intérieur des frontières italiennes (pour plus de 41 % les voitures vendues sont importées). Pour faire face à cette crise ciété turinoise a considérablement développé ses investissements. Ceux-ci s'élevaient en 1981 à 1 128 milliards de lires et atteindront cette année 1 550 milliards. Pour l'essentiel, ces investissements du groupe Fiat sont consacrés au secteur auto, à la recherche et au renouvellement des implantations de production ainsi qu'à celui de la gamme de modèles. En cinq ans, leur total s'élèvers à 5 000 milliards

Reprise en main patronale

Le coût social de cette politique de rationalisation de la production a été élevé. Dès l'automne 1980, la société turinoise annoncait la mise en chômage technique pour plus de deux ans de vingt-trois mille salaries. C'était un tournant dans la politique sociale de la Fiat, cela marquait la fin d'une époque. La réaction des syndicats, craignant non sans raison que l'exemple ne soit suivi par le reste du patronat, fut extrêmement dure. Mais après trente-cinq jours de grève, la Fiat sortit gagnante de cette épreuve de farce. Au cours de ces deux dernières années, le recours à la Cassa imegrazione - une caisse d'assis tance remboursant à plus de 90 % les heures de travail chômées - fut assez fréquent. Et la direction de l'entreprise continue d'avoir recours à cet expédient, comme en témoigne l'annonce de la mise en chômage technique de plus de trente mille salaries pour une semaine en septembre - et probablement en octobre et novembre. Grâce à ces remedes radicaux, la Fiat a reussi à porter sa productivité moyenne au niveau de celle de ses concurrents, alors qu'il y a deux ans celle-ci était de 20 à 30 % inférieure.

Cette « reprise en main patronale » a fait aussi baisser un taux d'absentéisme qui avoisinait les 15 % à un taux » physiologique » de

4 ou 5 %.

Ces efforts dans la rationalisation de la production, dans la planification des stocks, conjugués avec
une réorganisation de la soustraitance, uni permis à la Fiat de rétablir son équilibre linancier et de
reconquérir la premiére place sur le
marché eurnpéen (Espagne exclue). Pour les sept premiers mois

De notre correspondant

de cette annèc, la Fiat a très lègèrement amélioré ses positions avec 13.90 % des ventes et un volume de 811 000 vébicules, en augmentation d'un demi-point par rapport à la même période de l'année précédente Tous les deux mois, la société turinoise sort un nouveau modèle ou une nouvelle version d'un modèle déjà existant, et cela n'est pas sans expliquer ce succès commercial. En France, le modéle le plus demandé est la Ritmo, et celleci représente pour les sept premiers mois de l'année 20 000 des 60 000 voitures vendues par la Fiat au-delà des Alpes. Sur le marché intérieur, la Fiat 127 (156 000 unités vendues entre janvier et juillet 1982), dépassant de peu la Ritmo (147 000) et plus nettement la Panda (132 900), reste la voiture la plus reeberchée. Mais il s'agit là d'un modèle dejà ancien malgré de nombreuses transformations effectuées au cours de ces dix dernières années. Cela explique pourquoi la Fiat a décidé de lancer des janvier un nouveau modèle dans cette catégorie pourtant déjà chargée des petites cylindrées qui se situera entre la 127 et la Ritmo. A la Fiat on reste très discret sur les caractéristiques du prochain modèle · Tipo 1 .. On se contente de préciser qu'il s'agira d'une voiture de conception radicalement nouvelle destinée à prendre peu à peu la place de la 127.

Une demande en baisse

Par cette politique de renouvellement des modéles, y compris dans le bas de gamme qui constitue l'essentiel de ses ventes, la Fiat espère stimules une demande intérieure qui tend à s'assoupir. Le marché italien, avec retard, approche lui aussi de la saturation : desormais. pour 57 %, les voitures achetées le sont en remplacement d'un vébidela existant, mors qu'il core dix ans ce pourcentage n'était que de 25 %. Il n'en reste pas moins que l'age moyen du parc automo-bile italien est plus élevé que celui des autres pays européens, ce qui explique le maintien d'une assez forte demande.

Les difficultes que devait affronter Alfa Romeo étaient pour une bonne part identiques à celles de la Fiat, en particulier la trop basse productivité, notamment dans l'établissement de Pomigliano-d'Arc, près de Naples, où est fabriquée l'Alfa Sud, le modèle le plus vendu. La désorganisation de la production, le niveau record de l'absentéisme (avec des pointes de plus de 30 %), ne permettaient en moyenne la sortie journalière que de 430 vé-hicules au lieu des 680 prévus. Si le redressement de l'entreprise passa par la mise en chomage technique pour l'ensemble du groupe de 5 700 salariés (sur un total de 42 000) et par la fermeture pour cinquante jours par an des établissements, l'essentiel des efforts de la direction porta sur l'organisation du travail et la mise sur pied, en accord avec les organisations syndicales, de - groupes de production » Contrairement à la Fiat, l'Alfa n'avait pas à faire face à une surcapacité de production ni à une rénovation poussée de ses implantations. Il s'agissait simplement d'être en

mesure de produire au maximum de ses capacités et de développer la production. Des progrès notables ont été enregistrés depuis un an, Alors qu'en novembre 1981 il fallait en moyenne 170 beures de travail pour produire une voiture, ce temps a été abaissé en novembre 1982 à 123 beures. En outre, à l'Alfa Sud, avec près de 20 % de main-d'œuvre en moins, la production cette année a augmenté de 35 % et s'approche du maximum prévu. Pour le moment, sur le plan commercial, la société à participation d'Etat duit faire face avec les modéles délà existants, dont la plupari unt pris de l'âge malgré leur séduction. Si les ventes de modèles comme l'Alfa Sud (8,4 % du marché italien des moyennes cylin-drées) ou la Giulietta (17,37 % de sa catégorie) sont restées stationnaires entre 1981 et 1982, celles de l'Alfetta ont fait un bond de 7%, atteignant 28 % du marché italien des grosses cylindrées. Ce succès

s'explique en grande partie par une forte demande des Alfetta diesel, seul modèle diesel fahrique par la

marque. Pour assurer son développement. la direction de l'Alfa Romeo compte renouveler profondément sa gamme et être en mesure d'assurer la sortie d'un nouveau modéle par an. Pour cette entreprise de taille nettement plus réduite que ses concurrents (près de 200 000 voi-tures par an), cela implique des accords avec d'autres constructeurs. Le « joint renture », signé avec la société japonaise Nissan en septembre 1980 pour la construction d'une vuiture de petite cylindrée (coque Nissan, mécanique Alfa), à partir de 1984, à raison de 60 000 vehicules l'an, avait suscité en Italie de violentes polémiques. Désormais. l'Alfa est en négociation avec la Fiat pour la construction en commun de composants - parties du châssis, train avant, trains arrière adaptables pour les modèles haut de gamme des deux sociétés. Le troisième constructeur italien

d'automobiles, l'innocenti, ne joue qu'un rôle marginal, y compris sur le marché intérieur, n'assurant que 1.2 % des ventes. En 1981, le bilan de cette société a enregistré upe perte de 11 milliards de lires, due essentiellement à une forte chuie des ventes et à la fin de l'accord avec la British Leyland pour la fabrication des moteurs. La vente des nouveaux modèles, dotés d'un moteur Dahaitsu, n'a commencé que ce printemps. Renflouse il y a six ans grace à des fonds publics, et reprise en main par un manager d'origine argentine. M. Alejandro de Tomaso, l'Innocenti fournit aussi les carrosseries pour la nouvelle Maserati . Bi Turbo ., grande nouveauté du marché automobile italien de l'année 1982. M. de Tomaso voulait arriver à concurrencer avec une voiture sportive « de prestige » les grandes marques allemandes comme B.M.W., tout en maintenant un prix de vente - compétitif de 20 millions de lires. La production, qui selon les estimations varie entre 12 et 15 unités par jour, est

pour le moment incapable de satisfaire les commandes.

MARC SEMO.

U.R.S.S.: des ambitions limitées

Moscou. - La production soviètique plafonne annuellement à un peu plus de deux millions de véhicules, tous genres confondus, et ne subira aucune variation sensible au cours du onzième plan quinquennal (1981-1985). Cette situation est sans rapport avec la demande, même s'il est vrai que l'acquisition de ce que Nikita Khronebtehev appelait un - fauteuil roulant et puant - reste financièrement hors de portée d'un très grand nombre de salaries soviétiques : 9 000 roubles (85 000 francs) pour une voi-ture de catégorie intermédiaire, alors que le salaire moyen est de 170 roubles (1 600 francs par

A l'ouest, explique M. Viadimir Chernyaikin, directeur adjoint de l'Institut de recherches automo-bile d'U.R.S.S., c'est le marché qui tre la production. En Union soviétique, le consommateur doit se plier aux plans. Nous fabriquons 720 000 Lada par an, et nous pourrions accèlèrer les cadences. Techniquement, lo chose est possible, et nous pourrions vendre plus. Mais, aujourd'hui, l'effort principal est concentré sur l'industrie pétrollère, qui exige d'énormes investissements. Le plan ne prévoit donc pas d'extension du secteur automobile d'ici à 1985 ».

S'il est vrai que la priorité est donnée aux transports collectifs et aux poids lourds et que, comme l'écrit le spécialiste de l'agence Novosti, la voiture particulière est condamnée à . un rôle auxiliaire ., la production de véhicules de tourisme n'en a pas moins fait un bond remarquable au cours de la décennie écoulée, passant de 345 000 unités en 1970 à 1 327 000 en 1980. La progression s'est cependant faite de plus en plus lente à partir de 1975, et les statistiques pour 1981 témoignent d'un très léger recul (3 000 unités de

Sept types de véhicules, produits en dix-sept versions, se partagent le marché, dont les plus consus – parce qu'ils sont exportés en quantités appréciables en Occident – De notre correspondant

sont la Lada, inspirée de la Fiat 124 et la Niva, fabriquées à l'usine Togliatti. Deux autres modèles sortent des usines de Moscou et de Zaporoje, la Moskvitch et la Zaporoje, La Volga, produite à Gorki, est la voiture type du fonctionnaire en service, tandis que la Tchaika et la Zil – celle-ci fabriquée en très petit nombre – sont réservées aux dignitaires du régime.

Modèle d'attaque en 1984

Limités dans leur ambitions, les responsables de l'industrie automobile s'efforcent surtout d'apporter progressivement des améliorations techniques à leur production. Leur nouveau cheval de bataille est la traction avant, qui verra le jour en 1984 sous la forme d'une Lada à cinq portes, inspirée de la Golf et de la R-5, et qui ne s'en cache pas, avec un capot plongeant sur un moteur de 1:300 ou 1-500 centimetres cubes. On reconnaît volontiers que cette industrie, qui, selon l'expression de M. Chernyaikin. entre quiourd'hui dans sa maiorité », a, de tout temps regardé vers l'Occident. Dans les années 30, les deux premières usines modernes de Moscon et de Gorki, Zil et Gaz, ont été construites avec l'aide de Ford. Aniourd'hui, la Lada doit besucoup & Figt. et la Moskvitch à Renault. Et, pour arrêter leur choix sur la prochaine traction avant, les Soviétiques out démonté une quinzaine de modèles occidentanx (français, allemands, italiens, japonais et américains). A présent, les essais sont terminés et l'on commence à assembler les chaînes de montage à

En attendant, on a apporté diverses modifications aux modèles existants. La Zaporojet, à refroidissement à air et bien adaptée aux hivers rigoureux, a pris une nouvelle silhouette et a été dotée d'un moteur et d'une suspension plus fiables. La gamme Moskvitch s'est enrichie d'un modèle de luxe, qui a

subi de petitet modifications techniques smais qui est surtout plus robuste et plus confortable. Deux versions améliorées de Lada, avec des moteurs de 1 300 et 1 600 centimètres cubes, une carrosserie et une décoration intérieure différentes, unt vu le jour. Les usines Volga s'apprétent, quant à elles, à lancer un nouveau modèle équipé d'un moteur de 105 ch.

En 1980, l'U.R.S.S. a exporté 329 000 voitures de tourisme, soit le quart de sa production. Ses princinaux chents restent les pays de l'Est européen (Bulgarie, Hongrie, Tehécoslovaquie et Allemagne orientale). Mais le consommateur occidental, et particulièrement français, est de plus en plus séduit par les prix proposés : la Lada coûte en France 27 000 francs (près de trois fois moius cher qu'en U.R.S.S.), tandis que le rapport qualité-prix met la Niva, robuste et pratique, en position actiement avamageuse. Les ventes soviétiques en France, qui avaient totalisé 12 300 vehicules en 1980, ont double en un an La Belgique, la Grande-Bretagne et le Canada sont aussi parmi les bons clients de l'U.R.S.S.

Dans le domaine des véhicules utilitaires et des poids tourds, principalement produits dans les usines Likhatchev de Moscou et de Krementchoug, en Ukraine, ainsi que dans le nouveau complexe de la Kama, an sud de Kazan, l'effort porte principalement sur le passage au moteur Diesel et sur l'accraissement de la capacité de chargement : deux nouveautes, entre antres : un camion Diesei de 7,5 tonnes, pouvant tirer une remorque de 30 tonnes sur les routes à revêtement dur, et un camionbenne de 180 tonnes, d'une longoeur de 15 mètres et atteignant nne vitesse de 60 kilomètres/heure

Le secteur automobile, qui fait tourner quelque trois cents usines et ateliers, occupe neuf cent mille personnes.

(Intérinc)

PAYS NORDIQUES : le creux de la vague est passé

De notre correspondant

Stockholm. – Après une période difficile, le marché de l'automobile s'est sensiblement amélioré cette année dans les pays nordiques, et les professionnels pensent que le creux de la vague est maintenant passé. Au Danemark, 85 000 vébicules neufs seront, selon les prévisions des importateurs, immatriculés en 1982, ce qui correspond à une augmentation d'environ 20 % en un an. Les ventes avaient baissé jusqu'ici de manière spectaculaire en raison du renchérissement des prix du carburant et des taxes décidées par le gouvernement de Copenhague: 140 000 voitures en 1978, 130 000 en 1979, 74 000 en 1980 et 72 000 en 1981. La part de marché des «japonaises» est passée au cours des deux dernières années de 31 à 24 %.

On observe la même tendance en Norvège et en Finlande. L'association des concessionnaires à Helsinki a enregistré au cours des huit premiers mois une progression de 14,3 % du volume des ventes de l'usine qui fabrique sons licence 25 000 Saah, destinées principalement à l'exportation, et environ 1 000 Talbot Horizon par an; elle tourne actuellement au maximum de sa capacité. En Finlande également les firmes mippones ne semblent plus obtenir les mêmes succès commerciaux que par le passé et ont de la peine à maintenir leurs positions. Elles ne contrôlent aujourd'hui que 33 % du marché contre 35 % en 1980.

Les Suédois de leur côté restent fidèles aux voitures confintables, relativement chéres et grosses consommatrices de carburant, sans doute en raison du elimat rigoureux et aussi des facilités de crédit relativement généreuses accordées pour l'achat de véhicules. Il convieut de noter que les petites cylindrées, économiques, contrairement à ce qu'on

attendait, n'ont jamais vraiment « percé » ici, à l'exception des Golf de Volkswagen et à un degré moindre des Renault-5, qui sont désormais commercialisées par le groupe Volvo. Celui-ci est en train de réaliser en 1982 un résultat presque histerique. Le chiffre d'affaires de la division « voitures particulières » s'est élevé pour le premier semestre da l'année à environ 9 milliards de couronnes — soit nne augmentation de 38 % par rapport à la période correspondante en 1981 et c'est principalement aux Etats-Unis (+ 12 %) que le constructeur scandinave amétions ses ventes.

En Suède même, Volvo progresse également. Sa part de marche est actuellement de 26,5 %. Elle n'a jamais été aussi importante. La demande s'accroît régulièrement et le problème est en fait de la satisfaire car les stocks sont épuisés. La firme de Gœteborg prévoit pour 1982 une production supérieure à 310 000 véhicules dont 80 000 environ seront fabriqués aux Pays-Bas.

La productivité des usines s'est améliorée de 6 % par an depuis 1976 et de 9 % en 1981 et la nouvelle « 760 GLE» devrait être, pense-t-on, un succès à l'exportation.

Si le groupe Saab-Scania connaît quelques difficultés actuellement, la division « voitures de tourisme » en revanche se porte hien. Celle-ci a, au cours des sept premiers mois de l'année, amélioré ses résultats de 25 %. Les ventes du modéle à moteur turbocompressé ont augmenté du 28% aux Elats-Unis durant cette période et Saab, qui lance maintenant une offensive sur le marché français, compte développer sa production : 66 000 voitures en 1981, plus de 80 000 cette année et sans doute 90 000 en 1983. Les exportations de l'industrie automnhile suédoise se sont élevées en 1981 à 17 milliards de couronnes, soit 12 % de la valeur totale des

exportations du pays.

D'une façon générale, on observe donc en Suède une reprise des ventes de voitures. Certes on est encore loin des chiffres records enregistrés en 1976 (313 000 immatriculations) mais les prévisions pour 1982 (210 000 immatriculations) constituent une amélioration de 13 % environ en un an et on ne s'attend pas à un fléchissement de la demande en 1983. Les professionnels soulignent que les commandes de véhicules passées par les entreprises expliquent en partie cette meilleure conjoncture.

ALAIN DEBOVE.

YOUGOSLAVIE : trouver de nouveaux débouchés

De notre correspondant

Belgrade. – L'industrie automobile yougoslave sera représentée pour la première fois cette année au Salon de Paris. En effet Crvena Zastava de Kragujevac exposera plusieurs modèles de voitures de tourisme (Zatava 101 et Jugo) entièrement de production nationale dont un millier ont été vendues en 1981 en France. Ces voitures sont ici très populaires et appréciées pour leurs qualités de sécurité, de longévité et de confort.

La participation de Zastava au Salon de Paris témoigne des efforts des constructeurs yougoslaves pour trouver de nouveaux débouchés et surmonter la crise qui sévit dans cette hranche de l'économie. C'est en 1947 qu'avait commencé-à Maribor une modeste production de camions TAM (licence Saurer, puis Deutz Magirus). La produc-tion des voitures de tourisme n'a débuté, elle, qu'en 1955 à l'usine de Kragujevae (licence Fiat). Dans les deux cas, il s'agissait au début du seul montage de pièces impor-tees. Comme à cette époque on était loin de la récession économique et que le carburant était bon marché, l'industrie automobile s'est développée à un rythme relative-ment rapide. En 1965, elle a livré 35 000 voitures de tourisme, 3 000 bus et 10 000 camions et véhicules utilitaires. Quinze ans plus tard, la production avait été de 225 000 voitures de tourisme, 5 000 bus et 23 000 camions et véhicules utilitaires. Parallélement, le gouvernement avait facilité les importations de voitures étrangères en prove-nance surtout de l'Allemagne fédérale, de l'Italie et de la Tchécoslovaquie dont la technique était implantée ici déjà avant la guerre.

Devises

Vers les années 60, les gens ont en quelque sorte découvert la voiture française; économique et robuste, elle a fait ses preuves sur des rontes qui n'étaient pas des meilleures et, comme la moto tion fut l'un des principeux objectifs du régime et que tont Yougoshave était prêt (et l'est toujours) à supporter de grands sacrifices pour pouvoir se procurer une voiture, sur nombre a'a cessé de croître. En 1981, il avait atteint le niveau record de 2,6 millions pour une population de 23 millions d'habitants. Profitent de la conjoncture favorable, plusieurs, autres usines ont été mises en marche au fil des

années en coopération avec des firmes étrangères : à Koper avec Citroen, à Novo-Modesto avec Renault, à Sarajevo avec Volkswagen, à Kikinda avec Opel, à Pristina avec Peugeot. Cette coopération repose en grande partie sur un échange de pièces entre l'entreprise yougoslave et son partenaire étranger, à l'exception des usines de Kikinda et de Pristina qui fournissent des pièces à Opel et à Peugeot et obtiennent en échange des voluires complètes.

Mais après avoir connu une relative prospérité. l'industrie automobile doit faire face actuellement à de nombreuses difficultés. Elle souffre en premier lieu d'une pénu-rie de devises convertibles - mal commun à l'économie yougoslave tout entière. - qui l'empêche de se procurer en Occident certains appareils et pièces. Ensuite, trop morcelée, elle ne livre au marché que des petites séries, ce qui fait qu'elle ne fonctionne qu'à la limite de la rentabilité et n'est pas en étal d'avancer à ses chems des crédits à long terme. Enfin la hausse des produits pétroliers importés par la Yougoslavie entrave, elle aussi, a développement. Un tel état de choses a conduit le gouvernement à appliquer de dures mesures de restriction dans les importations. Elles ont atteint surtout les vortures occ dentales (payées en devises) et qui sont frappées souvent de droits de douane exorbitants. Compte tenu de la situation économique générale du pays, les chances d'augmentation d'importation des voitures occidentales sont pour le moment pratiquement milies.

En 1981, la Yougoslavie a exporté près de 69 000 véhicules motorisés tous types, dout 53 400 voitures de tourisme. Le principal exportateur est Zastava avec 35 000 voitures (Pologne 8 800, Algérie 6 400, Italie 5 800, Egypte 3 500, Grande-Bretagne 2 400, etc.). L'industrie antomobile emploie 130 000 personnes, les moteurs des voitures sont de production nationale (usino 21 Mai) de même que les pneumatiques centre antres pneus Trayal) fabriqués sous licence Kléber. Mais ces usines également se trouvent en difficulté, faute des tievaes nécessaires à l'importation de certaines matières premières. Pour coordonner leur activité les producteurs de véhicules motorisés ont fombé une

association avec siège à Belgrade.
PAUL YANKOVITCH

• Sauf surprise de dernière heure. l'Alliance, version américaine de la Renault 9, ne sera pas su Salon, La raison : ce n'est pas un modèle commercialisé en Europe. Dommage I Le public aurait pu voir ce que les Américaine demandent à une voiture française pour avoir une chance d'être vendue aux États-Unis. Le stand Renault comportera néanmoins tout le resta de la production tourisme, mais on ne prendra pas de com-

mande sur place.

Mazda s entièrement renouvelé son haut de gamme 2 litres.
 Les nouvelles 929 à roues indépendantes restent à moteur avant

et roues arriere motrices. Les vo

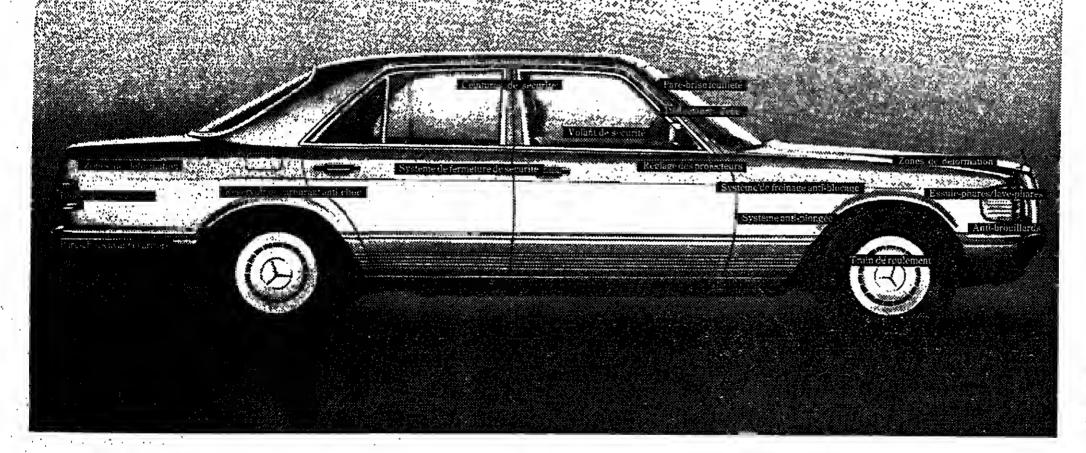
lumes utiles ont été augmentés,

 Outra una auto « qui parle », une 505, Peugeot présentera sur son stand une version à tirage limité de la 104. A voir.

 Une cote des voitures d'occasion sera publiée en janvier 1983 par la Centrale des perticuliers, qui a organisé depuis plusieurs années les transactions de véhicules automobiles entre particuliers.

Cette publication, le Cote, qui paraîtra tous les trimestres, fournira une évaluation des prix des automobiles d'occasion à partir de données recueilles auprès de clients de la Centrele [120 000 transactions per an] at analysées par ordinateur.

TOUTES LES WOITURES AUJOURD'HUI ONT AU MOINS QUELQUE CHOSE DE LA SECURITE D'INE MERCEDES.



Feux arrière, clignotants et stops comportent des cannelures horizontales afin de ne jamais s'encrasser. En Mercedes, oo est vu même de loin. ples. ils: sont en polyurethanne flexible pour mieux

Elles sont automatiques et à 3 points d'ancrage regiables. Le point d'ancrage bas se deplaçant avec le fauteuil, la ceinture s'adapte individuellement à la taille de son occupant. Plus le confort est grand, mieux on conduit.

L'habitacle particulièrement rigide joue le role d'arceaux de securité. A l'avant et à l'arriere et meme sur les côtes, il lui est associe des zones de déformation progressive. Celles-ci amortissent les chocs violents et protegent les passagers.

Systeme de les marconne Dioesce Commandé par un ordi-nateur integre, le systeme Mercedes ABS contrôle la tra-

jectoire de la voiture et empêche les roues de se bloquer en cas de coup de frein brutal. Le freinage reste court. même sur route mouillée. La sécurite Mercedes en matière de freinage.

Regiauctus proncteuss Il s'effectue à partir du tableau de bord. Selon la charge de la voiture, la portée des phares se règle avec précision.

Volant de sécurite. En cas de choc important, un sac de plastique logé dans le volant appelé Airbag se gonfle et se dégordle en une fraction de seconde. En s'interposant unsi, il préserve le conducteur.

desires mares viewes dares. Ils garantissent le plein ren-dement des phares. En toutes circonstances, malgre la pluie et la boue.

Reservoir de carburent anti-choc. Séparé de l'habitacle par une cloison supplémentaire, il est disposé au-dessus du pont arrière à un emplacement protègé des collisions. Une sécurité importante.

Deflecteurs deau Ils sont incorporés aux montants avant. Sur une Mercedes, la pluie ne brouille pas les gla-

ces laterales. Système de ferme une de sécurite : Les serrures des portes sont muntes de tenons de securité. En cas d'accident, les portes ne s'ouvrent pas sous le choc. Neanmoins, elles ne restent pas bloquées.

Pare-brise leuritete Le pare-brise est en verre feuillete de haute securite. Il résiste aux chocs les plus violents. Votre visibilité est garantie.

Système anti-piongee Il empèche la vniture de piquer du nez lors du freinage. Ainsi, la stabilité au freinage sur les 4 roues reste toujours optimale.

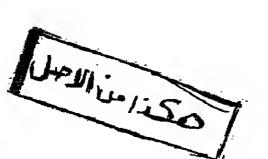
Train de roulement Teste à 335 km/h, il vous permet de rouler sur l'autoroute en toute securité.

Anti-broudlards Ils sont montes en serie, pour que vous ne sovez jamais pris au dépourvu, meme par mauvais

Selon les modèles, certains équipements sont proposés en option.

Mercedes Benz.





dances

tion m

aussi le

marché

ques éti

rudeme

çais y

cutièrer

gers, /

Japona

ront la

cette n

de plus

diales -

Sans nu

automo

technic

retard

sieurs a

rait etre

rasme

marque

ne voit

rieuseu

voitar

iourd'i

ou'ici e

risme

lenorer

modèle

compc

avant .

pendan

ntilisati

saurait-

modèle:

huratio

exempl

tomatic

dans la

CX et .

l'air, p

marcu

ignore

tion et

Alors?

cherch

futions
Pas
constru
coté de
ont écl:
one am
mait su
terrom;
momen

sûr dét ques les achèter

leur ins le suivi subit. tume. sent. U sée es garanti 7011 ajoutequi not modele fixer er Cert anesi t urser Une so rieurs trop v partors n'aurai connai part di nels, le

Con

qu'à l'e délité r

tites or

vises fo direction

sites t

lants, a termin

forte r particu

tarifs

moinds seul. A

effets seta di

vallée o marque propre véle qu aussi d

nues triomo

luno.

prend

La r

li ne

Un

PANORAMA DES MARCHÉS MONDIAUX

ÉTATS-UNIS : se battre ou collaborer ?

De notre correspondant

Washington. — Tont le monde l'affirmait: 1982 serait l'année de la reprise. Après avoir baissé pendant trois exercices successifs, la courbe des ventes remnaterait enfin. Mais, an fil des mois, les perspectives se sont assombries. On se demande maintenant si les constructeurs américains réussiront à écouler 5,8 millions de voitures, contre 6,2 millions en 1981, 6,5 millions en 1980, 8,3 millions en 1979 et 9,3 millions en 1978. A moins d'un « boom « spectaculaire d'ici au 31 décembre, Detroit anra conn ses plus faibles ventes depuis vingt et un ans.

Les premiers mois de 1982 ont été désastrenx paur taus les constructeurs locaux. Même pour Chrysler, dont la situation financière s'est assaimie et qui fait – à la surprise générale – 107 millions de dollars de bénéfices au deuxième trimestre. Entre le 1º janvier et le 20 août, General Mattors n'n venda que 2,2 millions de voitures fabriquées aux Etats-Unis, soit 13,3 % de moi as qu'en 1981. Fard (850 000) n va ses ventes baisser de 7,5 % et Chrysler (434 000) de 12,9 %, American Motors a été encore moins gâté (58 000) nvec une diminution de 37.8 %.

Les concessionnaires des marques locales se sont donc retrouvés, en plein été, avec 1 300 000 véhicules neufs sur les bras. Situation d'untant plus exaspérante que les importateurs, eux, avaient l'égèrement amélioré leurs ventes depuis l'année précédente. En août, la part des automobiles étrangères dans le marché américain a mteint ainsi le record de 32,8 % (contre 24,8 % en août 1981). Une voiture vendue sur cinq était japonaise.

Le fossé n'est pas encore comblé

Les difficultés de Detroit peuvent étonner si l'on considère que plusieurs facteurs unt joué en faveur de l'industrie locale;

- Les Etats-Unis ont obtenu one
- limitation volontaire - des importations d'automobiles japonaises.
Toyota, Honda et leurs consœurs se

sont engagées à n'introduire sur le marché américain que 1,68 millions de véhicules entre le 1= août 1981 et le 1= avril 1982. L'accord a été ensuite prolonné d'un an.

 Les constructeurs om lancé de nouvelles voitures, plus petites et mieux conçues. Consommant moins d'essence, elles sont dotées de la traction avant, comme les « J-Cars » de General Motors ou les « K « de Chrysler.

- Le publie n été noyé de messages publicitaires et s'est va offrir des rabais considérables. Phénomène sans précédent, General Motors a même baissé les prix de la moitié de ses modèles 1983.

Ces efforts financiers ont été facilités par d'importantes concessions salariales de la part du syndicat des travailleurs de l'imtomobile. Celui-ci avait déjà fait un cadean substantiel à Chryster en 1979, pour sanver cette entreprise de la faillite. Sollicité avec insistance par Ford et General Motors, il a fini par négocier ses contrats an printemps 1982, permettant à ces deux entreprises d'économiser 4 miliards de dollars, en échange d'une garantie de l'emploi et d'un début très modeste – de cogestion.

Mais ces facteurs positifs se révèlent insuffisants. On constate, par exemple, que la « limitation volontaire » des voitures japonaises n'a pas en l'effet escompté. S'ils se sont conformés à l'accord, les exportateurs nippons n'en ont pas moins profité de la conjoncture. Leur part de marché a augmenté (dans la mesure où le marché total rétrécissait), et ils ont pu grossir leur chiffre d'affaires nux Etats-Unis en y introduisant des voitures plus sophistiquées. Sans compter la hausse du dollar qui ne pouvait évidemment que les favoriser.

Les voitures américaines restent, en tout cas, plus chères que leurs concurrentes japonaises. Le prix moyen d'une Ford, d'une Buick ou d'une Chevrolet a augmenté de 47 % en trois ans. On estime que les constructeurs nippons bénéficient d'une marge de 1 000 doliars par

véhicules, grâce à des coûts de production plus faibles.

Or les Américains regardent de plus en plus aux prix. Déjà, la crisc pétrolière les avait amenés à privilégier les vointres les moins gourmandes (et les japonaises sont en tête de liste). Ces derniers temps, avec la récession, ils ont réduit leur train de vie. La proportion des familles qui possèdent plus d'une automobile est passée en deux ans de 80 % à 72 %. Des taux d'intérêt probibitifs ont découragé beaucoup d'acheteurs potentiels.

Les constructeurs locaux ont fait beaucoup d'efforts pour améliorer la qualité de leurs produits. Des plans d'investissements très ambitieux sont en route. Mais le sursant a été trop tardif pour pouvoir donner des fruits immédiats. La qualité des voitures étrangères n'a pas été encore égalée – du moins aux yeux du public, comme le montrent diverses enquêtes. Les « américaines » n'urraient qu'une seule supériorité sur leurs concurrentes : la longévité.

Pressions protectionnistes

A moyen terme, Detroit compte sur de meilleures antomobiles, capables de séduire à la fois la clientèle locale et les marchés étrangers. Il mise aussi sur des coûts de production plus faibles, grâce à la collaboration des syndicats on à la rebotisation.

En attendant, l'espoir se porte sur la baisse des taux d'intérêt et la reprise économique annoncée. Logiquement, les ventes devraient remonter sinon à la sin de cette année, du moins en 1983. Cela n'empêche pas un débat épineux sur la concurrence japonaise et le protectionnisme.

Le syndicat des travailleurs de l'automobile voudrait que le Congrès oblige les constructeurs locaux à se fournir davantage en pièces américaines. Ceux qui fabriquent plus de 100 000 voitures par an devraient acheter aux États-Unis 25 % au moins de leur matériel. Et, par ailleurs, on arriverait à

un minimum de 90 % pour une production supérieure à un demimillion d'anités. Les trois « grands » de l'industrie locale figurent évidemment dans cette dernière catégorie.

Le proposition de loi inquiète ceux qui refusent absolument une bataille douanière avec le Japon. Les cultivateurs, par exemple. Elle se heurte également aux concessionnaires, qui craignent des augmentations de prix. Autre argament coatre ce protectionnisme: il endormirait l'industrie locale et entretiendrait ses défants.

Les directions de General Motors et de Ford ont évité de s'engager dans le débat. Il fout dire que leur perception du Japon diffère de celle des syndicalistes. Plutôt que de se battre contre l'industrie étrangère, ces sociétés cherchent maintenant à collaborer avec elle.

On a beancoup parié d'American Mntors, dnut Renault possède 46 %, et qui lance avec son associée française la fameuse « Alliance » sur le marché américain. On parle moins de Ford ou de Chrysler, qui, pour certains modèles, achètent des pièces essentielles à Toyo-Kogyo ou Mitsuhishi. Quant à General Motors, il se tourne carrément vers des firmes japonaises (Susuki, Isuzu) pour qu'elles lui fabriquent de petites voitures. Le nº 1 de l'automobile américaine est engagé dans des négociations très sérieuses avec Toyota, qui pourraient se conclure prochainement et conduire à la fa-brication de 200 000 véhicules dans les usines General Motors de Fremont (Californie).

General Motors souligne le caractère provisoire de ces collaborations: elles devraient lui permettre
de gagner du temps, dans l'attente
de ses produits nouveaux. Mais les
syndicalistes sont doublement inquiets. Ils se demandent d'ubord si
de tels projets ne vont pas faire perdre des emplois aux Etats-Unis. Et,
à plus long terme, s'ils ne préfigurent pas la disparition des constructeurs nationaux au profit de multinationales « apatrides », énormes et
incontrôlables.

ROBERT SOLÉ.

PAYS DU PACTE ANDIN : l'intégration remise en cause

Correspondance

Au cours de la dernière décade, l'industrie automobile dans les pays du Pacte andin a répondu avec dynamisme à la demande croissante d'une population de plus en plus urbaine. Les statistiques indiquent que le parc nutomobile est passé d'une voiture pour 32 habitants en 1971, à une pour 20 en 1979. Cette croissance est significative puisque les cinq membres de ce marché commun latino-américain – Vénézuela, Colombie, Equateur, Pérou et Bolivie – représentent une popu-

lation de 80 millions d'habitants.
Ce marché est contrôlé à 80 % par le Vénézuela, suivi par la Colombie avec 20 %, le Pérou 8,5 %.
L'Equateur et la Bolivie se répartissent le reste, soit 1.5 %.

sent le reste, soit 1,5 %.

Pendant une dizaine d'années, les « cinq « se sont évertués à développer une industrie locale qui murait dû permettre la « substitution des importations ». Ils ont donc fait appel aux grands constructeurs pour installer sur place des usines de montage. Pour les petites et moyennes cylindrées, le Vénézuela n travaillé avec Volkswagen, Rennult et Fizt. Le Pérou nvec Volkswagen, Datsun et Tnyotz. La Colombie avec Renault et à moindre titre nvec Fiat. Les grandes firmes américaines, General Motors, Ford et Chrysler, se sont partagées l'assemblage des grosses cylindrées.

semblage des grosses cylindrées.

Mais depuis 1980, la récession des pays industrialisés s'est répercutée fortement sur les fragiles économies régionales.

La plupart des gouvernements ont essayé de juguler la crise en adoptant des mesures unilatérales et d'effet immédiat, reléguant au second plan le programme d'intégration. L'exemple du Péron, qui est revenu à nne politique d'exportation de matières premières et de libre commerce, est le plus frappant. Les barrières douanières out été abaissées. Les chaînes de montage semblent done condamnées à disparaître.

Ce boom des importations au Pérou a modifié radicalement le parc automobile. Les grosses cylindrées nord-américaines, qui avaient été bannies pendant la décade d'austérité forcée, disputent aujourd'hui le

marché à une multitude de marques.

Le phénomène peruvien s'observe d'ailleurs ehez ses quatre voisins. A l'échelle andine. 25 000 vé-

serve à aments euze ses quate vorsins. À l'échelle andine, 25 000 véhicules ont été importés en 1975 contre plus de 100 000 en 1980. Dans l'immédiat, les «cinq» ne semblent pas décidés à modifier cette politique. Le Vénézuela a cherché cependant une formule de transition : les firmes automohiles ont été autorisées à importer 2 000 véhicules

chacune, à condition d'en assurer le

montage sur place, postérieurement.

Le programme d'intégration visant à organiser une industrie automobile autonome se trouve ainsi remis en cause. Ebauché en 1975, mais n'ayant pris corps que deux ans plus tard, il se proposait, d'une part, de rationaliser ce secteur afin de le rendre plus rentable, en réduisant le nombre de marques et de modèles élaborés dans la région, et de créer, d'autre part, des multinationales andines spécialisées dans la production de pièces de première monte, pièces détachées et de re-

tées à des tiers.

Les « cinq « ont donné plus de flexibilité à ce programme théorque après la visite qu'ils ont effectuée, l'année dernière, aux grandes firmee nutomobiles américaines, enropéennes et japonaises.

change, susceptibles d'être expor-

Ce plan d'intégration de l'industrie untomobile est parfois jugé trop utopique. Les niveaux de développement respectifs des « cinq » sont tellement disparatres, et les difficultés de communications tellement grandes que songer à fabriquer des batteries à La Paz (Bolivie), des bielles à Lima (Pérou), des transmissions à Quito (Equateur), des embrayages à Bogota (Colombie), pour monter une voiture à Caracas (Vénézuela), n'est pas réaliste.

Renault, qui s'est installé modestement en Colombie il y a plusieurs années, afin de desservir le marché local, va profiter d'un marché élargi, puisque la Colombie, qui monte 25 000 R 4, R 6, R 12, exportera l'année prochaine au Vénézuela 5 000 moteurs Renault,

MICOLE BONNET.

THOMSON. LA MUSIQUE AU SALON.



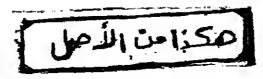
Le Salon de l'Auto ne montre pas que les derniers modèles d'automobiles. Il présente aussi les derniers modèles Thomson. Au Stand X 8. Zone H.

Thomson expose en avant-première une gamme complète d'appareils (radios, radios combinés, haut-parleurs, jusqu'à l'étonnante auto-chaîne).

Tous sous le signe de la technologie et de la musicalité.

Thomson. En autoradio et en autochaîne. le meilleur de la technique.

THOMSON S



10

900 TURBO APC DEUXIEME GENERATION DUTURBO.



N 1977, Saab introduit le concept TURBO sur une berline de tourisme. Depuis, Saab a construit 70 000 voitures équipées du moteur TURBO. Cette solution a été largement reprise par tous les constructeurs mondiaux. Aujourd'hui, Saab lance la deuxième génération en présentant le moteur TURBO A.P.C. (Automatic Performance Control).

LA.P.C. est un système électronique, véritable mini-ordinateur qui permet, par le contrôle de plusieurs paramètres de fonctionnement, d'adapter automatiquement le moteur à l'utilisation d'essence de qualités différentes (92 à 98 octane).

L'application du système A.P.C. permet d'augmenter le taux de compression du moteur (8,5 à 1), taux incompatible avec un TURBO classique. Résultat : souplesse de fonctionnement accrue, meilleure reprise à bas régime et diminution de la consommation de 7 %.

La 900 TURBO A.P.C. bénéficie des performances, des qualités de tenue de route, de robustesse et de sécurité qui identifient Saah à travers le monde.

La 900 TURBO A.P.C. existe en cinq versions : - 3 portes, 4 portes, 5 portes - Boîte mécanique. - 4 portes - Boîte automarique. Et 900 TURBO C.D.



Modèle présenté : 3 portes - boîte mécanique - normes UTAC consummanon : 90 km/h - 7,8 l, 120 km/h - 10,1 l, cycle urbain : 14.0 l, performance - vitesse maximum : 195 km/h, acceleration : 0 à 100 km/h : 9".

*TURBO 5 vitesses, mayennes normes UTAC.

Saab France SA - 372, rue Salvador Allende - 92700 COLOMBES

Salon de l'auromobile - Hall C - Stand St.



JAPON : le temps de l'internationalisation

Tokyo. - Premières au monde par le nombre et pour le rapport qualité-prix, les « petites japoaises » mais aussi les grosses ne se portent tout compte fait pas si mal, surtout si l'on compare leurs perfor-mances à celles de leurs concurrentes occidentales et si l'on tient compte de la multiplication des obstacles opposés à leur progression planétaire. Les onze constructeurs automobiles japonais ont produit l'an dernier plus de 11 millions de éhicules (motos non comprises) et en ont exporté 6 millions tous azimats, alors que, dans le même temps, leur pays en importait...
33 000 ! Une goutte de métal étranger contre un raz-de-marée mippou. Încidemment, la France détient au Japon le plus faible taux de pénétration et la lanterne rouge (1).

Il est vrai que le temps se la com-misération hostile — made in Japan égal camelote – est bien révolu dans ce domaine comme dans d'autres. Des chevaux légers anx poids lourds, la production nutomobile nippone présente bien des avan-tages : qualité, diversité des mo-dèles ; robustesse, sobriété innovation, technologie. Le tout en boi état de marche et bon marché ennforte nne compétitivité que la densité du sous-secteur industriel et celle du réseau commercial, la richesse des campagnes publicitaires, la faiblesse du ven et celle des syndicats japonais ue desservent certainement pas. Cela fait beaucoup, et peut-être dejà trop, car le mieux japonais est, dans bien des cas, de-venu l'ememi du bien commun, celui des industries autumubiles occidentales surtout. Tout irait pour le mieux au pays des miracles économiques, si les choses n'al-laient pas si mal chez ses partenaires, provoquant de leur part le recours à des mesures de protection - de discrimination, dit-on ici.

Le marché intérieur a ses limites. Pour éviter de se lancer dans une guerre économique ruineuse, on cherche ici et là à conforter ses positions par le biais de mariages d'argeut et de raison : entreprises mixtes et prises de participation, c'est-à-dire internationalisation. Hors la multinationalisation point de salut », résume M. Goto. directeur des relations publiques ehez Nissan, Certains s'en accommodent, d'antres en profitent, tel ou tel y perdra sans doute sa dot et son independance, Toyota, après avoir longtemps hésité à altérer sa ianonicité, est sur le point de convoler avec une « belle américaine », General Motors. En revanche, Nissan, qui ne l'avait pas attendu pour cou rir le monde, se fait prier pour régulariser des fiançailles britans annoncées avec éclat l'an dernier Une union dout les produits étaient

200 milliards de francs d'exportations

Le cumportement des deux grands constructeurs laponais illus-tre, face aux difficultés croissantes d'exportations de produits finis vers des marches occidentaux en crise, une statégie qui vise à se faire ac-cueillir en alhée ou en sauveur an cœur des bastions industrialisés dé-primés platôt qu'à intensifier les - tirs directs - ou les ricochets contre des murailles de plus en plus hautes. Mais ce redéploiement, que certains, comme Honda et Nissan, ont déià bien amorcé, n'est pas nécessairement la panacée : face aux implantations des constructeurs in ponais sur leur sol, les syndicats américains et européens grognent. Et les législateurs de ces pays font monter les enchères en préparant des textes qui visent à imposer des tanx de plus en plus élevés de pièces mécaniques et de compo-sants électroniques fabriques sur place. Cela profiterait sans doute anx économies locales mais risquerait fort d'accroître les enûts de pro duction et de réduire la compétitivité des Japonais. Ils hésitent donc, pesant le pour et le contre au cas par cas, ils sont conscients d'être désormais, et sans doute pour longtemps, dans le collimateur de leurs partenaires, victimes en quelque sorte d'un excès de succès. Ils s'efforcent de négocier avec prude un virage serré, après avoir roulé à plein régime droit devant eux pendant longtemps et suivant un code très particulier, dont la greffe sur un tissu économique étranger ris-que de susciter des phénomènes de

En 1981, après deux décennies d'une production et d'exportations tipliées concentrées sur les marchés occidentaux qui s'enfoncaieut progressivement dans le crise, les constructeurs japonais ont di, sous la contrainte, donner un coup de frein à une stratégie qui les conduisait, à terme, brillamment mais dangerousement, à la domina-tion du marché automobile mon-dial. Ea effet, entre 1975 et 1980. l'industrie automobile nippone avait commu nue poussée incompa-rable: 65 % d'augmentation de la production, 140 % d'accroissement des exportations, passes de 2,7 à 6 millions, alors que, dans le même temps, les ventes locales progres-saient de 16 % seulement. C'est asser de dire le poids des exportations dans le succès des constructeurs japonais et celui de l'industrie autoDe notre correspondant

mobile dans les succès industriels et commerciaux du Japon. Le chiffre d'affaires total à l'exportation des firmes nippones (pièces détachées comprises) est estimé à quelque 200 milliards de francs, soit environ 23 % du total des exportations japo-naises. En 1980, les ventes à l'étranger progressaient encore de 30 %. Leur part du marché atteignait 25 % aux États-Unis, autant en Belgique et 30 % au Denemark, par exemple, réduisant d'autant celles de leurs concurrents. Sur sa lancée, le Japon devenait cette année-là le premier constructeur automobile mondial. Toyuta passait à la deuxième position derrière General Motors, Nissan au troisième devant Ford. Progression d'autant plus ir-résistible en dépit des polémiques commerciales et d'argent plus ou moins recevables dans le cadre du libre-échange si le coût de produc-tion moyen d'une automobile japonaise demeurait, en 1981, inférieur de quelque 10 000 francs à celui obtenu aux Etats-Unis et dans plu-

sieurs pays d'Europe. Consciente d'avoir pour elle le droit, la force et la qualité face à des concurrents en perte de vitesse. la pnissante association des constructeurs automobiles japonais (JAMA) n'a accepté de lever le pied que contrainte et forcée par les mesures protectionnistes unilaté-rales des uns d'abord, par les pressions politiques des autres ensuite, et finalement par l'intervention du gouvernement japonais, soucieux d'éviter une guerre commerciale en bonne et due forme, tout particulièent avec les Etats-Unio

Une toile d'araignée planétaire

La fin d'une époque fut mar-quée, en mai 1981, à la veille de la-visite du premier ministre japonais aux Etats-Unis, par un accord consacrant officiellement ce qu'il est convenn d'appeler une politique d'autolimitation volontaire des exportations en direction du marché automobile américain. Afin de permettre aux constructeurs américains de souffler et de mettre en œuvre un plan de restructuration, Tokyo acceptait alors de limiter, entre 1981 et 1983, ses exportations à 1 680 000 véhicules cuntre 1 800 000 en 1980, L'Europe, crajgnant de voir le trop-plein se déver-ser sur elle, d'autres limitations vo-lontaires et officieuses furent egalement consenties, bon gré mal gré, à la Belgique, à la R.F.A., aux Pays-Bas et aussi au Canada. Elles vincent s'ajouter aux mesures que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie avaient déjà prises anilatéralement pour protéger leurs indus-tries et leurs marchés. Londres fixe la part des Japonais à 11 % de ses immatriculations (soit 182 000 en 1981) et Paris à 3 % (54 000). Rome a accepté, l'an dernier, moins de 2 000 véhicules fabriqués au Japou. On imagine ce qui se passerait si ces barrières étaient levées, comme le réclament les Japonais au nom du libre-échange le plus libéré. Bref, d'une façon ou d'une autre, les Japonais se sont trouvés sérieu-sement limités dans leur stratégie

d'exportations directes. C'est une véritable toile d'araignée planétaire qu'out tendue les Japonais. Qu'on en juge : Amérique du Nord, 2,5 millions de véhicules, dont 2,3 millions pour les Etats-Unis; Asie et Proche-Orient - où le Japon fait pratiquement cavalier seul – plus de l'million (dont le quart en Arabie Saoudite) : Afrique, 472 000 (150 000 an Nigéria et 120 000 en Afrique du Sud); Amérique latine 400 000 (plus de 110 000 au Chili); Océanie 400 000 (267 000 en Australie et 100 000 en Nouvelle-Zélande). Pour sa part, l'Europe avait ab-sorbe, l'an dernier, 1,2 million de véhicules japonais, dont 651 000 pour la seule C.E.E.; R.F.A., 274 000; Grande-Bretagne, 182 000; Hollande, 116 000; Belgique, 112 000; France, 54 000; Grèce, 50 000; Irlande, 38 000; Danemark, 24 000 et Italie, 1584. D'autre part, pour contourner les barrières, les Japonais exportent de plus en plus de « kits » (véhicules dont le degré d'assemblage ue dépasse pas 60 %), qui u'entrent pas dans les statistiques eitées cidesus. L'au dernier, 550 000 véhicules cules - kits - ont été exportés, dont 133 000 en Australie et 128 000 à Taiwan, 116 000 en Afrique du Sud, 80 000 nn Mexique, 31 000 en Grande-Bretagne et 6 000 en Italie.

En 1981, on l'a vu, les records de production et d'exportations furent malgré tout battus (le Monde du 23 février 1982). Mais si les résultats restaient exceptionnels en va-leur absolue, la tendance approchait déjà le point d'inversion. Les exportations, qui avaient encore cré de 30 % en 1980, n'enregistraient en 1981 qu'une nugmentation de 1.4 % – grâce aux mini – par rap-port à 1980. Les ventes chutaient de 4.3 % aux États-Unis, de 6.8 % dans les pays de la C.E.E. et d'environ 10 % au Proche-Orient, Cenendant, elles s'accroissaient très fortement en Afrique - sur les marchés longtemps privilégiés de la France et de la Grande-Bretagne – et sensiblement en Asie, en Amérique la-

tine, en Océanie. La baisse de volume des ventes était toutefois quelque peu compen-sée, notamment chez Toyota et chez Nissan, qui ont enregistré l'an dernier de substantiels bénéfices par une augmentation du prix uni-taire des véhicules et par l'exporta-tion accrue de modèles de haut de gamme (2). Malgre les obstacles, les prévisions des constructeurs ja-ponais pour l'année 1982 furent initialement optimistes. Ils envisa-geaient, en effet, un accroissement de la productiun de 4,6 %, soit 11,7 millions de véhicules, et une légère progressiuu des exporta-tions: l'&. La sensible reprise enre-gistrée au cours de l'été sur le marché intérieur (+ 8 % par rapport au premier semestre 1981) ne suffira cependant pas, selon toute probabilité nour atteindre cet objectif. La inction était en baisse de 6 % en juillet pour le quatrième muis consécutif, les exportations également. Dans ces conditions, et compte tenu d'une conjoncture internationale qui reste sombre, la restructuration et l'internationalisation deviennent, parallèlement à la lutte sur le marché intérieur, de plus en plus impératives. Elles sont désormais pour les Japonais comme pour leurs concurrents les compo-santes essentielles d'une stratégie

Que le géant japonais Toyota se soit finalement résolu à négocier un accord avec le géant américain General Motors, après avoir long-temps résisté à la tentation de l'internationalisation, en dit long sur l'accélération de cette stratégie mondiale, ainsi que sur les tendances begémonistes et monopolis-tiques qu'elles pourraient engen-drer à terme. Toyota et General Motors envisagent, dans un premier temps, de produire conjointement aux États-Unis, dans une usine désaffectée du constructeur américain - ce qui limiterait les frais d'investissement pour le numéro un japonais, - de 200 000 à 300 000 Corolla destinées à remplacer les Chevrolet Chevette. Toyota fournirait initialement les moteurs et la technologie.

mondiale qui compte par ailleurs

bien d'autres atouts.

Cette association, qui reste à confirmer, illustre la volonté des Japonsis de conserver, d'une façon ou d'une antre, et même d'augmenter, leur part du marché antomobile mondial en se préparant à la grande bataille de l'industrie automobile que l'on aunonce tei pour la deuxième moitié de la décennie. Toyota ne cache pas son ambition de devenir le numéro un mondial avec au moins 10 % du marché.

Demain la « voiture pensante »

Nissan (Datsun), le numéro deux japonais est nujourd'hui le plus avance nvec Honda dans la po-litique d'internationalisation, politique qui, pour les Japonais, u'implique évidemment pas une substitution aux exportations di-rectes. Celles-ci scront maintenues au niveau le plus élevé possible, compte tenu de la conjoneture. Tokyo garde dooc deux fers au feu. Outre son réseau commercial, qui couvre plus d'une centaine de pays, le numéro deux nippon possède des filiales telles que Nissan Mexicana et Nissan Motors (Australie) et vingt-cinq usines de montage et de fabrication dans une vingtaine de pays. D'autres projets prennent corps : construction d'une usine de camionnettes à Nashville (Tennessee), accord avec Volkswagen pour la production et la commercialisation de modèles allemands dans les usines japonaises de Nissan, accord de production avec Alfa Romeo pour une usine à Nuples (1983) et avec Motors Iberica (Espagne), où Nissan vient d'augmenter sa parti-cipation à 55 %. Par contre, le projet d'une usine de 600 millions de dollars en Grande-Bretagne pour la production annuelle de 200 000 voi-tures destinées à la C.E.E. est gelé depuis le début de l'été - compre tenu de la dépression du marché européen », dit-on chez Nissan. D'autre part, le numéro deux japo-nais a perdu dans la compétition avec Toyota pour la création à Tai-wan d'une usine qui devrait bientôt produire 200 000 automobiles par an, dont la moitié destinées à l'exportation. Enfin. Nissan, comme d'autres constructeurs japonais, négocie en Inde, en Afrique et en Amérique latine pour participer à la production d'automobiles et de ms sur des marchés aux potentiels énormes.

Honda, qui a produit plus de I million de véhicules en 1981, dont 711 000 pour l'exportation, el 3,5 millions de motos, dont 2,3 millions s'exportaient, construit dans l'Ohio une usine d'une capacité de 12 000 véhicules par mois. La firme, on le sait, construit avec British Leyland one Triumph Acclaim destinée an marché européen. Elle vient de signer un accord avec Peugeot Cycles pour la production commune (en Belgique) de vélomoteurs et de motos légères. Elle a signé un accord d'assistance technique avec la société d'État chinoise

Jialing pour la production de

Toyo Kogyo (Mazda), pour sa part, est associé à Ford, et Suzuki Motors, le spécialiste de la mini, à General Motors. Ce dernier négocie avec Land Rover Santana (Espagne) pour une production com-mane. Mitsubishi Mators investit en Corée du Sud et au Nigéria. Le gouvernement de Lagos a autorisé quatre constructeurs japonais (Nis-san, Toyo Kogyo, Mitsuhishi et Isuzu) à produire des camions sur place. Daihatsu fournit des milliers de moteurs à innocenti en Italie. Le liste n'est pas exhaustive. Elle n'en est pas moins fort indicative du dynamisme dont font preuve les Japonais pour renforcer leurs posi-

tions un peu pertout. A l'appui de cette stratégie pour maintenir leur compétitivité et préparer les mutations, les construc-teurs japonais font un effort important d'investissements, de recharches technologiques et de réduction des coûts de production. Outre l'innovation permanente et l'introduction accélérée de la robotique dans leurs usines, ils sont avantagés par la discipline syndi-cale et par l'élasticité d'un soussecteur de petites et moyennes industries très deuses et très compétitives sur le plan de la qualité, des salaires et de la durée du travail. Pour mettre au point la voiture de demain, voiture « pen-sante » à laquelle il ne manquera même pas la parole (3), des crédits importants sont alloués pour géné-raliser les multiples applications de l'électronique. Et l'on sait que, là encore, les Japonais ne sont pas en

Grace aux mini-ordinateurs qui commanderont demain les radars et les sonars, qui sélectionneront les itinéraires, qui prévoiront et controleront les obstacles et les dérapages, on prépare ici une véritable révolution dans la relation entre l'automobile, l'automobiliste et la route. Tous ces elements: financiers, techogiques, syndicaux et commerciaux se combinent très pragmatiquement sur une toile de fond conomique plutôt avantageuse pour donner aux constructeurs inponais des atouts incomparables face à leurs concurrents en crisc.

Sans préjuger de l'avenir, que peuvent faire coux-ci, en effet, sinon hausser les barrières, réduire les salaires ou passer des accords de coopération face à des concurrents capables de déployer à travers le monde des réseaux de production et de commercialisation tentaculaires et qui sont en mesure, enmme Honda nvec sa toute nouvelle City, de lourair, elé en main, une mini dernier cri, vendue sur place pour moins de 20 000 francs ?

R.-P. PARINGAUX.

(1) La France n vendu me 1 000 voitures au Japon en 1981. La 1 000 voitures au Japon en 1981. La R.F.A. en a vendu 24 000. (2) Toyota a fait en 1981 un béné-fice net de quelque 500 millions de del-lars, Nissan environ la moisié. (3) Peugeot et Remault exposent pour leur part nu Salon leurs proto-types dans ce domaine.

ASIE DU SUD-EST:

en attendant la voiture aux couleurs de l'ASEAN

De notre correspondant

Bangkok. - Un jour une voiture nux coaleurs de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. mars 1980, lors d'une réunion des ministres de l'économie des Philip-pines, de l'Indonésie, de Singapour, de Malaisie et de Thallande. A l'automne suivant, ces mêmes ministres poussèrent plus avant leur projet et décidèrent de se diviser le travail. Le 18 juin 1981, un accord de base fut signé dans le secteur de l'automobile, qui répartisseit entre les pays membres la fabrication des composants, la production des éléments les plus élaborés, comme les pompes à injections, étant confiée à Singapour.

Puur séduisant qu'il soit (l'ASEAN représente un marché de plus de 250 millions d'habitants), ce projet a bien du mal à se concrétiser. Les responsables de l'ASEAN s'étaient-ils montrés trop ambitieux, soucieux qu'ils étaient de hâter le processus d'intégration industrielle, de faire jouer à plein les complémentarités existant entre pays voisins?

La tache terait-elle plus aisée à deux plutôt qu'à cinq? Toujours est-il que l'Indonésie et la Malaisie déciderent, l'an dernier, de lancer leur propre étude de faisabilité autour d'une voiture dont ils fabrique raient certaines pièces détachées, et qui serait assemblée sur les lieux de enasommation », les moteurs étant importés d'un pays tiers. En attendant que la vuitureporte-fanion de l'ASEAN sorte des cartons, c'est le Japon qui tient le haut du pavé en Asie du Sud-Est, son marché naturel en ce domaine comme en beaucoup d'autres. En Thatlande, par exemple, la moitié des véhicules légers vendus l'an dernier l'ont été sous estampille nippane : sar un total de 20 224 unites, on comptait 6 550 Toyota et 3 536 Datsun. Même en Birmanie, encore peu perméable aux influences étrangères. le Japon a réassi une perofe spectaculaire.

Faut-il ne voir dans ces succès que les effets d'une certaine agressivité commerciale, voire d'un certain impérialisme économique? Ce serait aller un peu vite en besogne. Cet engouement des consomma-teurs de l'Asie du Sud-Est pour les voitures juponaises est d'abord lié à de petite cylindrée, économes en carburant. Il tient aussi à l'excellence du service après-vente, même loin des capitales. Reste le prix. Pour tous modèles apparement comparables, les automobiles nippones sont pettement moins chères

que leurs concurrentes étrangères, américaines et enropéennes.

Sans être négligeable, la part du marché que contrôlent les marques françaises reste cependant modeste. L'an dernier, en Thallande, l'ensemble de ces ventes (1 388 unités, dont 1 004 Peugeot) a représenté 6,76 % des immatriculations totales. Le groupe Peugeot-Citroën assemble sur place, en Thallande, en Malaisie et en Indonésie, plusieurs de ses modèles, notamment la 505 (prix clés en maiu à Bang-kuk: 479 000 haths, soit 150 000 francs), ia GS et la CX.

Assemblages

La politique que les pays de l'Asie du Sud-Est ont jusqu'alors suivie, à l'exception de la ville Etat de Singapour, consiste, en effet, à tout miser sur l'assemblage des voitures étrangères sur place. La Thal-lande possède ainsi vingt et une usines de montage qui, l'an dernier, ont sorti 87 159 véhicules divers et qui emploient caviron cent trente-cinq mille personnes. La création de l'industrie automobile indoné sienne remonte à 1969 : ses unités d'assemblage, une vingtaine au total, produisent aussi des pièces de

Pour protéger cette jeune industrie, les gouvernements des Etats de l'Asie de Sud-Est ont réglementé l'importation des automobiles complètement assemblées. En Indonésie, depuis janvier 1974, il s'agit d'une interdiction pure et simple, les antorités de ce pays jugeant que les entreprises locales sont aptes à satisfaire la demande intérieure. En Thallande, un accord de principe, signé en juillet dernier, prévoit que les voitures importées ne doivent pas être d'un modèle déjà monté sur place. Elles sont, en outre, frappées d'une taxe de 150 % alors que les voitures non assemblées suppor-tent une taxe de 80 %. En Malaisie, gers est liée à l'obtention d'une licence, Senl Singapour demeure exposé à tous les vents de la

Cette politique protectionniste a nbouti, dans plusieurs pays, à un émiettement de l'industrie locale et, compte tenu de la dimension réduite de certains marchés nationaux, un coût de production inférieur au scail de rentabilité. Au non compétitifs par rapport à la concurrence internationale, ce qui a enaduit les gouvernements des Etats de l'Asie du Sud-Est à imposer une surtaxation des véhicul entièrement montés et importés. Ainsi, en 1980, 94 % des voitures vendues en Thailande avaient été assemblées sur place.

Tout récemment, la Banque mondiale a invité les autorités de Bangkok à lever les restrictions sur les véhicules déjà montés. Elle leur a fait valoir que ces mesures protectionnistes enudamnaient la population à acheter des antomobiles à des prix très élevés, sam ancun bénéfice pour la nation. Des experts out, en effet, calculé qu'en moyenne la Thatlande perdait environ 2 milliards de baths (625 millions de francs) par an. Cette somme, kors dn dernier exercice fiscal, aurait permis de financer un tiers des dépenses de santé publique...

Déià en août 1978, le gouvernement thallandais avait interdit l'installation de nouvelles chaînes de montage, chaque constructeur devant, en outre, limiter sa gamme. En juillet dernier, il autorisait sous conditions l'importation de voitures entièrement montées, précisant que la part des pièces locales dans les véhicules assemblés sur place de-vrait passer, d'ici à un an, à 45 % ım et non pas à 50 % comme ceis avait été prévu.

Ces mesures suffiront-elles à assainir la situation, à sortir de ce qu'un certain nombre d'observa-teurs n'hésitent pas à qualifier de « fiasco » ? « Même si le coût de la main-d'œuvre, celui du capital et celui du management étaient nuls, affirment-ils, il ne serait pas renta-ble de fabriquer des véhicules automobiles sur place. A leur avis, une voiture made in Japan restera toujours meilleur marché

JACQUES DE BARRIN.

Le Monde

publiera dans ses prochains numéros une série d'articles consacrés aux marchés automobiles du tiers-monde.

PAYS DU GOLFE: la percée des « voitures-Kleenex »

Correspondance

Les micro-Etats pétroliers du Golfe unt bean compter la plus furte concentration au monde de Rolls Royce par habitant, il n'em-peche que c'est l'automobile japonaise qui triomphe de Bassorah au détroit d'Ormuz.

Même les grosses Américaines, naguère si populaires en Arabie Saoudite et dans les Émirats du Golfe, semblent marquer le pas. Pourtant, leur forte consommation d'essence u'est pas vraiment un handicap dans cette région du monde. Mais ceux qui en ont les moyens se tournent de plus en plus vers la Mercedes, symbole reconnn

de la réussite dans le monde entier. Dès qu'en délaisse les voitures de prestige, cependant, pas de doute, la petite japonaise est reine. Bon marché, efficacement climatisée, elle est remarquablement bien adaptée au marché. Les pièces détachées ne sont pas chères et toujours disponibles. C'est vrai, sa durée de vie est ici limitée. Dans une récien de tout pour la latte de vie est ici limitée. Dans une choien de tout puille très vite et ch Dès qu'en délaisse les voitures de région où tout rouille très vite et où l'argent ne manque pas, cela devient précisément... une qualité. Un certain soubisme aidant, cette voiture-Kleenex », dont on se sé pare après un ou deux ans de bons et loyaux services est vite rempla-cée par le dernier modèle mis en vente par Toyota ou Mitsubishi.

Hamidité, salinité et vents de sable se conjugent pour faire en sorte que la durée de vie moyenne d'une voiture, sur les rivages du Golfe, ne dépasse guère quatre ans. D'où une heureuse conséquence pour les ex-portateurs : le marche n'est toujours pas saturé dans ces pays en dépit de leur faible population.

En 1980, Toyota expartait 280 000 automobiles vers le royaume saoudien. On comprend aisément pourquoi la firme japo-naise a finalement préféré renoncer à son association avec Ford devant

Et les voitures françaises ? Bien sur, il y a le boycottage arabe qui frappe Renault. Mais avant même que cette mesure ne soit prise, le 17 décembre 1981, la Régie ne pouvait guère se targuer de résultats brillants dans le Golfe. Pour une large part, cela est du à la l'aiblesse de ses concessionnaires et, partant

la menace d'un boycottage. A Bah-

rein, debut 1982, 97 % des vehi-

cules importés étaient des modèles

à la déficience de son service après-vente. Cependant, Rensult Véhi-cules Industriels avait connu des résultats prometteurs : 550 véhicules vendus en 1981 en Arabie Saoudite et dans le Golfe. Le marché du Ko-weit, notamment, était porteur en raison de l'intense développement du trafie routier avec l'Irak après l'éclatement du cunflit irako-Même abservations pour Peugeot qui a bien vendu ses 504, mais dont la 604 a comm un véritable échec :

aussi chere qu'une Mercedes, elle u'en avait ui le prestige ni la résis-tance. Passe un premier engoue-ment, elle n'a rapidement plus trouvé d'acquéreur. Peugeot aussi a été victime de la qualité de ses agents. C'est ainsi qu'à Bahrein, son représentant est concession-naire de 400 marques différentes, dout au moins deux marques concurrentes, Subaru et Suzuki, Il est clair que la promotion des ventes de la firme française u'est pour lui qu'un objectif parmi d'au-

A noter enfin l'excellente percée de la firme suédoise Saab qui com-mercialise des modèles de milieu de gamme particulièrement populaires parmi les nombreux cadres euro-péens expatriés dans le Golfe.

OLIVIER DA LAGE.

DU COTÉ DU POIDS LOURD

VÉHICULES UTILITAIRES : une série d'exercices difficiles

OUR les constructeurs européens de véhicules utilitaires, 1981 avait été une année médiocre. Pour 1982, les résultats - du moins d'après ceux relevés au cours du premier semestre - n'incitent guère ces industries à un regain d'optimisme. Ils sont finalement le reflet de la tenue d'ensemble. de l'économie... Quelle que soit la directioa où se portent leurs regards, les professionnels, telle sœur Anne, ne voient rien ve-

Pour garder leur part de marché et pour maintenir autant que faire se peut la production de leurs usines, des constructeurs ont pratiqué d'importauts rabais sur certaines de leurs ventes, désorganisant ainsi gravement la demande. Certains d'entre eux se sont aussi financièrement appauvris. L'avenir dira de quelle faiblesse sera payée cette guerre sauvage sur les prix, une guerre à laquelle tous, aujourd'hui, n'out pas encore re-

En France, Renault-Véhicules industriels (R.-V.I.) le seul constructeur national mis à part Unic-Ivelo, filiale du groupe italieu Fiat - pare au mieux la crise. Il résiste bien sur les marchés extérieurs, gagnant du terrain ici, eu cédant là. Sa situation financière u'est cependant pas clarifiée.

Tous véhicules utilitairee confondes (1), la situation se pré-sente ainsi pour les principaux pays européens constructeurs de ca-

inions.

En Alternagne fédérale, pour les douze demiers mois arrêtés à le fin de juin demier, le production a diminut de 7,9 %, les immarticulations de 6,9 %. Les exportations, en revanche, ont progressé de 5,8 %, ce qui illustre fort bien la force de l'industrie ellemande.

• En Granda-Bretagne, pour la même période, la production a baissé de 7,30 %, les immatricula-tione de 2 % et les exportations de 11 %. Toutefois, depuis le début de cette année, la production et les immatriculations sont mieux orientées.

 En Italie, pour la période juin
 1881 - mai 1982, la production a baissé de 2 %, mais les immatriculations et les exportations ont, alles, progressé respectivement de 10,8

Une explication de cette « singu-larité » italienne : le rétablissement à la fin de 1980 du climat social chez Fiat — on a pané a ce propos de c.miracle » (le Monde du 18 dé-cembre 1881). Tous les pays ou presque sont frappés. Ainsi — eutres exemples, - l'en demier, les immatriculations de véhicules utilitaires ont diminué de près de 6 % en Suède et de 11 % aux Pays-Bas.

Des marchés résistent mieux aux début de cette année, ceux de Belgique et d'Espagne, sans qu'on puisse expliquer cette « enomalie ». Faut-il y voir l'annonce d'un renouveeu durable - ca qui semble peu plausible - ou les conséquences d'un rattrapage conjoncturel du marché ?

Quelle est en France la situation du véhicule utilitaire de plus de 5 La conjoncture est, icl, plus

preoccupanta que dans les pays voi-

(1) Les plus récentes statistiques ne font pas la part entre les véhicules de 3,5 tonnes à 5 tonnes de charge utile (petits atilitaires) et ceux de plus de 5 tonnes qu'il est convenn de considérer comme véhicules utilitaires propre-ment dits. De surcroît, pour certains pays, cette « frontière » n'est pas à 5 tonnes, mais, par exemple, en

5 tonnes, mais, par exemple, en Grande-Bretagne, à 7 tonnes et à 6 tonnes en Allemagne fédérale.

sins : le marché intérieur se traîne depuis 1875. La demande, qui était restée étale entre 1977 et 1980 (environ 41 500 véhicules immatriculés chaque année), e diminué de 7 % en 1981 (38 800). Elle est au même niveau qu'en 1988 (l'exercice de 1975 : 33 000 camione immatriculés, avant le plus mauvais : la pre-mier choc pétrolier était tout pro-

En France. une demande déroutante

Depuis le début de cette année, l'évolution du marché en France est déroutante. Au cours des cinq premiers mois lee immatriculationa evaient diminué de 7 % par rapport à le même période de 1981. En juin et juillet, les livraisons ont été beaucoup plus nombreuses, puisque, au total, les immatriculations pour les sept premiers moie ne sont plus en se que de 0,20 %.

Quelles raisons avancer pour exgénéralement troie mois entre la vente proprement dits d'un camion et sa livraison au client, et donc

l'immatriculation, le temps d'équipar la cabine, notamment selon les désirs de l'echeteur. Il semble donc que cette reprise, inattendue, a été le reflet d'echats anticipés de véhicules étrangers, plus particulière-ment dans l'attente d'une dévaluation de la monnaie française (qui a été finalement annoncée le 11 juint). Elle doit être eussi liée à la « guerre

Depuis le début de l'été, la tendance paraît figée... Il est tradition-nel, lors d'une ennée - c'est la cae de 1982 — où se tient un salon du véhicule utilitaire, qua lse acheteurs potentiels ratardent leurs achets pour « aller voir » sur les stends. Ensuite, la décision de bloquer les prix a perturbé les transporteurs, d'autant plus que — e'exagèrent-ils la portée da ses déclaratione? — laur ministre de tutelle, M. Charles Fiterman, n'e pes celé son intention de favoriser à l'avenir le chemin de fer. Plus généralement, au reste, la profession a mal accueilli l'an der-nier le changement politique.

Toutefois, les camionneurs ne sont pas les seuls scheteurs de « poide lourds ». Ils ne forment que la moitié des clients potentiels, l'au-

tre partie étant les « privés », c'està-dire les groupes industriels qui transportent aux-mêmes leurs propres matières premières ou leurs marchandises. Et l'on revient donc au point de de départ : les investissemente. Un redémarrage franc de Ceux-ci peut, seul, redonner du nerf à la demende nationale de « poids lourds ». Ce qui suppose une économie plue saine et plus confiante.

Cependant, le marché en France pourrait se réveiller quelque peu pour une autre raison, espèrent certains. Le parc français des véhicules utilitaires est trop vieux pour que les utilisateure puiesent durant lontemps remettre et remettre encore des achats de ramplacament. Les-contraintes techniques de la sécurité devraient y obliger; celles aussi relatives à la consommation d'énergie : aujourd'hui, les constructeurs présentent des modèles de « bahuts », infiniment moins gourmande en carburant : c'est au reste l'une des cunosités du Salon.

Un vieux parc

Un vieux parc, dieons-noue. 13,8 % de celui-ci (« poids lourds » de plus de 5 tonnes) ont plue de dix ans d'âge, comme 13,4 % des tracteurs detoue tonnages et auesì 28,3 % des autocars et autobue.

Sien sur, cet espoir d'una reprise des ventes grâce au renouvellement partiel du parc cesserait d'être aléatoira si l'on alléguait les cherges qui pèsent sur le transport routier ou si on limitait - certeins en révent les renchérissements répétés du prix des carburants.

Dans une demende déprimée, des constructeurs et des importateurs de « poids lourde » ont cherché a conserver leur part de marché; il fallait vendre à tout prix : à n'importe quel prix plutôt. Pour les concessionnaires - ils sont environ six cents en France qui essurent les deux tiers des ventes de véhicules utilitaires, – le marché est « pourri » ; certains parlant même de « cannibalisme » ... pour illustrar l'empoignede de la concurrence. Se lon ces concessionnaires, las constructeurs ont eccordé - au cours des premiers mois de cette année – des rabais énormes afin de décrochar des ventes. Une réduction eur le coût d'un 38 tonnes pouvait aller jusqu'à 40 % du prix de vente lieu du rabais classique de 18 %) ? A ce compte-là, les constructeurs ont perdu de l'argent. Tant pis ! Ils préfèrent cette sorte de braderia plutôt que de verser des indemnitée de chômage. A présent, il eembla bien qu'on en eoit revenu a un comportement plus civil; il tend en tout cas à le devenir.

Le visage résolu de Renault-Véhicules industriels

Dane un tel décor, comment a évolue la situation de Renault-Véhicules industriels (R.V.I), le seul constructeur national de « poids lourds > si l'on met à part Unic (filiale du groupe italien lveco), dont une grande partia des fabrications faites en France jusqu'en 1980 a été a rapatriée » depuis lora en Italie.

La production de R.V.I. avait été de 38 000 véhicules l'an dernier. Elle devrait être cette année infèrieura de 3 % environ. La filiale de la Régie a mieux résieté qu'on pouvait le craindre, grâce à des ventes à l'étranger. Elle prévoit d'expédier eux Etats-Unis, comme l'an demier, 3 800 véhicules, par le biais de son associé Mack. Elle doit envoyer en Algérie une pertie de la commande sée par ce pays. Elle a progresse en-core en Grande-Bretagne et en Belgique, où ce n'était pas facile.

En revanche, le boycottage de certains pays arabes devrait lui faire perdre environ 1 800 véhicules (en Irak, en Arabie Saoudite et en Libye). Motif de cet ostracisme : les échanges commerciaux entre Israel et American Motors, le constructeur américam dont la régia Renault est le principal actionnaire.

Au total, c'est 46 % de sa production que la firme nationala aura envoyé au-delà des frontières cette annés ; un même pourcentage qu'en 1981 (en 1978, il était de 38 %).

ALPHONSE THELIER.

(Lire la suite page 31.)

Conquérir et non reconquérir un marché

L'industrie française du véhicule utilitaire à fort à faire pour étendre son influence à l'intérieur etendre son influence à l'interieur même du pays. Il ne s'agit pas pour elle de « reconquête » du marché intérieur, mais plus sim-plement de conquête.

plement de conquête.

En s'appuyant sur une demande mationale fidèle, Remanit Véhicules industriels (R.V.L.) pourrait s'assurer des profits « confortables » et dont elle a bien besoin. Obligée de se battre sur son propre territoire, la filiale de la régie Remanit doit en cffet y consentir des prix établis an plus juste, afin d'y gagner une influence quand ce n'est pas pour résister à la concurrence extérieure.

Tout autra est le cituation des

Tout antre est la situation des constructeurs de « poids lourds » (vébicules de plus de 5 tounes de charge utile) chez eux. Voici en regard la situation en Allemagne fédérale, en Italie et en France:

En Allemagne fédérale, Mercedes (Daimler Benz et Man) assurent 74 % des immatricula-

• En Italie, près de 72 % des camions immatriculés en 1981 portaient la morque IVECO (Unic-IVECO). • En France, près de 43 % des camions qui ont été immatriculés en 1981 étaient de la marque Puis venzient Mercedes: 19 %;

tions de camions. Magirus - an

tre constructeur allemand, qui est

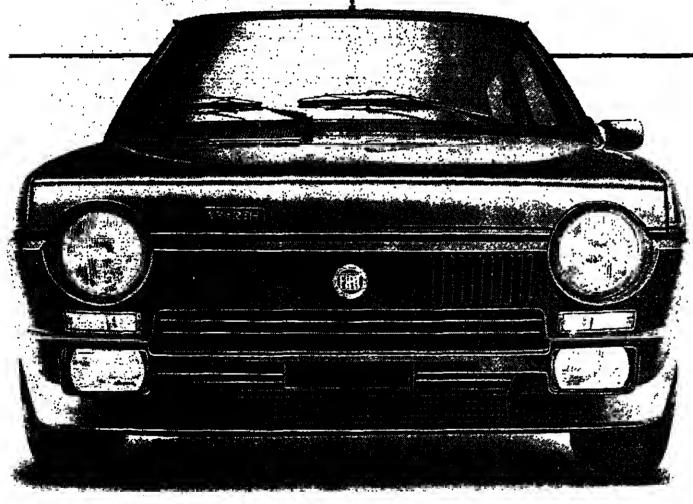
passé récemment sons le contrôle du groupe italien IVECO [Fiat] -

en assure pour sa part 11,5 %. Les marques étrangères couvrent seu-

lement un peu plus de 14 % du marché allemand.

Unic-IVECO: 15 % | 11; VOLVO: 8.8 %; DAF: 4,25 %; SCANIA: 3.9 %; FORD: 2,2 %. Divers : 4 %).

(1) Une partie des camions Unic-IVECO vendus en France est aussi fabriquée sur le territoire na-



Les Dieux de l'automobile ne seraient-ils pas Latins?

Fiat Abarth, Une signature prestigieuse assaciée à la campétitian, à d'innambrables victaires dans les plus grands rallyes du mande.

Fiat Ritma Abarth 125 TC. La Ritma à san paraxysme, une vaiture dédiée à l'élite des canducteurs spartifs. Mateur 2 litres à la fais "rand" et incisif.

Les 17,5 mkg de cauple maxi sant atteints dès 3500 tr/mn. Et le cauple ne descend jamais saus les 15 mkg entre 1500 et 6000 taurs.

Baîte 5 vitesses à échelannement rappraché. Sa maniabilité est de premier ardre, avec des verrauillages fermes et une synchranisation rapide.

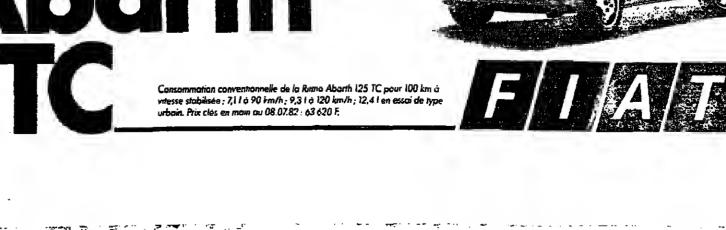
Train avant à départ négatif. Suspensian Mc Phersan spéciale à ressarts pragressifs. La Ritma 125 TC vire rigaureusement à plat.

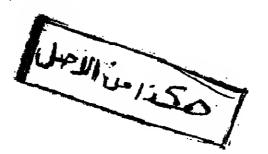
Direction précise et docile. Freinage impressiannant de puissance. Jantes en alliage. Pneus type P6. Callecteur d'échappement en dauble Y.

La Ritma Abarth 125 TC est chranamétrée en 30,2 sec. sur le kilamètre départ arrêté. Elle mante à 190 km/h.

Cette bête de race n'a au demeurant rien d'une vaiture égaïste. Elle surclasse tautes ses rivales dans le damaine de l'habitabilité.

Ritmo Alocartical Properties of the North Alocartical Principal Pr





OPEL LANCE LA CORSA A PARIS

Un événement à double titre

Pour la première fois, une marque allemande choisit de lancer un nouveau modèle en France. Un événement qui s'explique par le fait que 33 % du marché de l'Hexagone est accupé par les petites voitures. La Corsa en fait partie, et Opel ne pouvait pas risquer de lui faire manquer un si bon départ, le Salon de Paris.

La septième note de la gamme

De la sympathique Kadett aux prestigieuses Senator et Monza, sans oublier les fougueuses Ascona et Mania, ainsi que les Reckord, Opel couvrait toutes les cylindrées, de 1200 cm³ à 3 litres et tous les échelons de vignettes, de 6 à 16 CV; une gamme bien conçue, complétée et renouvelée au fil des ans avec, notamment, l'adjonction de la traction avant sur tous les modèles des gammes petite et moyenne, exceptée la Manta, à vocation sportive, qui persiste dans la propulsion arrière, souvent fructueuse en compétition.

Pour couvrir tout le marché européen, il manquait cependant un maillon à cette chaîne. C'est pourquoi Opel, sous l'égide de General Motors, décidait dès 1979 d'investir près de 2 milliards de dollars dans la création d'un modèle de gabarit réduit (moins de 3,70 m) afin de prendre olace sur un marché qui s'annonçait déjà très porteur. C'était voir juste lorsque l'on sait que les petites voitures représentent aujourd'hui 25.3 % de la commercialisation en Europe et 33 % pour la France, en quatrième position après le Portugal, l'Italie et l'Espagne. Avec de tels moyens, Opel pouvait mettre les bou-chées doubles. Ce fut le cas avec la realisation de quatre usines ultramodernes bénéficiant des derniers perfectionnements technologiques, et. notamment l'introduction de la robotique à de multiples stades de la production. Mais, avant d'en arriver là, le plus important était de définir la ligne de ce nouveau modèle - une petite voiture à vocation familiale - et de le baptiser. C'est en Allemagne, chez Adam Opel A. C., que le bureau d'études et de style exerce ses talents. Les premiers croquis présentaient deux propositions : une même voiture munie soit d'un hayon, soit d'un coffre, avec, bien entendu, un air de famille Opel identissant d'emblée la marque. L'une et l'autre avaient leurs acheteurs potentiels, leurs raisons d'exister. Pourquoi choisir? Après iout, les deux lignes de carrosserie Ascona ont chacune leurs adeptes... La Corsa deux ou trois volumes aura les siens.

Le problème du nom se pose d'année en année avec plus d'acuité aux constructeurs. Chacun dépose ses projets, même s'ils ne sont pas utilisés, à seule fin de ne pas voir un jour une marque concurrente s'approprier un patronyme issu de son propre bureau d'études. Il faut donc trouver un nom qui ne souffre pas d'antériorité, qui sonne bien dans toutes les langues et qui soit pourvu d'une charge affective positive. « Corsa » répondait à tous ces critères. Ligne et nom, les deux pièces principales du puzzle étaient assemblées...

Une philosophie appliquée

Si d'un mot, l'on devait définir l'ensemble de la gamme Opel, ce serait « sérieux ». Quel que soit le modèle, rien n'est laissé au hasard et le souci primordial de ce constructeur a toujours été, reste et restera la qualité. D'une façon permanente, ses technicieus s'efforcent d'améliorer et de perfectionner les divers éléments des véhicules existants. Et comme le dit l'un des responsables de la firme : « Nous pensons dans le détail les solutions les plus éprouvées et nous utilisons constamment ce qui existe de mieux, par exemple les alliages ou enrore notre système de suspension. Si ce n'est pas fracassant, c'est toujours

La Corsa n'échappe pas à cette règle. Elle bénéficie dès sa naissance de tous les atouts de ses grandes sœurs: moteurs transversaux: coefficient de pénétration dans l'air – le



La Corsa deux volumes à hayon : 3,32 mètres d'espace et d'ingéniosité : Capot très incliné, renflement des ailes pour accroître l'aèrodynamismo. Sur la version sportive SR, spoiler avant et arrière déterminent un cofficient de pénétration dans l'air remarquable : 0,35, un bon muven de concilier performance et économie.

fameux Cx — très bas (de 0,38 à 0.35 selon le modèle), assurant un remarquable aérodynamisme; poids rèduit grâce à des tôles de haute résistance; suspension avant à roues indépendantes et suspension arrière avec barre stabilisatrice, comme sur la Kadett et l'Ascona; système de freinage à double circuit en diagonale avec servo-frein et règulateur évitant le blocage des roues... Avec de tels organes vitaux, le nouvel acquéreur peut se dire qu'il n'aura pas « à essuyer les platres ».

Une voiture sur mesure

Comme toutes les Opel, la Corsa sera véritablement une voiture « à la carte » (on ne dénombre pas moins

de trente-deux versions de la Kadett). Outre ses deux carrosseries - la Corsa deux portes avec hayon, 3,62 m de long, et la Corsa TR, deux portes aver coffre, 3,95 m, - elle est propo-sée en trois niveaux d'équipement, la Corsa, la Corsa L, la Corsa Berlina, plus un modèle sportif, la Corsa SR avec hayon. Pour tous ces modèles, trois couleurs standards : blanc, vert, marron ; et, en option, un rouge brillant ou un rouge et un gris métallisés; trois intérieurs en drap (beige, vert, rouge) ou vinyl (beige). On trouve même des garnitures en velours sur la Berlina et des sièges baquet sur la SR. Aux trois niveaux d'équipement s'ajoutent trois niveaux de motorisation: 1 000, 1 200 et 1 300 cm3, un choix judicieux qui

> 4 140

4 152

16

5 161

13,5

4,7

correspond parfaitement aux divers usages que l'on peut faire de cette voiture.

Le moteur 1 000 cm³, 45 ch à 5 400 tours/minute, est de conception traditionnelle, avec une culasse en fonte, un arbre à cames latéral. Il a largement fait ses preuves sur l'ancienne Kadett (plus d'un million d'exemplaires produits). Astucieusement remanie, il répond aux nécessités actuelles de réduire la pollution et la ronsommation.

voiture. Son habitabilité semble d'emblée amplifiée par l'importance de la surface vitree. A ce propos, il est à noter que le verre du pare-brise seuilleté et celui spécialement durci des glaces ont été efficacement traités pour, sans affaiblir leur résistance, alléger de 5 kilos l'ensemble de la voiture. Pour accroître également la visibilité, les appuis tête sont ajourés. un avantage pour les passagers ar-rière qui ne se sentent plus isolés et pour le conducteur qui peut se garer « à vue ». Les sièges à ressorts, garnis de pleine mousse, absorbent les vibrations et assurent un bon maintien grâce à leur galbe spérialement étu-dié. A l'avant, leur dossier bascule largement, donnant libre et facile accès aux places arrière. Autre astuce. le point d'attache des ceintures est fixé sur le siège même; de ce fait, conducteur et passager sont maintenus sans être étranglés, quelle que soit leur taille. A l'arrière, beaucoup de place pour les jambes et trois possibilités d'aménagement : une banquette fixe facilement démontable sur la Corsa TR, avec coffre et deux banquettes rabattables sur le modèle à hayon, soit intégralement, soit de facon asymétrique (2/3, 1/3), en série sur la Berlina, en option sur les autres. Ce système permet de concilier bagages volumineux et transport d'enfants par exemple. Le tableau de complet, les commandes sont à portée de main du conducteur et les verres des cadrans sont anti-reflets.

Économique à tous les niveaux

En concevant la Corsa, les ingénieurs d'Opel partaient du principe qu'ils créaient une voiture moderne, adaptée à son époque. Elle se devait d'être économique dans tous les domaines : prix de revient, consommation, entretien. C'est dans ce dernier qu'ils ont réussi un véritable tour de



La Corsa TR avec coffre : 3.95 mètres, une ligne classique pour cette petite berline familiale aussi élégante que fonctionnelle, soulignée d'une calandre typiquement Opel. La version berlina atteint les sommets du raffinement.

Le nouveau moteur 1 200 cm³, 54 ch à 5 600 tours/minute, se caractérise par l'application de techniques de pointe : culasse en alliage léger, arbre à cames en tête, allumage électronique, rattrapage bydraulique du jeu de soupapes notamment... Le moteur 1 300 cm³, 69 ch à 5 600 tours/minute, équipant Kadett et Ascona, a été recalibré pour la Corsa, avec adjonction de l'allumage électronique. Il est servi sur la SR par une boite 5 vitesses. Sans entrer dans les détails, il est important de souligner que ces trois moteurs bénéficient d'un couple maximal sortant à bas régime, entre 2 200 et 3 800 tours/minute. La réputation de fiabilité des voitures Opel provient, en partie, de ce facteur.

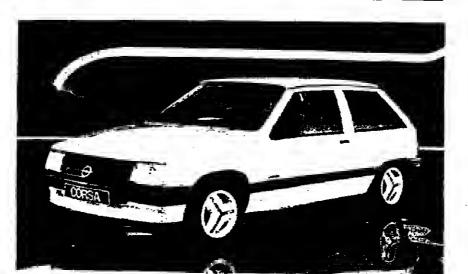
Petit volume, grande capacité

Mais qu'est-ce qu'une petite voiture robuste, siable et persormante si le manque de place et de hien-être fait de chaque kilomètre de hitume un chemin de eroix? Les organes mécaniques de la Corsa bénéssiciaient de l'expérience de ses ainées, l'aménagement intérieur devait être spécifique; les stylistes d'Opel se trouvaient confrontés à un nouveau problème : un minimum d'espace pour un maximum de consort. Pari tenu, pari gagné: la petite Corsa est une grande force en se fondant sur l'expérience réussie de la Kadett et de l'Ascona. Comme elles, la Corsa n'exige de révision que tous les ans ou tous les 15 000 kilomètres, et de vidange que tou a lea six mois ou-tous les 15 000 kilomètres. Nombreux sont les éléments qui échappent à cette révision puisqu'ils ne nécessitent auaum entretien : allumage électronique, batterie, jeu de soupapes, suspensions, direction à crémaillère, articulations.

Parallèlement, les interventions sur les pièces mécaniques demandent un minimum de temps de par leur facilité d'accès. On peut désormais examiner les freins par un « regard », en changer les garnitures sans purger le circuit, remplacer l'embrayage ou le différentiel sans déposer la transmission, remplacer aussi les phares sans outils de professionnel ou encore une seule des trois parties de l'échappement...

Avec ses éléments de tôlerie boulonnés, la carrosserie peut être facilement redressée et réparée par sections, y compris les pare chocs. Le traitement anti-corrosion, qui ne comprend pas moins de onze opérations, la met à l'abri de toute épreuve. Malgré toutes ces précautions, Opel offre une garantie totale d'un an et l'intervention, la première année.

d'Euroservice Assistance. Par acquis de consciance...



GROS PLAN SUR LA CORSA

Dimensions modèle deux portes (avec coffre) : longueur 3,95 mètres

Dimensions modèle deux portes (avec coffre) : largeur 1,54 mètre

Dimensions modèle trois portes (avec hayon) : longueur 3,62 mètres

Dimensions modèle trois portes (avec hayon) : largeur 1,53 mètre

Dimensions des pneus 145 SR 13
Capacité du réservoir d'essence (super) 42 litres

Puissauce fiscale CV

Cylindrée cm³ Puissance maxi. chevsux

Rapports boite de vitesses
Vilesse maximum km/h

0 à 100 km/h secondes
Consommations à 90 km/h litres

A 120 km/h

En cycle urbain

La Carsa à claire-voie : quaire leinq places tout confort, appuis-tête ajourés, sièges bien galbés, et, sous le capot, une grande facilité d'accès à tous les organes essentiels dont la plupart ne nécessitent aucun entretien.

VÉHICULES UTILITAIRES

(Suite de la page 29.)

La faiblesse structurelle de R.V.J. reste sa pénétration sur le marché national. L'encadré ci-contre présente la répartition des immatriculations entre ¢ étrangers » et nationeux, en France, en Allemagne fédérale et an Italie.

A ce handicap s'en ajouta un autre, financier celui-là : les lourdes dettes de la firme. Elle seraient aujourd'hul de l'ordre de 37 ou 38 % du chiffre d'affaires.

R.V.L a pu cependant consolider son capital ces derniers mois. Il doit recevoir ces prochains jours la dernière partie (309 millions de francs) de la dotation en capital qua lui avait promise se société mère, la régie Renault. Celle-ci se sera montrée s genérause que promis, puisqua R.V.I. aura rscu non paa les ns de francs annoncés mais 1 409. Un temps lui est ainsi donné pour souffler...

ALPHONSE THELIER.

A VOIR **ET A SAVOIR**

■ Mercedes, qui se porte bien, puisque, pour les six premiers mois de l'ennée 1982, on nota une augmentation de la production de 11 % par repport eu premier semestre 1981, ne présente pas au Salon da Paris ce qui devrait constituer un grand événement pour le marque : sa « petite » voitura.

Si cette nouvelle berline, appelée « 190 » - tout dans la tradition de la firme allemande est dores et déià prête à plusieurs centaines d'exemplaires, Mercedes, faute de pouvoir servir sa clientèle, préfère encore attendre quelques mois pour la. mettre dans les vitrines. On sait en tout cas, qu'il s'agit d'une « compacte » de 4,42 mêtres de long pour una Isrgaur de 1.68 mêtre. Elle pêse, à vide, 1 080 kilos pour une charge utile de 550 kilos. Le moteur. 2 litres à essence permettra à cette voiture, dans sa version injection, d'ettaindre 195 km/h. A l'avant, on trouvers un essieu à jambe amortissantes et à déport négauf : à l'amère, on aura des bras multiples (5 par roue).

Le prix n'est naturellement pas fixé, mais Il évoluerait autour de 100 000 francs, ce qui prouve bien que Mercedes, si elle vise les conducteurs de voitures bas de gamme de sa production/ s'atteque aussi, à son tour, à une clientèle qui ne lui était pas encore familière.

· A côté des Polos coupés at de la G.T.I. 1800, Volkswagen au Salon le Golf 1600 GTO turbo diesel. Cetta nouvelle version, équipée du moteur 1 588 cm3 suratimenté, donne une puissance de 70 ch à 4 500 t/m. Le couple monte à 13,6 MKg à 2 600 t/m, et sa boite est à cinq vitesses Les vitesses sont données pour plus de 155 km/h. Cette nouvella version de la Golf avait été presentée ao Salon de Genève cette année.

 Citroen ajoute désormais à sa gamme 1983 les « LNA II-E » at # RE > a. moteur 4 cylindres économique.

Dans les autres catégories de modéles la visa GT e remplace (a « Visa II Super X », une G5A X1 » remplace la « GSA Club » et les « CX Reflex » et CX Athena » changent pour devanir das . CX 20 » et « CX 20 TRE ».

Dans la mêma carrosserie du petit coupé Paugeot 104, la gamme « LNA » comprend touours la modèle 2 cylindres 652 centimetres cubes dont la puissance fiscale n'est plus que da 3 CV au lieu de 4 et dont la consommation est encore redute. Les nouvelles « LNA II E » et «RE» reprennent le moteur cylindres Paugeot-Renault de 1124 centimétres cubes (5 CV fiscaux - 50 ch. Din) qui équipe les « Visa » et « 104 », le modela « RE » étant doté du freinage assisté d'un équipement plus complet.

 La voiture expérimentale Vera », fabriquée par Peugeot, e percouru aux États-Unis. 830,244 km entre Detroit (Michigan) et Knoxville (Tennessee) en consommant saulament 2.57 litres de gazole au 100 km. Aux normes américaines, cela equiveut à 91,2 miles au galon. L'expérience rapporte l'A.F.P., était contrôlée par un organisme officiel, l'Ametican Testing Institute, et la voiture conduite par un journaliste d'une revue automobile. Un ordinateur installé à bord a aidé la pilote à conserver la meilleur rapport vitesse/consommation. Affrontant un fort vent de face et sous la pluie, le plote a réalisé une moyenne de 53 097 km/h.

Bergari Balanca an ann an an

SUR LE FRONT DU PNEUMATIQUE

UNE GUERRE DE TITANS

Fhorizon 2 000, il ne restera plus, dans le monde, que trois, peutêtre quatre grands fabricants de pneumatiques. Tous les experts s'accordent sur ce point. Les deux chocs pétroliers et leurs retombées en cascade aux effets cumulatifs (hausse des prix de l'essence, économies d'énergie, limitation de vitesse, rècession, crise automobile) ont mis cette industrie à genou. Le marche de la première monte n'est plus porteur. Le marché du lacement connaît des difficultés avec l'allongement de la durée de vie des pneumatiques mais anssi avec l'arrivée de nombreux « outsiders ». Les prévisions? Nul ne se hasarde plus à en faire.

Pour maintenir la tête hors de l'eau, les manufacturiers se livrent à une guerre sans merci pour capter de nouvelles couches de clientèle. La lutte est chaude aussi sur le front des prix. Elle ne l'est pas moins, enfin, dans le domaine de l'innovation. L'issue du combat est incertaine, mais il ne fait guère de doute que les plus faibles disparaffront ou se reconvertiront. Seuls les mieax armés en réchapperont, non sans avoir laissé une partie de leur substance pour se régénérer. Qui seront-ils? Les paris sont ouverts. L'américain Goodyear, le français Michelin et le japonais Bridgestone, seront vraisemblahlement du lot. L'identité du quatrième est douteuse, si tant est ou'il y en ait un.

Les dix ennées écoulées, et surtout les cinq dernières, ont été terribles pour la plupart des fabricants mondiaux. Si Michelin, grâce à son avance technologique, a réussi à tenir la route avant récemment d'en sortir lul aussi, ses concurrents n'ont pu profiter de ce répit. La crise les a surpris en pleine mutation, les obligeant à combattre sur deux fronts è la fois et ainsi à jeter toutes leurs forces dans la bataille, dont une partie aurait pu atre économisés si la radialisation du marché, par imprévoyence ou mauvais calcul. n'avait pas tant traîné du temps des armées 60, quand les taux de croissance étaient, bon an, mal an, de

: En 1970, Michelin tenait le haut du pavé avec son pneu radial. Sur: de leur puissance et de la capacité de leur marché, ses rivaux américains, amusés, tardeient à se reconvertir ou adoptaient des solutions intermédielres (bies beltad). colossal et beaucoup allaient au moins conteux. La récession devait agir comme un révélateur, démontrant que le pneu radial, seul, avait des chances d'en réchanner quand tous les sutres étaient à peu prescondamnés. La santé insolante de Michelin en témoignait.

Les Américains au pied du mur

Subitement confrontés aux réalités d'un marché dont le taux d'expansion allait très vite chuter des deux tiers environ pour revanir tout justo à 3 % l'an. les manufacturiers américains, eu pied du mur, n'eurent d'autres solutions que da se moderniser très vite pour rattraper le retard pris.

Plus da 4 milliards de dollars furent dépensés à cet effet (2 milliards par Goodyear, at, notammant, 500 malions par chacun des deux groupes Firestone et Uniroyal). Mais ces investissements furent souvent financés à coups d'emprunts ou de au détriment d'un bon équilibra financier.

Tous tablaient sur un assainissement naturel pour redresser une situation souvent párillause. La conjoncture ne s'est jemais renver-see et, aujourd'hui, neuf ans après le premier grand choc pétrolier, les plaies laissées par la crise ne se sont pas refermées.

Pourtant robusta, Firestone, numero deux mondial, effaibli de surcroît par deux coûteuses opérations de retrait de pneus, est exsangue. Pour reconstituer sa trésorana, le groupe e vendu sa division « plastiques » é l'Occidental Petroleum, bradé ses filiales européennes, y compris son usina frençaise de caoutchouc synthétique cédée à Baver, ne conservent de ce côté de l'eau que sa fabrique de oneus de Béthune (Nord), vendu, enfin, pour une poignée de dollars son usine de Nashvilla (Tennessee) au japonais Bridgestone. Sans grand résultat : rentré en 1981 dans l'ère des bénéfices, Firestone a replongé au début de 1982.

A bout de souffle, plusieurs maaufacturiers américains de taille moyenne se désengagent. Après avoir quitté l'Europe, Goodrich vient de se retirar du marchá da la première monta et songa à abandonner la marché du ramplacement pour se consacrer entierement à ses activités chimiques - la firma est le numéro un mondial du PVC (polychlorure da vinyle),

General Tire no réalise plus que 28 % de son chiffre d'affaires dens le pneu, la reste provenant de ses activités dans la communication (radio et télévision). Après avoir revendu tout son réseau européen à l'ellemand Continental Gummi, Uniroyal s'est entièrement replié sur le marché américain. Il y conserve deux gros clients, General Motors, dont il est le principal fournisseur (36 %), et Ford (7 %). Meis la groupe cherche à se refaira une santé dans l'agrochimia.

Trois petite fabricants, enfin, IRI, Mansfield et MacCreary ont jeté l'éponge. Seul Goodyear, dotá de moyens puissants, e réussi à remonter la courent. Mais la numéro un mondial du oneu a du, pour cela, déployer des efforts considérables, at, a'il est parvenu à conserver sa suprématie, sa rentabilité n'en a pas moins chuté. Pour 1981, la groupe d'Akron a annoncé un bénéfice de 260 millicos de dollars. C'est un résultet inégalá dans l'histoire du groupa, mais qui ne dissimule pas quand même les séquelles leissées par la tempête, son montant dépassant seulement de 35 % celui etteint an 1972, pour un chiffre d'affaires doublé dans la mâma laps da temps à raison des deux tiers eu moins par la hausse des prix.

La déconfiture des Européens

Pendant ce temps, de l'eutre côté de l'Atlentique, les concurrents da Michelin ont connu eux aussi bien des déboires et les dix années écoulées ont été marquées per una succession de mariages ratés et des pertes colossales (plus da 10 milliards de nos francs).

En posture délicate, le Britannique Ounkop at l'Italian Pirelli se sont rapprochés en 1971 pour tentar d'acquérir une taille garante d'une certaine rentebilité. Peine perdua. Le mariage n'e pas résisté à l'épreuve du temps. Contraint de supporter una partie des pertes de son conjoint, accusé de ne pas jouer le jeu, Dunlop e demandé le divorce dix ans epres, et l'a obtenu. Pirelli est désornais entierement occupé à se reconvertir dans les câbles (64 % de son chiffre d'affaires désormais), ne maintenant dans le pneu qu'une activité haut de gamme (pneu taille basse) at de réputation.

toujours aussi peu brillantes, a revendu ses dernières plentetions d'hávéas en Malaisie. On murmure qua le groupe britannique envisagerait de se retirer du marché européen pour recentrer ses ectivités sur les pays en voie de développement.

En Allemagna, plusieurs fois eu bord du gouffre, Continental Gummi at Phoenix Gummi ont à maintes reprises tenté, mais sana succès à cause de la loi sur les cartels, d'unir leur sort. Phœnix a finalement déclaré forfait pour se consacrer au caoutchouc industriel, comme l'autre firme aliemanda Metzeler. Et Conti, pour résister aux assauts da Michelin, s'est efforce, en se modernisant, d'élaroir le champ de sa clientéla (rachat du réseeu Uniroyal en 1979). Il e même failli prendre la contrôla da Kléber, fraîchement divorcé de l'eutrichien Semperit. Mais effravé par l'état de santá déplorade ses déficits à répétition (731 millions de francs an huit ans), le groupe court ancore.

De son côtá, eprés avoir connu bien des déboires aussi, Semperit, presque en faillite, vient d'être ranfloué par l'Etat autrichien et son principal actionnaira la Creditanstalt Bankverein de Vienne.

Dans ca paysage da désolation. Michelin, fort de ses positions et de sa technologie, e essuyé la tempête sans trop courber l'échine. La vieilla dama da Clarmont-Ferrand est mēma parvenue à étendre son influence, notammant en R.F.A. et en Espagne, et aux Etets-Unis neturelement, pour passer da le quatrième à la deuxième place mondiale. Sans la persistance da la récession, alle aurait cardé la tête haute.

Mais les surcapacités et le gcofle ment des stocks, les enfants du marasme, lui ont porté un coup assez rude. En 1981, pour le première fois dapuis l'après-querre. Bibendum a enregistré une lourde perte consolidéa : 290 millions de francs (662 millions pour la manufactura), perte bien supérieure en réalité dans la mesura où elle ne tient pas compte des résultats négatifs de Kléber, repris presque en totalité faute de prétendant.

Durant ces années terribles et plus encora aujourd'hui à l'heure du redéploiement et de la montéa an force du japonais Bridgestone, les grands manufacturiers occidentaux

ont fait et font feu de tout bois pour leur survie.

La guerre fait rage sur le front des prix, en reison principalemant da le surabondance des stocks. En Europe, ou, en plus, la dumping axercé par les pays de l'Est axerce ses affets, d'importants rabais sont consentis sur le marché du remple-

C'est encore bien pis outre-Atlantique. C'est littéralement eu couteau que les menufacturiers s'affrontent sur ce marcha, le plua grand du monde (13 milliards de dollars tous produits confondus), enjeu d'une bataille de titane, car encore sous-radialisé (à peine plus de 6D %). La lutte est d'eutant plus âpre qu'elle se déroule dans le cedre d'un réseau de distribution constitué à plus de 5D % par des revendeurs indépendants.

Ella est particulièrement cheude sur le marchá daa pnaus poids lourds, déprimá comma celui des pneua tourisma par le crise automo bila, mais vivace dens sa vereion radiale et ainsi livré à la loi de la junment, maia Michelin la tient solidement en main avec une part de 42 % (certains donnent 75 %) dans le créneau du redial, pour 22 % seulement à son rival amáricain. Des écarts de prix da 30 % à 40 % n'y

Mais cette guerre des prix ne constitue pas une fin en soi et les fabocants de pneus savent pertinemment qu'ils n'en sortiront pas forcément grandis, même Michelin, dont tout le monde s'accorde pourtant à reconnaître la suprématie dans la qualité des produits.

L'importent est da progresser en première monte chez les constructeurs, et les manufacturiers s'amploient activement à cette tâche. C'est le premier axe de leur combat, Mais un combat qui toume au duel Michelin-Goodyaar, ou Goodyear-

tant comme de beaux diables pour les conserver. Michelin a déjà réussi à pénétrer chez Food, dont il est devenu le premier foumisseur (36 %) - un exploit, guend on songe que Goodyear et Firestone comptent pour 24 % chacun environ dans les livraisons de pneus fattes à ce constructeur, - et chez Volkswagen of America (60 %). Mais il n'arrive pae à décramponner Goodyear solidement installé chez Chrysler (70 %) et chez American Motors (1DD % hors Reneult). Son arrivée chez General Motors est encore trop fraîche pour conneître les résultats de son incursion. Gien que très accrocheur, Michalin ne parviendra sana doute pas à déboulonner Uniroyal (36 %) et Goodyear (22 %). Meia tout porte à croira qu'il enta-

Demier succès en dete de Michelin : son entrée en première monte hyper-lourds Patarbuilt.

La voie étroite de l'innovation

mera sérieusement, avec son grand

rivel, les positione détenues par

Goodrich (8 %) at Ganeral Tire

Meis outre Atlentique non plus il ne faut pas sous-estimer les efforts faits par Bridgestone. Le numero un japonais du pneu (50 % du marché nippon) équipa déjà à domicile toutes les voitures jeponaises exportées aux États-Unis, soit 80 % des véhicules da tourisme étrangers am-vant outre-Atlantique (27 % du marchá eméricain), Cette parcée est inquiétante, quand on sait qua Honda s'installe dans l'Ohio, que Toyota est en pourparlers pour ouvnr. lui aussi, une usine da voitures eux Etets-Unis et qua 8ridgestone, qui plus est, est comme Michelin pervenu à capter 10 % environ du marché américain des prieus poids

Las principaux Cabricante mondique

	Chiffre d'affaires (1) (en milhards de F)	Part de l'activité pacu en L	Chilfre d'affair • paeu » (ea milliards de				
1. Goodyear (E.U.) 2. Michelin (Fr.) 3. Firestone (E.U.) 4. Bridgestone [Jap.] 5. Dunlop	19.3	82 95 70 80 55	51,8 29,7 21,25 15,5 12,1				
6. Continental + Uniroyal Europe (R.F.A.) 7. Pirelli	9 7,6	70 46	6,3 3,5				

(1) Taux de change utilisés : dollat : 6,9 F; 100 yea : 2,67 F; 1 000 lires : 4,97 F; deutschemark : 2,78 F; livre : 1,19 F.

Michelin, avec l'affaiblissement d'une concurrence, qui, nous l'evons vu, perd progressivement pied, evec en arrière-plan la menace japonaise.

Les luttes d'influence sont ser-

Michelin est maître chez lui (plus da 60 % du marché français), équi-Talbot à 50 % et Renault à 34 %. II entend la rester, mais ne peut quand mêma pas empêcher Goodyear de progresser lentement mais surement. En cinq ans, la groupa américain a porté son taux de pénétration sur le marché national de 9 % à 11 % grâce aux parts perdues par Kléber at Dunlop. Le même phénomane se reproduit à l'échelon auropėen. Là aussi Michelin domine (38 % du marché), mais parvient difficilement à eccantuer son avanca, Goodyear surtout, mais également Continental renforcé d'Uniroyal, comblant peu à peu les vides causés par les raplis de Kléber et da Dunion.

Les statistiques font défaut pour epprécier avec axactitude le position des groupes eméricain et allemand. Mais en première monte et remplecement, on peut évaluer à un peu plus de 10 % la part da Goodysar et é près de 12 % celle da Continental-Uniroyal, les gains pour l'un et l'autre étam de l'ordre de 4 % à 5 % an 'espace da cino ens.

Ce duel achamá na doit cependam pas faire oublier le japonais stone qui, suivant l'habitualle tactiqua de l'escargot employée par les entreprises du pays du Sol Levent, est parvenu à ouvrir une têta da pont sur la Viaux Continant (D,5 % du marché). A l'avenir, les grands ne devront pas négliger ce nvel encore peu dengareux, mais qui s les dents longues. Ses dirigeants n'ont-ils pas l'embition de le porter à la troisième place mondiale ?

Le face à face Goodyear-Michelin

Les Etats-Unis sont sussi le théàtre d'un combat echarné pour le conquête de nouveaux marchés. Là encore. Michelin et Goodyear sont face à face. Avec 30 % du marche, la groupa d'Akron est le leader incontesté, meie doit se battre comme un lion pour barrer la route à la firme de Clermont-Farrend. L'objectif des deux géants est de grignoter les parts détenues par les plus faibles, surtout Goodrich (22 %) et General Tire (16 %), qui se débettent pourlourds (tous produits confondus, radieux et conventionnels).

Cependant, ní les efforts de promotion of les arrangements tanfaires, encore moine la séduction, ne permettront bien longtamps eux manufacturiere de défendre, voire de renforcer leurs positiona ou de rehausser leurs imeges de marque, essentielles aujourd'hui pour développar des affaires aux Etas-Unis, meis aussi sur les merchés du tiersmonde, s'ils ne se révèlent pas capables d'innover. Le pneu radial a été la révolution du siècle. Mais on na l'invente, héles I pas deux fois. Les découvertes se font rares et la voie est étroite.

Tous les efforts tendent donc à mettre au point des pneus apportant un plus : amélioration du confort et des services rendus (standerdisation, usages diversifiés), surtout abaissement da la consommation de carburant par diminution de la résistanca au roulement, et ce sans sa-crifier à la longévité du produit. Cela cent presqua da la gagaure et, à la limita, du gadget.

Meis las fabricants de pnaus n'ont guère le choix et a'angouffrent à qui miaux mieux dans cetta voia

Au printemps. Dunion a lancé la nouveau SP sport 02, qui, affirme la acciétá, allia la précision de conduite, une très bonna adhérence at une longévité irréprochable. Côté économia d'énergie, cepandant, le progrès n'est pas significatif. Ce oneu, précise Dunlop, « se compare très favorablement avec des pneus classiques SR ». 5ur ce point particulier, Dunlop poursuit ses études, mais semble avoir pris un peu de re-

Michalin fait mieux avec son TRX E monté sur les modèles expérimentaux Eva et Vera 15 % à 6 % d'économie à 90 km/h et 5 % environ à 120 km/h). Mais sa nouvalla seria M (MX, MXL, MXV), en progrès sur le XZX, ne l'est pas comparée à la sárie TRX. Le M est un pnau classique et saga. Les nouveeux mélenges de gommes employées at les nouvelles structures améliorent néanmoins le tenue de route et l'adhérence su sol mouillé an etténuant le bruit du roulament. Avantsga aupolémentaire : il est plus léder, cer contenant moins de caoutchouc, et son prix de revient est, par conséquant, moins élevé. Enfin Michalin a dans ses tiroirs un pneu neiga sans clous XM + S 100. mais dont on ne sait pas quand if sera commercielisa. Le P8 recemment sorti par Pirelli permet, quant à

lui, de réduire de 6 % le consomma tion d'essence.

3.1

Continental Gummi explora les mémes terrains que ses cor rents. See series 315/80 R 22.5 EO at 315/75 R 24.5 EO of frent des avantages proches, analo-gues ou semblables, mais an tout cas pas réallament dácisifs pour ré duira la consommation, Inconvénient : ces pneus demandent des jantes plus grandes.

Stef. iusqu'ici nul n'est encore

réallamant psrvenu à mattra au point is pneu universel, devenu la chimère des temps modernes. Si l'amélioration du confort n'est pas un véritable casae-tête en aoi, s'agissant de l'abaissement de la résistance au roulement, indispensabla pour réduire la consommation. les manufacturiers sont limités dans leur champ d'investigations par un ardu probláme da stabilità. De fait, à mesure que cetta résistance faiblit. va donc leur falloir le résoudre, Gcodyear n's pas encore dévoilé son jeu et prépare peut-être l'événement. D'une certaine manière, la géant américain l'a déjà créá aux ans, le premiar pneu toute saison. Le succès fut immédiat, à tella enseigna que Goodyear e récidivé récemment en améliorent la formule et fait un malhaur avec ses modeles Tiempo et « Arriva ». Un malhaur. qui lui a quand même couté 25 millions de dollars de publicité à la télévision (5D % de toute la publicità faita sur les petits écrans des Etats-Unis pour les mentes de telle ou telle margua).

L'avantage du pneu toute saison est d'éviter aux eutomobilistes de rechausser leurs véhicules deux fois par en. Ces demiers ont du être sensibles è l'argument, puisque les qua 15 % du marché eméricain das pneus tourisma sont désormais occupés par ca produit, taux qui, selon les prévisions, devrait plus que doubler d'ici cinq ens.

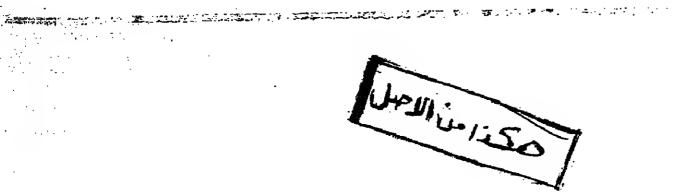
Preuve irréfutable que la filière est bonne : Michelin, qui avait raté le coche, va à son tour commercialiser de l'autra coté de l'eau un pneu redial toute saison.

Dernier sursis pour la roue de secours

Sans doute ce pneu ne résout-il pas lui non plus tous les problèmes. Meis il est adapté aux conditions climatiques souvent rigoureuses des Etets-Unis, L'Europe, avec des saisons moins marquées, n'est pas en-core prête, semble-t-il, à l'accueillir. C'est la sentiment du moins qui prévaut dans Is profession. Ce qui ne vaut pas dire que ce produit n'y ait pas un avenir. En attendant, de ca révolution se prépare. L'événement e été constitué cette année par l'accord conclu entre Ounlop et Michenouveau stendard millimétrique de jantes et de preus. Une demanda d'officialisation a été déposée aupras de l'Organisation technique européenne da normalisation das phaus et des roues. Ce standard allie les technologies mises au point par les deux groupes pour accroitra la sécurité an cas de crevaison ou de dégonflage subit, c'aat-à-dire la te TR de Michelin pour pneu TRX et le systema Oenloc, concu par Qualog Dour son Daeu Genovo, qui permet de rouler à plat.

Le but avoué est d'offrir aux constructeurs, comme s l'automobiliste, la possibilité de monter indifféremmant sur les véhicules des pneus des deux marques. En fait sacrètement, chefs de file dans la fabrication des iantes. Dunlop et Michalin. en réunissant leurs forces, chercheraient tout bonnemant à imposei leurs normes aux sutres manufacturiers, contraints, bon gré, mal gré, cas, ce sereit une excallente effaire pour l'un et l'autra.

Mais, au-delà de l'aspect commercial da cette opération, il appapourrait bel et bien préfigurar la sortia de nouvaaux modeles permattant l'élimination da la roue de secours, vieux rêve caressé par les constructeurs pour allèger la charge des véà cette fabrication, Michelin-Dunlop gagnereient assurément une baquerre que se livrent les géants du pneu. La concurrence veille et tous las coups sont bons. Oans tous les cas, rien na semble devoir stopper l'irrésistible élan des deux leaders -Michelin et Goodyear - dans leur coursa effrénée à la conquête du monde, ni celui de leur challenger, Bridgestone, qui, dans l'ombre, fourbit ses armes. Oes trois, cependent, is firme française paraît la plus vulnérable avec ses problemes financiers aggraves par Kléber. Le merche emencain fera la différence. Comme le fait remarquer Alain Jemain dans son ouvrage Michelin, un siècle de secret, dies États-Unis pourraient bien etre son Eldorado ni « A moins, conclut i sufeur, qu'ils ne soient son tombeau ».



Volvo, la dynamique automobile

La Volvo 760 GLE représente un investissement de quatre milliards de francs. - Concue et construite pour les automohilistes les plus exigeants, cette berline de très haute qualité va nous permettre de prendre une place dans le seul secteur porteur du marché : le haut de gamme .. explique Hakan Frisinger, président du Volvo Car Corporation.

Jan Wilsgaard, styliste Volvo, s'appuvant sur les études ordinateurs, les resultats en soufflerie et les banes d'essais du célébre centre de sécurité Volvo, a su dégager pour ce modèle des lignes tendues et aérodynamiques qui en font la personnalité. - Nous nous sommes efforces. précise-t-il. de donner à la Volvo 760 GLE une silhouette nouvelle tout en lui gardant un air de fantille. Nous avons aussi cherche une utilisation maximum de l'espace intérieur, une sécurité sans jaille et une aerodynamique propice au silence et aux économies d'énergie. - Pari

La Volvo 760 GLE est aussi une grande routière avec des caractéristiques de conduite saines et une tenue de route irréprochable. L'inter-réaction de tous les éléments du chassis a été soigneusement étudiée et modifiée dans ce but : nouvelle suspension arrière à guidage constant, amortisseurs à correction automatique d'assiette, direction assistée associant un contrôle du bout des doigts à une bonne sensation de la route, freinage assisté sans defaut. Tous ces facteurs contribuent à la securité dynamique de cette Volvo. Sa stabilité directionnelle co est la preuve.

L'ergonomie an service du conducteur

L'environnement du conducteur a été conçu avec soin. La visibilité est totale. Les angles morts rares et faibles. Légèrement incurvé en arc de cercle autour du conducteur, le tableau de bord laisse les commandes à portée immédiate de la main. Cadrans et autres éléments de contrôle sont facilement reconnus. Etonnamment larges, les sièges avant offrent un nombre infini de réglages. Non seulement ils se deplacent d'avant en arrière. mais leur assise peut être montée ou descendue. Inclinables, les dossiers apportent un dernier raffinement en plus de leurs appuis-tête incorporès : un règlage de cambrure. Ainsi, ils s'adaptent à tous les dos. Enfin, ils sont dotes d'un chauffage

Surprenant groupe Volvo, un nom latin (je roule), un passeport suédois, un dynamisme irrésistible. Né en 1927 à Göteborg. Volvo est aujourd'hui la trentième entreprise d'Europe. En France, ce groupe occuperait la cinquième place. Société privée, cotée en Bourse, Volvo annonce régulièrement des bénéfices depuis sa creation. Malgré la crise, ceux-ci sont remarquables: 1,4 milliard de francs en 1981, et encore plus pour le seul premier semestre 1982 : 1,5 milliard.

Ces dernières années, les futurologues et autres stratèges condamnent à terme les constructeurs produisant moins de deux millions d'automobiles. Ces constructeurs, en 1982, connaissent des difficultés; Volvo tire son épingle du jeu. Energiquement dirigé

électrique incorporé intervenant automatiquement quand la température de l'habitacle est inférieure à 14 centigrades.

Autre exemple du confort rassine de la 760 GLE : le contrôle climatique automatique (VACC). On sélectionne la température voulue à l'intérieur de la voiture, le système sophistique de surveillance la maintient trois cent soixante-cinq jours

L'ame d'une voiture, c'est son moteur et sa transmission. Avec la 760 GLE. Volvo propose trois choix de moteurs. Au moteur V6, tout en aluminium, s'ajoutent un six cylindres turbo-diesel et un quatre cylindres turbo-essence avec refroidissement d'air à l'admission, allumage et carburation entièrement électroniques. Ce dernier moteur ne sera disponible qu'à partir de 1983. Ces trois moteurs apportent tous des performances remarquables. Produit en France par Volvo, le six eylindres en V développe 156 chevaux. Il fait passer la voiture de 0 à 100 km/b en dix secondes. Présenté au Salon de Paris, le six eylindres turbo compresse developpe 109 chevaux ; il fait de la 760 GLE la berline Diesel la plus rapide du marché : 0 à 100 km/h en treize secondes. Vitesse maximum sur circuit : 170 km/h. Consommation: 9,4 litres aux 100 à 120 km/h. Le moteur quatre cylindres sportifs : 0 à 100 km/h en huit secondes, plus de 200 km/h...

La Volvo 760 GLE dispose soit d'une boîte de vitesses automatiques avec overdrive (done quatre rapports, un facteur d'économie de carburant), soit d'uoe

par Pebr Gyllenhammar, Volvo entretient une activité automobile intense et largement bénéficiaire à partir d'une production de trois cent mille voitures. Parallèlement, ce constructeur réussit une diversification originale. Volvo est impliqué dans l'ensemble des moyens de transport : camions, autocars, autobus, véhicules de travaux publics, moteurs marins et réacteurs d'avion. Volvo participe également au programme de la fusée Ariane. On retrouve encore le groupe Volvo dans le secteur pétrolier 130 % du chiffre d'affaires), dans l'ingénierie de pointe et dans l'alimentaire.

La voiture demeure l'activité essentielle dn groupe : lancée cette année, la Volvo 760 GLE en est la preuve.

boîte manuelle à quatre rapports plus overdrive. L'overdrive ou surmultipliée réduit de 20 % le régime moteur, d'où abaissement du niveau sonore et diminution d'usure, Surtout, il réduit la consommation de 20 à 10 % selon les conditions de conduite. Elégante, sure, efficace, la 760 GLE est le résultat de la longue expétion et des ventes de Volvo. rience automobile de Volvo.

3 200 000 kilomètres d'endurance

Avant d'être mises en production, les Volvo 760 GLE ont èté essayées sur une distance équivalant à quatre-vingts tours du monde. Elles ont été malmenées dans la chaleur torride des déserts américains et australiens pour tester la elimatisation et certaines pièces de plastique ou de caoutchoue. Le fonctionnement des moteurs a été vérifié jusqu'à 4 000 mètres d'altitude dans les Rocheuses et celui des freins dans les Alpes. La Floride et le Texas avec leur elimat bumide, le Canada et le Grand Nord scandinave avec leurs froids intenses ont été visités pour contrôler refroidissement, ehauffage, demar-rage, etc. Ces tests à grande échelle sont indispensables car ces conditions ne peuvent être créées en laboratoire. De même, des essais dans différents milieux urbains ont été organisés à San-Francisco, Los Angeles et New-York parce que les donnècs de la circulation dans ces villes ne peuvent être reproduites sur ordinateur. Enfin, les autoroutes allemandes oot permis de contrôler les essais menés sur la piste de Volvo à Göteborg - une ville dont le climat marin est une épreuve redoutable pour les carrosseries.

Parallèlement, la sèrie 240 poursuit true carrière brillante. Etoffèe avec l'arrivée récente d'un moteur Diesel six cylindres, donnant 150 km/h sur circuit, puis d'un turbo Diesel capable, dans les mêmes conditions, d'atteindre 190 km/h. cette série représente l'essectiel de la produc-

Les 240 sont le - cheval de bataille - de : la marque. Elles offrent un rapport qualité, performances, économie et prix difficile à retrouver gilleurs. Volvo est convaince de la fiabilité de ses voitures.

La longévité d'abord. Selon les statistiques de plusieurs pays européens, ancune untre berline oe peut pretendre à pareille espérance de vic. Celle-ci s'établit à dixneuf ans et demi en Suède!

La sécurité ensuite. Dynamique ou passive, elle est l'unité de référence des constructeurs du monde entier. A tel point que les critères Volvo ont été repris par l'administration américaine de la sécurité routière qui impose ees mêmes normes à Detroit.

L'équipement enfin. Contrairement à beaucoup de constructeurs. Volvo propose des modèles tout équipés plutôt qu'une foule d'options qui sont autant de suppléments coûteux. Ainsi la 240 GLE avec son moteur de 2,3 litres, développans 144 ehevaux, ses sièges cuir, sa direction assistec, ses glaces et l'euroviseurs électriques offre un remarquable rapport qualité/orix. La bonne tenue des Volvo 240 sur le marché de l'occasion fait de cette série uoe valeur de placement.

Le break 240 représente une part très importante de la production : quatre-vingt

mille unités en 1982. Ce break est disponible en version turbo, capable de performances sportives (0 à 100 km/h en neuf secondes) et de performances familiales (sept places assises!). Il explique la commusication de Voivo : - Elle double le plaisir. - Volvo, deux voitures en une!

. A l'occasion du Salon de Paris, Volvo modifie cette serie en lui apportant une nouvelle calandre et an nouveau capot. Toujours au Salon, Volvo présentera la dernière-née de la sèrie 340/360 : la 360 GLT.

Equipée d'un - deux litres - a injection électronique et d'une toute nouvelle boîte à cinq rapports, cette petile Volvo venue des usines de Hollande a une vocation sportive confirmée par ses possibilités : 0 à 100 km/h en dix secondes et denne, vilesse maximum sur circuit: 180 km/b.

- C'est une petite bombe avec heaucoup de place oux coudes . s'est exclamé un journaliste en l'essayant.

Sur les donze mille Volvo achetées cette année par les Français, 70 % appartiennent à la sèrie 340/360. Véritable gamme dans la gamme, elle est disponible avec deux types de carrosserie (Irois ou cinq portes), trois types de boiles (antomatique, quatre viteses ou cinq viteses). deux moteurs de base, chacun disponible dans encore une autre version, et un nombre étomant de variantes dans la finition et l'équipement de base.

La France se découvre une passion pour Volvo, chaque année, le nombre d'immatriculations est en progression.

En retour. Volvo multiplie ses schats de composants de tout ordre dans l'Hexagone. On constate qu'en 1981 Vulvo a d'ailleurs largement plus acheté à la France (1,4 milliard) qu'il ne lui a vendu (0,9 milliard). Ces achats representent dix mille emplois pour l'industrie française, Ces echanges dégagent un bénéfice pour la balance commerciale de la

Les « volvoisses » out d'eux memes une double perception qui correspond parfaitement au caractère de la marque.

dent la qualisé, le confort et la sécurité. Émotionnels, ils ventent une voiture originale et des performances. Les Volvo répondent à leurs attentes

340. 360. 240 ou 760 GLE.

ÉRIC ROMÊAN.



La Volvo 760 GLE est belle. Parce qu'une pensée s'y reflète : chaque courbe, chaque angle, chaque élément extérieur de la Volvo 760 GLEltrouve sa place exacte en fonction d'une conception d'ensemble qui larend sûre, confortable et raffinée. La Volvo 760 GLE est puissante: moteur 6 cylindres en V, 156 ch Din (IL5 KW) à injection. De 0 à 100 km/h en 10 sec. en boîte mécanique et 190 km/h sur circuit fermé. En Volvo 760 GLE, c'est la

beauté et la perfection qui vous emmènent. Consommation: 7,6 l à 90 km/h; 9,9 l à 120 km/h; 16,4 l en ville (normes UTAC). Volvo France, 49, avenue d'Iéna 75116 Paris Téléphone: (1)723.72.62.

VOLVO

760 GLE

P.T.T.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Les nominations à la direction générale des postes

ral, directeur des services postaux, est nommé directeur de la production; M. Jean Michaudet inspecteur général, directeur des centres financiers et informatiques, est nommé directeur de la promotion; M. Georges Dupeyron, inspecteur général, directeur de l'équipement et des transports, est nommé directeur de la jogistique; M. Alain Profit, ingénieur général des télécommunications, directeur de l'action commerciale, est nommé directeur de la prospective et des affaires internationales.

M. Alain Hespel doit être nommé ultérieurement directeur des finances.

INé le 28 avril 1933 à Parisot, dans de le Tarn-et-Garonne, diplômé de l'Ecole uationale supérieure des P.T.T. M. Guy Meynié a fait toute sa carrière, à parier de 1954, dans la poste. Affecté à la direction des postes de la région parisienne en 1972, il réorganiserà de 1973 à 1978, le tri en région parisienne en 1973, le tri en région parisienne en construits neur souters. Sous-directeur à la direction générale des postes en 1978, il devient. Pannée suivante, adjoint sa directeur des services posteux en 1981.]

[Né le 14 mai 1923 à Berlay, en Baône-et-Loire, M. Jean Michandet est diplômé de l'Ecolé uationale supérieure des P.T.T. et da centre des hautes études administratives. En 1952, îl est administratives del P.T.T. Conseiller tachnique sa cabi-

Comme nous l'indiquions, le conseil des ministres du 29 septembre a, sur proposition du cations (D.C.T.). Secrétaire des télécommunistres des P.T.T., procédé aux nominations sulvantes à la direction générale des postés : le directeur général de la Calsse nationale des télécommunications sulvantes à la direction générale des télécommunications sulvantes à la direction générale des télécommunications sulvantes à la direction générale que l'action générale des télécommunications sulvante à la Calsse nationale des télécommunications sul 1972, il en deviant rain des la calsse nationale des télécommunications sulvante à la direction générale des télécommunications gui l'action générale des tél

tat Caputs is infiniting infectour des centres financiers et informatiques à la D.G.T.]

[Né le 22 juillet 1934. M. Georges Dupeyron est diplâmé de l'Ecole nationale supérieurs des P.T.T. En 1953, il est controleur des installations, puls chaf du bureau du budget des télécommunications en 1972, responsable du service de l'exploitation téléphonique et télégraphique pour la régiou parisienne an 1974. Affacté à la direction de la production des télécommunications en 1979, il devient ennseiller technique au cabinet du ministre des P.T.T. en juillet 1931. Il était, depuis mars dernier, directeur de l'équipement et des transports à la D.G.P.]

[Né le 28 septembre 1934 au Mans, dans la Serthe, ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale supérieure des P.T.T. M. Alain Profit à fait une partie de sa carrière au Centre national d'études, de s'étécommunications (C.N.E.T.), notamment dans les secteurs de l'informatique, de la téléniformatique et des réseaux spéciaux, puis, à partir de 1974, comme directeur de l'information, de la cocopération et des échanges. An début de 1932, il avait été commé directeur de l'action commerciale à la D.G.P.]

[Né le 27 février 1945 à Neully-surseine, ancien élève de l'ENA (promoction Charles de Gaulle), M. Alain Hespe est audieur de la Cour des comptes. Adjoint au directeur général des postes en 1979, il devieut, en octobre 1981, chef du service du budget, de la planification et de la comptabilité à la D.G.P.]

CARNET

.. Mariages

— M. et Mms Jacques Gasseau, M. et Mms Pierre Mas.

gout haureus mariage de Isabelle et Jean-Luc, le 2 octobre 1982, Ambassade de Franca i Lusaka (Zamble), 205. boulevard Vincent-Auriol, 205, boulevard vincents 75013 Paris. 17, impasse de la Coopération, 46130 Brethenoux.

Decès

Mme Matie-Claire Ravel, et see entadas, ont la tristeese de faire part du décès de leur époux, père et grand-père, décès de leur époux, père et grand-

M. Jean CHADAPAUX, deuxième année en son domicile, le 29 septembre 1982.

La cfrémonie religiouse sers célé-hrée, le vendivid! 1* octobre, à 14 heures en l'église de Jouy-en-Josas (Yvellnes).

c Les Magnolissa, Les Metz, 18356. Jouy-en-Joses

M. le président-directeur genéral. Le conseil d'administration. l'en-emble du personnel de Labordo et Kupfer,
one le regret de faire part du décès de
M. Charles KUPFER,
cofondateur de la Société.
survenu le 27 septembre 1982, à

 Les éditions Flammarion ont a tristease de faire part du décès de Josette NOVARINA PRADERIE. de Flammarion Médecina Scien eurreou le 24 septembre 1982. (le Monde du 30 septembre.)

— Mine Jean-Jacques Houhach,
Alain Rouhach,
Agnès Rouhach,
Mine Louis Rouhach,
M. et Mine Eric Well,
Mina Robert, Rouhach et sea
enfauts, Daniella et Michael (Jérnaniem),
M. et Mine Boger Well et leura
enlauts, Mine Jacques Block-Becker, Mine Rugnette Block-Muller et ses

M. et Mme Claude Zipper et leurs fils. M. et Mme Georges-Henri Willard et leur fils, unt la grande douleur de faire part du décès de

M. Jenn-Jacques ROURACH, chevaller de la Legion d'honogur,

surtena le 28 septembre 1982, dans su cinquante-neuvième année.

Leur épouz, père, file, gendre, besu frère, oucle, nevau et cousin. Les obsèques aurent lieu, le ven-dredi les octobre, Réunion à 10 h Si, à la porte principale du cimetière du Père-Lachaige. Ni figure ni couronnes.

La famille s'excuse de ne par 52, rue Schni-James. 52,00 Neuilly-sur-Scine.

- La direction. Les cadres. Les collaborateurs du groupe LE PROFIL ont la grande douleur de faire part du déces de

M. Jean-Jacques ROUBACH, chevalier de la Legion d'honneur, président du directoire, Les obseques auront l'en, le ven-drect les octobre, Reunion à 16 h 63, à la porte principale du cimetière du Mi fleurs hi couronnes.

- M. et Mme Michel Tabet et M. Marcel Tabet et ses enfants, M. Marcel Tabet et ses enfants, M. et Mms William Nebot, a Marie Tabet, et leurs enfants, font part du décès de

Mme venve Maurice TABET, nee Marthe ATHIAS,

Les obsèques su cimetière de Ver-sailles ont eu lieu, le 28 aeptembre 1982, dans l'intimité.

5. rue Pierre-Bertin, 78000 Versailles. — Stéfan Wieder, son époux, Ioana Wieder, sa fille, John Atberton, son gendre, Sonis, Claire et Marc, ses petits.

enfants, ont la douleur de faire part du décès de Florica WIEDER neo COLLEANO, survenu le mercredi 22 septembre 1982.

Remerciements - Ivan Denys et ses enfants remercient tous ceux qui leur ont témoisné de la sympathie après la mort de Haydée DENYS,

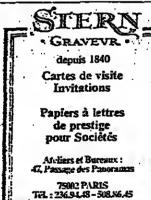
et qui gardent vivant le souvenir de son dynamisme et de son enthou-

- M. Fouad Malek, au nom de

— M. Fouad Malek, au nom des fortes do la résistance libanaise renertée les institutions et les personnes qui lui out adressé des mesages de condoléances et des temolarges de sympathie, lors de la disparition tragique de son excellence M. Bachir Gemayel, président élu de la République libanaise, survenue la 14 septembre dernier

B.P. 285. 75828 Paris Cedex 17.

Avis de messes - L'Union des régiments de zousves célébrers, dimanche 3 octo-bre, à 9 b 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe à la mémoire de ces morts et de Mme la marécisie JUIN.





Tél. 345.22.20 PROTENNIS 21, Bd Ponistowski-75012 PARIS

Protennis joue avec odidos 4

The second secon

ENVIRONNEMENT

AUX « JOURNÉES » DU P.S. A SAINT-NAZAIRE

La mer est un « outil de travail » avant d'être un lieu de loisirs

De notre envoyè special

Saint-Nazaire. — C'est une affaire entendue : le littoral et la mer — qui le prolonge — font partie du patrimoine national, et, quand on songe aux départements et territoires d'outre-mer, ce patrimoine devient un vaste champ pour l'exploitation économique.

dans leur développement ; qu'elles gnante, sans acceptar de déro acient médlierranéennes ou atlantiques, ces régions veulent natureilement en tirar profit et gérer ces glaements » à leur gules, et l'on ne vit pas de la mer pareillement à Dunkerque et eu Cap-d'Agde.

Ces contradictions entre les exigences d'une politique nationele et les réalités régionales (qu'accentue la miss en œuvre de la décentrafisation) ont élé au cœur des débels qui ont marqué les journées natio-nales de la mer, réunles, sur l'initiafive du perti socialiete, les 25 et 26 septembre à Saint-Nazaire.

Devant une centaine de militants du P.S., M. Louis Le Pensec, ministre de le mer, a fail la point des travaux de préparation de la loi sur le littoral, qui intéressa aussi au premier chef lee ministères du Pien et de l'aménagement du territoire, da l'urbanisme et du logement, da

- Nous devons conciller les préoccupations d'aménagement, de conservetion et de velorisation de l'espaca littoral, un espace très spécifique, fragile et convolté », e déclaré M. Le Pensec. Après evoir indiqué que la marée noire de l'Amoco-Cadiz, en mars 1978, evait coûté au pays quelque 800 millions de francs, le ministre de la mer a précisé que cinq cent mille emplois dépandeient directement ou indirectement d'activités maritimes qui elles-mêmes sont sujettes, plus que d'eutres, à des données internationales.

Sans douts peut-il y avois opposition, et même contradiction, entre les différentes formes d'occupation du littoral et de la mer (tourisme ou aquaculture, urbanisation ou zones portuaires ?), « et il faut en avoir conscience... Il est dès lors important de substituer à l'arbitraira étatique un système d'arbitrage londé sur quelques règles claires d'affectation de l'espace », a ajouté M. La Pensec. Pour lul, on devra donner priorile aux formes d'utilisation de l'espace et aux activités créatrices d'emplois durables et sédentaires, la mer devant être d'abord considérée • comme un autil et un lieu de travail ., ensuita seulement comme

une zone de loisirs. Secrétaire national du P.S. à l'environnement, à l'urbanisme et au cadre de vie, M. Michel Pezet, president du consell régional de Provence-Alpes-Côte d'Azir, a dénoncé a politique de laisser-feire des précédents gouvernements - devant un urbanisme conquérant, entièrement tourne vars le profit ». Puis - » même si le rôle du parti n'est pas de

CHOOZ POURQUOI?

Le Front commun ardennais, constitué d'organisations antinucléaires et écologistes, de la CFD.T. et .du P.S.U. affirme dans un document publié à Charleville-Mézlères que la deoxiéme centrale électronucléaire de Chooz « ne constitue pas une manue a pour les Arden-

pas une manne » pour les Arden-nes et «ne se justifie pas sur le

plan energétique». Selon ce document intitulé «l'Imposture», le chantier de la

centrale — qui comportera quatre tranches de 1300 megawatis cha-cune, dont deux sont en construc-

tion — ne serz pas zocessible aux entreprises ardennaises de bâtiment et travaux publics qui

sont de dimensions trop modestes pour répondre aux demandes.

Le texte affirme en outre qu'en admettant même que la construc-tion de la centrale crèe des

emplais locaux, l'entrée en phase

emplas locale. Tentree en phase d'exploitation fera diminuer considérablement le nombre de ces emplois: Selon les militants antinuclé aires, les travaux de construction créeront ea clinq ans deux mille trois cent quarante

emplois mais ceux-cl seront main-

emplois mais ceux-ci seront main-tenus que pendant un au. Sur la question énergétique, explique le document, « Chooz 2 », censée répondre à une importante

consommation de la région Cham-pagne-Ardenne, produira 10 mil-

lions de TEP (tonnes-equivalent-petrole), alors que cette région n'en consomme que 1544.

Listes

de Mariage

AUX TROIS

QUARTIERS

Mais le littoral constitue eussi pour M. Pezet a indique que la future loi certaines régions un atout décisif sur le littoral « devrait être contrai-

gation .. Dressant la synthèse des travaux des quetre commissions de travei - la loi eur le littoral, la politique portueira, les cultures merines, la mer et 'environnement - M. Guy Lengegne, député du Pes-de-Caleis président du Conservaloira du littoral, e noié qua deux principes de base devraient inspirar le projet de loi gouvernemental : le caractèra Indissociable de la mer et de le partie terrestre du littoral, el la régionelisation... qui heurte de front certaines conceptione jacobines vivaces su sein du cabinet de M. Le Pensec.

Les ports de plaisance aux départements

Le P.S. e eussi couheité l'élebo ration d'un inventaire national des rassources el d'un programme nalio Les ports de pleisance, quant à eux, devront relever de le compétence des dépertements. On a insisté enfir sur le renforcement de la formetion prolessionnelle dens les métiers de l'equacultura et sur la nécessité de définir un statut sociel pour ces salariés.

En seize mois d'existence, le ministera de le mer est parvenu à ramettra la France en état de peix meribme. Ce n'était pas chose facile lorsqu'on garde en mémoire la batallie d'Antiler, en août 1980, les pecheurs en colère et ces cortèges de ports paralysés. Mais il feut maintenant franchir une étape nouvelle pour conforter la crédibilité et le néceselté d'une politique maritime de raconquête des fonds da commerce de développement des emplois, de gestion intelligente da l'espace. La loi sur le littoral, avac ses multiples composantes imbriquées, devreit servir de cadre à cette nouvelle

FRANCOIS GROSRICHARD.

Pollution de la Seine. — D'importantes quantités de pro-duits chimiques toxiques se sont déversées dans la Seine, le 29 sep-tembre, à Epinay-sur-Seine, en Seine Saint Denis: Plus de 2000 litre d'acide chierterde des de 7 000 litres d'acide chlorhydrique, 4 600 litres de bisulfate; 7 tonnes de perchlorure de fer et 2 500 litres d'un puissant détartrant se seralent « échappés » des cuyes de la société Jean Laforge et Cie, rue des Carrières, à Enimaysurrue des Carrières, à Epinay-surme al le rôle du parti n'est pas de Scine. Il s'agirait d'un acte de rappeler à l'ordre la gouvemement -, malveillance, commis dans la noit.

C'ÉTAIT UNE ÉCOLE

EN CORREZE...

Les unes après les autres, les

écoles de villages ferment lenrs portes en Corrèze. Encore heu-

reux de maintenir en bourg la

communele avec son alle mairie et blen sonvent sa classe unique.

A Allassac, 3 560 habitants, le

conseil. municipal a du se résoudre, ces derulères anuées, à mettre définitirement en

de Brochat et de St-Laurent : il

n'y at'ait plus d'enfants, mais que faire des murs Fallait-il

que faire des muis : rama-elouer la porte du cours moren ? Si, dans la plupart des commu-ues, les écoles privées d'enfauts deriennent des locaux rérés pour

elubs du trotsième âge, à Allas-sae, les bâtiments scolaires des

Laureut out trouvé une sotre

couple qui, depuis trente aus fabrique des marionnettes, des

poupées et met en scèue des divertissements avent d'alter les

produire sur la route buissou-nière des écoles de Frauce.

L'autre è cole est occopée

depuis 1979 par un jeune ébe-niste, Fokko de Bær, Ce dernier,

tradacteur de livres pour en-fants, est devenu ébéniste par

amour de la Corrère. Après

donze mois de stage lutensif, il a installé à Brochat son atelier.

Là, Il fabrique des jouets de bois que lui commandent qual-

ques-unes des trais ceuts mater-

aelles de la Ville de Parls. Voilà

trois ans que cette aventure a commencé. Trois ans depuis

qu'one école désaffectée dans un

rillage de Corrèze a pris à cœur

de faire les récréations heureuses

des petits Parisiens. — A. G. 🗷

TOCATION.

FAITS ET PROJETS

DÉCENTRALISATION

LA RÉFORME DU STATUT DES GRANDES VILLES

Les conseillers du maire de Paris critiquent sévèrement le projet gouvernemental

M. Jean-Claude Gaudin, consell de Paris siègera en permadéputé de Marseille, président du gronpe parlemen-taire de l'U.D.F. devrait être présent, le 5 octobre, à la réunion de presse arganisée par MM. Jacques Chirac, maire (R.P.R.1 de Paris et Francisque Collamb, maire (non inscrit) de Lyon à protent de la dotation Pour cela présent, le 5 octobre, à la Francisque Collamb, maire (non inscrit) de Lyon à propas de la réforme du statut des grandes villes élabarée par le goavernement (» le Monde • du 28 septembrel. La veille, le conseil municipal de Lyon et le conseil de Paris auront été convoques en session extraordinaire par leur maire.

Pour préparer cette réunian les Pour préparer cette réunian les conseillers da maire de Paris ont longuement étudié le projet de lai de réfarme da statut de la ville transmis, le 27 septembre, au Conseil d'Etat. M. Jean Colona, chargé de missian auprès de M. Chirac, a exposé devant la presse quelques-unes de leurs conclusions.

a Ce projet estime-t-il sera à l'origine de nombreux conflits entre l'Hôtel de Ville et les mairics d'arrondissement, ce qui aura pour consequence d'alourdir la machine administrative. » Il cite
comme exemple le fait que le
conseil d'arrondissement pourra
demander l'inscription à l'ordre dn jour du conseil municipal de toute proposition de délibération reletive aux affaires de l'arrondis-sement. Le projet de délibération fera l'objet d'un rapport du maire d'arrondissement et d'un rapport da maire de la commune. Le conseil municipal devra en déli-bérer dans un délei de six mois. Passé ce délei, le rapport est de droit inscrit à l'ordre du jour de la plus proche scance du conseil municipal.

Cette disposition du projet de loi, selan M. Colonna, « est la parte ouverte à toutes les demaparie ouverre à toutes les dema-gogies de la part des maires d'arrondissement quelle que soit leur couleur politique. La moindre affaire locale pourra donc être montée en éplugle. Si de telles initialites se multiplient, le

nence ».

Autre exemple donne par le conseiller de M. Chirac : c'est le conseil de Paris qui décidera des

tant de la dotation. Pour cela plusieurs critères ont été rete-nus l'importance démagraphique de l'arrondissement, le nambre d'équipements locaux à gèrer et d'équipements locaux à gérer et la camposition socio-profession-nelle de la population. Ce dernier critère est le plus contesté dans l'entourege du maire, où l'on estime « que la logique communale est basée sur le nombre des contribuables et non sur des ratios socio-professionnelles ».

Dernière question : que penser de la loi électorale? Dans son article 6. elle prècise : a Quand un secteur municipal comporte plusieurs conseils d'arrondisse-ment (c'est notamment le cas a Paris et à Marseille), les conseillers municipaux et les conseillers d'arrondissement élus conseillers d'arrondissement élus dans ce secteur se répartissent entre les conseils d'arrondissement dans la limite des sièges à pourvoir pour chaque calégorie, les élus de la liste avant abtenu le plus grand nombre de roix indiquent, dans l'ordre de prèsentation de la liste, le conseil d'arrondissement dans lequel ils entendent sièger. Les élus des autres listes procèdent ensuite à ce choix, dans le mêmes condice choix, dans le mêmes condi-tions, en fonction du nombre de roix obtenues.

Dans l'article sulvent, la loi indique: « Le choix des élus s'ererce dans les huit jours qui sument l'éloction du maire d'er-rondissement Lorsqu'un ou plusieurs élus n'ont pas exercé leur choix dans ce délai, les sièges vacants sont oourcus par voie de tirage au sort par le maire. n a Ce tirage au sort, estime M. Colanna est une grande première dans le code électoral.
Ainsi l'électeur ne saura pas pour
qui il vote pulsque la répartition
par arrondissement ne sera pas
connue à l'avance. 2 — J. P.

LYON: des élus socialistes demandent la fin d'une « situation anormale »

Correspondance

Lyon. — Installés sur des chaises, autour d'une table de camping, au milieu du hail d'accement de la mairie du 9° arrondissement dont les sont les élus depuis 1977, trois conseillers municipaux socialistes lyonnals, MM Gérard Collomb, Lucien Durand et Claude Bernardin, ont réunt le 29 septembre une

ont reinr le 29 septembre une conférence de presse insolite. En ce qui concerne le débat sur le futur statut de Lyon, il s'agissait pour eux d' a illustrer une situation anormale qui dure depuis six ans et qui oblige les élus de cet arrondissement à a soughtèriser, la mairie pour n a squattériser » la mairie pour y

a squatteriser » la mairie pour y recevoir la presse ».

Après avoir dénonce le système actuel qui a prive les élus de gauche de postes d'adjoints d'arrondissement et les exclut des organismes importants comme les conseils d'administration des éties El Marie des Maries et les esteurs de la conseils d'administration des éties El Marie de Maries et les la la conseils d'administration des fitses et la la conseils d'administration des la conseils de la conseils de la conseil de la c offices H.L.M. ou des Hospices civils de Lyon», M. Gérard Collamb, député du Rhône, a estimé que « la future décentralisation représentera une économie de gestion en même temps qu'une meilleure représentation

MARSEILLE : FRONT UNI DE L'OPPOSITION

L'apposition UDF, et R.P.R. à Marseille, à propos du projet de réfarme du statut de la ville parle de everitable charculage

M. Jean-Claude Gaudin, depute U.D.F. des Bouches-du-Rhane et qui sera candidat aux elections municipales à Marseille, estime que ce projet «traduit une rolonte d'éclatement de la commune et une remise en cause poucoir du conseil municipal. M. Hyacinthe Santoni denute M. Hyacuttie Santoni, depute R.P.R. de Marseille, parle, lvi, d'un achef-d'œuvre de basses manœuvres politiciennes » et cénance « le froid cynisme du ministre de l'intérieur dans son aénie de la combine et « son ouverain mépris de la demo-

● LE P.C. DE PARIS: PRO-JET TRES POSITIF. — Mme Ma-deleine. Vinceut, membre du bu-reau politique du P.C.F. a souligne, le 29 septembre, « le caractère très positif » du projet de statut des grandes villes, son-mis au Couseil d'Etat par le ministère de l'intérieur et de la ministère de l'intérieur et de la décentralisation (le Monde du 28 septembre). Mme Vincent a formnie des réserves, toutefois, sur le regroupement des seize arrondissements de Marseille en six secteurs et sur la disparité ainsi introduite entre cette grande ville et les deux autres, Paris et

ecbeant, avec M. Michel Noir, depute R.P.R. du Rhône.

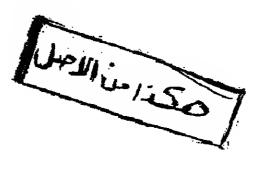
Enfin, au snjer de la cam-pagne de pétitlors lancée par M. Francisque Collomb et M. Michel Noir auprès des Lyonnals afin de dénoncer le projet gouvernemental, M. Gérard Col-lomb a déclaré : « Il s'agit d'une course de vitesse engagée à l'in-térieur de la majorité lyonnaise pour savoir qui sera le meilleur candidat. Ce sont des manœuvres de palitique politicienne qui rompent avec la traditian

DES PANNEAUX TRÈS POLITIQUES (De notre corresp. régionel.)

Lyon. - a fi ue s'agit absolument pas d'une machine de guerre contre quicouque. Les messages serout essentiellement d'ordre pratique... Sur le plan politique nous spurons nous méfier de l'effet boomerang d'une propagaude sans coutrôle ». Ces propos de Mª André Soulier. edjoint au maire, responsable de l'information, en syrif 1981, pen

avant l'installation de 25 pan-neaux lumineux a d'Information mnulcipale w meriteut d'etre rappelés aupourd'bui. Depuis le 24 septembre les Dangeaux diffusant le journal paniesus cittusuit le journai electronique lyonnais proposent un message du écuateur et maire, Première page : « Sau-rons Lyon, Le maite de Lyon appelle tou sies Lyonnais à renvoyer la carte qu'us trouverout dans leur boite aox lettres » Deuxième page : « Comme Paris. Lyon est menacée. Si vous refu-sez l'éclatement de votre ville, ecrivez - mol. Francisque Col-lomb a. Trus les contriboables lennais serout-ils seusibles à

ce messege qui u'a rien d'une information pratique? Les élus communistes out rénet. Le secrétaire de leur groupe au cooseil municipal, M. Jean Froot, reclame un a droft de réponsen sur le thême : «Soutenez le noureau statut democratique pour Lyon p. De son cote. M. Gerard Colomb député et coosciller monicina (P.S.), s'est élevé, cans oue lettre ouverte an maire, coutre l'usage des panneaux lumineux malgre l'a engagement soleonel qu'e naucuu cas il ue saurait eu etre fait une ulilisation politi-



INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE -

BIENNALES DES ANTIQUAIRES A PARIS

Les clients à devises fortes font la loi

Onzième Biennale internationale des antiqueires à Paris : plus de trois cent mille visiteurs sont attendus au Grand Palais par les cent vingt exposents dont les stands sont disposés parmi des jardins automnales. Des les pre-miers jours, les transactions ont été très actives. Au dire des anti-quaires, les meilleurs acheteurs sont cetta année les Américains qui, avec un dollar à plus de 7 france un dollar à plus de 7 francs, ont pu acquérir meu-bles, objets et tableaux de très grande valeur, dépassant parfois le million de francs. D'autres acheteurs à monnaie forte, Alle-mands ut Suisses, se montrent également d'excellents clients. Notons que les ventes à l'étran-ger des objets de plus de cent ans sont stimulées par une exo-piration de la T V A.

neration de la T.V.A. Les acheteurs français se contentent d'antiquités plus mo-destes, tels que meubles régio-neux, pendules, instrumunte sciantifiques, monnaies an-ciennes, art populaire. Succes rigalement pour les standa d'Extrame-Orient aux objets d'une grande beauté et aux tapis qualité. Enfin le stand arts-déco, dernier style admis au Palais, at-tire et étonne par la variété et l'originalité des meubles proposés. Le stand des libraires-experts de France est également très fréquentá, et les visiteurs se penchent avec curiosité sur les vitrines d'autographes où ils peuvent lire des lettres manusc des rois de France, de M^{me} de Maintenon, de La Pompadour, d'Appollinaire, de Balzac, de Rousseau, de Zola ou de Freud.

Grande activité également du côtú de la boutique où les prix sont limités de 500 F à 1D 000 F pour les objets (mais pas tou-jours justifiés par la qualité) et à moins de 25 000 F pour les meubles. Cette première Bien-nala an ragime socialiste a chez les antiquaires.

GERSAINT.

★ Quvert tous les jours de 11 heures à 23 heures et le diman-che de 10 heures à 20 heures. Jusqu'an 10 octobre.

CALENDRIER D'OCTOBRE

Salons d'antiquités (A) et foires à la brocante (B)

Au sommaire du numéro du 3 octobre

La charité contre les pouvoirs

Fini le temps des dames d'œuvre.

Les associations de solidarité

defendent les causes humanitaires.

Elles militent. Et s'opposent souvent

organisations traditionnelles

n'hésitent pas à aborder le terrain

politique.

TRANCHE DES VENDANGES

NAISON

5

6

7

8

9

0

TRAGE Nº 40 DU 29 SEPTEMBRE 1982

UNE ENQUETE DE PHILIPPE FREMEAUX

A PAYER

ta 000 t 000 000

2 100 10 100

500 2 000

laterie nationale

NUMEROS

32N 6 44H

NAISON

1

2

3

4

5

aux pouvoirs et aux Etats. Même les

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER 10US CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

NUMEROS

21 765

47 057 34 237

409 469 329

A PAYER

10 200

200 500 10 006

Foire à la ferraille et aux jambons, jusqu'au 3 octobre : ILE DE CHATOU (B) : Foire à la bro-

cante et aux jambons, jusqu'au 3 oc-

GRAND PALAIS PARIS (A): la onzieme Biennale internationale des antiquaires, avec les décorateurs et la haute josqu'au 10 octobre (tous les jours 11 heures-23 heures; dimanche 10 heures-20 heures; entrée; 25 F; grataite pour les enfants de moins de huit ans accompagués; métro : Champs-Elysées-Clemenceau);

THIONVILLE (57): 2-3 octobre

ALBI (81): 2-4 octobre (AB); BESANCON (25); 2-10 octobre (A); JARZE (49): 3 octobre (B); NANTES (44): 7-11 octobre (A); REIMS (51): 7-11 octobre (A): BORDEAUX-PESSAC (33): 17 octo-

PARIS PORTE DE PANTIN (B): FOUGÊRES (35):9-10 octobre (B); BRACIEUX (41): 9-11 octobre (B); CHATEAUROUX (36): 9-11 octobri

> AIX-SUR-VIENNE (87): 9-10 octobre (AB): AIX-LES-BAINS (73): 9-13 octobri

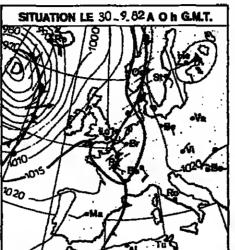
ROUEN (76): 9-17 octobre (A); PARIS (piscine Deligny): 15-24 octo

AUXERRE (89): 16-18 octobre (A); MARSEILLE (13): 20-25 octobre EVRY-II (91); 21-30 octobre (AB); CHARTRES (28): 22-25 octobr

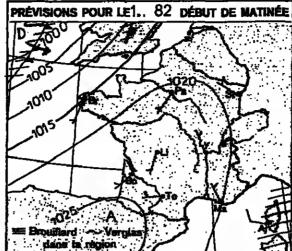
ARLES (13); 23 octobre-2 sover ALENÇON (61) : 28-31 octobre (AB) ; ORLEANS (45): 28 octobre-1ª novem bre (A) :

EVREUX (27): 29 octobre-I" novem LAVAL (53): 30-31 octobre (AB); LE TOUQUET (62): 30 octobre-2 pe

MÉTÉOROLOGIE -



₹



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 30 septembre à 0 beure et le vendredi 1° octobre à 24 beures :

La perturbation pluvio-orageuse qui circulait sur la France ces deux derniers jours s'éloigne rapidement vers l'est, tandis qu'une dorsale en voie de dévetie active d'une nouvelle perturbation atlantique vers les îles Britanniques.

Vendredi, des résidus pluvio-oraneux seront encore observés le matin sur la Corse: sur les autres régions, les formations de brumes, brouillards et munges
bas seront nombreuses. Au cours de la
matinée, la nébulosité restera importante de la Bretagne à la Normandie et
aux Flandres, mais l'après-mid des
éclaircies apparaîtront en toutes régions
et seront prédominantes au sud de la
Loire. Les vents seront faibles, et les
températures minimales avoisineront 11
à 14° C près des côtes de la Manche et
de l'Atlantique, 9 à 12° C dans les
régions de l'intérieur, 15 à 17° C près de
la Méditerranée. L'après-midi, les températures seront agréables et comprises
entre 20 et 25° C du nord au sud.
La pression atmosphérique réduite au Corse : sur les autres régions, les forma-tions de brumes, brouillards et nunges

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 30 septembre à 8 heures, de 1016,6 millibars, soit 762,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum earegistré au cours de la journée du 29 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30 septembre) : Ajaccin, 27 et 15 degrés : Biarritz, 18 et 14 : Bordeaux, 18 et 11; Bourges, 24 et 13; Brest, 14 et 6; Caen, 17 et 12; Cherbourg, 15 et 11; Clermont-Ferrand, 24 et 14; Dijon, 22 et 14; Grenoble, 25 et 14; Lille, 21

JOURNAL OFFICIEL--- :

• Portant création d'un système de fabrication des titres de séjour des

· Modifiant le décret du 7 janvier

1959 relatif à l'organisation des trans-ports de voyageurs dans la région pari-sienne et portant approbation d'une

convention passée entre l'Etat, le Syndi-cat des transports parisiens et la Société nationale des chemins de fer français.

Modifiant le décret du 30 août
1957 portant fixation du statut particu-

lier des personnels de la catégorie A des services extérieurs de la direction géné-

· Autorisant la création par Electri-

cité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Nogent dans le dé-

Portant institution d'une agréga-tion d'éducation physique et sportive.

Principale des candidats déclarés titulaires du brevet de préparation mili-

ARLEQUIN

DES DÉCRETS

rale des impôts.

partement de l'Aube.

DES ARRÊTÉS

UNE LISTE

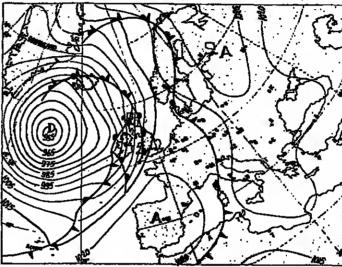
taire supérieur.

33

082

4643

PRÉVISIONS POUR LE 1- OCTOBRE A O HEURE (G.M.T.)



et 13; Lyon, 24 et 14; Marseille-Marignane, 25 et 17; Nancy, 22 et 11; Nantes, 18 et 11; Nice-Câte d'Azur, 24 et 16; Paris-Le Bourget, 21 et 13; Pan, 17 et 13; Perpignan, 23 et 17; Rennes, 18 et 11; Strasbourg, 22 et 12; Tours, 20 et 13; Toulouse, 24 et 15; Pointeà-Pitre, 31 et 25.

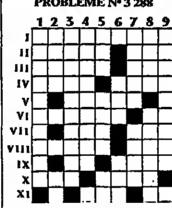
Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 21 degrés : Athènes, 29 et 16; Berlin, 23 et 11; Bonn, 23 et 13; Bruxelles, 22 et 14; Le Caire, 34 et 24;

iles Canaries, 24 et 20 ; Copenhague, 19 et 14 ; Dakar, 33 et 27 ; Djerba, 30 et 24 : Geneve, 20 et 13 : Jérusalem, 26 et 14 : Lisbonne, 22 et 14 : Londres, 13 et Luxembourg, 20 et 13; Madrid, 17 12; Moscou, 16 et 8; Nairobi, 25 et et 12; Moscou, 16 et 8; Nairobi, 25 et 16; New-Yurk, 22 et 14; Palma-de-Majorque, 28 et 17; Rome, 28 et 17; Stockholm, 13 et 10; Tozeur, 34 et 24; Tunis, 30 et 21.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

MOTS CROISÉS

Sont publiés ou Journal officiel du jeudi 30 septembre : PROBLÈME Nº 3 288



HORIZONTALEMENT I. Important personnage né pen-dant la Renaissance et très en vue au cours de la Restauration. -II. Naît avec le cœur et meurt avec les sens. Charges progressives. – 111. Unités d'un système métrique

ayant le pied comme hase de calcul.

RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE Nº 61

Tous les billets terrenois par 33 gayment 500 F dans toutes les series

Numeros gagnants dans toutes les séries

0177 1177 2177 3177 4177 5177 6177 7177 2177 9177

071F 171F 271F 371F 4717 5717 5717 F717 \$71F 973F

0771 1771 2771 3771 4771 5771 6771 7771 8771 9771

0082 1082 2082 3082 4082 5082 6082 7082 8082 9082

0208 1208 2206 3208 4208 5208 6208 7208 8208 920

0802 1902 2902 3802 4802 5802 6802 7802 8802 9802

0620 1820 2820 3820 4820 5820 6820 7820 8820 9820

4 900

4 900

4 900

4 000

PROCHAIN ARLEQUIN LE 13 OCTOBRE 1982 - TIRAGE TELEVISE à 19 h 50

LOTERIE NATIONALE FIRAGE DU 29 SEPLEMBRE 1982 - Nº OL

4463

4634

4643

6344

6434

6443

Sommer à payer

Stre 22

20 000

20 000

20 000

20 000

20 000

3644

4346

4364

1280 2280 3280 4280 5280 6280 7280 8280 9280

DU 29 SEPTEMBRE 1982

Serie 22

20 000

20 000

010 000

20 000

. 20 000

20 000

a paver

800

4 400

4 000

400

400

4 000

4 900

4 900

4 000

4 000

32 000

Nom d'un chien. - IV. Nom d'un James et prénom d'un Martin de l'écran. Parcourir le Monde en est un excellent exemple. - V. Es France. - VI. Elle est administrée avec un évident souci de correction. Début d'une belle séquence. -VII. Personnel. Bâtisseuse de cou-ches. - VIII. Effets de surchauffe. Ne fait pas bonneur au chef qui l'accueille. – IX. Initiales du com-positeur du Chevalier à la rose. Distributrice de . jetons .. - X. Sommation avant poursuite. Eau salée dans le désert. - X1. Poids lourd. Permet d'avoir de jolis traits.

VERTICALEMENT

1. Rendez-vous d'affaires. - N'est pas la plus onéreuse quand on la dit ehère. Sa hauteur rend cer-tains passages difficiles. – 3. Fabricants d'héroine sans relation avec la French-connection. - 4. Font tres mauvais effets. - 5. Un saint Jean-Baptiste y proceda à de nombreux baptèmes. Ses nappes sont bordées de galons. Participe passé. – 6. Prit la direction du Sud pour liealement se rendre un Nord. Manifeste souvent sa mauvaise humeur pour des clous. - 7. Loin de se montrer coulants. Son fil appelait souvent la couture oprés en avoir décousu. fauteuil à l'Académie sous un nom qu'il donna à un fauteuil. - 9. Précieux remontant pour asthmatiques.

Solution du problème nº 3 287 Horizontolement

I. Moustachu. - II. Antérieur. -111. 1ci. is. - IV. Sol. Ports. - V. Irisé. Ur. - VI. Ternies. - VII. Otaries. - VIII. Taire. SAR. - IX. Etres. Eut. - X. Rée. Rani. - XI. Est. Auer.

Verticalement Massicoter. – 2. On. Or. Tâtée.

- 3. Utilitaires. - 4. Sec. Serre. - 5. Triperies. - 6. Al. Né. Ra. - 7. Cc. Ruisseau. - 8. Huttre. Aune. -9. U.R.S.S. Sertir.

GUY BROUTY.

POUR HOMMES FORTS SEULEMENT

Si vous êtes fort, très fort (jusqu'à 135 de ceinture), un magasin de l'avenue George-V vous propose des costumes, vestes, biazers, pardessus specialement conçus pour vous. Importés d'Angleterre. DORIAN GUY. 36. avenue George-V. de 9 h 30 à 19 heures. Fermé le lundi matin. Face hotel George-V.

PARIS EN VISITES-SAMEDI 2 OCTOBRE

La crypte de Nutre-Dame -, 14 h.30. parvia côté préfecture, Mª Schmidt.

«Le Marais», 15 h, hall métro Chemin-Vert, M= Allaz « Musée du costume », 15 h, 10, ave-nue Pierre-l« de-Serbie, M = Bachelier.

« L'Institut de France », 15 h, devant l'Institut quai Conti, M= Bouquet des

• Eglises Saint-Stéphane et Saint-Pierre de Chaillat • , 15 b, 5, rue Georges-Bizet, M Pennec. - Hôtel de Sully =, 15 h, 62, rue
Saint-Antoine, M= Vermeersch (Caisse
nationale des monuments historiques).
- Hôtel Gouthière =, 15 h, 6, rue
Pierre-Bullet (Approche de Fart).

 Musée de l'Assistance publique ».
 15 h. 47, quai de la Tournelle (Arcus). Jardins et cours de Montmartre .

15 h. mêtro Lamarck-Caulaincourt (Arts et curiosités de Paris). - Rue d'Aboukir, Cour des miracles.

Nutre-Dame-de-Buune-Nuuvelle ». 15 h 15, 19, rue de Cléry, M= Barbier. Les impressionnistes au Musée du Jeu de Paume », 14 h 30, hail d'entrée,

La Sorbonne », 15 h, 46, rue Saint-Jacques, M≃ Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
 La bourge Saint-Connaissance

 Le bourg Saint-Germain-des-Prés ».
 15 h, devant l'église, M= Czarny. Hôtels de la rue du Bac, Jardin des missions étrangères », 15 h, deveut Saim-Thomas-d'Aquin, M= Ferrand.

«Le vieux Montparnasse», 15 h, 100, rue d'Assas, M™ Hager. » Hôtel de Mondragon », 15 h, 3, rue d'Antin, M^{ss.} Isabelle Hauller. « Grands hôtels de l'île Szint-Louis », 15 h, 3, quai d'Anjou (Histoire et ar-

Saint-Germain-des-Prés, jardins et vestiges de l'ahbaye », 15 h, métro Ma-billon, M. Jasiet.

ville (Paris et son histoire). » Notre-Dame de Paris », 14 h 30, mêtro Cité (Lutêce-visites). La Seine et sos vieux ponts », 10 h 30 et 20 h 30, Théâtre du Châtelet

(Paris autrelois). «Le vieux faubourg Saint-Antoine», 15 h, métro Faidherbe-Chaligny (Résurrection du passé).

» Vieux quartiers de l'île de la Cité », 14 h 30, metro Pont-Neuf, statue Henri IV, Ma Romann. - Tombes célèbres du Père-

Lachaise », 14 h 45, métro Père-Lachaise (Tourisme culturel). « Marais inconnu, abbaye Maubuis-son », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le

« Du côté de Nogent », 15 h, avenue de Joinville, sortie R.E.R., M Garcia. « Maison de la légion d'honneur à . Saint-Denis », 15 h, portait basilique, M= Boilcau.

« Passages et jardins de la montagne Sainte-Genviève », 15 h, église Saint-Médard, J.-C Pennec (Paris et 200 his-

. Hôtel Biron », 15 h, 77, rue de Varenne (Visages de Paris).

CONFERENCES

14 h 45, 60, huulevard Latuur-Maubourg, «La Norvêge» (Reacontre des peuples) (audiovisuel) et 17 h 45 » La Suède ».

15 h. Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, G. Chapouthier :
- Mémoire, comportement animal et cer-

15 h, 9, rue Pierre-Nicole, M. Schmitt: A l'aube d'ane ère nouvelle « (Mouvement du Graal).

JEUX

BRIDGE : LES CHAMPIONNATS DU MONDE. - Cinquante-cinq nations participeront, du 1° au 16 octobre, aux championnats du monde de bridge à Biarritz. Pour la première fois, y participeront la République populaire de Chine, la Roumanie, les Emirats erabes

Le Monde

5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNZMENTS 3 mais 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE-D.O.M.-T.O.M. 273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 533 F 962 F 1 391 F 1 820 F ÉTRANGER

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 313 F 522 F 731 F 940 F IL - SUESSE, TUNISTE 386 F 667 F 949 F 1 230 F

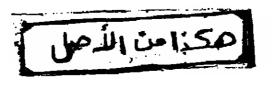
Par voie aérienne Tarif sur demande.

Les abonnés qui paicut par chêque postal (trois volets), voudront blen joindre ce chêque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abounés sont invités à formuler leur demande une semaine ao moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à Venillez avoir l'obligeance de

0 119 710 870 880 790 0 630 40 240 86 120 200 500 2 006 2 000 10 000 10 000 975 3 277 6 525 63 235 76 775 PROCHAIN TIRAGE LE SAMEDI ? OCTOBRE 1912 TRANCHE DU PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE à ALFORTVELE (Val-de-Marke) 16 23 32 34 NUMERO COMPLEMENTAIRE 5 TIRACE Nº 37 PROCHADO TIRAGE LE 6 OCTOBRE 1982 VALIDATION JUSQU'AU 1 OCTOBRE APRES-MIDI LOTERIE NATIONALE - TRANCHE DES VENDANCES 1987 - Nº 40



CINÉMA

«LE MARQUIS S'AMUSE» DE MARIO MONICELLI

La farce du charbonnier

comme une satire mordante de la

Rome obscurantiste, conservatrice,

rétrograde, traversant une tempête à

laquelle alle résiste farouchement. Du

progrès révolutionnaire pressenti par

del Grillo, Rome ne retient que la

guillotine. Les extravagances du mar-

quis font éclater les conventions, les

rites, les mesquineries d'une société

arrêtée dans le temps. Certaines en-

volées dramatiques de la mise en

scène (pour l'arrestation du pape, en-

tre autres), l'utilisation superbe de la

couleur laffinent le style de cette

chronique d'époque, où, jusqu'au pied de l'échafaud, le farce est une

défense contre tous les abus du pou-

voir. Il y e de la grandeur dans le per-sonnage de Pie VII — incamé par

Paolo Stoppa, - lui-même victime

d'un de ces abus ; Alberto Sordi joue

le marquis avec une fantaisie très dé-

tachée, un cynisme de surface et une

force intérieure étonnante. Il donne

un sens concret, démystificateur, aux

actes empruntés à la légende. Dans

le rôle du charbonnier Gasperino, il

en fait un peu trop, comme s'il vou-

lait se rettrapper d'une composition

Le succès que Choo San Goh rem-

porte actuellement aux Etats-Unis

peut s'expliquer par la manque de

nouveaux chorégraphes, mais l'on fremit à lire dans le programme qu'il

est considéré comme un des succes-

seurs possibles de Balanchine, quand il est, à tous points de vue, l'anti-

- invités - ne sont pas au mieux de leur forme. Le Corsaine qu'ils inter-

prétent - très approximatif pour lui,

et propre, sans plus, chez elle -nous laisse irremediablement avec le

* Théâtre des Champs-Elysées,

apercu de-ci de-là quelques aigrettes

de ballerines, et, émergeant à temps régulier, les hauts-de-forme de figu-

rants ou le melon et la harbiche du

pauvre Satie lui-même (quand ils

sautaient), mais, pour le reste,

comme nous répugnons au torticolis,

le spectacle consistait dans la panto-

mime du pianiste manipulant les cé-

lébres peutes pièces ésotériques que

traduisaient sur nne bande lumi-

neuse des sentences auprès des-

quelles les vers de Maeterlinck

étaient clairs comme de l'eau de ro-

Frustation scénique d'autant plus

regrenable que Lorca Massine, fils

du grand Leonide des Ballets russes.

est le dynamique maître d'œuvre du

balles de l'Opera de Rome, venu se

produire pour un mois à Paris. A re-

voir, que non pas, à voir !

* Casino de Paris, 20 h 30.

MARCELLE MICHEL.

sentiment d'une soirée perdue.

Peters Martins et Heather Watts

JACOUES SICLIER.

plus sobre que d'habitude.

* Voir les l'Ims nouveaux

tristement decoratif.

Le Ballet de Washington

aux Champs-Elysées

Qu'est-ce qui a bien pu inciter danse réduite à son caractère le plus

« Esoterik Satie »

AU CASINO DE PARIS

che.

Qu'il ait ou non existé, au dix- « comédie à l'italienne », mais plutôt septième, dix-huitième, dix-neuvième siècle — les historiens italiens, nous dit-on, ne sont pas d'accord sur ce Point, - le marquis Onofrio del Grillo, aristocrate romain qui considérait la vie comme une farce, est devenu un personnage de légende. Son florilège est presque inépuisable. Mario Monicelli et ses scénaristes y ont puisé pour bâtir un récit picaresque, qu'ils ont situé à Rome dans les an-nées 1800, à l'époque où une partie de l'Italie est occupée par les troupes de Napoléon, le pape arrêté, les États

Construits an une suite de sketches, le film se fixe dans sa deux pertie sur l'histoire la plus célèbre du marquis : découvrant qu'un charbonnier est son sosie, il lui fait prendre sa place dans son palais, au sein de sa famille. Le charbonnier croit rêver, puis s'habitue, jusqu'au moment où

Les exploits du marquis épousent le cours des évenements politiques. Garde noble at camerier secret du pape, il entrationt avec celui-ci une sorte de complicité, même ouand il le berne. Ses farces, parfois cruelles, sont des leçons données au pouvoir en place et à sa propre caste.

Bien que le film fasse souvent rire. on ne peut le définir comme une

Jean Robin à inaugurer son vingtième

Festival international de danse avec

le Ballet de Washington ? Il s'agit

à le rester Duisqu'elle est vouée à

danser exclusivement les œuvres du

eune Choo San Goh dont le talent de

Quel que soit le style choisi -

classique, neo-classique, contempo-

rain, - ses ballets ne sont qu'une

accumulation de clichés. Etranger à

toute idée de composition ou de

tempo musical, il deploie ses dan-

seurs comme des soldats en manteu-

vre et n'hésite pas, dens Fives, à lan-

cer simultanement cing couples sur

orbite comme un jongleur chinois

Salle bien parisienne, mardi soir

28 septembre au Casino de Paris,

pour la première représentation de Esoterik Sane, • fantaisie sérieuse •

de Lorca Massine. Nous en parlons

d'expérience, car, phligeamment

place de guingois aux mezzanines,

nous n'avions que le parterre à

Entre deux épaules prostrées sur le rebord du balcon, nous avons bieu

m Louis Gautier-Vignal, historien de la Renaissance, est mort à l'âge de quatre-visigt-quatorze ans. Il a publié, notamment, des ouvrages sur Machia-

lectament, ses outrages sar vintua-ted, Erasme et Pic de la Mirandole. [Louis Gautier-Vignal, qui était aussi romancier et poète, fur un familier de Marcel Proust. Il a écrit sur l'auteur de

la Recherche un essai mutulé Prousi

Meven qui tenait le rôle du prince

Monde du 29 septembrei et non Pe-

■ ERRATUM. - C'est Peter

ne dans Eugéne Oueguine Le

comu el inconnu (éd. Laffont].]

jouant avec des assiettes. C'est la 20 h 30.

d'une troupe médiocra at condamn

chorégraphe est nul.

DANSE

THÉATRE

« La Dernière Nuit de l'été », à Édonard-VII

Arestrup en renfort

Alexei Arbuzov, soixanteaudiences dans son pays, préfère présenter, sur les planches, des familles d'un certain standing.

Dans La Dernière Nuit de l'été, sà pièce la plus récente créée cette année à Moscou, un savant astronome, Vladimir (Maurice Teynac), après des décennies de mariage, aunonce à sa femme, Liouba (Edwige Feuillère), chirurgienne, qu'il aime quelqu'un d'autre.

La maman de Vladimir, profes-seur de français (Louise Conte), et la fille de Vladimir, sociologue (Fré-dérique Tirmont), prennent mal la chose. Liouba, elle, vu montrer quelque force d'âme.

Alexei Arbuzov travaille surtout dans le sentimental tempéré, un peu fin. Soupir et mouchoir. Un natura isme sans lourdeur. Pas vraiment du boulevard, mais un théâtre de cotean modére, qui n'effarouchera personne. D'assez jolis dialogues. Avec le Bateau pour Lipala, Arbu-zov avait reussi, en 1975, son coup

Au Théâtre Édouard-VII, l'adaptation de Pol Quentin, les décors de Jean-Philippe Bertrand, la mise en soène d'Yves Bureau, ne sont pas plus prétentieux que la pièce elle-même.

Pour nos publics, l'événement est quatorze ans, l'enteur dramatique la présence de la célèbre comé-russe qui obtient les plus grosses dienne Edwige Feuillère, qui est très bien, qui n'a pas perdu l'habitude de terminer ses phrases sur un ton de nez un peu bonhomme, même un peu gendarme. Mais ici, Edwige Feuillère a de la peine à moduler un personnage qu'Arbuzov maintient dans le banal.

On dirait que l'auteur e'est exclusivement intéressé à un individu très rarement présent sur les scènes soviétiques, le neveu de l'astronome Vladimir, paresseux, légèrement filou semble t-il, névrotique, un certain Dimitri, qui arrive sans raison le jour même où Vladimir annonce qu'il aime une jeune dame.

Ce bon à rien, extérienr au propos, est le seul qui trouvers les mots justes, les gestes réconfortants, et Arbuzov met du cœur et pes mal de talent à inventer ce Dimitri. Rôle tenu chez nous par un acteur de grande classe, étrange, attachant, aux expressions imprévisibles, qui e aux expressions impressiones, qui e toujours l'air de prendre les phrases, le jeu, par hasard, au vol : Niels Arestrup. Cet admirable comédien donne à l'œuvre d'Arbuzov anc n, une lumière, qu'en fait, sans lui, elle n'aurait pas.

MICHEL COURNOT

* Edouard-VII, 21 houres.

VARIÉTÉS

LE CUARTETO CEDRON A BOBINO

Vingt ans de musique et d'émotions

simplement de ses vingt ans, Juan Cedron quittait les faubourgs de Mar- del-Plata pour Buenos-Aires. Et dans la violence des jours et des marches perdues, Cedron engageait un long dialogue avec les cent quartiers d'une gigantesque métropole où chacun avait un espoir, un desir de se battre pour un monde réel tout en se démenant dans un univers affectif, où, le soir, les hammes, comme l'écrivait Jorge Luis Borges, partaggalent un passe illusoire un violon envoyaient un tango d'Ani-

bai Troilo. Juan Cedron entrait dans les nuits des portenos – les habitants de Buenos-Aires, – rencontrait Raoul Gonzalez Tunon dont les livres de poésic, respiraient page après page, vers après vers, le climat et l'esprit de la ville. Il se liait d'amité avec Juan Gelman qui, avec d'autres mots, saisissait une cité moderne où les hurlements des sirènes de police déchiraient la nuit parmi la stupidité, la répression et la mort. Une autre amitié et une entente musicale intime liaient au même moment Juan Cedron avec le bandonéoniste César Stroccio, le violoniste Miguel Praino, le guitariste et violoncelliste

Carlos Carlsen. C'est le vingtième anniversaire de rencontres, de ces errances - et

An début des années 60, armé suivi - que le Cuarteto Cedron célèbre aujourd'hui à Bobino, sur une scène où des éléments de décor suggèrent une boîte de tangn de Buenos-Aires, El Caño Quatorze ou El Viejo Almacen.

> En dépit des réalités tragiques et de l'exil, les quatre musiciens du Cuarteto ont gardé intactes une foi en leur musique, une énergie et une volonté pour poursuivre un travail en profondeur sur la tradition. Jamais la routine ne les a effleurés. Naturellement, et avec leur lyrisme, ils ont continue d'explorer toutes les, ressources d'une musique qui porte d'une manière sublime l'âme d'un peuple. Et le spectacle que tous les quatre offrent avec l'énorme généro-sité de l'habitant de Buenos-Aires, avec son appétit féroce de vivre, est d'une grande densité émotionnelle. d'une musicalité somptuense.

Le Cuarteto réunit dans le même spectacle les mots de Tunon, de Gelman, de Borges, et de nouveaux au teurs comme Javier Villafane. Et le bandonéon bouleversant de Stroccio, le violon parfois déchirant de Praino, se mêlent intimemen! à la voix vibrante, grave et passionnée de Juan Cedron, à sa façon féline de jouer avec les mots.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Bobino, 20 h 45.

* Albums distribués par S.F.P.P. de l'histoire et des drames qui oni « A la source du petit peuple anonyme »

Vingt ans d'existence, dix années passées en Argentine, dix années assées en France. Deux longues pé-odes - qui ne font qu'une - dit Jaan Cedron, parce que là-bas, comme ici, ils suivent · le même hemin -. - Le seul doute, si nous étions restés en Argentine : est-ce que nous serions encore en vie Parce que nous genons, c'est une réalité. Ensuite est-ce que nous qurions la chance de pouvoir continuer à jouer avec l'évolution de la politi-que culturelle ces dernières années qui a minorise, marginalise le

- Après le coup d'Etat et la chute de Peron, tout le monde se po-sait la question de s'affronter ou non aux militaires. Et nous, artistes, nous nous posions la même question à l'intérieur d'une autre, celle de l'identité. Comment être le

porte-parole des gens ? Nous n'avons jamais parlé de révolutionner - le tango, nous sommes des musiciens, nous jouons. Nous avions un combat, oui, après le coup d'Etat, de ne pas se laisser faire par le pouvoir. On avait com pris qu'avec le retour de la vieille oligarchie, on risquait de la perdre, ment, un processus massif de résis-

tance, qui a été coupé ensuite. Mais nous n'avons jamais eu de théorie sur la musique, pas plus mainte-nant qu'avant. Nous voulions faire des choses belles, nous eherchions comment arriver à la beauté. Nous avons fait des chansons très dures, très engagées et puis d'autres, très lyriques, avec l'amour, le feu. Parfois on revient à la source du tango, d la source du petit peuple ano-nyme ; c'est une manière de prendre de la vitamine et de repartir, parce que nous sommes de plus en plus attoché au vrai tango traditionnel et nous aimons aussi faire bouger les structures. Parfois, on découvre...

Nous sommes des boulangers. On ne peut pas changer. Heureuse-ment qu'il y a des boulangers qui font des baguettes. Une baguette, ça ne change pas beaucoup. Le tango est un langage, c'est notre langage à nous. Argentins. On ne peut pas en parler, cela se passe à un autre niveau que les mots, cela vient du dedans, on se met dans la chanson qui chés par des sensations poétiques. naus faisons résonnance, nous es un peu un amplificateur.

Propos recueillis pa Catherine Humblot

EXPOSITIONS

POL BURY AU MUSÉE D'ART MODERNE

Le jeu de l'art

répand ses sculptures dans les parcs, les musées et devant les édifices publics. Des sculptures qui s'agitent, qui bougent. Il a eu cette idée inimaginable de simuler des arbres, des buissons, des massifs offerts à la caresse du vent, par de savantes constructions articulées qui se meuvent grâce su poids de l'eau allant et venant à l'intérieur de cylindres

Le fluide qui les traverse les casse et les redresse aléatoirement, les organise et les désorganise perpélement. Jeu d'enfant qu'un petit

Le projet avait commencé en 1976, et Pol Bury a depuis exploité cette veine, c'est-à-dire amélioré la variété d'une sculpture qui ne tient pas en place et épouse la mobilité de l'eau, qui navigue à travers le fer, sautant d'un cylindre à l'autre pour ranimer son inertie.

Le sculpteur a toujours occupé une place à part, tant chez les sur-réalistes, dont il fut proche dans sa Belgique natale, que chez les cinétistes, evec lesquels il exposait gale-rie Deniso-René. A l'ingéniosité du meuvement percu dans l'instant, il

MUSIQUE

Les cassettes de l'Opéra

L'Opéra de Paris vient de tenir coup sur coup deux conférences de presse, l'une pour affirmer la cohésion de l'équipe dirigeante et rappeler les programmes de la nouvelle saison, l'autre pour présantar las premières vidéo-cassettes réalisées avec la société Cinéthèque : le concert de la Fondation Maria Callas avec Agnès Baltsa ; la Tosca avec Kiri Ta Kanawa ; Roméo et Julietta avec Neil Shicoff at Barbera Hendrickx. Suivront dans un avenir proche des productions de cette saison : Eugène Onéguine, la Belle Hélene, Loisa Miller: Chauve-Souris et un spectacle de ballets (Préludes, Aurêcie et

Esplanade) (1). On notera que ces cassettes ont pu voir le jour grace à un accord total avec l'ensemble des personnels, oul ont a menifesté. selon M. Jean-Pierre Leclerc, directeur général, la plus large ouverture v. D'autre pert, une ment va être mise en œuvre, notamment avec la marque Erato (premiers titres : la Symphonie Faust, de Berlioz); et ces jours demiers, le chœur de l'Opéra de Paris était à Barlin pour enregis trer, à la satisfaction générale, Carmen, sous la direction d'Her-

bert von Karajan. Ces enregistrements ne peuvent faire oublier cependant que le nombre des retransmissions télévisées « de service public » a années. (Ranseignamants : Opéra de Paris, 8, rue Scribe . Cinéthèque, 130, rue de Cour celles, 75017 Paris : tél. : 267-

(1) Prix de vente par cassette 700 F.

u La National Gallery de Londres vient d'acquérir un tableau de Poussin, le Triomphe de Pau, peint à Rome en 1636, à le demande du cardinal de Ri-chelieu, et expédié à Paris. L'œuvre, es-tissée 15 utilions de francs, était le propriété de la familie Dente propriété de la famille Dent-

Depuis quelques années, Pol Bary ajonte une réverie sur des sensations de vertige ancrées dans le passé.

> Grâce à la rétrospective du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, nous pouvons voir toutes les metamorphoses de cette « petite sensation » qui, chez Pol Bury, passe d'une œnvre à l'eutre, d'une période à l'autre. On remonte aux premières · cinétisations · de figures géométriques abstraites, aux lutrins de bois avec cordes sonnantes, aux pointus plans inclinés - à cent vingt boules - sortis d'une mise en scène architecturale de Chirico où le déferlement de sphères reste toujours en

Une incertaine épouvante

D'abord en bois, puis en métal poli, les mêmes extastrophes menacent sans jamais s'accomplir. Pol Bury se donne le plaisir d'une încertaine épouvante dans ces déplacements subreptices d'objets en apparence inanimés, qui réclament beaucoup d'attention, donc de participation, pour être décelés.

Avec les fontaines qu'on avait d'abord vues à la Fondation Maeght, la sculpture de Poi Bury quitte la sphère nocturne du surréalisme cinétique pour entrer dans un jeu plus clair de l'ironie mécanicienne, où l'arbre sans pommes fait mine de choir sous l'effet de la pesanteur.

Dans les œuvres de ces deux dernières années, le sculpteur remplace le balancement des objets par un jeu de ramollissement des formes. Une cinétisation d'images et de mots peints par séquences de dix ou de douze se défait graduellement. La statique composition de Mondrian période classique - se déséquilibre doucement, fond comme un bloc de glace. Mais sa symétrie initiale est tellement plus tendue! De grands monochromes rouges, bleus, verts, offrent leurs manteaux inaltérables à des mots mythifiés par les mouvements artistiques et que Pol Bury défait jusqu'au dernier degré. Mélange plaisant de la froide esthétique minimaliste et de son contraire, le tachisme, brûlant et maniériste.

Pol Bury joue les irrévérencieux - c'est la règle avec l'histoire de la peinture. Set références sont précises. Il fait de l'art avec de l'art, en voulant ébranler sa stabilité. L'image mouvante le fascine.

JACQUES MICHEL. ★ Musée d'art moderne de la Ville



■GALERIE DU MESSAGER 🛭 17 SEPTEMBRE - 23 OCTOBRE

MUSÉE DE LA POSTE 34 boulevard de Vaugirard - Paris 15e

28 septembre - 24 octobre intrigue et amour

théâtre gérard philipe saint-denis

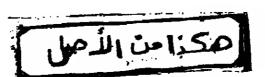
kabale und liebe

mise en scène jean-marie simon

copyriduction to softwarkfire the decision of report nord passive colors to transport beatrate dues to color to be stood automore a pairs.

59 BD JULES-GUESDE LOC. 243-00-59 - FNAC - AGENCES - COPAR

LE FILM QUE LES ROMAINS AURAIENT LE CINÉMA



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

SADO ET MASO. - Nouveames (770-52-76), 20 h 30. SARAH ET LE CRI DE LA LAN-GOLISTE - (Euvre (874-48-52). 20 h 30. LE FUNAMBULE UNLIAMBISTE. - Espace Gaité (327-95-94), 18 h 30. LA MARMITE. - Studio Bertrand (783-64-661, 20 h 30. NUIT DE RÉVE. - Péniche-Théâtre (245-18-20), 21 h. CÉLIMARE LE BIEN-AIMÉ. - La Courseuve, Centre culturel Hondre-mont (838-92-60), 20 h 30.

HORS PARIS GRENOBLE: Marie Bémol, par le Theatre des Deux-Mondes (76), 44-57-28,

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50) : Eugène Oneguine, COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20) ; Dom Juan, 20 h 30.

BEAUBOURG (277-12-33), cinémavideo; trente ans de cinéma expérimental
en France (1950-1980), 16 h, 18 h et
20 h; théatre-danse; Ligne d'horizon,

20 h 30. CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 21 h : l'Histoire du soldat.



PAULUS

Les autres salles

Albance française (544-41-42), 20 h 30 : Guide illustré des autres mondes. Autoine (208-77-71), 20 h 30 : Comp de so-

la Vallée de l'embre de la mort.

Agrelle-Thélère (238-35-53), 20 h 30 : le
Malentendu. Atelier (606-49-24), 21 h : le Nombril. Bouffes Parisless (296-97-03), 21 h : Dia-

bic d'homme. artoucherie, Atelier du chandron (328-97-04), 20 h 30 : Le bruit de l'eau dit ce CLS.P. (343-19-01), 20 h 45 : Dieu sous gâte.
Combéle Cammartin (742-43-41), 21 h :
Revieus dormir à l'Elysée.
Combéle des Champs-Elysées (72337-21), 20 h 45 : Ca iru comme ça.
Combéle italienne (321-22-22), 20 h 30 ;

Mamma Marcia.
Conféde de Paris (281-00-11), 20 h 15 ;
L'Evell du printemps ; 22 h : Pigaro Solo. ce (258-97-62), 20 h 30 : Appelezmoi Arm

Dannes (261-69-14), 21 h ; La vic est trop Edoesrd-VII (742-37-49), 21 h : la Der-Escalier d'or (523-15-10), 19 h : Vine-ver's ; 21 h : Diableries amoureuses. Espace Gaini (327-95-94), 20 h 30 : Vic et Espace Gaini (327-95-94), 20 h 30: Vic et mort d'Arlequin; 22 h: Kadoch Espace Marais (271-10-19), 20 h 30: la Mouette; 21 h 30; Une chèvre sur un nuage; les Quatre Cabes; Une tortue nommée Dostofevski,



GÉRARD CHAILLOU ANDRÉ LACOMBE JEAN-GABRIEL NORDMANN

LUCIO FANTI

drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris Téléphone: 246-17-11 - Télex: Drouot 642260 Informations téléphoniques permanentes: 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris es expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 houres sauf indications particulières

LUNDI 4 OCTOBRE (Exposition samedi 2)

S. 2. - Monneies antiques, royales, françaises, étrangères. Mª Ader, Picard. Tajan. M. Pege.

S. 13. - Mobilier. Objets de vitrine. M. Pescheteau, Pescheteau-Bedin,

MARDI 5 OCTOBRE (Exposition lends 4) S. 8. - Bijoux, argenterie. Mª Cornette de Saint Cyr.

MARDI 5 et MERCREDI 6 OCTOBRE (Exposition lundi 4) S. 1. – Paul-Emile Victor, BibBothèque polaire, voyages, surographes, photographes, souvenirs. M≈ Ader, Picard, Tajan en présence de M.J.E. Huret. Expostion Librairie « La Tour du Monde », 9, rue de la Pompe, 75016 - (288-58-06).

MERCREDI 6 OCTOBRE (Expesition mardi 5)
S. 2. — Extreme-Orient. Mr Cornetta de Saint-Cyr, M. Moreau-Gobard.

S. 3. - Bijoux, orfilvrerie. Mr Catherine Chart S. 16. - Beau mobilier rustique et de style, Mª Delorme

MERCREDI 6 OCTOBRE (Exposition landi 4) S. 1. - Arts primitite Eskimo, Afrique, Ocienia. Nº Ader, Picard, Tajan.

JEUDI 7 OCTOBRE (Exposition mercredi 6)

S. 10. -

JEUDI 7 et VENDREDI 8 OCTOBRE (Exposition mercredi 6) S. 4. – Bibliothèque Armend Trampitsch, livres anciens et modernes régionalismes principalement lorrain. Beaux Arts. M^a Ader, Proard, Tajan. MM, Guérin et Courvoisier. Expo: Librairie Gireud-Badin, 22. rue Guynemer (75006) – (548-30-58) jusqu'au 5 octobre inclus, 9-13 · 14-16 h.

VENDREDI 8 OCTOBRE (Exposition jendi 7) S. 1. — Tableaux, armes de chasse, meubles, objets d'art, tapissenes. M° Cornette de Saint-Cyr.

 7. – Antiques, préhispanique, haute époque. M= Laurin, Guilloux, etaud, Teilleur. M. Roudillon. S. 14. — Succes. M. at à div. livres, bijoux, argenterie, bibelots, sièquibles XIX° at de style. M[®] Audap, Godeau, Solanet.

ETUDES ANNONCANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favert (75002) - 261-80-07. AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Orouot (75009) - 770-67-68. BOISGIRARD, DE HEECKEREN, 2, rue de Provence (75008) - 770-81-36. Cetherine CHARBONNEALDX, 134, fg Sairx-Honoré (75008) - 359-66-56. CORNETTE de SAINT-CYR, 24, avenue George-V (750081 - 720-15-94. DELORME, 3, rue de Penthièvre (75008) - 265-67-63. LANGLADE, 12, rue Descombes (76009) - 227-00-91.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD. TAILLEUR (anciennement RHEIMS LAURIN), 12. rue Drouot (75009) - 246-61-16. PESCHETEAU, PESCHETEAU-BACHN, FERRIEN, 15, rue de la Grange-Beteilèr

ROBERT, 5, avenue d'Eylau 175016).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles «LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES» 704.70.20 (lignes groupées)

> (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 30 septembre

Théatre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Oh, les beaux jours. Théatre du Tourtour (887-82-48), 20 h 30 : le Mai court. Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h : le

fery, Studio (672-37-43), 20 h 30 : le

Casino de Paris (874-15-80), 20 h 30; Enterik Satie (Ballet Opéra de Rosse).

Salle Gavers, 20 h 30 : A. Ader (Chopin.

Scriabine, Mediner).
Radio-France, Grand anditorium, 20 h 30:
Nouvel orchestre philharmonique, dir.:
O. Guisao (Ibers, Britten, Wolf, Reger,

FESTIVAL D'AUTOMNE

(296-12-27)

Théâtre Gérard-Phillips de Saint-Denis

IV- FESTIVAL INTERNATIONAL

DE MONIMARTRE (606-50-48)

hésitre Constance (Centre d'art celti-que), 20 h 30 : Appelez-moi Arthur ou les Mystères de la table roude.

XX. FESTIVAL INTERNATIONAL

DE DANSE DE PARIS (723-47-77)

Palais des Congrès (758-27-78) 20 h 30 : la Route de la soie.

Thefittre des Chumps-Elysies (723-47-77), 20 h 30: The Washington Bullet. Centre G. Posspidon (277-12-33) 18 h 30: Forum de la danse.

(243-00-59), 20 h 30 : Intrigue et amour.

Varietés (233-09-92), 20 h 30 : Chéri

En région parisienne

La danse

Les concerts

Les festivals

Fontaine (874-74-40), 20 h 30 : Et nos sse (322-16-18), 22 b: Panique au centre culturel. Guierie 55 (326-65-51), 20 h 30 : A view from a Bridge: rand Hall Montorgoell (296-04-06).

20 h 30: Tandis que l'agonse. Hinchette (326-38-99), 20 h 15 : la Canta-trice chauve ; 21 h 30 : la Leçon; 22 h 30 : Okame (dern.). a Bruyère (874-76-99), 21 h : Au hois

lacté.
Lacernaire (544-57-34), Théatre Noir;
18 h 30: l'Homme lige; 20 h 30: la Papesse américaine; — Théatre Rouge,
18 h 30: Noces de sang; 20 h 30:
Teboufa; 22 h 15: Vacances écossaises.
— Petita salle, 18 h 30: Parlons français;
22 h 15: Le Fétéchiste. 22 h 15: le Fétichiste

Madeleine, 20 h 45: Sodome et Gomorrhe. Marigny (256-04-41), 21 h : Amadeus: 21 h : FEdnoation de Rita. ns (265-90-00), 21 h : Emballage

perou. Wichel (265-35-02), 21 h 15 : On dinora au dière (742-95-22), 20 h 30 : Joyeuses Psques. Montparmasse (320-89-90), 21 h : Trahi-sons; Petit-Montparmasse, 21 h : Lettre

Palais des Glaces (607-49-93), 21 h : Chopelia. Palais Royal (279-59-81), 20 h 45 : Pauvre France.
Plaisance (320-00-06), 20 h 30 : Comédie à deux voies.

Poche Montparmasse (548-92-97), 21 h : Flock Porte Saint-Martin (607-37-53), 20 h 30 : le Songe d'une muit d'été. Ramelagh (288-64-44), 18 h 30 : Pro-blèmes.

Saint-Georges (878-63-47), 20 h 45 ; le Charimari. Studio des Champs-Elysées, 20 h 45 : les Sindio des Champs-Lybras, 20 h 30 : Enfants du silence. Tai Théfitre d'Essai (278-10-79), 20 h 30 : Huis clos : 20 h 30 : la Maison de poupée. Théfitre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Noes, on fait où on

nous dit de faire. Théatre des 400 comps (633-01-21),

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Gibier de potence, de R. Richele;
19 h : Hommage à Robert Altuna :
Innages; 21 h : Hommage à Homberto
Solus : Minerva traduce el mar, de
H. Solus et Oscar L. Valdes; Variaciones,
de H. Solus et H. Veitin; El retrato, de H.
Solus et O.-L. Valdes; El Acoso (1964)
Pequena Cronica; Manuscin (1966).

BEAUBOURG (278-35-57) 15 h : The woman in green, de R. W. Nelli; 17 h : L'oustre, de J. Kawaierowicz; 19 h : Hessange à Pierre Brasseur : Les oiseaux ront mourir au Perou, de

Gambetta, 20 (636-10-96).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS
DE COSTARDS (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (271-52-36); Quintette, 5°
1633-79-38); Marignan, 8° (359-92-82);
Parnassiens, 14° (329-83-11); v.f.: Benlitz, 2° 1742-60-33); Montparnasse 83, 6°
(544-14-27); Nation, 12° (343-04-67);
Gaurnout Sud, 14° (327-84-50); Clicity
Pathé, 13° (522-46-01).

LA CHÉVRE (Fr.) : Français, 9 (770-33-88).

LE CORBILLARD DE JULES (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2º 1261-50-32) : U.G.C. Marbeuf, 3º (225-18-45).

DE LA VIE DES ESTIVANTS ISON, v.o.): Cosmos, 6 (544-28-80).

DESCENTE AUX ENFERS (A., v.f.)

LES DIPLOMES DU DERNIER RANG (Fr.): Berlitz, 2 (742-60-33).

DIVA (Fr.): Movies, 1= (260-43-99); Vendôme, 2= (742-97-52); Pambéon, 5= (354-15-04]; Marignan, 3= (359-92-82); Participan, 14= (329-83-11).

ELIA KAZAN OUTSIDER (A., va.) : Saint-Séverin, 5- (354-50-91).

LETAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.1: J. Cocient, 5 (354-47-62), H. sp.

(Fr.1: J. Cocreau, 5: (354-47-62). H. sp.
ET TOUT LE MONDE RIAIT 1A.,
v.a.): Cinè-Reaubourg, 3:, (271-52-36);
Quintette, 5: (533-79-38): ElyséesLincoln, 8: (359-36-14); 14 JuilletBeaugrenoile, 15: 1575-79-79); Parmassiens, 14: (329-83-11).

LA FÉLINE (A., v.o.) (*): Gaumont
Halles, 1= (297-49-70); Hautefeuille, 6:
(633-79-38): George V, 8: (562-41-46);
Colisée, 8: (359-29-46). - V.f.: Berlitz,
2: (742-60-33): Maxéville, 2: (77072-86); Montparmase Pathé, 14: (32012-061; Chehy-Pathé, 18: (522-46-01).

La Cinémathèque

Les exclusivités

47-55).

cinéma Les films marqués (*) sont interdits sux moins de treixe aux, (**) sux moins de dixent ma.

LA FIÈVRE DE L'OR (A., v.o.): Paramount Odéou, 6 (325-59-83); Publicis Champs-Elysées, 9 (720-76-21); (v.f.): Paramount Opéra, 9 (742-56-31): Paramount Montparnaisse, 14 (322-90-10); Paramount Maillot, 17 (758-24-24).

LES GAMINS D'ISTANBUL (Ture, v.o.): Forum, 1" (297-53-74): Studio Logos, 5" (354-26-42).

Logos, 5^c (354-26-42).

GEORGIA (A., v. o.): Cluny Écoles, 5^c (354-20-12).

LE GRAND FRÈRE (Fr.) (*): Richelicu 2^c (233-56-70); Quintette, 5^c (633-97-77); Hautcfenille, 5^c (633-97-77); Hautcfenille, 6^c (634-97-77); Montparasses 83, 6^c (544-14-27); Ambassade, 8^c (359-19-08); Olympic-Balrze, 8^c (561-10-60); Français, 9^c (770-33-88); Franyette, 13^c (331-60-74); Gaumont-Sud, 14^c (327-84-50); Montparass, 14^c (327-52-37); Gaumont-Convention, 15^c (828-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15^c (575-79-79); Wepter,

Beaugrenelle, 15* (575-79-79); Wepler, 19* (522-46-01); Gammont Gambotta, 20* (636-10-96).

LA GUERRE DU FEU (Fr.): Lucer-A ARMES ÉGALES (A., va.) : Normannaire, 6 (544-57-34).
HAMMETT (A., v.o.) : Clumy-Paisce, 5

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE (354-07-76). PERDUE (A., v.o.): George-V, 8 (562-41-46). - V.f.: 3 Haussmann, 9 (770-JAGUAR (Phil., v.o.): Olympic Luxem-bourg, 6: (633-97-77); Olympic Entre-pts, 14: (542-67-42). LE BEAU MARIAGE (Fr.): Marais, 4 JAMAIS AVANT LE MARIAGE (Fr.): (278-47-86).

BLADE RUNNER (A., v.o.) (*):
Gaumont-falles, 1= (297-49-70); Hace
refeatile, 6+, 1633-79-38); U.G.C. Dannon, 6+, (329-42-62); Normandie, 8+,
(359-41-18); Marignan, 8+, (35992-8-2); Bienvene-Monthernasse, 15+,
(544-25-02); Murat, 16+, (651-99-75).

- V.f.; Rex, 2+, (236-83-93); Berlitz, 2+,
(742-60-33); U.G.C. Gare de Lyon, 12+
(343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13+, (32219-23); Gaumont-Sud, 14+, (32219-23); Gaumont-Sud, 14+, (327-84-50);
Magic-Convention, 15+, (828-20-64);
Wepter, 18+, (522-46-01); GaumontGambetts, 20+ (636-10-96).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS

Le Paris, 8: (359-53-99).

KILLER OF SHEEP (A., v.o.): Saint-André-des-Aris, 6: (326-48-18).

LECONS TRES PARTICULIÈRES (A.,

v.I.) (*): Bergère, 9* (770-77-58).
LÉGITIME VIOLENCE. (Pr.): Berlitz,
2* (742-60-33); Marignan, 8* (35992-82); Fauvette, 13* (331-60-74);
Montparnesso-Pathő, 14* (320-12-06);
Gaumont Convention, 15* (828-42-27). LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.): Olympic, 14* (542-67-42).

LE LION DU DÉSERT (A.-Lib., v.o.);

Louxer, 10* (878-38-58).

Louxor, 10° (878-38-58).

MAD MAX II (Austr., vo.): U.G.C. Dantou, 6° (329-42-62); Normandie, 8° (359-41-18). — V.f.: Rex., 2° 1236-83-93); Sretagne, 6° 1222-57-97); U.G.C. Boulevard, 9° (770-11-24); U.G.C. Gobelins, 13° (336-23-44); Clichy-Pathé, 18° (522-46-01). LA MAISON DU LAC (A., v.o.): U.G.C. Rotonde, & (633-08-22): U.G.C. Biarriz, & (723-69-23). — V.L.: U.G.C. Opera, 2 (261-50-32).

CASINO DE PARIS **JEAN MEJEAN**

Le Ballet de l'Opéra de Rome

ESOTERIK SATIE

LORCA MASSINE

Soirée, 20 h 30. Met. dim. 15 h, Relâche dim. soir et lundi

LOCATION AU THEATRE: 16, rue de Clichy - Paris-9 874-26-22, 874-26-23 et 3 FNAC

MEURTRES EN DIRECT (A., v.a.):
Managann, 8: (359-92-82). — V.I.: Francist, 9: (770-13-88): Montparamete Pathé, 14: (320-12-06). MISSING (PORTE DISPARU) (A.,

v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-171. — V.f. : Bretagne, 6 (222-57-97) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32). MOURIR A TRENTE ANS (Fr.) -: 14 Juillet Racine, 6' (633-43-71).

LA NUIT DE VARENNES (Pr.) : Stadio de la Harpe, 5 (354-34-83).

ON N'EST PAS SORTI DE L'AU-BERGE (Fr.): U.G.C. Opers, 2° (261-50-52): Ermitage, 2° (359-15-71); Maxéville, 9° (70-72-86); Monspanos, 14° (327-52-17); Mistral, 14° (539-PARADIS : Bierritz, 8 (723-69-23) : Mexérille, 9 (770-72-86).

PARADIS POUR TOUS (Fr.): Studio Médicis, 5° (633-25-97): Paramount City, 8° (562-45-76): Paramount Opéra, 9° (742-56-31); Paramount Montparasse, 14° (329-90-10); Touvilles, 20° (329-30-10); Touvilles, 329-30-10); Touvilles, 329-30-10; Touvill (364-51-98).

PARASITE (A., v.f.) (*) : Lomère, 9 (246-49-07). LA PASSANTE DU SANS-SOUCE (Fr.) ; Paramount Mariveux, 2 (296-80-40).

PASSION (Fr.) : Paramount Odéon, 6

LES FILMS NOUVEAUX

AMÉRIQUE INTERDITE (**), film AMERIQUE INTERDITE (**), Irim américain de Romano Vanderbes. V.o.; UGC Danton, 6* (329-42-62), Biarritz, 8* (723-69-23), V.f.; Rex., 2* (236-83-93), Rio-Opéra, 2* (742-82-54), UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59), Mistral, 14* (539-52-43), Miramer, 14* (320-89-52), Magio-Convention, 15* (828-20-64), Paramonan-Montmartre, 18* (606-34-25). 34-25).

34-25).

CIASS 1984 (**), film américain de Mark Lester, V.O.: UGC Odéou, 5º (325-71-08), Ermitaga, 8º (359-15-71), V.L.: Rez., 2º (236-83-93), UGC Gare de Lyon, 12º (343-01-59), UGC Gobelin, 13º (336-23-44), Miramhr, 14º (320-86-52), Mistral, 14º (539-52-43), Magic-Convention, 15º (828-20-64), Mirat, 16º (651-99-75), Secrétan, 19º (241-77-99).

COUP DE COEUR, film américain de

COUP DE CCEUR, film américain de Francis Ford Coppola. V.o. : Gaumont-Halles, 1º (297-49-70), Hautefeuille, 6 (633-79-38), Grammont Champs-Elysées, 8º (359-04-67), Parnassiens, 14º (329-83-11) PLM Saint-Jacques, 14º (589-68-42),) 4 Juillet-Benogrenelle, 15º (575-79-79), Mayfair, 16º (525-27-06), V.f. Saint-Lazard Pasquier, 8º (387-35-43), Français, 9º (770-33-88), Natioo. 12º (343-04-67), Montparmasse-Pathé, 14º (320-12-06), Gaumont-Sod, 14º (327-84-50). COUP DE CŒLER, film américain de

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE, film français de Pierre Shoendorf-fer. Forum, 1" (297-53-74); UGC Opéra, 2" (261-50-32), Paramonot-Mariyanz, 2" (296-80-40), Paramount-Odéon, 6 (325-59-83); Publicis St-Gormain, 6 59-83); Publicis St-Germain, 6*
(222-72-80); Srudio J.-Cocceau, 5*
(354-47-62); Paramount Mercury,
8* (562-75-90); Monto-Cario, 8*
(225-08-83); Paramount-Opéra, 9*
(742-56-31); Paramount-Bastille,
12* (343-79-17); Paramount-Bastille,
12* (343-79-17); Paramount-Gelaxie, 13* (580-18-03);
Paramount-Montpurnase, 14* (329-90-10); Paramount-Orichans, 14*
(540-45-91); Coovention St-Charles, 15* (579-33-00);
Paramoont-Maillot, 17* (758-24-24); Paramount-Montpurnative,
18* (606-34-25); Secrétan, 19*
(241-77-99).
ILS APPELLENT ÇA UN ACCI-

(241-77-99).

HS APPELLENT CA UN ACCIDENT, film français de NathalieDelon: Paramount-Marivaux. 2
(296-80-40): Paramount-Odéon, 6
(325-59-83): Paramount-Ciry. 8
1562-45-76): Paramount-Ciry. 8
1562-45-76): Paramount-Galaxie, 13
(580-18-03):
Paramount-Mounparanae, 14
(329-90-10): Convention St-Charles, 15
(579-33-00): Paramount-Maillet, 17
(758-24-24): Paramount-Mountainetre, 18
(506-34-25).

LA LOTERIE DE LA VIE. film fran-

LA LOTERIE DE LA VIE, film fran-cais de Gwy Gilles : Marais, 4 (278-47-86).

47-86).

LE MARQUIS S'AMUSE, film Italien de Mario Monicelli. (V.o.):
Gaumont Halles, 1" (297-49-70);
Quintette, 5" (633-79-38); Marignan, 8" (339-92-82). — (V.f.): Richelieu, 2" (233-56-70); Montparnasse 83, 6" (544-14-27); St-Lasare Pasquier, 8" (387-35-43); Athena, 12" (343-00-65); Fauventa, 13" (331-50-74); Gaumont-Convention, 15" (828-42-27); Gaumont-Convention, 15" (828-42-27); Gaumont-Convention, 15" (828-42-27); Gaumont-Gambetta, 20" (636-10-96).

PACIFIC INFERNO, film américain de Roff Bayer. (V.f.): Hollywood Boulevard, 9" (770-10-41)

UNE HISTORIE SANS IMPOR-

UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE, film français de Jacques Duron: Mazais, 4 (278-47-86).



LA MAITRESSE DU LIEUTENANT LE PÈRE NOEL EST UNE ORDURE FRANÇAIS (A. v.o.) : Elysées Liscolo. (Fr.) : Gasmont Halles. (* (227-49-70) : U.G.C. Odéox. 6* (325-71-08) : Barriz. (* (723-69-23) : U.G.C. Boulevard. 9* (723-69-23) : U 9 (723-69-23): U.G.C. Boatward, 9 (246-66-44); Maxéville, 9 (770-72-86); U.G.C. Gore de Lyon, 12 [343-01-59]; U.G.C. Gobelms, 13 (336-23-44); Mirman, 14 (539-52-43); Magac-Consention, 15 (\$28-20-64); Maria, 16 (651-99-75).

PINK FLOYD THE WALL (A. v.o.):
Forum, 1= (297-53-74); Impérial, >
(742-72-52): Saint-Michel, 5: (326-79-17); Ambassada, 8: (359-19-08); 79-17); Ambessade, & (354-19-08); Parmissioni, I & (329-83-11); Kinopeno-

PORKY'S (A., v.o.): Quartier Latin, 5 (326-8-63); Elyaéns-Lincoln, 8 (359-36-14); Marigman, 8 (359-92-82). – V.f.: Richellen, 2 (233-56-70); Paramonnt Opton, 9 (742-56-31); Fauvette, 13 (331-60-74).

POUR 100 BRIQUES, TAS PLUS RIEN (Fr.) : Biarniz, & (723-69-23). LES 40- RUGISSANTS (Fr.): Epic de Box, 5: (337-57-47); Clicity Pathé, 19 (522-46-01).

(\$22-46-01) QUERELLE (All., v.o.) (***): Forum 1** 1297-53-74): Quartier Latin, 5* (326-84-65): Quartierte, 5* (633-79-38): Olympic Saint-Germain, 6* (222-87-23): Pagode, 7* (705-12-15): Glyinde Bal-zec, 8* (561-10-60): Colinie, 5* (359-29-46): Parmastents, 14** (329-83-11): 14-Jaillet-Boabugrenelle, 15** (575-79-79) — V.C. Immarkal, 3** (735-

14-Initiet-Beaugrenetle, 15 (575-79-79) — V.S. impériel, 2 (742-72-52) : Montparasse 23, 6 (544-14-27) : Nations, 12 (343-04-67) : Cichy-Pathé 18 (522-46-01).

QUEST-CE OU'ON ATTEND POUR ETRE HEUREUX? (74) : U.G.C. Optes, 2 (261-50-32); U.G.C. Damos, 6 (329-42-62) : Biarritz; 2 (723-69-23) : 14-Initiet Beatific, 11 (357-90-81) 90-81). REDS (A., v.o.) : George V, 1 (562-15 RETOUR DE MARTIN GUERRE

(Fr.) : U G.C. Marbout, 8 (225-18-45). ROX ET ROURY (A., v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46). LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All. v.o.) : U.G.C. Odion, 6 (325-

71-08).
TIR GROUPE (Fr.) (*): Paramount Marienare, 2: (296-80-40); U.G.C. Optin, 2: (256-50-32); Olympic Haller, 3: (278-34-15); Saudio Alpin, 5: (354-39-47); Paramount Odéon, 6: (375-59-83); Paramount Coffee, Paramount Cofco., & (375.59.83); Paramount Ciry, B. (562-45-76); Pablicis Champé-Elysfos, 3r (720-76-23); Max-Linder, 9r (770-40-04); Paramount Opfica, 9r (742-56-31); Paramount Gobrille, 12r (343-79-17); Paramount Gobrille, 13r (707-12-28); Paramount Gobrille, 13r (580-18-03); Paramount Gobrille, 13r (580 Montparname, 14 (329-90-10); Para-mount Oričans, 14 (540-45-91); Communico Saint-Charles, 15 (579-33-00); Passy, 16 (288-62-34); Para-

mount Maillot, 17 (758-24-24); Paramount Montmarree, 18 (606-34-25); Secretan, 19 (241-77-99). Secrétan, 19* (241-77-99).

LA TRUITE (fr.): Gnamont Halles, 1** (297-49-70); Richelieu, 2** (233-56-70); Finntefenüle, 6** (633-79-38); Pagode, 7** (705-12-15); Colinée, 8** (359-29-46). Olympic Balrac, 3** (361-10-60); Saint-Lazare Pasquier, 8** (381-30-43); Français, 9** (770-33-88); Nations, 12** (343-04-67); Fasarette; 13** (331-60-74); Monsparmasse Pathé, 14** (322-19-23); Caumont Convention, 15** (828-42-27); Victor Hago, 16** (727-49-75); Chichy Pathé, 18** (522-46-01).

LES UNS ET LES AUTRES (fr.): Publicis Matignon, 8** (359-31-97); Palace Crotx-Nivert, 15** (374-95-04).

LES YEUX DE LA FORÊT (A., va.); LES YEUX DE LA FORET (A., va.): Ermitage: 6 (359-15-71). - V.f.: .U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44); Paramoust-Galaxie, 13 - 1580-18-03); Montparamos; 14 (327-52-37).

Montpasson: 14 (327-52-37).

YOL (Ture, v.o.): 14-Juillet Parnasse, 6 (326-58-00); U.G.C. Odéas, 6 (325-71-08); U.G.C. Champs-Elysées, 8 (359-12-15); 14-Juillet Bestille, 12 (357-90-81); 14-Juillet Bestille, 12 (575-79-79). — V.f.: U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44); Mistral. 14 (579-52-43); Bienvente-Montparnasse, 19 (544-25-02).

Les grandes reprises

ACCELERATION PUNE (A. v.o.): Vidécatone, 6° (325-60-34).

ALL THE BOCK'N ROLL YOU CAN EAT (A. v.o.): Vidéostone, 6° (325-60-34).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*): Calype, 17 (380-30-11).
L'ARNAQUE (A., v.o.): Movice, 1* (260-43-99); Ambassade, 3* (359-19-08). L'ARNAQUEUR (A., v.o.): Noctam-bales, 5' (354-42-34).

AROUND THE STONES (A., v.o.) : Vi-décetone, 6' (325-60-34). AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.E): Limière, 9 (246-49-07): LE BAL DES VAMPIRES (A., v.E.) (*): Arcades, 2 (233-39-36). LASBELLE AU BOIS DORMANT (A. v.f.): Grand-Pavols, 19 (554-46-85); Napolson, 17 (380-41-46).

BEN HUR (A, v.L) : Hansmans, 9 (770-47-55).

NATIONAL jusqu'au 17 octobre

JEUNE THÉÂTRE

LA VALLEE DE L'OMBRE **DE LA MORT**

MALCOLM LOWRY

est un theatre fres remarquable gs: Aurofien Recoing et quelques oire, inventent, en prenent appumusical... sorte de presmen prose. ne magie concertante.

MICHEL COURNOT to Mond

ARTISTIC-ATHEVAINS 45 bis rue Richard Lengit loc. 271 71:00

LES NOMINATIONS DANS L'AUDIOVISUEL

M. Joxe administrateur à Antenne 2?

Phasieurs nominations out été décidées dans le secteur de la communication andiovisuelle, par la Haute Autorité et par le istre de la commun Ont été nommés, en particulier le nouveau P.-D. G. de la Société nationale de radio-télévision pour l'outre-mer et le successeur de M. André Holleaux, à la tête de la commission consultative sur les radios privées locales.

D'antre part, les groupes par-lementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat procèdent è la désignation de leurs représen-tants dans les conseils d'administration des sociciés natio-

Conformément à la loi sur la communication audiovisuelle, l'Assem-blée nationale et le Senat doivent désigner des représentants pour siéger au sein des conseils d'administration des différentes sociétés nationales de radio et de télévision. Ces nominations doivent être rendues publiques le 7 octobre. Huir sociétés sont concernées: TF 1, Antenne 2, FR 3, Radio-France, la Société nationale pur l'outre-mer, l'Etablissement pu-blie de diffusion (ex-T.D.F.), Radio-France International (R.F.L.) et l'Institut national de la communication audiovisuelle (INCA).

Le problème se pose de savoir si ces désignations s'effectueront ou non à la représentation proportion-nelle des groupes qui composent chaque assemblée. A l'Assemblée nationale, la majorité (c'est-à-dire, en l'espèce, le groupe socialiste) y est favorable à la condition que la majorité sénatoriale le soit aussi. Or des incertitudes demenrent sur ce point. En cas de refus du Sénat. le groupe socialiste pourrait reconsidérer sa position et n'accorder aucun siège aux groupes R.P.R. et U.D.F.

M. RENÉ MAHÉ

EST NOMMÉ PRÉSIDENT

DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE

DE RADIOTÉLÉVISION

POUR L'OUTRE-MER

suel a désigné mardi 28 septembre

le président de la société de radiodif-

fusion et de telévision pour l'ourre-mer. C'est un journaliste, M. René

Mahé, qui prendra la lêle de cette

nouvelle societé nationale prévue

par la loi sur la communication audiovisuelle. Cette societé, filiale

commune des sociétés nationales, es

chargée de coordonner les nouvelles

sociétés régionales et territoriales

d'outre-mer (DOM-TOM) créées

également par la loi : elle a pour

mission essentielle de concevoir des

programmes mis à la disposition de

ces sociétés (tout en réservant une

place prioritaire aux œuvres pro-

duites par celles-cil. de produire des

œuvres et des documents audinvi-

suels, de participer à des accords de

coproduction, de passer des accords

[Né le 24 juin 1926 à Marseille (Bouches-du-Rhône), M. René Mahé,

cencié en droit et en lettres, commence

sa carrière de journalisse à Brazzaville. Collaborateur, puis directeur du journal France-Equateur de 1956 à 1963, il as-

sume dans le même temps des responsa-bilités politiques dans le pays. Il est suc-

cessivement conseiller municipal de Brazzaville en 1956. Député à l'Assem-

En 1965, il collabore comme journa-

FR 3 diffusera le 19 octobre pro-

chain, dans le cadre de l'émission - la Dernière Séance - d'Eddy Mit-

chell et Gerard Jourd'hui. la Créa-

r*ure du lac noir*, un film réalisé par

Jack Arnold en trois dimensions. Le

einéma en relief, qui eut son heure de gloire à Hollywood dans les an-

nées 50, connaît en ce moment un

spectaculaire regain d'intérés sur les

chaînes de télévision américaines.

Une trentaine d'entre elles se sont

spécialisées dans la diffusion de films - 3 D - (trois dimensions) qui

lenr ont permis de doubler, voire de

rripler leur taux d'andience. FR 3 se

heurte cependant à un petit pro-

blème d'accessoires. En effet, pour

obtenir l'impression de relief, le té-

léspectateur doit chausser des lu-

nettes spéciales équipées de géla-tines rouges et vertes. Or FR 3,

organisme public, ne pent pas ven-

Le Musée de l'holographie vole

au secours de la chaîne en proposant

dre elle-meme les lanelles ...

1959 3 1963.

de commercialisation en France.

La Hauje Autorijé de l'audiovi-

Actuellement, l'hypothèse d'un accord du Sénat est la plus vraisemblable, d'autant que la négociation politique, quant à la représentativité des groupes, peut s'effectuer, ginbale-ment, sur les seize sièges à pourvoir. En ce qui concerne l'Assemblée nationale, le groupe socialiste aurait cinq sièges, le groupe communiste un, chacun des groupes de l'opposi-tion un. Les socialistes ont désigné leurs représentants, mercredi matin 29 septembre : M. Pierre Joxe, pré-sident du groupe, député de Saône-et-Loire, deviendrait administrateur d'Antenne 2 : M. Bernard Schreiner (Yvelines), administrateur à FR 3; M. Rodolphe Pesce (Dröme), administrateur à Radio-France; M. Wil-frid Bertile (la Réunion), administrateur à la Société nationale des programmes pour l'outre-mer; M. André Bellon (Alpesde-Haute-Provence), administrate de Radio-France International, Le siège du groupe communiste devrait être attribué à M. Georges Hage (Nord), qui deviendrait administrateur de TF 1.

Dans l'opposition, M. Robert André-Vivien (R.P.R., Val-de-Marne) conserverait le mandat qu'il remplit actuellement à l'Etaqu'il rempir actuellement à l'Eta-blissement public de diffusion. En-fin, le siège de l'INCA devrait être confié, soit à M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine), soit à M≈ Louise Moreau (U.D.F., Alpes-

Jusqu'au 7 octobre, ces noms peuvent encore être changés, d'autant que le groupe communiste paraît vouloir conserver le siège d'Antenne 2 qu'occupait jusque-là M. Hage. D'autre part, la volonté de M. Joxe d'entrer dans le conseil d'administration d'Antenne 2 laisse perplexe, même si le président du

groupe socialiste est effectivement intéresse par les problèmes de l'audiovisuel. Il n'est pas exclu que le choix d'Antenne 2 - et non de TF 1, chaîne dont l'nudience est plus importante - soit motivé par la spécificité de la rédaction de cette chaîne, que l'on considère généralement comme plus réticente à accéder aux souhaits - manifestés par le gouvernement. Une autre hypothèse existe : les socialistes, qui s'attribuent cinq sieges sur buit, ont voulu faire un - geste - à l'égard du groupe communiste. Trancher entre ces deux bypotbèses n'est pas facile...

LA HAUTE AUTORITÉ DE L'AUDIOVISUEL DÉSIGNE SES REPRÉSENTANTS

La Haute Autorité de la communica-tion andiovisuelle vient de désigner ses représentants au sein des conseils d'ad-ministration de trois des sociétés de

A TF 1: M^{**} Ludmilla Michael (seule femme nommee), sociétaire de la Comédie-Française; MM. René-Victor Pilhes, écrivain, et Tony Lainé, psy-chiatre.

- A ANTENNE 2 : MML Resé Rémond, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris ; Jacques Léanté, professeur à Paris-II, directeur de stitut de criminologie, et Georges uschamps, membre du Couseil éco-

- A RADIO-FRANCE : MML Fram — A RADIO-PRANCE; MM. Fran-pois Gros, conseiller auprès de premier ministre, aucien directeur général de l'Institut Pasteur; Jean-Claude Fas-quelle, P.-D.G. des Editions Grasset, et Paul Puaux, président du couseil d'ad-ministration de l'Opéra de Paris.

M. Jean-Michel Galabert devrait succéder à M. André Holleaux à la présidence de la commission des radios locales privées

Selon toute vraisemblance, c'est M. Jean-Miebel Galabert, conseiller d'Etat, qui succédera à M. Andre Holleaux, nouveau P.-D.G. de FR 3, à la présidence de la « commission consultative sur les radios locales privées. Cette nomination devrait

M. Jean Lallier directeur général adjoint de TF1

M. Jean Lallier, réalisateur de télévision, responsable depuis novembre 1981 de l'anité de programmalion - Documentaires magazines » d'Antenne 2 , a été nommé directeur général adjoint de TF1 par M. Michel May, nouvean P.D.G. de la première chaine. Ce dernier a désigné d'antre part M. Jean Courtade comme directeur de son cabinet et Mme Jacqueline Augustin comme chef de cabinet. M. Courtade a notamment été charge de mission au cabioct du ministre des P.T.T., M. Louis Mexandeau, de septembre 1981 n mars 1982, avant d'être nommé directeur à la Régie française de publicité.

[Né le 31 octobre 1927 à Mulho [Né le 31 octobre 1927 à Mulhouse (Hant-Rhin), M. Jean Lallier, diplomé de l'Ecole nationale de cinématographie, débute comme caméraman à la R.T.F. en 1955. Premier assistant réalisaireur de « Cinq colonnes à la une « (1959), il produit la série « Visa pour l'aventure » de 1961 à 1968. A partir de 1960 il indica estaduit la siene d'unique de 1960 il indica estaduit la siene d'unique partir de 1960 il indica estaduit la siene d'uni biée constituante du Congo en 1958, se-crétaire général de l'Assemblée natio-nale de la République du Congo de liste an Journal de Paris de l'O R.T.F. En 1972, il est chef des services de l'O R.T.F. pour la Haute-Normandie, puis il occupe à partir de 1975 le poste de directeur régional dans différentes 1969, il réalise et produit la série d'émis-sions scientafiques « Portrait de l'uni-vers ». Parallèlement à sa carrière pro-fessionnelle, M. Jean Lallier a assumé régions. En 1981, il devient directeur pour l'outre-mer, chargé de l'adminis-tration et de l'organisation des pro-grammes concernant les DOM-TOM à FR3. d'importantes responsabilités syndi-cales, comme secrétaire général du Syn-dicat français des réalisateurs de télévision C.G.T. mis comme animateur do Syndicat C.F.D.T. des réalisateurs.]

de vendre par correspo

gélatines au prix de 2,80 F. Sur une plus large échelle, l'hebdomadaire Télé-7-Jours mettra en vente dans

les kiosques, le 9 octobre, une po-

chette de plastique contenant les lu-

nettes, au prix de 4 F. Mais tous deux ont été devances par Télé-

Cinë-Vidéo qui sort, le 1ª octobre.

un numéro - spécial relief - avec les

fameuses luncties encartées, gratui-

tement offertes aux lecteurs avec la collaboration de l'éditeur vidéo Pro-

serpine. Soutenu par Europe 1 - qui

vient de prendre une participation

majoritaire dans son capital. - le

magazine profite de cette opération

promotionnelle pour augmenter son

tirage de 115 000 à 145 000 exem-

plaires. Détail amusant, les deux

iournaux ont fait fabriquer les lu-

nettes par la même société améri-

caine, 3 D Vidéo. Aucun fabricant

français n'était capable de produire

cel objet relativement rudimentaire

dans les délais voulus.

Un film en relief sur FR 3

être incessamment confirmée par M. Georges Fillioud, ministre de la communication. Selon la loi, c'est un membre du Conseil d'Etat qui doil obligatoirement occuper ce poste. M. Fillioud avait retenu trois noms de titulaires possibles (le Monde du

28 septembre). M. Galabert avait été nommé médiateur du cinéma, en avril dernier, et chargé de préparer, en accord avec la profession, un code de la concurrence, que M. Jack Lang, ministre de la culture, devrait rendre public vers la fin du mois d'octobre. L'appellation de la commission relalive aux radios locales serait changée, pour tenir comple des probiemes concernant le cable, qu seront aussi de sa compétence.

INé le 18 février 1931 à Paris. M. Jean-Michel Galabert, ancien élève de l'ENA, est rentré au Conseil d'Etat en 1957 : il a été nommé maître des requêtes en 1963 et consciller d'Etat en décembre 1981. Il a été chargé de mission au cabinet de Me Catherine Lalu-mière, successivement ministre de la fonction publique et de la consomma-tion. M. Jean-Michel Galabert n été l'un des deux juristes français à assister, en qualité d'observateur, à l'élection prési-dentielle de Bechir Gemayel.]

• M. Alain Manevy, directeur des journaux de France-Culture et de France-Musique, a été nommé consciller technique auprès du P.-D.G. de Radio-France, M. Jean-Noël Jeanneney.

TRIBUNES ET DÉBATS JEUDI 30 SEPTEMBRE

- M. Pierre Bērēgovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, est invité à l'émission - Face à la rédaction - sur France-Inter, 5 19 b 20.

- M. Ibrahim Souss, représen-tant de l'O.L.P. à Paris, est reçu au journal de 19 b 30, sur Europe 1. - M. Edmond Maire, secrétaire

général de la C.F.D.T., participe à l'émission - L'beure de vérité -, sur Antenne 2, à 20 b 35.

Vendredi 1^{er} octobre à 20 heures

COURSES

VINCENNES

Pari Jumelé dans toutes les courses Pari Trio à chaque réunion Retenez votre table au « Privé » 989-67-11

> Prochaines soirées : 5, 8, et 12 octobre

Coca-Colonisation

Coca-Cola est une puissante multinationale qui, par la publi-cité, a trouvé le moyen de rendre nécessaire un produit qui ne sert à rien. On e'en doutait un peu. Ce qu'on sait moins, c'est que la firme ne vend que le « concentré » à des concessionnaires qui assurent embouteillages et commercialisation, prenant ainsi tous les risques industriels pour obtenir un produit qui ne représente que 6 % du prix final, et rapporte 450 millions de dollars de benefice puisqu'il se consomme dans le monde 260 millions de bouteilles par jour. Et bien sûr, la maison mère, à Atlanta, qui finance toutes les dépenses de publicité, reste seule maîtresse des vraies

Rachetant la Columbia, et donc tous les films qu'elle a produits, la Coca-Cola Company prétend - c'est son P.-D.G. qui le dit --« être aussi présente dans les téléviseurs que dans les réfrigérateurs ». Diversification oblige, le groupe est aussi en passe de devenir le troisième producteur de vin aux États-Unis. Dans les pays

du capitalisme. Seul rebelle, à cette toutepuissance, un prêtre suisse vivant dans le Nordeste brésilien, qui veut « jeter Coca-Cola foin du

Bresil », loin de ce pays où les gens meurent de faim, manquent de tout et n'ont pas besoin de ce composé chimique d'eau, de sucre (l'équivalent de quatre morceaux par petite bouteille), de gaz carbonique, de cafáine (una tasse

de l'Est, et aussi en Chine, le pro-

duit se vend bien, peut-être juste-

ment parce qu'il est le symbole

mel, d'acide phosphorique. d'arômes at du mystérieux concentre dénommé « 7 x ».

1

(0

Tout cela était malheureusement reconté assez platement au cours du « Mercredi de l'information > sur TF 1, dans un film d'Otto C. Honegger, co-produit par les télévisions de Paris, Zurich, Hambourg et Stockholm. Sommes-nous vraiment « Coca-colonisés » ? C'est possible puisque à Rome (Georgie), qui détient le record de consommation mondiale, une famille de quatre personnes absorbe, par an, la bagatelle de 3 200 bouteilles de ce produit inventé en 1886, au temps des charlatans vendeurs de potions par un homme nomme Penberton, mort ensuite dans le

JOSÉE DOYÈRE.

Jeudi 30 septembre

de cafe par grand verre), de cara-

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

20 h 35 Téléfilm : Sans un mot.Réal. : Gérard Poitouh 35 Telefilm: Sants un mot.Réal.: Gérard Potton-Weber. Avec D. Labourier, S. Edmond, J.-P. Sentier. Isabelle, quinze ans. quitte ses parents et ses frères « sons un mot ». Consternation générale dans la famille. La fugue classique est ici traitée du côté des parents, mais sans pour autant somber dans le mélodrame: au contraire, des pointes d'hunour traversent cette ambiance tendue a une famille qui pendont huit jours vit dans l'angolsse.

22 h 10 Documentaire : Le langage des chefs. Réalisation : R. Portiche.

23 h 05 Journal

DEUXIÈME CHAINE: A 2

20 h 35 Dossiers informations 20 h 35 L'heure de vérité. Rendez-vous politique d'A 2. M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T.

> The Jimi Hendrix Concerts Sur disques et cassettes MEDIAMOTION Distribution ARABELLA

h 40 Magazine: Les enfants du rock, Un film sur Jimi Hendrix auquel participe Mick Jagger, Pete Townsend, Little Richard; magazine l'impeccable; Spécial cheval; Actualités du mois.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 Cinema: Trains étroitement surveilles. Film tehèque de J. Menzel (1966), avec V. Neckar, J. Bendova, V. Velents, L. Havalkoa, J. Somr, J. Krata (v.o. sous-ultrée, N.).

tiurée, N.).
En 1944, dans une gare de Bohème, un jeune komme, promu adjoint au chef de station, a besoin de se prouver sa puissance sexuelle avant d'accomplir un acte héroïque. L'étomante liberté de ton du nouveau cinéma tchêque. L'occupation allemande et la resistance sont des éléments de comédie. Jiri Menzel brisa, avec humour, certains tabous, en parlant de la sexualité et des problèmes amou-

22 h 50 Journal. 22 h 35 Prélude à la nuit. L'ensemble Ad Artem : « Ouverture première », pour cordes et clavecin, de F.-M. Verracini, sous la direction de J. Kal-

FRANCE-CULTURE

19 h 25, Jazz à Pancienne.
19 h 30. Les progrès de la biologie et de la médecine.
20 h. Nouveau répertoire denuncique : « Le Jardin en et pourquei », de R. Eini, avec F. Ulrich, M. Gateau, R. Ehni.
22 h 30, Nults magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

28 h. Actualist lyrique.
20 h. 30. Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France): « Divertissement pour orchestre de chambre », de flort; « Sinfonierta », de Britten; « Cinq Lieder », de Wolf; « Symphonie n° 1 », de Zhzinden; par la formation de chambre du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. O. Guion, sol. H. Schnek, mezzo-soprano.
22 h. 30. La mait sur France-Musique: Musique de nuit; Studio de recherche radiophonique; Nocturnes.

Vendredi 1^{er} octobre

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

Météorologie. 12 h 10 Juge Box.

12 h 30 Atout coeur. 13 h Journal.

13 h 35 Émissions régionales. La source de vie.

France - Nouvelle-Zela

C'est à vous. 18 h 25 Le village dans les nuages.

18 h 50 Histoire d'en rire.

19 h 05 A la une. 19 h 20 Émissions régionales.

19 h 46 S'il vous plaît.

20 h . Journal. 20 h 35 Variétés : L'Ame des poètes.

20 h 35 Veriétés: L'Ame des poètes.
De J.-M. Cokiefy.
Avec G. Moustaki, Soctlana, G. Lenorman, D. Gélin.
21 h 40 Fouilleton: L'Esprit de farnille.
Réalisation: R. Bernard, avec M. Biraud, M. Lejeune, Réalisation: R. Bernard, avec M. Biraud, M. Lejeune, C. Dupray.
A. Teyssèdre, et V. Delbourg.
La famille Moreau est en voyage aux États-Unis où elle découvre les problèmes de drogue, de couples, etc. Gentillet, bien mise en images, - l'Esprit de famille - se regarde comme un album... de famille.
22 h 40 Documentaire: Le silence d'Yves Tanguy.
Réalisation M. Dumoulin.
M. Dumoulin, qui a déjà réalisé une magnifique émission

Neutsation M. Dumoulin.

M. Dumoulin, qui a déjà réalisé une magnifique émission sur Nicolas de Stael, propose aujourd'hui de le suivre sur les traces d'Yves Tanguy, et réussit avec talent à recréer l'environnement de la cinquantaine de tolles présentées.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h Journal. 12 h 10 Jeu: l'Académie des neuf.

12 h 45 Journal. 13 h 35 Émissions régionales.

13 h 50 Série : La messagère.

Aujourd'hui la vie. Série : la légande de James Adams et de 15 h

l'ours Benjamin. 15 h 50 Lire c'est vivre.

Diffusé le 21 septembre à 23 heures.

16 h 40 documentaire : Nemrut Dag. 16 h 55 kineraires.

La Mauritanie : sur la route des caravanes : le Mali : de terre et

d'env.

La Mauritanie comme plaque tournante d'uns grande partie du commerce ofricain; les maisons maliennes en argile comme modèle d'architecture adaptée. 17 h 45 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Le théâtre de Bouvard.

20 h 35 Série : Pepa poule en vacances.

O h 35 Serie: Papa poule en vacariosa.

Réalisation: R. Kahane. Avec S. Robbot, C. Hugmin, G. Villo.

Les problèmes d'une famille de quatre enfants avec un pèrepoule. Cocasse, habilement mis en scène mats sans grande
surprise. - Papa poule - est un feutileton famillal classique. 21 h 35 Apostrophes.

1 N 3D Apostropries
Magazine littleric de B. Pivot.
Un prix Nobel et trois débutants. Saul Bellow: « l'Hiver du doyen »; Pronçois Carie « Aux pieds du vens du nord »; Lionel March « l'An prochain à Auschwitz »; Gilles Martin-Chauffler » les Camards du Golden Gote ».

22 h 55 Journal. 23 h 06 Ciné-club : les Amants cruciflés.

Film japonas de K. Mizoguchi (1954), avec K. Kagawa, K. Hasegwa, Y. Minamida, E. Shindo, S. Ozawa (v.o. sous-tinde, N. rediffusion)

La joune épouse du grand parcheminier fait, pour aider son frère, appel au secrétaire de son mari. Sompçonnée d'adultère — cela les condannée à la cracifizion, — les s'enfuient essemble et découvrent leur amour réciproque. Simplicité tragique d'une passion qui se réalité malgré la punsance contraignante de la réalité, qui se heurte à la barbarie de coutumes aucore féotales.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre. C.N.P.F. (Conseil national du patronat français).

19 h 10 Journal. 19 h 20 Émissions régionales. 20 h

Les jeux de 20 heures.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (i.N.C.).
Lsit passeurisé ot lait U.H.T.?
20 h 35 Le nouveau vendredi.

Dallas, le rève américain.

Une enquête d'Anette Levy-Wyllard et Olivier Bressy sur la grande ville pétrolière du Texas. Les grandes familles immobilières y cotolent des cow-boys calculateurs mais aussi des chômeurs, des Noirs parquès dans certains quartiers et des Mexicains.

21 h 30 Dramatique : Le Bastion de Camargue. ion J.-J. Sirkis, avec V. Zeplichal, A. S. Warnod, M. Laurence

M. Laurence.

En hiver 1942, la Camargue fut elle aussi occupée par l'armée allemande. Mais la Wehrmacht, n'ayant plus le temps ni les moyens de fortifier la côte, fit élever au cœur du delta de fausses défentes, protégées par de faux canons. A partir de ce fond historique, Jean-Jacques Sirkis raconte le destin de trois individus, un soldat, un enfant et une femme qui vont tenter de vivre en marge de l'histoire.

22 h 35 Journal.

Prélude à la nuit. - La Sacre de printemps -, première partie, de Stravinski.

FRANCE-CULTURE

12 h 5, Nous tous checun. 12 h 45, Panorama : invité, Serge Doubrovsky. 13 h 30, Écoute Israél.

14 h Sons. 14 h 5, Un livre, des volx : Jeanne Champion : «l'Amour

capital.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Les incomnus de l'histoire, - Isabelle de Jérusniem
16 h, Pouvoirs de la musique : - Chansons 50-60.
18 h 30, Les vaillances, farces et aventures de Gaspard des

toutagnes.

19 h. Actualités-tungazine.

19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne : La planétologic actuelle.

20 h. En finison avec TF I : Émission médicale, - La drogue, la
dépendance ».

21 h. 30, Blak and blue : Jazz et littérature.

22 h. 30. Notte tunganétimes.

22 h 30, Nults magnétiqu

FRANCE-MUSIQUE

h. Equivalences: œuvres de Couperin.
 h. 35, Jazz s'îl voet plaît.
 h. Jesses soffates (en direct de studie (19): œuvres de schumans, Berg, Brahms, Griscy, par J.-L. Bergerard, clarinette,
 D. Moriana.

13 h. Jesmes solistes (en direct de studio 119) : œavres de schumann, Berg, Brahms, Griscy, par J.-L. Bergarard, clarinette, D. My, piano.

14 h. Bolte à musique : œavres d'Elgar, Khatchaturian.

15 h. Chornies d'amateurs.

17 h. 2. L'histoire de la musique.

18 h. 30, Studio-Concert (extrait du concert donné le 19 février 1982 au studio 106) : œavres de Frescobaldi, Gabrieli, Gemianiani, Vivaldi, par C. Coin, violancelle baroque.

19 h. Masiques contemporaines.

20 h. Masiques contemporaines.

20 h. Masiques contemporaines.

20 h. Jenson de Saint-Saens : « Concerto pour violen et orchestre n° 1 «, de Saint-Saens : « Symphonie n° 9 », de Schubert, par le Nouvel Orchestre philharmonique. Dir. E. Krivne ; sol. ; D. Jenson, violen.

22 h. 5, La ant sur Franco-Messique : Les mots de Françoise Kenakis ; 23 h. 5, Écrans ; 0 h. 5, Musiques traditionnelles.

111

OFFRES D'EMPLO DEMANDES D'EMPLOI **IMMOBILIER** AUTOMOBILES PROP. COMM. CAPITAUX

83.50 24,70 56,45 55,45 21.00 48.00

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES OFFRES D'EMPLOI DEMANDES O'EMPLOI MMOBILIER AUTOMOBILES AGENDA

40.00 12.00 47,04 74 10 36 44 31.00 31.00 36,45



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SON USINE DE LACQ (64)

AGENTS TECHNIQUES-ELECTRICIENS

BTS en électrotechnique ou DUT génie électrique, option électrotechnique, ayant quelques années d'experience dans la spécialité.

Selon profil du candidat, et sous les ordres d'un contremaitre principal :

- depannages et essais sur electronique de puissance et de commande - modification d'installations existentes soit pour remédier à des anomalies qu'il aura constatées, soit pour améliorer le fonctionnement des installations existantes études et realisation de petites installations électriques en Basse Tension généralement.

> Régime de travail journee normale avec astreintes périodiques. Première affectation : établissement aquitain.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à SNEAP DC - Recrutement 26. Avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU CEDEX sous référence 46385.

marketing pour les marques, les produits, les méthodes commerciales et l'animation des ventes.

En relation directe avec le directeur du marketing, vous participerez à l'élaboration et appliquerez les stratégies

la conception, l'élaboration et l'animation de la formation commerciale pour développer les concessionnaires

le lancement de nouveaux modèles :

l'ensemble du territoire national.

- les opérations stimulation et création de trafic :

Vous disposerez d'une voiture et serez mobile pour intervenir sar

La réussite dans ce poste déboochera vers des responsabilités plus

commerciale - veote - promotioo), la connaissance de l'allemand

ou de l'angiais sont indispensables. Vous bénéficierez d'un salaire

attractif et d'avantages sociaux liés au développement de la société.

importantes dans le marketing oo d'encadrement commercial.

Une formation supérieure, 5 années d'expérience (formation

- l'organisation de manifestations et salons.

URGENT, centre ville Besen-con, magesin prêt à porter H.D. charche DIRECTEUR (TRICE) avec solide expérience. Adr. C.V. s/réf. 1,439 à Pierre Licheu, S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transm.

D'AMIENS

UN ATTACHÉ OPTION ANIMATION CULTURELLE

ou une personne tituleir des diplômes permetter se présenter au conc ritaché option anima (voir décret du 15 juillet 1981),

agent aura pour mission d roomer et de mazore e re les accivisés de l'offic culturel municipal.

Blamaine d'Amiene 8,7, 2,720 80027 AMENS Cedex avant le 15 octobre.

20% d'expansion et des produits à développer.

Nous opérons sur un des marchés de mobilier de stockage des plus actifs. Notre compétence est largement recomme, et notre notoriété établie. Notre usine de transformation métallurgique fabrique des équipements qui répondent aux nécessités actuelles du Libre Service. Mais il faut sans cesse innover pour anticiper l'évolution des besoins de not citrats français et européens, tout comme pour maintenir nos performances rechniques et

Vous avez commence votre carrière d'ingénieur A.M. dans la métallurgie Mais si, dans cette courte expérience, les problèmes techniques vous ont évidemment intéressé, vous avez aussi découvert l'intérêt du dialogue avec vos collègues du marketing : comprendre les demandes des clients, les aider à les exprimer et à faire évoluer vos produits, assurer une protection industrielle, gérer la qualité, etc.

Vous conduirez donc la gestion et l'évolution de nos gammes de produits. Dans une usine à taille humaine, à 150 km au sud de Paris, au sein d'une société performante : expansion 20 % par an. Vous entretiendrez un dialogue permanent avec nos clients, nos commerciaux, nos tecliniciens et bien sir notre Direction Générale, qui vous déléguera sans restriction la maîtifie des moyens nécessaires. Voulez-vous écrire à SIRCA sous la réf. 826 7888.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS MEMBRE DE SYNTEC

Restaurant à Chemonix (74) chanche PIZZAIOLO à pertir du 1º novembre. Tél. après 20 h M. Lesoumeur (50) 53-01-31. FONDATION BAGATELLE

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

pour coordination
activités médico-sociales.
Expérience nécessire.
Statux cadre.
Envoyer C.V. dénaité à Discritice G.S.D. 8AGATELLE,
323, rue Frédéric-Sévène.
33400 Talence.

Recherche LIRGENT CONSTABLE Béré S.M. Expérience cabinet comprable souhentée, dresser C.V., 17, pours des pôtres-de-la-Libersé, 17100 leintes ou ML (46) 93-48-55,

Nous prions instarment nos amonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'es recoivent et de restituer aux inte-di rassès les documents out leur ont

átá confiás.

emplois internationaux

INGENIEUR-TÉLÉSYSTÈME ARDWARE SOFTWARE INGÉNIEUR-

TÉLÉCOMMUNICATION esances souhaitées ons de précommission et commissionning Angleis courant.

Ecrire s/ref. 9758 à VALENSCONSEIL — B.P. 359
75064 PARIS CEDEX 02. Toulouse

recherche

RESPONS. DE SON SYSTÈME D'INFORMATION

Très bonnes connaissances en informatique

Envoyer C.V. at lettes instruction & 1. Nº SOSSNARD, C.M.C.M.F., 9, rue de Cheverus, 53002 LANAL CEDEX.

comprabiles, contrôle de geneen,

EGOR MIDI-PYRENEES

Avec des implantations nationales et internationales et plus de 800 missions traitées par an le Groupe EGOR est le premier cabinet français de conseil en recherche de cadres.

Toulouse.

Alain Zeller et Robert Fabbris se tiennent à votre disposition.

EGOR MIDI-PYRENEES Le Sully 1 place Occitane 31000 Toulouse Tel. (61) 22.50.80.

LA CAISSE DE DÉVELOPPEMENT DE LA CORSE

recherche pour sa délégation de BASTIA

um INGÉNIEUR ÉCOLE CENTRALE

Ecrire: Caisse de Développement de la Corse, 9. cours du Général-Leclore, 20000 AJACCIO.

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS (17°)

ORGANISME FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

CHEF SERVICE

FINANCIER

et STATISTIQUES

Adr. C.V. manuscrit indig

derniers émoluments percue à 8.E.O. Iréf. 8142) 3. r. de Téhéran, 75008 PARIS

Import. bureau d'études techniques recherche dans le cadre de son activité pour la région du Nord et la région parisienne

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

E.T.P., I.D.N. ou équivalent ayant 2 ans d'expérience minimum pour assumer la coordination des études et la responsabilité d'opérations de bâtiment et d'infrastructures. Env. C.V. + prétenţions à O.P.F., nº 431, 2, rue de Sèze, 75009 PARIS qui transmettra.

Entroprise secteur bâtiment ch. Écrire avec C.V. et prét. è CHEF DU PERSONNEL A.M.P. sous n° 5250/S. confirmé. 180.000 F an. 10. rue Olivier-de-Serres. Té I. 2 9 7 - 4 8 - 9 5. 75015 PARIS, qui tranam.

École Sup. de Gestion

ENSEIGNANT

(Travail indépendent) en COMPTABLITÉ et INFORMATIQUE Urgent, Tél. : 543-35-43

STÉ d'envergure Nationale d'exploration at de mainte-nance d'inst. de chauffage et de climatisation

1 JEUNE TECHNICIEN

chauf, et condit, d'av, au S.T.S. Maximilian-P

Ou similaire.
Le poste à pourvoir comporte des tâches diversifiées en vue de seconder Ingénieur.

1 ÉLECTROMÉCANICIEN

Sour conducte et maintenar

Envoyer CV. photo et prétentions sous réf. FP 13 à V.A.G. France

BP 62, 02600 VILLERS-COTTERETS.

Direction du Personnel et des

V.A.G.

et leur force de vente ;

- l'animation du V.A.G. chub vendeurs :

Marketing

Terrain

6 8

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

COMMERCIAL HAUT NIVEAU

De formation ESC ou équivalent, agé d'environ 35 ans, votre expérience commerciale témoigne d'ouverture à la technique, d'un goût certain pour l'action sur le terrain, d'une grande disponibilité personnelle.

Vous pariez l'allemand et, si possible, l'anglais. Vous vous estimez capable d'assurer d'importantes responsabilités de vente. ·

Dans ce cas, vous pouvez rejoindre une entreprise de taille humaine, filiale d'un grand groupe fabriquant et com-mercialisant des produits utilisés principalement par les PME. Il vous sera confié le suivi et le développement d'une partie de la clientèle existante en France. Progressivement, vous prendrez également en charge des missions de prospec-tion et de subé commercial à l'exportation.

La rémunération, importante, sera fonction de l'age, et de l'expérience du candidat. Le poste, comportant de fréquents déplacer courte durée, est basé en proche banlieue Paris Ouest.

Adresser C.V. détaillé et photo à No 47.662 CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmetira.

F.J.T. recherche ANIMATEUR (TRICE)

praval d'équipe.
poton d'inserpon
sociale et professionnelle,
ouverture sur la quartier,
comemion collective U.F.J.T.
Ecnne au Foyer d'Artagnan,
80, sur Vittuve, 75020 Pans.

COLLABORATEUR standing. Ecr. è M. LIVRY, 149, r. Seint-Honoré, Paris-1", qui transm.

AOMINISTRATEUR DE BIENS (B*)
Syndic de co-paré PARIS (B*)
PRINCIPAL DE GÉRANCE référence dans le profession, fore de suite. Ecr. evec C.V. et prétentions, 8.P. 186, 5 M. du Mazer, 75062 Paris Cedes (92 (service 73), qui transmettra.

C.N.R.S. pr traductions à domi résumés documentaire

Ecr. C.N.R.S. Diff. Traduc

proche banieus Ouest propose demi-temps

nover curriculum et pho sous le nº 47,288 M, à BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex,

OFFRES D'EMPLOIS INGÉNIEURS

TELETRANS. HARDWARE.

3 are d'expérience en selé-trepenission (TELEPHONE. TELEGRAPHE: DOMNÉES. Gilles Thomas. 337-95-22.

La Commune de Comba-la-Vill (Seine-ot-Marne)

UN IUNE) DIRECTEUR

DES CENTRES D'ACCUEIL

ET DE LOISIRS MATERNELS

Les candidets doivent :

— Etre REDACTEUR option Animation tion Animistion
ou etre trulaire de l'un des dipiòmes leur pennettant de se
présenter au concours dens les
meilleurs délais :
8.A.F.D., CAPASE DEFA
— Avoir une sirpénence en
animistion et de perférence au
service des jeunes enfants.

SALAIRE NET DE DEBUT

STENO-BACTYLO

secretaires UN SECRÉTAIRE

neissances gestion et fac-tion, Réf. trensports 8.7.5. exgé. 821-18-38.

SECRÉTAIRE

STÉRIODACTYLO MOS PERCONNAL REGISTRATION OF THE PROPERTY OF THE

DACTYLO.

representation offres

LES ÉDITIONS DU SEUIL UN REPRÉSENTANT

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo à « Editions du Senti. Service Commercial, 27, rue Jacob. 75006 PARIS.

F. C.



Nous sommes une importante société au serger de la communication dans les entreprises. Nous intervenons pour le conseil : Saidit et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de l'élécommunications, de lélécommunications de l'élécommunications de l'élécommunication de l'élécommuni

Nous proposons un certain nombre de services lies à la télématique : téléconférence, missive, système de courrier électromique. Nous sommes charges de la commercialisation des services émainent du satellite de télécommunication TELECOM I. Nous recherchous pout la région Rhône-Alpes :

Ingénieur commercial télématique

responsable de la vente des services proposes par notre Compagnie. Ingénieur diplômé, 32 ans minimum, vous ètes un vendeur confirmé capable de prendre des contacts à haut niveau.

Vous avez acquis une expérience en Télécommunications et Téléinformatique et vous êtes, si possible, originaire de la region Rhône-Alpes (ref. MRE/FC/IC). Bernand RETOL vous remercie de lui adresser votre dossier de cundidature.

Ordis Conseil en Recrutement 10, Rue Auber - 75009 PARIS I



ile de france pharmaceutique

Nous sommes un important grossiste répartiteur (2 000 personnes) de produits pharmaceuriques. Nous assurons l'approvisionnement en temps reel de nos 6 500 clients, grace à nos 18 établissements en

Chef de service études

pour notre direction informatique (25 personnes au total) équipée de deux (BM 4341 (DOS/VSE - CICS) et de plus de deux cents terminaux et mini-

Responsable du developpement et de l'ensemble des applications : gestion de dis-, irihuilon (prises de eommandes, stocks, livraisons, facturation...) et gestion administrative, vous saurez laire évoluer notre informatique.

Diplôme de l'enseignement superieur (Ecole d'Ingénieur ou MIAGE), ayant une generace de 6 à 7 ans en tant que responsable d'une équipe de développement. vous saurez naturellement vous faire apprecier par vos competences techniques. Bien entendu, vous maîtrise/ Cobol et Assembleur. Lieu de travail : ASNIERES.

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lai adresser rotre dussier de candidature sous rejèrence MOL'IFICS.

Ordis Conseil en Recrutement 10. Rue Auber - 75009 PARIS



Le groupe Lafarge-Coppée (30 000 personnes), présent dans dix-sept pays, dans des secteurs d'activité les que l'industrie cimentière. l'ingénière et la biochimie, recherche pour renforcer l'équipe informatique de l'une de ses societes : Ciments Lafarge France, des

Analystes

Analystes-programmeurs lls seront charges de l'analyse organique et de la programmation de diverses applications afin de répondre aux besoins des utilisateurs.

(ref. MOL/LC/AP)

Ils seront affectés à un secteur d'activité pour lequel ils auront à consolider et à développer des applications de gestion (Cobol). De bonnes notions en comptabilité seront un atout supplémentaire. Ils participeront avec les utili-

De niveau Bac + 4 années d'études supérieures, les candidats aurons trois à quatre ans d'expérience afin d'être rapidement impliqués dans la réalisatio des applications Itel. MOL/LC/AN).

Des candidats de valeur pourront trouver au sein du groupe Lafarge-Coppée la possibilité d'une évolution à la mesure de leurs ambittons. Ces postes sont à pourvoir au siège social à Saint-Cloud (proximité transports en commune.

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, en mentionnant la référence du poste choisi

Ordis Conseil en Recrutement



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LA SOMME (AMIENS)

Nous sommes équipés d'un IBM 3031 sous DOS, CICS, VTAM, DL I. Pour permettre l'accroissement de noire réseau de rélétrairement (400 rerminaux prévus dans nos agences et le développe-ment de nos projets sous SGBD, nous mettons en œuvre actuellement un IBM 3033 avec VM et souhaitons passer à MVS pour la fin de 1983. Nous recherehons un

Programmeur système

dont la solide expérience (si possible de MVS) nous permettra, dans un premier temps, de reussir cette importante mutation.

De plus, en renforcant notre équipe système (actuellement trois personnes), nous serons en \$ mesure de tirer profit de l'évolution permanente des techniques informatiques.

Bertrand REVOL vous remercie de lui odresser votre dossier de candidature, sous la référence MRE/CA/PS.

Ordis Conseil en Recrutement



Porte de PANTIN. Notre société (1 100 personnes) jouit d'une renommée internationale sur les marehés des parfums et des cosmétiques. Notre directeur informatique, dans le cadre de son nouveau plan,

Ces posses conviendraient à des informaticiens de niveau Bac + 2 (DUT ou valent) ayant deux ans d'expérience et connaissant Cobol

Chef de projet

Vous êtes diplômé d'une université et votre expérience d'environ 5 ans dans un poste similaire vous a conduit à travailler sur des projets de gestion. Nous vous confierons le développement de nos applications comp-

Vos qualités humaines, votre sens de l'organisation et votre confact avec les utilisateurs seront vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste (ref. MRE/BO/CP).

Ingénieur système

Voire formation supérieure en informatique (DUT, MIAGE...), enrichie d'une expérience de 5 ans minimum dans un poste d'ingénieur système sur IBM 43 XX - DOS/VSE, CICS, DL I vous permet aujourd'hui de prendre la responsabilité des moyens rechniques de notre

Rattaché au directeur informatique, vous assurerez les missions classiques de la fonction système (mise en œuvre, optimisation...) et vous serez également amené à jouer un rôle de CONSEILLER pour les grandes options techniques (HARD et SOFT) (ref. MRE/BO/IS).

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi.

Prois Conseil en Recrutement



L'un des plus importants groupes d'assurances français doté de puissants moyens informatiques décentralisés recherche pour son Département ÉTUDES, situé à Paris, un

Responsable de projets « Chef de secteur comptabilité et placements »

Sa mission est d'assurer, dans le cadre des methodes et procedures de la direction informatique, la mise en œuvre et la coordination des moyens nécessaires à la vie d'un ensemble de projets.

Il encadrera une équipe d'études et de réalisations d'environ 10 personnes. Il participera aux relations entre son secteur et l'unité utilisatrice et coordonnera les projets dans toutes leurs 🕏

étapes [conception, réalisation, mise en place, maintenance). Pour ce poste, nous souhaitous rencontrer des chefs de projet justifiant d'une expérience de cinq ans minimum vecue dans un environnement Temps Reel sur grands systèmes IBM et possedant une formation supérieure

(école d'ingénieur, MIAGE...). Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, s/ref. MOL/AS/RP.

Ordis Conseil en Recrutement
10. Rue Auber - 75009 PARIS



BANQUE FRANCAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

pour son Département Informatique et Organisation équipé de trois ordinateurs IBM ($1 \times 3033 \cdot 2 \times 3031$, CICS - DL I) et d'un réseau de 150 terminaux devant être progressivement remplaces par des mini-ordinateurs,

Analystes

Analystes-programmeurs

pour le développement de projets bancaires intégrant la spécificité de la B.F.C.E. et les nouvelles orientations

Les analysies, de formation supérieure (MIAGE ou équivalent), seront opérationnels grace à une expérience de 2 à 3 ans en analyse et programmation Cobol et CICS dans des projets importants.

Les analystes-programmeurs, de niveau DUT ou équivalent, auroni pratiqué pendant l à 2 ans la programma. Uon Cobol et si possible dans un contexte CICS.

L'évolution des techniques spécifiques de la B.F.C.E. permettra l'actualisation des connaissances informatiques des candidats retenus.

Lieu de travail : quartier Opéra.

Olivier de L'AUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste

Ordis Conseil en Recrutement
10, Rue Auber - 75009 PARIS





Afin de gerer en temps reel notre importante activité au niveau national (5 000 personnes, 20 magasins - C.A.: 3 milliards de francs), nous disposons d'une informatique distribuée comprenant un CII-HB 66 biprocesseur et un réseau de terminaux et miniordinateurs relies a un frontal MINI 6.

Pour renforcer l'équipe système, nous recrutons un

Vous serez charge tout d'abord d'optimiser les fonctions de base du MINI 6 central sous l'aspect système et de vous familiariser avec les autres muni-ordinateurs. .

Par la suite, vous aurez à prendre en charge un important reseau pour y integrer de façon évolutive les différents

aspects de nos telécommunications : télé-informatique, telex, messagerie électronique... Ce poste conviendrait à un diplôme de l'enseignemem supérieur (ingénieur ou universitaire) possédant une pre-

miere expérience système (1 à 2 ans) sur mini-ordinateur (MINI 6 de préférence) et souhaitant acquerir une com-Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, s/réf. MOL/BH/IS.

Ordis Conseil en Recristement 10, Rue Auber - 75009 PARIS



La Caisse Centrale des **Banques Populaires**

Nous sommes l'organisme central du Groupe des Banques Populaires chargé d'assurer les services communs (paie du personnel, gestion des titres, gestion des opérations à l'étranger...); pous avons su, au fil des ans,

nous doter d'une informatique performante. Nous sommes actuellement equipes d'un 1854 3033 en OS/MVS sous IMS DB/DC auxquels sont relies environ

900 terminaux via SNA TRANSPAC. Nous nous préparons à recevoir en fin d'année un IBM 3081. Nous recherchons un jeune

Ingénieur système

De formation DUT ou équivalent, vous possèdez une première experience système (deux ans minimum) sur une configuration comparable et connaissez si possible IMS et/ou VTAM.

Outre les avantages lies à la banque, nous vous proposons une remunération en rapport avec vos qualifications et, pour faciliter votre integration, aous prevoyons une période de formation. Lieu de travail : Mêtro Bourse. Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous référence MRE/CC/IS.

CHARLES CONTROL OF THE CONTROL OF TH

Ordis Conseil en Recrutement.
10, Rue Auber - 75009 PARIS I





EURODIAL

Nous offrons un Service Réseau en Temps Partagé qui, à partir de tout type de terminal (classique, vidéotex, miero-ordinateur), permet d'accèder en conversationnel à de puissants ordinateurs connectés aux principaux réseaux de transmission de données (téléphone, télex, TRANSPAC, EURONET, TYMNET, TELENET).

Nous proposons également une gamme de logiciels standards ou spécifiques pour le calcul et la gestion décisionnelle.

Responsable de projets Aide à la décision

Nous souhaitons vous confier l'animation de l'équipe chargée des applications d'aide à la décision (SGBD micro et macro-économiques, logiciels d'analyse et traitement des données,

modélisation et simulation). Vous serez responsable du développement et de la promotion des produits existants ou nou-

Ingénieur Grandes Ecoles, vous possèdez une expérience de trois à cinq ans en SSCI de préférence. Chef de projets sur des contrats cle en main, vous avez acquis des compétences techniques et commerciales que vous pourrez valoriser dans ce poste de manager (ref. MRE/TSE/RP).

Chefs de projets

Nous souhaitons vous confier la responsabilité du développement et de la promotion de produits logiciels interactifs dans le domaine de la

Vous interviendrez comme « maître d'œuvre » (cahier des charges, analyse, supervision de la realisation) dans un esprit methodologique.

Ingénieur ou universitaire, vous possèdez une première expérience (1 à 3 ans) acquise chez un utilisateur, ou une SSCI. Analyste fonctionnel sur des projets de gestion, vous avez acquis le o sens de l'efficacité et de la méthode et souhaitez elargir vos responsabilités dans un poste évolutif ? (ref. MRE/TSE/CP).

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi.

Conseil en Recrutement TOIS 10, Rue Auber - 75009 PARIS

UP 11 120

1100e* 71.00

21,00

48,00

48.00

11° arrdt

EXCEPTIONNEL

LE SERENIDE .
imm. NEUF résidentiel
LIV. + 3 CHBRES

96 m² + BALCON cave, parking sous-sol BELLES PRESTATIONS 768.000 F.

avec 80 %, Prät Conventionn Sur place de 14 h. à 19 h. Sauf mardi et mercredi. 149, rue Oberkampf, 700-11-09. LACHAL S.A.

13° arrdt

SINVIM - 501-78-67.

14° arrdt

PARC MONTSOURIS (1968) STUDIO TT CFT 34 m⁴ Px 360.000 F - 327-28-60.

15° arrdt

Beau 2 P., imm, 20 ans, jard privatif, 600,000 F, 783-89-86 - 548-54-99,

CHAMP-DE-MARS, récent duplex, 200 m² + terrasse plantée, 240 m¹, Prix élevé 783-89-86 - 548-54-99,

LOURAMEL-ZOLA Imm. 1957, Living 2 chbres balcon, chff, cent., radiat, 2" ét. 499.000 F. 577-96-85

Métro DUPLEIX, 3 P., 60 m², excellente état, 550.000 F. C.C.F.I. 227-96-84.

16° arrdt

NATIONALE bon immeuble 1978 VRAI 3 P.

Laigne T.T.C. 83.50 24.70 58.45 58.45

ANCIENS-NEUFS

DU STUDIO AU 6 PIÈCES SELECTION GRATLITE PAR ORDINATEUR

NAME de Peris, Ne de Franci A MANSON DE L'IMMOBILLE

7, big. svenus de Vilhers 75017 PARIS — Til.: 227-44-6

Vincentes. M* St-Mandé-Toy-relles. Saudo libre, tt eft, Opt. 40,000 + 1,800/mole. Viagers F. CRUZ, 288-19-00.

Etude LODEL, 35, tid Voltairs Paris (114, tid. : 355-81-58 Specialiste viagens, Experience characteriste, conseile:

F. CRUZ 266-19-00

8. RUE LA BORDE (84)
Pix rentes indensées gerante
étude gratuite deurère.

Vend à Biole 457, maleon 2 nivezux, surface habri, 126 m², 9 poet 3 gs², cave, ques terrasses, état imped. 470,000 f. + rante vegire 2.900 f. sur une title 76 ans. 76, :(16-6-4) 43-38-70.

commerciaux

Beil corrent. 8 zécher. (7 bureau 170 cm²), 4º deaps, pitué ang hvernoet. Chartope-Eryndee George-V. Grande Roonde put creares, Emplementent assupe Ect. s/nº 5291 M Monde Put service ANNONCES CLASSES 5, rust des Tustens, 75000 Pa

fonds

de commerce

Particulier vol appartment F4 commercial, partin privatif car-tral dans religionics. GRASSE toper temperatist. Px 600,000 F. Telephoner as : 93-70-54 72.

Ball à cédet emplacement es-captionnel boul. Poissouvière.

boutiques

25

OFFRES O'EMPLO IMMO8iLIER AUTOMOBILES AGENDA PROP. COMM. CAPITAUX

ANNONCES CLASSEES

ANIONCES ENCADRÉES 47,04 14,10 38,45 38,45 OFFRES D'EMPLOE 40.00 DEMANDES D'EMPLO IMMOBILIER 31.00 **AUTOMOBILES** 31.00 AGENDA "Dégressés se 36,45

immobilier information

'immobilier

appartements ventes

1" arrdt FONTAINE DES INNOCENTS

> 2° arrdt FORUM RUE SAINT-DENIS

SURFACES A AMÉNAGER
as 18 à 95 m² à partir de
9.500 F le m².
Ecrire SIP Publicité (rél. 1904).
11, rue d'Uzès
75002 PARIS, qui transmettra,

3º arrdt SQUARE DU TEMPLE 85 m² à amenager I50 + 35 grandes baies, vue dégagé 3° étage, Tél. : 272-40-19.

5° arrdt JUSSIEU 2 P. 1/2. 354-95-10 **PUITS ROMANTIQUE**

CONSTRUCTION EN COURS

et 3, R. POLIVEAU

29 APPARTEMENTS
DE TRES GRAND LUXE
du 2 au 5 pièces
et duples-terrasses.

13.000 & 15.000 le m

APPARTEMENT TÉMOIN tous les jours de 14 h à 19 h sauf mercredi at dimanche. AWI - Tél. : 267-37-37.

7° arrdt c Université. 354-85-10 100 m2 + JARBINET

PRÈS CHAMP-DE-MARS ÉLÉGANT DUPLEX 170 m². TERRASSE-JARDIN 200 m². 3 park. Doressay, 624-93-33.

8º arrdt PARC MONCEAU

Unique dans mm. 340 m², ballas récaptions. 90W-WNEDOW, 5 chbres, 3 ser-vices, pork. exclusivrés SANTANDREA. T. 260-67-36 66.

DEMANDES D'EMPLOIS

CONTROLE DE GESTION
Gadre, 58 ans, setif, expérience
budgets, prix de revient ; pour
entreprise Paris baniseue Ouest.
Ecr. s/m 3.548 le Monde Pub.,
service ANNONICES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEF DE PERSONNEL ET AFFAIRES SOCIALES

ET AFFAIRES SOCIALES
40 ans, dipl. studes aupér, gestion personnel. Vous apporte
7 ans expérience fonction en
contastes difficile structurels
et conjoncturels. Relet: perteneires sociaux et pouvoirs publics. Libre rapidement si utile.
Etudie toutes propositions sur
Paris, Oras et Val-d'Oise.
Ecrira sous le n° T 9-261 M
Sérase, pet sessi

RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Résumur, 75002 Paris

Conseiller commercial indép.
37 ans, Marocain, avec carte séjour et travai, format, univ, lettres, se, éco, et droit (niv, doct, droit inter, du développ.), parf, bil, fr.-arabe, bres not, angl., exp. jurid, et commerc, à caractère internat, comaiss, séneuse, merchés Maginreb et Moyen-Onent cherche situation en rapport à Paris, Etud, tree propositions dispon, immédiat.

propositions dispon. immédiat Ecr. s/nº 6.356 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75008 Paris

J.F., 31 ans

BAC G1

CAP secrétanat direction sténo recherche poste de secrétariet de Direction dans société. Ecr. e/m 6.351 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Pans.

ANC. ARTISAN renovation

homme expérience imagonnerie, peinture, plomberie). Cherche situation ben rémunérée comme responsable. Etuderais toutes propositione. Faire aftre à M. GIOVANNI CURRO. Tél.: 770-75-75 sp. 18 houres.

propositions

diverses

SOCIÉTÉ O'ÉTUDES

RECHERCHE
CONSOMMATEURS (TRICES).
POUR REMUNCHERES
SUR PRODUTE
GRANDE CONSOMMATION,
Tél. 755-75-72 [9/16 h).

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérques, Asé, Europe). Demander une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM 3, rue Montyon, 75429 PARIS Cedex 09.

L'Etat offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunéres à tres et à tous avec ou sans diplômes. Dem.

18° arrdt **RUE CUSTINE** Oans mimeuble pierre de taille 2 P., t.-de-ch. Libra 130.000 F 2 P., r.-de-ch. Occupé 88.000 F 2 P., 8° ét. Occupé 105.000 F Tél.: 227-74-80,

ABBESSES, original duplets, pourres, secien 7 p., 120 m². Blen aménagé, charme. Px 1.100.000 F. 822-22-56.

4.500 F le m², prêt square, 2p., cft, à sménager, bel imm. 90 % crédit poss. 766-53-34. Mª Simplon. Particulier vend studio 27 m³, tout confort, dans immeuble standing p. d. t. Prix 260.000 F - Tél. : 844-49-15,

> 78-Yvelines LE VESINET

pris comm., 500 m R.E.R. bel APPARTEMENT, séj. 3 ch., bris + dches = 100 m² tt confort.Px: 700.000 F AGÉNCE DE LA TERRASSE Le Véeinet (3): 976-05-90.

92 Hauts-de-Seine

BOURG-LA-REINE 200 mètres du métro
2 PETITS IMMEUGLES
DE TRÈS GRANDE CLASSE
EN PIERRE DE TAILLE
dech. + 3° et 4° étages, d'
dio au 4 pièces et grand
duplex de 4 et 5 pièces,
reison prévus 1° remare

NEUILLY, Pte Maillot Gd 2 P., cuis, équipée, bains. Pnx 520.000 F, 566-50-46.

SEVRES

Val-de-Marne

Vend urgent. VINCENNES 94 5 mm bois, pr. école résid.

enseignement

633-67-28.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

divers

HONDA

216, Av. JEAN LOLIVE

(N.3) - 93500 PANTIN

840.69.87

SUPERCAR'S

DATSUN

bizot

35, av. M.BIZOT 75012 PARIS Tél.: (1) 340.80.47

dre, 504 Paugeot GL 1976 Son état. 906-25-23.

Ivraison prévue 1º trimestr 1983, S.P.O.I., tél. 350-14-80.

PORTE ST-CLOUO 3º asc, 2 P. REFAIT NEUF 470.000 F. 577-47-74. 11, GRANDE-RUE

ou SERCO 723-72-00. 17º arrdt BOULOGNE, Mª MARCEL-SEMBAT recent 4/5 p., ctr. 730.000 F + Box, 577-98-95. 45, AV. VILLIERS SEVRE9, près gare, stand., 4 P., 91 m² + baic. + box. 735.000 à déb. 534-57-40.

capitaux

propositions commerciales

Organisation internationale Suisse, spécialisée dans l'établissement de relations d'affaires entre fabricants et importateurs recherche

PARTENAIRE POUR LA FRANCE

Si vous êtes un homme d'affaires indépendant, domicilié à

Paris, et disposez d'excellents contacts avec le commerce et l'industrie, veuillez adresses votre offre sous chiffre 03 - 354978 à Publicitas, CH-4010 Bâle, tout en précisant dans quels domaines vous entretenez d'étroites relations d'affaires.

M MALESHERBES
RÉHABILITATION PRESTIGE
Ancisna ateliers d'artistes
réstructurés en
DUPLEX AVEC LOGGIAS
DE 2-4 ET 5 P. + quelques STUDIOS LUXUEUSES PRESTATIONS Visites lundi, mardi, jeudi et vendredi de 12 h à 18 h. LIVRAISON IMMÉDIATE, Vend sirgent. VINCERNES 94.

5 mr. bois, pr. 6cole, résid.
calme Rez de jardin, 4 pièces
95 m² + balcon 15 m², grand
adjour, 2 chambres, cursins
aquipée, entrée, wc, saile de
bains, parking, s/sol, cave.
800.000 f (dont prêt PIC s
suivrel soir 20 h. 374-81-67.

VILLA DES TERNES elégants Masson 9 P. élégants Maison 9 P. terrasse, verdure, beaucoup charme. DORESSAY, 624-83-33

CABINET IMMOBILIER

PARIS
En pleme expansion, C.A. 91:
2.9 M de trancs (dont 59 % syndo), C.A. 82: prévisionnel
3.6 M de trancs, prix très extractri, mise en placé assurée et possibilité crédit. Discrétion assurée. Adv. couraise ne 2 202

RECHERCHONS POUR P.M.E DE 100.000 A 2 MILLIONS POUR PART. OU CESSIONS Eurogestion: Tél. 325-95-03

cours

et lecons

APPRENDRE L'ALLEMAND
Cours de tous nivesux,
cours apéciaux.
Début de cours : oct. et tév.
Inscriptions permanentes.
Rers. : Goethe-Institut, 17, ev.
Tél. 720-00-96.
Lundi, mer., ven. : 14 h-19 h.
mardi, jaudi : 14 h-20 h.
31, r. de Condé, 75006 Paris.
Tél. 326-09-21 du mar. au jeu.
15 h-19 h.

COURS BARTHOLD

Enseignement des langues pour Français et étrangers per professeure Français, Allemand, Espagnol, Anglois, méthodes adaptéss aux becoirs, âges, et appretions,

cins, êges, et aspiration Téléphone : 277-66-56 et 633-84-23.

Cours de PIANO et SOLFÈGE. Enfants et adultes, professeus diplômé. Tél. : 267-24-57.

traduction

demande

une doc. s. notre revue spécial. J. F. Japonaise interpréte, tra-FRANCE-CARRIÈRES (C18) 9.P. 40208 PARIS.

Ou temps disponible.
seignement : 505-03-37.
12. rue Bartholdi
62100 Soulogne.
ption samedi, mardi metin.

appartements ventes

YINCENNES 4 PIÈCES, 70 m² Bon état, cave, parking 530,000 F SINVIM. 501-78-67.

> Province NICE

Nice Ouest, résidentiel Particulier Spiencide 3-4 pièces, 85 m², terrasse, vue mer, parking, 500.000 F. Tél, Aix (42) 27-58-35.

Vend Violty, quartier thermal, appartement 75 m², 3 pièces, saite de bains, ch, ind., 2º et 3º étage se sec., pas de charges. Tél. (70) 31-84-97 le matin.

AFFAIRE à SAISHE
CAEN lits) - Appart. F2. libre à
la vente tous comm. -- Bus,
Prix 170.000 F. +- F' N
Cheuvière - 2, r, du Haut-Manoir
14760 BRETTEVILLE-eur-ODON

VDS APPTS NICE 2 poes 60 m², bd Napoléon (3*) Calme, quartier résidentiel, piec, Prix : 420.00 F. Tél. : 19-93-33-05-58, Domicie : 16-93-74-37-64.

Etranger RARE: Cour Historique FLORENCE Itale, dans immer-ble XV* siccle. Rénové, celma absolu, appartement F3 70 m², 900.000 F. Tél, ; 19-39-55 21-34-41 ou (91) 52-63-49.

appartements

achat d'Angle étage élevé avec esc., Tarrasse soisil, 3 pièces - Tél. : 548-96-78 ou 604-421-15.

Pour clients sérisux, PAIE COMPT, APPTS, ttes surf. et MMEUBLES à Paris 15° et 7°. JEAN FEUILLADE, 54, ev. de La Motte-Picquet 15°, 568-00-75.

locations non meublées demandes

Paris SERVICE AMBASSADE pour cadres munts à Paris, recherche du STUDIO su 5 P. LOYERS GARANTIS per anés ou embassades. 281-10-20.

AGENCE DE LA TERRASSE rach. d' URGENCE pr cadres import. sociétés, VILLAS et APPTS de STAINDING, région LE VÉSINET. Service Gérance assuré. Agance de la Terrasse, Le Vésinet, 45, boul. Carnot. Téléphonez : (3) 978-05-90.

PROPRIÉTAIRES LOUEZ chbres, studios, 2 p., 3 p., etc. soue 48 heures, SANS FRAIS 206-00-47.

PROPRIÉTAIRES Pour louer repidement SANS FRAIS et SANS AGENCE vos artements vides et meublés à Paris et en benlieue. Sphonez au : 282-12-50.

PROPRIÉTAIRES LOUEZ rapidement — Clientèle assurée Service granuit — 770-88-65 L'AMERICAN CENTER

Session intensive d'automne du 13 au 24 septembre pour Gens pressée Lycésna en mail d'engleis Touristes Methode orale cours dens le poumée et la soir Inscrip. à pertir du 1° septembre su 19 décembre. Inscription à partir du 13 septembre. PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS Inscription à partir du 13 septembre. PRÉPARATION AU T.O.E.F.L TEL. 359-64-00

(Règion parisienne

leur ont été confiés. propriétés En BERRY, 280 km de PARIS, partic. vend BELLE MAISON comprenent 2 appertements de 9 et 5 pièces + dépend., gar., totturés neuves, tout confort. concellent d'est, to commerces.

Maître Etlenne, note 19160 LIGNIÈRES. HAUT-ROUSSILLON Magnifique propriété avec belle villa récerte s/2 ha de parc, très besu sits. Prix 700.000 F. Renseignements Agence Cata-lane. 66230 Prats-de-Mollo. Tél. (69) 39-70-88 antre 10-12 h matin.

SOLOGNE A vendre
PETITS TERRIT, DE CHASSE
possibilités étangs.
Ecr. Hevas Orléans nº 200,253.

DÉAUVILLE - MONT-CANISY
Très résidential
sperrements 2 p. 3 p.
malsons 4 p. 5 p.
swet jardins privés et tennis
LOCATION/VENTE possibilité
de 3.000 à 4.500 F mensuals
+ indemnité d'immobilisation.
Rens. W.-E. : 31 : 88-39-80,
semaine sur : (1) .387-33-88.

PRÈS HONFLEIR, très belle viet chaurnière + 3 bât, à restaurer 5 he herbages, px à débattre. (1) 296-41-88 ou (31) 89-28-53. A VIDE MAISON
DE MAITRE
Style Louis XV située à 9 kms
d'Arres, bâte sur 1 he 66.

Prix 1.000, 000 F. Scrim sous is nº 036125 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Résumur, 75002 Paris.

BRETAGNE manoir XVIII*
classé parc – hs.
ANJOU gentilinomonière XVIII*
10 p. parc 3 ha ou plus. Rivière.
MANCHE presbytère XVIII*
1 km mer partit parc clos
ANJOU port château èvec hois
et ternes 140 ha.
FORETS ET MANORS DE FRANCE
53340 Chémeré-le-Roi
Téléphone (43) 01-25-23.

les annonces classées

sont recues par téléphone du lundi au vendredi

> de 9 heures à 18 heures au 296-15-01

immobilier information

MISE EN CONCURRENCE POUR CESSION DE DROITS DE CONSTRUIRE

A PARIS, XX^e arrondissement.

La Societé d'Economie Mixte d'Equipement et d'Aménagement - SEMEA XV - met en concurrence les promoteurs-constructeurs pour la cession d'un terrain et des droits de construire qui y sont attachés, représentant un immeuble de 15 à 20 logements non aidés, soit en copropriété, soit locatifs, situé 100/102, rue des Amandiers et 63, rue des Panoyaux, à Paris-XX. à l'intérieur de la ZAC des Amandiers.

Un dossier comportant une étude complète de définition et de faisabilité et précisant les conditions de la mise en concurrence peut être retiré dans les bureaux de la SEMEA XV, 55, quai de Grenelle à Paris-XV, contre remise d'un chèque de 940,80 F, à partir du lundi 20 septembre 1982. Il ne sera fourni aucun renseignement par téléphone, préalablement à la remise du dossier.

bureaux bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

8 COLISÉE - ELYSÉES

TÉLEX * TOUS SERVICES CRÉATION DE SOCIÉTÉS A.F.C.: 359-20-20. MEMBRE F.F.E.D.

A LOUER (Perticulier à per-ticulier, agences s'abstenir | Beau burssu, 3 pièces, 40 m', Bid, Poisson-nière, accerneur, actuellement 2900 F/ mois + charges libre novembre 92, sans, reprise. TGL: 770-50-44.

YOTRE BUREAU ou depuis 160 F/mois 1 demiciliation + services SARL Artisens - 296-36-74,

LOCAL BUREAU 80 m², cleir, état neuf, imm. rénové, 4 lignes FTT. 3º étage sens ascenseur-Beil precaire 11 ou 23 moie-PLATEAU BEAUSOURG Loyer annuel 91.975 F

pour 11 mois. Libre au 1.70,82. Tel. 278-12-33 heures bur

VOTRE SIEGE SOCIAL S.A.R.L. - R.C. - R.M. matitution de sociétés. matches et tous sevices irmanencs téléphonique

355-17-50.

MEMBRE F.F.E.D.

ceurs d'avoir l'obligeance de répondre à

toutes les lettres qu'ils reçoivent et de

restituer aux intéressés les documents qui

Nous prions instamment nos annon-

CHATEAU XVIII

en très bon état - tout cft SUR ENCHERE PUBLIQUE LE 4 OCTOBRE à 14 heures, Mise à Prix : 1 430 000 F Pour trans. Tél. 747-50-06 ou 19 (38) 87-32-48. forets

manoirs

PETIT MANOIR

Tt cft+mais, gard,+gar, ds tr. b.ird, 1.450.000 F.585.06.79

châteaux

Partic, ed pluniaura mura louis, rapport 12 %, de 200,000 à 800,000, 560-86-06, 7/21 is. LIGNIÈRES (18) Forst CHÊNES 5 HA PAYO 205.000 F. 294-22-78.

N'ATTENDEZ PLUS CONSOLIDEZ

de magasin à Paris Dès 100 000 Formats

MURINVEST

rue Geliée, 16- 723-30-40 Réception de la clientèle tous les jours de 9 h.4 19 h.

immeubles ACH. IMM. VIDE, même avec

gros travaux. Paris, bardieus. Tel. 590-86-05 de 7 h è 21 h,

DOMME

pavillons

A MAINTERION (28) PAVIL-LON, 4 PRoces: sous-col, che-minte, terrain 750 m² avec ar-

Tel. 16 (37) 23-00-65 eprile 19 tr. Pric 550.000.

PAVILLONS

JUBOUTA 120 KM DE PARIS SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR

villas villas

IMMOBILIER A VENDRE directement de particulier PARCS DE SAINT-TROPEZ Spendide villa. Vue imprenable sur la mer 5 chambres Spendide vina. Vue minremante sur la mer 3 cinamores à coucher, piscine, maison de gardien, parc de 5000 m² Prix élevé justifié Ectire sous chiffre P-18-115462, PUBLICITAS, CH 1211 Genève 3.

MANOSQUE, PRÈS maisons individuelles VILLAS rives pertir de 323.000. Créd. PAP pose. 285-71-82. PERIGORD NOIR

BOUGIVAL

Bord de Seine, petire VILLA, séjour, 2 ch. cuits., bras, sur jdin 800 m². Prix 700.000 f. AGENCE DE LA TERRASSE, La Vésines : (3) 976-06-90.

MARLY-LE-ROI Neu. scand... bathit. de suites. 6/7 p., ger. 2 voltures, jdin. 1.470.000 f TTC, prêt con-wentionné. Tél. : 534-57-40.

BOUGIVAL Sur cotasu dena domeine privé VILLA LE DE-FRANCE récept. 70 cv. 5 chirres. 2 bains, tt ctt. jurdin boise. AGÈNCE DE LA TERRASSE LE VESINET. (3) 976-08-80.

> terrains EN PROVENCE

2 8 km FAYENGE LE CLOS DE LA CÉSTAY una situation militie su soleil du Mid TERRAINS & LEE BOISES 3.157 m & 6150 m Park

Appeler on dorine:
Centre d'information
FIAIRI de Paris: Isa-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILER
27 bis., avenue de Villere.
75017 Paris, Tél. 227-44-44.

151.000 F a *165.000 F TAT.

Document, griet, aux disnasor.

Teléphonez au. 1389 95-00-24
gui (94) 76-21-59.

ARGENTINE

A votra Region. TUCUSMAN
2077 HA dis serve dom 4 10 this
définché. Paisment.
en France.
Ecrite 30us le ne 36 124 M
RÉGIE-PRISSE

65 bis, c. Résumur, 75002 page.

65 bis, c. Résumur, 75002 page.

ESTA

Section Control

SA GAF ग्र-इएप

économie

Le plan de redressement de la Sécurité sociale

F.O. a la première réagi au plan de redressement financier de la Sécurité sociale qu'a présenté, mercredi, M. Bérégovoy après adoption par le couseil des ministres. Si F.O. « se déclare d'accord » avec les mesures concernant les laboratoires pharmaceutiques et les médicaments, elle exprime « les plus vives réserves sur l'instauration d'un forfait bôtelier - et demande audience au ministre pour « réexaminer » la majoration des cotisations des préretraités.

A propos de la révision des mèthodes de majoration des prestations - alignées sur l'évolution des salaires et des prix en 1983, F.O. exprime son inquiétude : elle « redoute » que ces mesures, « se traduisent par un tassement sensible du pouvoir d'achat, ce qui ne manquera pas d'avoir une incidence sur la consommation, donc sur l'emploi ».

Même réserve à la C.F.D.T. qui, jeudi, a tenu une conférence de presse pour souligner les

aspects négatifs du projet qui fait surtout contribuer les assurés, donc les salariés. Elle demande la suppression du forfait hôtelier, mais approuve l'harmonisation des cotisations, le fait qu'il n'y ait pas de diminution des prestations et l'assurance de réformes plus profondes. Pour les cédétistes, le plan, sans constituer une grande réforme, une étape est positive vers d'autres modi-

Quant à la C.G.T., elle se déclare « non satis faite », regrettant que « l'essentiel des efforts soit demandé aux assurés, salariés et préretraités ».

Pour le parti communiste marxiste-lénimiste, « le projet de loi sur la Sécurité sociale fait plus appel à la solidarité des travailleurs qu'à celle du patronat. (...) Des mesures auraient permis de financer le déficit de la Sécurité sociale : assoir les cotisations sur l'ensemble des revenus et non sur les seuls salaires, faire payer les dettes patronales considérables, frapper les profits à tous les

Le projet de loi

Les objectifs économiques et

Après avoir rappelé que l'amélioration de la situation de l'emploi demeure la priorité du gouvernement ainsi que le redressement de la compétitivité de l'économie, le ministre des affaires sociales indique que l'objectif du gouvernement est :

(Suite de la première page.)

qu'il s'agit si les pouvoirs publics

prennent l'habitude de ne plus bou-

cher les trous en catastrophe et de ne pas annoncer d'amélioration sans

Autres innovations, placées sous

le signe de la rigueur, in plan Bére-govoy, prenant acte des difficultés

conomiques, refuse le recours tradi-

tionnel aux majorations générales de

cotisations, un peu à la charge des employeurs. En revanche, le minis-

tre des affaires sociales a obtenu

gain de cause sur des efforts finan-

ciers qu'aucun socialiste o'aurait

imaginer il y a un an encore : aug-

mentation des cotisations des prére-

traités, ce qui est un acte de justice

relative puisqu'il aligne les cotisa-

tions de ces personnes sur celles des

salaries, et un actn courageux

puisqu'il est contraire aux engage-

ments du P.S.; création d'un forfait

hôtelier, idée lancée par Mª Veil,

reprise par M. Barrot, que le pouvoir

giscardien n'avait pas osé appliquer nt que la C.G.T., la C.F.D.T., le

P.C., y compris ses ministres, criti-

quent toujours aussi vivement : insti-

tution de taxes ou cotisations sur

l'alcool et le tabac, propositions sou-

vent avancées dans le passé mais aussitôt rejetées; freinage surtout de toutes les prestations sociales, ali-

gnées sur l'évolution en cours d'an-

née des salaires alors que, depuis plus de trente ans, elles évoluaient

en fonction des salaires des années précédentes. Là encore, il s'agit d'un

tournant : M. Beregovov a certes in-

sistè sur le maintien du pouvoir

d'achat de toutes les prestations so-ciales et, au moment ou des pays eu-

ropéens les rognent, il s'agit là d'un

fait positif, mais les temps anciens sont bien oublies, lorsqu'on promet-

tait une amélioration du pouvoir d'achat des allocations familiales on

Responsabilité

L'appel à la responsabilité - cer-tains diront le jeu de la carotte et du

bâton - constitue la deuxième ca-

ractéristique du plan Bérégovoy. En décidant le principe d'un forfait ho-

telier et des vignettes sur l'alcool et

le tabae sans en donner la date d'ap-

plication, le ministre a expliqué qu'il

s'agissait de donner « des armes »

au gouvernement pour accroître les recettes si l'évolution des dépenses

le nécessitait. Revenant sur ce

thème, M. Bérégovoy a précisé qu'il s'agissait d'nn • contrat • passe avec

l'assurance maladie. - Nous voulons

une politique où chaque partie pre-

qu'elle exerce sur les dépenses ; aux

ser leur activité, aux assurés de se

maitriser aussi et de mieux veiller à

Autrement dit, chacun est pre-

venu : s'il ne comprime pas ses de-penses, il faudra alors payer : les vi-

gnettes, le forfait bôtelier deviendront réalité et il fandra

M. Berégovoy s'y est engage : on

is les partenaires engagés dans

soit consciente de l'influence

prévoir aussitôt leur financement.

C'est donc bien d'un tournant

- De respecter l'équilibre budgé-taire de la loi de finances et de la Sécurité sociale :

sations des employeurs et des sala-

- D'aligner les évolutions des revenus et des prestations sociales sur celles des prix (8 %).

adaptera les recettes aux dépenses

La Sécurité sociale sera équili-

semble que, sur la proposition de

M. Bérégovoy, le gouvernement de-

d'application de toutes les mesures

d'économies et de recettes. En re-

nonçant à fixer un calendrier pour la

mise en œuvre des vignetttes et du forfait hôtelier, M. Bérégovoy qui

affirme n'avoir pas cédé aux pres-

sions a dil composer car le conseil

des ministres - autre interprétation

possible - n'a pas osé trancber sur

out. Fant-il alors parler de recu-

lade? En babillant ces hésitations

d'une volonté de nasser un contrat

avec les assurés, le ministre a certes

choisi nne solution habile qui peut

même s'avérer courageurse. Mais il

lui faudra beaucoup de ténacité

pour ne pas céder aux pressions nt

utiliser à temps « les armes » qu'il

Au-delá de ces prestations on ne

peut manquer de relever certaines incohérence. Ainsi, la contribution

de solidarité des non-salariés à

l'assurance-chômage est abandon-née mais remplacée par un effort-

contributif aux régimes maladie et

vieillesse de ces assurés. L'idée est

bonne car elle permettra de réduire

les aides extérieres à ces régimes,

mais elle est aussitôt abandonnée

quand le ministre annonce que cet

e incohérence : pou

effort permettra d'améliorer les

trouver les 30 milliards de francs qui

manqueront d'ici la fin 1983, afin de

financer les 538.6 milliards de

francs des dépenses sociales - c'est-

á-dire à la fin peu et beaucoup - il

n'est pas sûr que le plan Beregovoy – y compris les vignettes et le for-

fait hôtelier - soit suffisant. La sé-eurité sociale connaît un déficit

chronique parce que ses dépenses, même en période d'expansion aug-

mentent plus vite que les recettes (vicillissement de la popula-

ion,done plus de retraités, améliora-

tion et cout croissant des techniques

de soins, d'où dérapage constant des

dépenses maladies) : il sera dont

très difficile de ramener le rythme

annuel d'augmentation des frais hos-

pitaliers de + 22 % à 14 %. Le sys-

tème de protection sociale à la fran-

çaise, financé surtout par les

salariés, est aussi en déficit, car le

chômage diminue le nombre de coti-

Une activité commune, que ralen-tie une aggravation du chômage, ris-

que, comme par le passe, de replon-

ger la Sécurité sociale dans les affres du déficit. M. Bérégovoy l'a certes reconnu : la bataille pour sau-ver la Sécurité sociale est liée à celle pour l'emploi et la compétitivité de

cées... depuis des années : l'allége-ment des charges des entreprises de

main-d'œnvre et la réelle fiscalisa-

tion de certaines prestations so-

JEAN-PIERRE DUMONT

nomie. Le dire est bien, mais il s'agit aujourd'hai d'agir et d'appli-quer vite d'autres réformes annon-

curité sociale.

prestations des non-salaries.

s'est donné.

Deuxier

Mais que vaut l'avertissement ? Il

Les limites de la rigueur

- De ne pas augmenter les coti-

- L'ensemble des évolutions no-

prestations sociales

minales des dépenses sociales seront alignées en 1983 sur ces objectifs. Ceci vaut, en particulier, pour : les salaires des personnels hospitaliers; les honoraires des personnels médicaux et paramédicaux, au-delà des revalorisations qui seront négociées au titre de la sortie du blocage ; les budgets hospitaliers et les prix de la pharmacie;

• Freinage des dipenses et des

- La revalorisation des presta-tions familiales (+ 7,5 % au 1º janvier 1983, comprenant le raitrapage 1982, et + 4 % au | " juillet 1983, au titre du premier semestre);

- La revalorisation des pensions de retraite et du minimum vieillesse de 4 % au 1ª janvier et de 4 % au 1ª juillet 1983 [avec rattrapage éventuel en fin d'année] (ceci imp que une modification des règles d'évolution, les retraites progressant jusqu'à présent en fonction de l'évo-lution des salaires des années précédentes). Economies : 6 à 10 milliards de francs :

- De plus, en ce qui concerne la croissance des dépenses hospitalières, l'augmentation des effectifs sera limitée et les mesures prises en 1982 pour éviter les dérapages seront maintenues en 1983. La croissance des dépenses d'hospitalisation publique devrait pouvoir ainsi être limitée à 14,5 % (+ 22 % en 1982).

Maîtrise des dépenses hospi-

Le financement de l'hônital est fondé jusqu'à présent sur un mode de tarification à l'unité : le prix de journée pour l'essentiel, mais aussi-la consultation externe, l'acte diagnostie, la sortie de l'ambulance,

 Les effets pervers de ce système sont connus et dénoncés depuis long-temps : l'hôpital a avantage, ou croit l'avoir, à accueilsir et à conserver le plus de malades possible, à dévelop-per l'activité technique la plus inle plus cher possible à l'assurance-

La loi hospitalière du 31 décembre 1970 avait prévu déjà une reforme de la tarification : en douze ans, seules quelques expériences ont été conduites, rien de plus.

Le gouvernement a done décidé de mener une réforme de grande portée en instituent le principe du fi-nancement de chaque établissement par l'assurance-maladie au moyen d'une dotation globale préalable-ment déterminée au début de l'exercice budgétaire (il s'agit de la creation d'un budget global, applicable au 1st janvier 1984).

Cette dotation discutée entre les établissements, les caisses et la tutelle serait versée, pour le compte de tous les régimes par une caisse-pivot.

 Maîtrise des dépenses médisants et réduit les recettes de la Sé-

> Outre le freinage des honoraires, médicaux, de la baisse des prix de certains médicaments, du développement d'expériences de prévention, le ministre a recu le mandat de mettre en place un - tivret de sanié des malades

Pour respecter le secret médical, les malades ne seront pas obligés de montrer ce livret médical.

Majoration de certaines co-

- Les cotisations des exploitants agricoles sont majorées de 16 %.

- L'assiette des cotisations des non-salariés non agricoles, décalée par rapport à celle du régime général sera progressivement ajustée pour couvrir le besoin de financeaméliorer leur système de protection sociale. (Cette révision, qui sera ne-gociée avec les intéressés et qui pourra être assortie d'une amélioration des prestations, se traduira par une majoration des cotisations maladie et vieillesse d'environ 17 %). Recettes: 800 millions de francs par exemple pour la caisse vieillesse des

 Les cotisations maladie versées. par les collectivités locales seront ajustées pour tenir compte de l'évolution des dépenses de prestations en nature ; mais parallélement, les cotisations qu'elles versent au régime spécial de retraite sont allègées pour

que les charges globales des collecti vités locales ne soient pas modifiées.

(Actuellement les collectivités lo les payent une cotisation de 8 % sur la totalité du salaire comme dans le regime genéral, mais seulement de 2 % sur le salaire plafond au lieu de 5,45 % dans le régime général). - Les cotisation des préretraités

seront alignées le 1ª avril 1983 sur celles des salariés. Les préretraites qui versent actuellement une cotisation maladie de 2 % devront paver 5:5 % pour la maladie : 0.1 % pour l'assurance-veuvage, et 4.7 % dans la timite du salaire plafond pour

Toutefois, les préretraités dont le revenu de remplacement est inférieur au SMIC seront exonérés de

Cette exonération concerners le tiers environ des préretraités, ceux dont le salaire antérieur était supéricur à 4 800 F par mois.

A'fin d'éviter l'effet de seuil, il est précisé que les cotisations ne pourront avoir pour effet de ramener is revenu net à un niveau inférieur au seuil. Recette : 1.5 milliard de francs en 1983.

Avantage; Le projet de loi prévoit que les préretraites seront dé-

sormais prises en compte dans le calcul du salaire annuel moyen des dix meilleures années pour l'évaluation de la retraite.

Cotisation sur l'alcool et le tabac.

A la « date jugée utile, en sonc-tion de l'évolution du budget de la Sécurité sociale » seront créées des cotisations », timbres ou vignettes sur l'alcool et le tabac (6 milliards de francs de recettes versées à la caisse d'assurance-maladie) : le terme cotisation au lieu de vignette implique que cette mesure sera com prise dans l'indice des prix et aura un effet inflationniste).

Forfait bospitalier.

A une date non précisée, et en la Sécurité sociale, sera institué un forfait bospitalier, de 20 F par jour, à la charge des maiades. En seront exonérés les plus démunis, les accidentés du travail et les femmes en maternité, Recette : 2 milliards de

francs en année pleine. Contribution de l'Etat.

L'allocation aux adultes handicapés qui garantit à toute personne dont le handicap est d'nu moins 80 % un revenn égal au montant du minimum vicillesse, soit 2 125 F par mois depuis le 1= juillet 1982 pour une personne seule, et financée jusqu'à présent par la caisse d'allo-cations familiales, sera désormais prise en charge par l'Etat (7,5 milliards de francs).

- Les moindres dépenses par l'Etat, dues notamment à l'aide moins forte qu'il apportera aux réla majoration de leurs cotisations se traduiront par une économie de 3 milliards de francs qui sera affectée au régime général.

• Trésorerie de la caissemaladie.

- Cession d'une partie de son pa-trimoine (250 millions de francs); remboursement plus rapide par les assurances privées en cas d'accident de la route (1,3 à 1,5 milliard de

 Amélioration des prestations. - Le taux de la nension de réversion sera porté de 50 à 52 % dans le régime général et les régimes légaux alignés sur lui (salariés agricoles, artisans, commerçants) à compter du 1^{er} décembre 1982.

- Les pensions de réversion liquidees avant cette date seront revalorisées de 4 %

- Un dernier rattrapage scra cifectué pour les pensions liquidées avant la date d'elles de la loi de décembre 1971 (- avant-loi Boulin -) à compter du 1ª décembre 1982.

- La réforme des prestations familiales, annoncée en 1982 puis reporice, interviendra au plus tôt en juillet 1983 (allocation d'orphelin, creation d'une allocation au dernier enfant à charge, etc.)

~ Meilleur remboursement des frais de lunettes et prothèses dentaires,

- Suppressing de la franchise pour la vingt-sixième maladie en

La contribution de l'industrie pharmaceutique

En quelques lignes, le communiqué du conseil des ministres annonce l'instauration d'une taxe sur le publicité pharmaceutique at la réduction du prix da certains médicaments. Ces deux mesures sont d'une importance certaine pour l'industrie pharmaceutique, d'autant qu'elles préludent à une troisième décision qui sera, ella, plus cruciale encore : l'abaissement de 70 % à 40 % du remboursement d'un certain nombre de médica par la Sécurité sociale.

M. Bérégovoy n'a donné aucune indication précise sur les modalités de la taxe portant sur la publicité ceutique, se bornant à signaler qu'ella serait a uniforme ou progressive ». Il semble cependant acquis que entra toxa sarnit proportionnelle à l'importance des sommes que les laboratoires consacrent à le publicité, et non uniforme ; qu'elle serait assise sur l'ansemble des dépenses considérées comme publicitaires, c'est-à-dire qu'elle inclurait, outre les sommes imputables à la publicité directe, celles que les

laboratoires consacrent à la « visite médicale ». Or le coût que représenta pour les firmes le traitement des « visiteurs médicaux » chargés da l' « information » des médecins par les laboratoires est loin d'être né-

Cette mesure fraocera également la presse médicale qui vit largement des subsides que lui procure l'industrie pharmaceutique et proteste avec comme une menace vitale.

Seconde mesure annoncée par le liste n'a pas été dévoilée. Il semble

véhémence, dapuis plusieurs semaines, contre ce qu'elle ressent gouvernement : la baisse du prix de certains médicaments », dont la

cependant qu'il s'agisse de dix spécialités, produites par huit entre-prises, dont un certain nombre de firmes étrangères, les baisses s'éche-

lonneraient entre 5 % et 20 % des prix de ces médicaments.

D'nutre part, len grossistes repartiteurs voient leur marge bénéfi-ciaire réduite de 1 % (de 10,7 à 9,7 %). Le gouvernement limite en outre leur droit à consentir des ristournes aux pharmaciens d'officine à alors qu'auparavant ce droit ne fai-sait pas l'objet d'une réglementation

Enfin, demière mesure, sur laqueile M. Beregovoy est resté muet : ta gouvarnament a l'intention d'abaisser de 70 % à 40 % le taux de remboursement d'un certain nom-bre de médicaments. Deux hypothèses avaient été ouvertes : soit le suppression pure et simple du remboursement de certains produits aujourd'hui pris en charge à 40 %. Soit l'abaissement da 70 % à 40 % d'une autrecategorie de produits. C'est cette seconde hypothèse qui sera les instances de l'industrie pharmaceutique. Le gouvernement s'est en effet rendu aux raisons des industriels qui faisaient valoir qu'elle serait. moins préjudiciable à la branche, et qu'en particulier on éviterait ainsi de ser durement les plus petits laboratoires.

On Interpréte, cependant, au Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP) l'ensemble de ces mesures comme un acte de belligérance déclarée. Le gouvernement es-time de son côté que l'industrie du médicament doit participer « à l'ef-fort du pays ». M. Bérégovoy déclafait le 29 septembre à la sortie du conseil des ministres : « Nous ne tations of devant-pas pressions, a M perlait, disait-on ce mercredi à son cabinet, de *e tous* » les groupes de

CLAIRE BRISSET.

LA VIGNETTE SUR LE TABAC ET LES ALCCOLS

M^{me} Veil : « J'y avais songé »

M™ Simone Veil, ancien ministre de la santé et de la Sécurité sociale, considère que l'instauration d'une vignette sur le tabac et les alcools n'est pas, - en soi, une mauvaise mesure . Elle nous a notamment déclaré: - J'y avais songé, mais j'ai du renoncer en raison des conséquences qu'aurait eues une telle mesure sur l'indice des prix. Il s'agit toujours de ce type de mesures qui peuvent contribuer à combler le désicit de la Sécurité sociale mais ne résolvent pas le problème du décalage entre l'augmentation des dèpenses de santé et l'inflation. .

De la même façon, Mª Veil regrette de n'avoir pu instaurer le principe d'un forfait hospitalier. Appliqué avec mesure, ce forfait est assez légitime.
 Toutefois, l'an-cien ministre de M. Barre juge qu'il faut que « tous les Français et les organisations concernées aient le courage d'arrêter de parler d'une grande réforme de la Sécurité sociale et envisagent plutôt les choix qu'il convient de faire dans la conception de certaines presta-tions -. - Ce n'est pas, concint-elle, en budgétisant ou en créant des caisses décentralisées que l'on parviendra à résaudre le problème du déficit de la Sècurité sociale. »



BD SUCHET

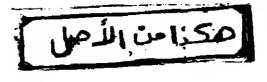
A LOUER ÉTAT NEUF,

TRÈS BEL HOTEL **PARTICULIER**

à usage de **HABITATION** BUREAUX D'AMBASSADE LOGEMENT D'AMBASSADEUR

S'adresser à M. BING 9, rond-point des Champs-Elysees, Paris-8° tei. 359.14.70

NOUVEAU CONCESSIONNAIRE M G TRIUMPH ROVER S.A. GARAGE ST-SULPICE 11-13, rue Lobineau, 75006 Paris - 326,94,09



AGRICULTURE

LE RAPPORT DE LA MISSION AGRO-ALIMENTAIRE

Six cents millions de francs pour mobiliser la recherche dans le second secteur industriel de France

Le gouvernement dispose désormais d'un va-demecum pour relancer son industrie agro-alimentaire. En mars, M. Chevènement, alors ministre de la recherche et de la technologie, passait commande à M. Joulin, P.-D.G. du Pain lacement. Fran respont sur l'acquir de l'estropassait commande à M. Joulin, F.-D.O. un a Jacquet, d'un rapport sur l'avenir de l'agro-alimentaire en France. Celui-ci s'entourait de di-

verses compétences, venues de l'industrie mals aussi des trois ministères de la recherche, de l'agriculture et de la consommation. Une première en quelque sorte, qui réunit autour d'un même texte les intérêts contradictoires des producteurs, des transformateurs et des consommateurs. Depuis, M. Chevènement a ajouté l'indus-trie à la palette de ses compétences. Aussi était-il tout indiqué pour présenter entouré de M= Cresson et Lalumière, mardi 28 septembre, les conclusions de ce rapport, qui propose d'ac-croitre de 600 millions de francs sur trois ans les crédits de recherche-développement.

Comme il se doit dans un exercice de ce genre, on commence par situer l'importance du secteur : beaucoup d'emplois concernés directement disons plusieurs millions. Deuxième rang dans l'industrie française, avec 135 milliards de valeur ajoutée et 12,8 % du chiffre d'affaires de toute l'industrie : deuxième prix mondial dans la course aux exportations pour la catégorie agro-alimentaire, avec 17,5 % des exportations françaises

en 1981. Mais ce géant a ses faiblesses : la moitié des exportations sont des produits non transformes, le marché intérieur du machinisme agricole, des biens d'équipement du génie industriel, est dominé par des firmes étrangères : enfin, l'effort de recherches, public et privé, est plutôt fai-blard: 0,16 % du chiffre d'affaires quand les principaux concurrents poussent à 0,5 %. • Si la France est un grand pays agricole et à forte tradition culinaire, elle ne s'est pas suffisamment préparée à la révolu-tion technologie et scientifique. Bref, on a de boos cuistots, mais ils ne travaillent pas assez de l'éprouvette. D'où une première serie de mesures proposées :

Création dans les régions de co-mites régionaux à l'innovation qui seraient en quelque sorte le guichet unique permettant d'accroître - la vitesse de diffusion de l'innovation dans les I.A.A. . (ladustries agricoles et alimentaires). Ces comités régionaux seraient à tutelle interministérielle, mais il y aurait aussi des maisons régionales de l'innovation, plate-forme d'échanges qui seraient, elles, sous la dépendance directe du ministère de la recherche et de l'industrie, Pour * favoriser l'introduc-tion de l'innovation et du progrès technique dans les P.M.E. . l'immense majorité du tissu industriel agro-alimentaire, on crée des emplois et des centres de recherche collective, ainsi qu'une association na-tionale pour les coordonner (coût 33 millions par an, en moyenne).

On lance aussi un fonds d'incitation à la mise en place des centres de recherche dans les entreprises pri-vées (aide de 50 % pendant trois ans; cout 30 millions par an).

Assimilation, enfin, des charges occasionnées par l'accroissement du vulume du secteur reeberebedéveloppement des entreprises à des immobilisations donnant lieu à des annuités d'amortissements déductibles des bénéfices. Cette mesure. qu'on prévoit efficace, ne devrait d'ailleurs pas concernes d'ailleurs pas concerner la scule re-cherche du secteur agro-alimentaire.

Conseil national de l'alimentation

Enfin le rapport prévoit la créa-tion d'un institut Nord-Sud de technologie agro-alimentaire qui regrou-perait les mayens de formation technique dispensée en France et les adanterait - aux hesoins réels des pays en voie de développement -.

Ensuite, il nous explique qu'on ne mange plus aujourd'bui comme bier, ment d'intérêt public, semble devoir qu'il y a en gros des habitudes - heritées de l'histoire sociale -, des comportements nouveaux . determinés par les mécanismes généraux d'évolution des sociétés et en particulier par les logiques dominantes. qui sont mises en œuvre dans les sphères de la production et de l'échange (Question : ces méca-nismes et ces sphères, est-ce très dif-férent de l'histoire sociale?), et qu'enfin un ac sait pas, faute d'études suffisantes, qui mange et pourquni? Quelques remarques encore tirées du rapport : - Le consommaleur est rarement partie prenante et moteur dans le processus de l'innovation . Une personne sur trois pense que le développement des prodults transformes est une mauvaise chose. - Pour contourner ces maipensants, la politique d'innovation et de technologie devra tenir compte de ces resistances qui, fort heurense-ment, s'estompent avec le jeune 2ge puisque les · 18-24 ans sont des usagers cinq fois plus réguliers que les personnes de 50 ans de produits cuisines et dix fois plus réguliers de

Groupement d'intérêt public autour de Renault

Isolons encore, pour la beauté de l'exercice, cette indication : • L'hos-tillte semble diminuer avec l'habitude de consommation de ces produits .. Ce serait de la « schnouf », un dirait qu'il y a accoutumance... Mais tout cela n'est pas simple, il faut en savoir plus et multiplier les études sur la nutrition humaine (un tiers sculement des recherches pu-bliées concernent l'homme, les deux autres tiers les animaux). Ainsi propose-t-on d'accèlérer la mise en place du Conseil national de l'alimentation qui serait à la politique alimentaire ce que le Conseil économique et social est au reste. La réscau de recherche et d'expertises en toxicologie alimentaire pourrait être encore cree,

Ensuite le rapport aborde le problème de l'adéquation du produi agricole à sa transformation. Les différents partenaires qui s'accorderaient par contrat sur la définition de caractéristiques pouvant servir de base à un paiement à la qualité du produit (céréales, lait surtout) et qui associeraient à cette convention des fabricants d'appareils de mo-sures seraient aidés financièrement (enveloppe prévue 30 millions de

Dans le domaine des moyens de productinn, le rapport précouise d'intensifier la recherche pour optimiser l'efficacité des produits consommés par l'agriculture. Sur-tout, un pôle phytosanitaire devrait être cree dans la région lyonnaise regroupant la recherebe agronomique, le C.N.R.S., les universités et les groupes industriels nationalisés. Un

être la furmule privilégiée par M. Chevenement pour favoriser le brassage entre recherche publique et privée, entre université et indus-

Quant aux industries d'équipement, secteur dans lequel la France est très dépendante, il est prévu de creer un rescau national de recher-che en génic industriel alimentaire qui coordonnera l'action de quatre pôles géagraphiques (Massy-Palaiseau, Taulonse, Nancy et Montpellier, un seront regroupes l'ensemble des intervernants, cher-cheurs et ingénieurs concernés) et de pôles par filières (viandes, fruits et légumes, vin. etc.) Le rapport précise les thèmes prioritaires sur lesquels ces pôles devront travailler. Pour le machinisme agricole, un

GIP serait constitué autour de Re-

nault l'INRA et le Centre d'étude

du machinisme du Génie rural des Eaux et des Forêts (CEMAGREF). Ses priorités porteraient sur le tracteur et le matériel pour les fourrages. Les dépenses de recherche et développement de Renault dans ce domaine devraient passer de 1 à 3 % de son chiffre d'affaires. A moyen terme, la firme nationale doit servir de point d'appni aux P.M.E. dans les secteurs où celles-ci ne peuvent dégager de recherches propres (élec-tronique par exemple). Et l'on re-trouve enfin les P. V.D. (pays en voic de développement), pour lesquels on prévoit un effurt important et une industrialisatinn progressive .. Les moyens de la recherche et du développement devront là aussi être regroupés afin que la France affirme son rôle de • pays relais pour la transmission de notre savoir-faire

industriel ». Mais il va de soi que le matériel envisagé, notamment dans un programme de mécanisation ru-

rale, . doit être adopté aux P.V.D. . Au total, ce rapport prend en compte l'ensemble des manques de la filière agro-alimentaire, hormis ceux manifestés dans les techniques de production agricole, mais ce n'était pas son objet. Manque dans l'intensité de la recherche pour l'industrie de transformation, manque de filière française dans le génie industriel alimentaire, manque de synergie pour une meilleure efficacité des chercheurs et des crédits.

Au total, la mise en œuvre de ce rapport, avec les conclusions des-quelles M. Chevènement s'est dit en plein accord, se chiffrerait à une rallange de crédits de 600 millions de francs, sur trois ans, ce qui par comparaison avec l'importance économique du secteur paraît raisonnable. La formule la plus novatrice reste la constitution des groupements d'inté-rêt publie qui mettent en lumière un aspect pratique des nationalisations, ou da moins de ce que l'Etat dans une économie dirigée, peut demander à une entreprise.

Mais la mission agro-alimentaire n'a pas échappé à l'écueil de l'exercice incantatoire selon lequel tout le monde a des intérêts communs chez les producteurs, les transformateurs et les consommateurs. Ce qui n'est pas vrai. La meilleure des preuves réside dans les circonvolutions dans lesquelles le raisonnement se perd quand il s'agit pour l'industriel de légitimer une innovation qui légitime elle-même de nouveaux modes de vie, à mnins que ce ne soit le contraire, tout en giorifant les traditions culturelles, et donc culinaires.

JACQUES GRALL.

DÉMOGRAPHIE

Le déséquilibre entre générations risque d'engendrer des conflits

Strasbourg. - La plupart des deux cent cinquante participents de la conférence démographique européenne, qui s'est tenue la semaine dermière à Strasbourg, avec notamment des représentants des vingt et un pays memà Strasbourg, avec notamment des représentants des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe se sont refrouvés sur un même constat : les tendances démographiques out radicalement changé en Europe depuis les deux premières conférences tennes en 1966 et 1971 : baisse continuelle de la manifité, diminution de la nuptialité, angusentation des divorces, changement du rôle de la femme au sein de la société. Comme l'a souligné Mine Grobariem Brundtland, ancien premier ministre de Norvège, qui présidait la conférence, de tels problèmes exigent une réponse politique.

De notre correspondant

Dans les années à venir, la fécondité restera basse, a estimé la conférence, compte tenu de l'évolution des modes de vie; de la mise en cause du mariage par un nombre croissant de jeunes, du changement de statut de la femme, qui devient de plus en plus partenaire économique et concurrente de l'homme.

Dans la plupart des pays européens, les gouvernements vont être confrontés au problème du renouvellement des générations. Pour tous les participants, il était hors de ques-tion que l'État intervienne dans la vie des individus pour retancer la natalité. Un consensus s'est établi sur le droit des couples de choisir en toute liberté le nombre de leurs enfants et l'espacement entre les naissances, ceci impliquant un libre accès au service de planning familial et la diffusion de l'information sexuelle. Tout le monde a reconnu que, dans la situation netuelle, les familles avec plusieurs enfants étaient largement défavorisées. Une politique d'aide aux familles de plusieurs enfants devrait d'abord instituer des congés spéciaux pour per-mettre à la mère comme an père de s'occuper des enfants en bas age.

Lourd de ennséquences pour l'évolution démographique dans les pays européens, le développement du travail professionnel salarié de la femme apparaît comme un phénomène irréversible en Europe. La conférence a demandé aux pouvoirs politiques et aux institutions sociales d'en tirer les conséquences pour faciliter la coexistence entre cette aspiration et le rôle des mères de fa-mille : aussi bien au nivean des entreprises, avec l'introduction d'horaires souples et la creation de jardins d'enfants, qu'à celul des équipements, voire dans l'aménagement du territoire, avec une meilleure répartition des implantations industrielles pour réduire les trajets.

Mais il s'agit anssi et fondamentade l'homme à l'égard des tâches do-mestiques et familiales, pour per-mettre à la femme de concilier actirités professionnelles et rôle de

Une des conséquences les plus directes da recul de la natalité et de l'allongement de la vie condnit au déséquilibre cutre classes d'age. avec une augmentation considérable du nombre des personnes du troi-sième âge. D'ici trente ans, les enfants issus du « baby boom » des années 50-60 seront à la retraite, tandis que les classes creuses actuelles formant la population active seront appelées à leur assurer leurs retraites

Accroissement des charges pour les actifs

Dans les pays à couverture sociale et sanitaire développée, la part du produit national consacrée aux soins et à l'entretien des personnes âgées devra être augmentée par l'accrois-sement correspondant des charges sur les actifs, ou bien il y aura réduction des prestations.

Pour la conférence, le déséquilibre entre générations risque sérieusement d'engendrer des conflits. Il n'est pas exclu que les actifs refu-sent l'augmentation de leurs cotisa-tions sociales. Dès à présent, ces perspectives doivent entrer dans le champ des réflexions des responsables politiques.

A un terme plus rapproché, se pose pour les démographes le pro-blème de l'insertion des travailleurs immigrés dans les sociétés euro-péennes. La conférence a demandé notamment aux pouvoirs publics de prendre les mesures pour faciliter l'intégration des immigrés de la deuxième génération, aussi bien dans le moude du travail que dans la société. Elle a recommandé aux gouvernements de mener une action énergique contre toutes les activités tibles d'engendrer la xénopho-

Action difficile au demourant, car on a largement reconnu, an cours des débats, que la persistance du chômage, avec l'arrivée sur le mard'âge des années 60, ne prédisposait pas les sociétés d'accueil à plus d'ouverture à l'égard des immigrés.

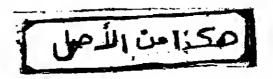
JEAN-CLAUDE HAHN.







investir



LE PROJET DE RÉFORME DE LA LÉGISLATION SUR LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Renforcement des pouvoirs des commissaires aux comptes et du droit de contrôle des comités d'entreprise

législation concernant les entre- comptant cent salariés on plus. a la chancellerie, dans les lacunes de la gestion mérition-nelle autant que dans l'insuffi-sance des fonds propers.

Prévenir, c'est guérir, estiment les auteurs de la réforme, qui ont donc cherché à fournir aux dirigeants les moyens de prendre conscience de la situation de l'entreprise et de faire circuler en son sein les informations qui s'y rapportent. Les sociétés de plus de cent salariés, ou dont le chiffre d'affaires est supérieur à 20 millions de francs, disposeraient d'une meilleure information par l'obbgation d'établir des documents comptables ou prévisionnels (situation semestrielle, compte d'exploitation prévisionnel, plan et tableau annuel

Ces documents comptables devraient être présentés aux membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance ainsi qu'aux commissaires aux comptes et au comité d'entreprise.

La mission des commissaires aux comptes (actuellement présents dans les sociétés anonymes et dans les S.A.R.L. dont le capital est supérieur à 500 000 F) scrait étendue à toutes les sociétés commerciales comptant au moins cinquante salariés ou dont le total du bilan atteint sociétés civiles et aux G.I.E. (grou-

Le projet de réforme de in pement d'intérêt économique)

prises en difficulté est suffishe. Le commissaire aux comptes et le sent avancé pour que l'on paisse comité d'entreprise disposeraient à en commitre les grandes lignes. Tégard du chef d'entreprise d'un Elle vise essentiellement à rendroit d'interpellation. S'ils n'obteforcer les moyens de prévention, mient pas de réponse satisfaisante, une des causes des difficultés des ils pourraient saisir le conseil entreprises désdait, estima des d'administration ou le conseil de surprises en dificulté est sufisant Le commissaire aux comptes et le veillance, voire l'assemblée des

Un droit d'interpellation

L'accroissement des fonctions des commissaires aux comptes s'accompagnerait d'un renforcement de leur indépendance : leur révocation à la demande des dirigeauts, avant l'expiration normale de leur mandat, ne pourrait être prononcée que par le juge : en cas de non-reconduction dans leurs fonctions, ils pourraient demander à être entendus par l'assemblée générale de la société.

Dans le cas où un chef d'entreprise, prévenu - grâce aux nou-veaux documents comptables - des défaillances financières de sa société, ne serait pas en mesure d'y faire face par ses propres moyens, il pourrait s'adresser au président du tribunal de commerce afin de négocier, avec ses principaux créanciers, et sous les auspices d'un concilia-teur, un moratoire amiable pour la mise en œnvre d'un plan de redressement après expertise.

Le comité d'entreprise pourrait présenter toutes observations an conciliateur sur les résultats de l'expertise qui lui auront été communiqués par l'employeur. Toute personne ayant connaissance, par ses fonctions, de la procédure, serait astreinte au secret professionnel.

Deux éléments du projet de loi relatif à la prévention des difficultés des entreprises ont trait au renforcement des fonds propres et à l'infor-mation des créanciers. Sur le premier point, il s'agirait de relever le capital minimum des S.A.R.L. de 20 000 F à 50 000 F (le capital minimum des sociétés anonymes a

déjà été relevé à la fin de 1981). Sur le second point, il s'agirait d'améliorer l'information à l'extérieur de l'entreprise pour mieux pro-téger les créanciers qui sont, jusqu'à présent, trop souvent tenus dans l'ignorance de certaines ereances

Le Courrier de la chancelle rie (1), qui fournit toutes ces informations, indique également que le deuxième volet de la réforme, relatif au reglement judiciaire des difficultés des entreprises, est en cours d'élaboration. Il définira notamment le nouveau statut des mandataires

Enfin, il va sans dire que la réforme de la législation concernant les entreprises en difficulté ne peut être dissociée de celle des tribunaux de commerce. On attend à ce propos les résultats de la consultation en cours. Mais il est d'ores et déjà acquis, indique-t-on à la chancellerie, on aucune modification éventuelle de la carte des tribunaux de commerce n'interviendra, sauf impossibilité de fonctionnement de l'un d'eux, avant que la réforme de la législation des entreprises en difficulté n'ait été adoptée par le Parle-

(1) Le Courrier de la chancellerte, sensuel d'information du ministère de la justice, nº 12, septembre 1982.

M. Denis Coton devient directeur de la qualité au ministère de l'industrie

M. Denis Coton vient d'être nommé par le conseil des ministres du 25 septembre direteur de la qualité et de la sécurité industrielle au ministère de la recherche et de l'industrie en remplacement de M. Kosciusko-Morizet

Administrateur civil hors classe, M. Coton était jusqu'à présent directeur de cabinet de M. Fiterman. ministre des transports. Né en 1927 à Billy-Montigny (Pas-de-Calais), il est ancien élève de l'ENA. M. Coton, qui avait déjà passe neuf ans au ministère de l'industrie (1954-1963), fut ensuite détaché pendant dix ans à la Régie Renault avant de devenir en 1974 directeur de l'association Bureaux-Provinces à la DAdustrielle du Nord-Pas-de-Calais.

M. Boillot annonce que la réunification des réseaux Peugeot et Talbot est réalisée

M. Jean Boillot a pris la parole qu'eo 1983 - des produits très devant la presse, mercredi 29 septembre, à la veille de l'ouverture du Salon de l'automobile de Paris. Le président du directoire d'Automobiles Peugeot n'a pas voulu commenter à cette occasion la nomination de M. Calvet auprès de M. Jean-Paul Paraire à la tête du holding P.S.A.. se contentant d'expliquer qu'un souci de simplification des organes de décision était à l'origine de cette réorganisation (le Monde du 30 sep-

Très confiant en l'avenir, M. Boillot a annoncé que l' « unification des réseaux Peugeot et Talbot était dé-sarmais réalisée avec 630 concessionnaires et 5 000 agents des deux marques qui, au 1" janvier 1983, as-TAR puis de mars à juin 1981, sureront la quasi-totalité de la Commissaire de la Conversion In-vente et du service Peugeot-

ROSNY-SOUS-BOIS

importants - seraient presentes.

Le président d'Automobiles Peugest a d'autre part rappelé le coût des grèves (perte de 50 000 voitures), des mesures sociales (plus de 5 % de la masse salariale) et du blocage des prix (qui auraient du être majorés de près de 6 % au le juil-

Il a estimé que la penetration de Peugeeot-Talbot atteindrait 20 % à 21 % en 1982 · si toutefois la production suivait -, car l'usine de Poissy ne travaille encore actuellement qu'à moins de 90 % de ses ca-pacités. Le retour à la rentabilité pour Peugeot en 1983, a-t-il ajouté, dépendra pour une large part des pouvoirs publics et de la politique meuée vis-à-vis des entreprises.

La Commission de Bruxelles se saisit officiellement du dossier de la restructuration de la sidérurgie européenne

Jour J à Bruxelles : le 30 septembre est la date limite donnée par le conseil des ministres des Dix aux gouvernements membres pour communiquer à la Com-mission les programmes de restructuration de leurs sidérargies respectives.

dérargies respectives.

Ces programmes comportent deux volets : les projets d'investissements pour lesquels est sollicitée

Bruxelles (Communautés européennes). - La Commission redevient pour la sidérurgie malade le centre nerveux, sinon le centre de commandement de la Commananté. C'est à elle que va revenir la tâche d'évaluer les programmes conçus dans les différentes capitales par rapport au double objectif que se sont assignés les Dix : rétablir la rentabilité des entreprises d'ici à 1985, et rééquilibrer l'offre des produits sidérurgiques par rapport à une de-mande que la crise a sévèrement contractée.

Mission peu enviable, car elle va bien souvent consister à renvoyer les programmes à lenrs auteurs en expliquant qu'ils sont loin du compte; à reclamer au nom de l'intérêt com-mun davantage de • réductions de capacités • c'est-à-dire en clair, da-

vantage de fermetures d'usines. Les collaborateurs du viecprésident Davignon savent qu'ils n'ont pas vocation à être populaires. L'exercice anquel ils se livrent est d'autant plus périlleux qu'il importe, pour réussir, que les sacrifices ré-clamés soient supportés par tous les pays membres de manière équitable. La date du 30 septembre a nn caractère particliement symbolique dans la mesure où les contacts et négocia-tions entre la Commission et les gouvernements ont commencé depuis plusieurs mois. Avec certains, ils sont déjà très avancés, ce qui n'est pas pour autant signe que les choses

La Belgique, le Luxembourg et l'Italie ont envoyé leurs programmes. Dans les deux premiers cas, la Commission a autorisé le déblocage d'une première tranche d'aide aux investissements (de denx tranches dans le cas belge), mais

o M. Jean-Marc Lech vient d'entrer à la société d'études et de conseils IPSOS, avec le titre de directeur général, au côté de l'actuel directeur général fondateur, M. Didier Truchol La société IPSOS se charge d'études de tests d'efficacité publicitaire et se propose de créer un secteur d'études politiques. M. Lecb, qui a démissionné en juil-let 1982 de son poste de présidentdirecteur général de l'IFOP, on'il occupait depuis octobre 1981, pourrait être suivi par MM. Jean d'Orgoval et Alain Bassez, tous deux directeurs de l'IPOP. M. Christophe Ribout avait remplacé M. Lech à la tête de l'Institut français d'opinion publique.

elle a refusé d'avaliser l'ensemble des programmes, la réduction de ca-pacités étant jugée insuffisante. Avec les Italiens, la situation est beaucoup plus tendue encore. Ils semblaient et sembleut toujours vouac dispenser of 1 mg effort de rééquilibrage entre l'offre et la demande qui est en train d'être accompli d'un bout à l'autre de la

Le refus d'agir de l'Italie préoccape la Commission : elle redoute qu'une telle attitude remette en cause l'ensemble de la démarche entreprise. Les Britanniques out déià procédé à un nombre impressionnant de fermetures d'usines depuis 1980 ez c'est plutôt avec configuece qu'on attend leur programme.

II en est de même dans le cas de l'Allemagne: la Commission sait que le gouvernement fédéral insiste amprès des entreprises pour qu'elles se plient à la rigueur. « Nous allors voir arriver des programmes de structuration drassique qui de-vraient bien tenir la route . prévoit nn haut fonctionnaire bruxellois. Les contacts avec la France, y compris au plus haut niveau, se sont, jusqu'ici, bien passés: - Le programme français tel qu'il a été pré-pare par Usinor et Sacilor est, au stade actuel, avalisé par le gouvernement et nous donne très largement satisfaction -, indique-t-on dans les confoirs de la Commission. La Commission aura sans doute quelques revendications supplémentaires à présenter : ainsi en sera-t-il à propos de fil-machine, produit difficile, très excédentaire, pour lequel les Français maintiennent leur capacité de production. Mais aucun conflit ne se dessine entre Bruxelles

Les négociations en vue de réductions définitives des programmes de restructuration vont darer neuf mois. C'est le 30 juin que la Com-mission doit faire connaître son avis sur les plans transmis par les gouvernements. Neuf mois, donc, pour tenter d'opérer un sauvetage collectif et cobérent de la sidérurgie euro-

Au-delà de l'aspect négatif, voire dramatique, de la politique en cours, on fait valoir à Bruxelles que les programmes maintenus discutés au nireau européen s'accompagnent d'uo formidable effort d'investissement qui devrait en les rendant viables, redonner, enfin, un avenir à la sidérurgie communantaire. D'autre part, souligne-t-on encore, les gou-vernements s'épuisent à soutenir fi-

tre en œuvre un sauvetage collectif de la sidérargie ennancièrement leurs entreprises, ce De notre correspondant qui pèse lourdement sur l'ensemble

l'autorisation d'accorder des aides publiques; et,

les aégociations avec les gouvernements vont du-rer neuf mois. On saura ensuite a'il est possible de met-

ductions de la espacité de production.

une contrepartie obligatoire de ces aides, des ré-

nir maintenant est done une néces-PHILIPPE LEMAITRE.

de leur stratégie industrielle. Assai-

R.E.R. Val de Fontenay HABITABLE IMMEDIATEMENT Résidence des 10.000 Rosiers Appartements du 2 au 5 pièces Rapport qualité - prix exceptionnel

Exemple: 4 pièces 78 m² de 457.000 à 504.000 F°

Appartement modèle sur place: \$5, rue Lavoisier ouvert tous les jours de 15 h à 20 h (sauf le mardi) Tél. 875.56,54 Pour recevoir une documentation, envoyer votre carte de visite à :

FRANK ARTHUR

134, Bd Haussmann, 75008 Paris 562. Ol. 69

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Vente sur licitation, Palais de justice d'Evry (91), rue des Mazières Mardi 12 octobre 1982 à 14 b

UNE MAISON d'une contenance de 19 a 50 ca 28, rue du Docteur-Churcot ARPAJON (91) Mise à Prix : 50.000 F

Poss, de baisse en cas de non-enchère du quart puis du tiers. Pr rens. Ma Akoun et Truxillo, avocat ass., 4, bd de l'Europe. 079-39-45 au greffe du T.G.I. d'Evry où le cahier des charges est déposé. Vente au Palais de Justice à Paris le jeudi 14 octobre 1982, à 14 b APPART. PARIS (19) 72, rue Petit M. à P.: 68,000 F

S'adresser à M' W. DRIGUEZ avocat, 6, rue St-Philippe-du-Roule, 75008 PARIS.

UNE MAISON A MAISSE (Essonne)

3ardia - Le tout 1.051 mètres carrés - Hameau « la Folie »

7. zilée des Prums

MISE A PRIX: 150,000 FRANCS

4, boulevard de l'Europe, tél. 079-39-45.

Vente judiciaire après liquidation des biens eu la forme des saisies immobilières

an Palais de Justice à Paris, le jeudi 14 octobre 1982, à 14 beures - En us lot

ENSEMBLE IMMOBILIER à usage INDUSTRIEL et HABITATION

Composé essentiellement de HUIT BATIMENTS dont un à usage de conciergerie et d'habitation; UN MAGASIN (60 m²); DEUX HANGARS de 648 m² et 390 m²; UNE MAISON D'HABITATION (surface bâtie 135 m²) et terrain en nature de sol, cour, passages, jardin, pré en friebes, le tout cadastré AB nº 41, 52, 53, 54 et AH nº 67 pour 27.346 m²

formant - USINE CHATEAU-FORT - entièrement LIBRE

Lieudit le Chaud-Moulin

à FRAIZE (Vosges)

MISE A PRIX: 1.000.000 DE FRANCS

S'adresser à M' Huguette AMBROISE-JOUVION, avocat à la Cour de Paris,

160, rue de la Pompe à Paris (16°), tél. 727-32-39 +, dépositaire d'une copie de l'enchère : M° Antoine CHEVRIER, syndic près les Tribunaux de Paris, 16, rue

de l'Abbé-de-l'Epèe à Paris (5°); au greffe des crièes du Tribunal de Grande Instance de Paris où le cahier des charges est déposé; et sur les lieux pour visiter

les mercredi, jeudi, vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 14 octobre 1982, à 14 heures

PARIS (20°) - 3-3 bis, rue de l'Est

1) APPART. Cave. Park. 2) APPART. Cave. Park.

MISE A PRIX: 1) 100.000 F - 2) 80.000 F

S'adr. a Me William DRIGUEZ avocat, 6, rue Saint-Philippe-du-Roule 75008 PARIS, 161. 225-13-20

de Justice de Paris Jendi 7 octobre 1982 à 14 h **UN APPARTEMENT** au 5º ét. de 2 pièces princ, et une cave dans bâtiment H de l'immeuble 38, av. rue du Fer-à-Moulin

PARIS (5º) Mise à prix : 30.000 F S'adr. M' RIBADEAU-DUMAS, av. 17, aveaue de Lamballe,

PARIS (164).

et ventes par adjudication

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à EVRY (91), rue des Mazières, LE MARDI 12 OCTOBRE 1982, à 14 heures Vente au Palais de Justice à Paris, jeudi 14 octobre 1982, à 14 h. UN LOT APPARTEMENT à PARIS (14°), 109, rue d'Alésia 3. étage gauche, bat. sur rue : 2 pièces principales. CAVE M. A PRIX 150.000 F S'adr. Mº J.-M. PERARD avocat
Paris-8.

116, boulevard Haussmann, tél. 522-85-06; au greffe des criées du Tribunal de
Grande Instance de Paris où le cahier des charges est déposé; sur place pour visiter. Consignation préalable pour enchérir

Renseignements: M- TRUXILLO et AKOUN, avocats associés à EVRY (91).

Vente sur Jolle enchère au Palais de Justice 2 EVRY (91), rue des Mazières, le mardi 12 octobre 1982, à 14 heures. IMMEUBLE à usage d'HABITATION et COMMERCIAL

Lieudit • la Prairie de Femme Clise •, édifié sur un terrain de 39 a 31 ca, et un terrain, même lieudit de 28 a 72 ca ONCY-SUR-ECOLE (Essonne)

MISE A PRIX: 300.000 FRANCS

Pour tous rens. s'adresser à M. AKOUN et TRUXILLO, avocats associés, 4, boulevard de l'Europe à Evry (91), tél. 079-39-45; au greffe du Tribunal de Grande Instance d'Evry où le cahier des charges est déposé.

Vente sur conversion de saisie immobilère au Palais de Justice à Bobigny, le mardi 12 octobre 1982, à 13 heures 30 UN APPARTEMENT A PANTIN (93)

de 3 pièces, cuisine, au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 12, rue Lesante MISE A PRIX: 120.000 FRANCS

S'adr. pour rens. à M" POUDENX, LUCAS, GRUNSTEIN et NAVARRE, avocats associés à Paris (1"), 39, nue de Valois, 181 262-52-32; M= BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats à Paris, 14, rue d'Anjou; M. BOISIVON, huissier de justice à Pantin, 75, avenue J.-Lolive, qui fera visiter ; et au greffe du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, où le cabier des charges est dépose.

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 11 octobre 1982, à 14 heures APPART. NOGENT-SUR-MARNE (94) avec JARDIN 32 m². CAVE MISE A PRIX: 250.000 F - S'adr. Mº W. DRIGUEZ, avocat à Paris (8°), 6, rue Saint-Philippe-du-Roule, tél. 225-13-20; Me J.-P. CHAZAL, avocat à Paris (4°), 32, quai Henri-IV, tél. 887-55-85



AFFAIRES

ÉLECTRONIQUE

Le président de Philips plaide en faveur d'un « front commun » européen face à la concurrence japonaise

De notre correspondant

La Haye.— « Les conversations (de Philips) avec A.T.T. n'excluent certainement pas une coopération apprafondie en Europe » Affirme dans un entretien accordé au quotidienHet Financieele Dagblad, M. Wisse Dekker, président du groupe néerlandais. M. Dekker plaide au contraîre pour la constitution d'un . front commun « des indusktries électroniques euroennes contre la concurrence ignonaise, tout en s'interrogeant sur le rôle que la France pourrait jouer du fait des nationalisations.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

+ 60 + 35 + 170 + 280

+ 165 + 290 + 150 + 250 + 235 + 125 + 295 + 545 - 145 - 445

- 145 - 445 + 400 + 465

TAUX DES EURO-MONNAIES

Gordon

INVITATION

au dialogue pour des relations hiérarchiques safisfaisantes pour taus.

Méthade de communication efficace, négociation et résolution

de conflits soils perdant.

Séances d'information les lundis 4 et 11 octobre

de 17 h 30 à 19 h 30 - 22, rue Royale, 75008 Paris (5° étage) Renseignements : 260-16-16 - 548-30-57

AGENCES PUB : COPIES COULEURS

Qualité photographique professionnelle

ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12° 2 347.21.32

CHEFS D'ENTREPRISE

Le Monde

VOUS PROPOSE

MARDI et MERCREDI

DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE

DES BUREAUX, DES LOCAUX

COMMERCIAUX et INDUSTRIELS

A PARTIR DU 5 OCTOBRE

M. Dekker fait l'éloge de l' - ingéninsité et du talent - des techniciens de l'industrie électronique française. Mais il ajoute : - la nationalisation de l'industrie française n'exclut pas, bien emendu, une callaboration au niveau européen. Reste à savoir cependant si cette collaboration de révèlera satisfaisante pour tautes les parties concernées .

Évoquant ensuite les conversations entamées entre Philips et le groupe américain A.T.T., que M. Mitterrand dans son discours de Figeac qualifie d'exemple à ne pas suivre -, M. Dekker affirme ne voir aucune contradiction entre ce projet et une plus grande intégration de l'industrie européenne, mais fait remarquer en même temps que Philips ne compte pas attendre qu'une colla-boration veritable à l'échelle européenne ait pris forme et qu'il se rèserve le droit de s'engager avec des partenaires américains.

M. Dekker déplore que les industries européennes et nord-américaines aient laissé le Japon prendre et prolonger des initiantives dans le domaine de l'industrie vidéo. Après avoir noté que les firmes du vieux continent qui se sont engagées sur une voie de coopération avec les géants japonais dans le domaine vi-déo risquent de perdre leur pouvoir créateur, le président de Philips se félicite de ce que douze sociétés electroniques de la C.E.E. dont Thomson-C.S.F. et Cit-Alcatel. se concertent depuis plusieurs mois

COURS DU JOUR

7.1520

5,7975 2,6575

2.8230 2.5790

14,5325 3,2850 5,0135

ATTENTION NOUVEAUTÉ!

BREVET MONOIAL LUCRATIF!

Commercialisation, possible ausa perticipa-tion. Venez nous rendre visite. PHOTOIONA.

COLOGNE, hall 3, étage supéreur A 58. M. POELTNER, représentation commerciale

pour l'Europe. VTN, A-1200 VIENNE

RAFFAELGASSE 22.

Téléphone: 0222/33-22-70.

SE-U ...

Yes (100) ...

F.B. (100) .

7.1560

5,8025 2,6610

2.8265

2,5830

14.5485 3,2895 5,0180

+ bas + baut Rep. + ou Dép. -

+ 150

+ 140

+ 125

+ 88 + 260 - 205 + 300

à la cancurrence nippone. En ou-tre, si un véritable changement de la politique de Tokyo se fait attendre, l'Europe devrait envisager, selon M. Dekker, de fermer ses frontieres à un certain nombre de produits japonais ou instituer des taxes. Le responsable néerlanais souligne touefois que cette forme de protectionnisme ne doit être qu'un dernier recours pour contraindre les Japonais à une concertation mutuelle en vue d'un équilibre entre le croissancce industrielle japonaise et

celle du reste du monde.

Enfin, M. Dekker prévoit que la mise en œuvre d'un front commun aura pour résultat inévitable la disparition en tant qu'entreprises independants d'un certain nombre de firmes qui devront être incorporées dans des entités transcuropéennes. Comme exemple, M. Dekker eite en outre Thomson C.S.F., Plessey et Standard Electrik Lorenz, axées toutes les trois dans le dodmaine des télécommunications, auxquelles une forme d'association (- jaintventure ») devrait s'imposer. Pour le president de Philips, qui ne voit au-cune objection à incorporer son secteur de télécommunication dans un cadre europée, si dans les deux ans des changements structurels ne sont pas intervenus dans l'industrie électronique européenne, un certain nombre d'entreprises seront amenées à disparaître.

RENÉ TER STEEGE.

+ 640

+ 120 + 810

+ 820

+ 705 + 165 + 1460 -1565

Reg. + ou Déc. - Reg. + or Déc. -

+ 350

+ 95

+ 325 + 280 + 335 + 585 - 370

Université Aix Marseille II

Faculté des sciences économiques D.E.A.

• Croissance - Développement •

Planification ...
D.E.S.S. - Economie et stratégie

du développement rural ». Candidat.: C.V. détaillé sv. t2 octobre, CEDEC, 38, crs Mirabeau, 13621 AIX.

SIX MOES

+ 255

DEUX MOIS

La cause immédiate de la grève des ebemins de fer se trouve dans l'usage que le gouvernement ehrétien-social libéral fait des pou-voirs spéciaux que le Parlement lui a accordes au printemps. Le plan d'as-

ÉTRANGER

Une grève générale paralyse les chemins de fer belges

De notre correspondant

Bruxelles. - Depuis mercredi soir 29 septembre, le reseau ferroviaire belge est paralyse par une grève de vingt-quatre beures, décidée par les syndients socialistes et les syndicats chrétiens de cheminots. Quelques rares trains circulaient jendi matin 30 septembre dans la partie flamande du pays, alors que, dans la partie francophone, même les ex-press internationaux ont vu leur tra-

Une menace analogue pèse sur les services postaux. Le syndicat socia-liste C.G.S.P. - seul - a lancé un ordre de grève pour le 5 octobre.

La révolte des agents de commurication contre la politique d'austérité du gouvernement annonco-t-elle un automne chaud? Pour l'instant, il ne s'agit encore, semble-t-il, que d'une série d'opérations « coup de poing » dans des secteurs où les deux grandes branches syndicales ne se trouvent pas en désaccord.

sainissement décidé par le ministre libéral des communications, M. Herman de Croo, prévoit que la Société nationale des chemins de fer devra réduire ses dépenses de 1 % par an pendant les cinq prochaines années.

Au besoin, le gouvernement pour-rait imposer les indispensables me-sures d'économie qui mettraient en cause le statut et les rémunérations des ebeminots. Ceux-ci dénoncent une politique faisant prévaloir l'« affrontement » sur la concertation et veulent v voir l'annonce d'une attaque contre l'ensemble des services

Selon l'interprétation de front commun syndical, le plan aura aussi pour effet d'entraîner des licenciements et provoquera une nouvelle hausse des tarifs. De plus, la réduction des investissements contribuerait à accroître le marasme des transports ferrovizires. Durant les dix dernières années, l'État n'a-t-il pas déjà investi cinq fois moins dans les chemins de fer que dans les

JEAN WETZ.

SOCIAL

LA CONTRIBUTION DE SOLIDARITÉ

1 % dès le 1er novembre à la charge des fonctionnaires

tituant une contributioo - de caractère exceptionnel et temporaire» qui sera versée à un Fonds de solida-rité pour l'emploi, dont la création avait été annoncée le 28 juillet. Tous les salariés du secteur publie qui bénéficient de la sécurité de l'emploi (agents de l'État, des collectivités locales et des établissements publics) seront assujettis - à compter du le novembre, a précisé M. Bérégovoy - à cette contribution, à l'exception de ceux dont les revenus sont inférieurs à 1,3 fois le SMIC (soit 4 400 F brut au 1 juil-

let 1982). Dans une récente étude, la C.F.D.T. avait estime que, au la avril 1982, plus de quatre cent trente-deux mille agents de la fonction publique et des collectivités locales gagnaient 3 900 F brut par

Le conseil des ministres a adopté, mois ou moins. A cette même date, le 29 septembre, un projet de loi inscinq cent dix mille agents de l'État. soil 23,5 %, gagnaient 4 600 F brut et moins par mois.

> Le taux de cette contribution de solidarité sera de 1 % de la rémunération brute. Pour les autres caté gories professionnelles, c'est-à-dire principalement pour les non-salariés, l'effort de solidarilé « sera affecté à leur propre régime social pour tenir compte du caractère spécifique de leurs activités ».

Ainsi, comme nous l'avions indiqué (le Monde du 30 septembre) les cotisations des travailleurs indé pendants ne seront plus calculées sur 1981 pour 1983 - comme il était prévu jusqu'à présent, - mais sur l'année en cours, ce qui aura pour effet de porter leur effort contributif de 17 % à 18 %.

La sortie du blocage

LA DIRECTION D'E.G.F. PROPOSE **UN NOUVEL ÉCHÉANCIER** D'AUGMENTATIONS SALARIALES

 SE-U.
 10
 7/8
 11
 1/8
 10
 7/8
 11
 7/8
 11
 13/8
 11
 7/8
 12
 1/8

 DM
 7
 1/2
 7
 7/16
 713/16
 7
 7/16
 713/16
 7
 7/16
 713/16
 7
 7/16
 713/16
 7
 7/16
 713/16
 7
 7/16
 713/16
 7
 3/4
 8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8
 1/8</td A E.G.F., les négociations sur la Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place. sortie du blocage des salaires sont progressé le 29 septembre. La porte est « entrouverte » vers une possibilité d'accord, a noté la C.G.T., tandis que la C.F.D.T. parle d' avancées .. Tout en restant dans le cadre d'une augmentation au niveau de 7.5 % pour 1982 et 8 % pour 1983, la direction a présenté un nouvel échéancier des majorations salariales (le Monde du 23 septembre) : + 26% au 1º novembre et + 0.65% au ler décembre pour 1982, + 2.25 % au 1º février, + 2.25 % au I" mai, + 1,75% au 1 août et + 1.75 % au 1= novembre pour 1983. Selon la C.F.D.T., le passage à 38 hau le octobre serait compensé intégralement si les syndicats ne s'opposent pas au nouvel échéancier salarial. Pour 1982, le ponvoir d'achat serait maintenn en masse,

> Le versement d'une prime uni-forme de 330 F en 1983 a été ennfirmé. La C.F.D.T. indique aussi que le principe d'une « clause de sauvegarde » à la sin 1983 a été retenu, pour le cas où l'inflation se-rait supérieure à 8%. La direction affirme qu'aucun engagement n'a élé pris sur ce point, mais qu'une réunian avec les syndicats, destinée à » faire le point », aura lieu en dé-cembre 1983.

mais non en niveau.

 Aide aux agriculteurs victimes son, ministre de l'agriculture, s donné le 28 septembre des préci-sions sur les aides annoncées par le président de la République pour les agriculteurs victimes de la sécheresse. Il s'agira pour les agriculteurs - de l'Aveyron, de Haute-Loire, de la Loire, de la Lozère et du Tarn d'avances, sans intérêt, accordées par le Crédit agricole, et garanties par les indemnités gouvernemen-tales versées par le suite. Auparavant, dans de semblables situations, les agriculteurs devaient contracter un emprunt avec interet.

négociations devraient s'ngager sur l'expression des salariés et une étude sera menée au deuxième semestre 1983 sur les conditions d'un passage à la servaine de 35 heures. Une nouvelle réunion aura lieu le 6 octobre.

Au quatrième trimestre 1982, des

Deux outils pour lancer vos programmes 16/18 ANS **EDUCATION ET ALTERNANCE**

Ouvrage collectif - 288 p. - mars 1982 - 98 F - Collection « Théories et Pratiques de l'Éducation Perma-

Des informations, des analyses, des récits d'expériences de formation

LES JEUNES DE 16/18 ans Revue « Éducation et Société » nº 2 septembre/octobre 1982 - 42 F Des portraits de jeunes, quelle si-

gnification donner aux formations alternées, des témolgnages des for-mateurs, des analyses de la population 16-18 ans.

edillo.

en collaboration avec l'INFREP

3, rue Récamier **75007 PARIS**

AND THE PERSON NAMED IN COLUMN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS VIII WANTED TO THE TOTAL OF THE TAXABLE TO TAXABLE TO THE TAXABLE TO THE TAXABLE TO THE TAXABLE TO THE TAXABLE TO TAXABLE TAXABLE TO TAXABLE TO TAXABLE TAXABLE TO TAXABLE T

CIT-ALCATEL

CIT-Alcatei fait savoir que les informations parues dans la presse relatives à la reprise des activités de la C.G.C.T. ou des activités téléphoniques de Thomson-C.S.F. sont dénnées de fondement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GARAGE CONTRACTOR OF THE STREET



SAINT LOUIS - BOUCHON

LESIEUR

An cours de récents entrettens auxquels la BANEXI a été associée, les dirigeants de Lesieur S.A. et de Saint Louis-Boachon ont constaté l'intérêt que pourrait présenter pour la poursaite de leurs programmes de diversifications tant en France qu'à l'étranger la mise en commun de certaines de leurs ressouces, notammem financières.

Afin de contrétiser cette volonté de coopération dans des dos tres que ceux de leurs activités traditionneiles, chacuse des deux sociétés concernées a acquis une participation de 5 % dans le capital de l'autre.

En outre, et dans le cadre de sa politique visant au développement de l'industrie agro-alimentaire française, la BANEXI conforte sa participation dans le capital de Saint Louis-Bouchon.

Dans le même esprit, le président de Saint Louis-Bouchon entrera au conseil de Lesieur S.A., tandis que le président de Lesieur S.A. et un représentant de la BANEXI seront nommés administrateurs de Saint Louis

COGEFIMO

Il est rappelé aux actionnaires de les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative,

Les actionnaires de COGEFIMO dont les titres sont encore sous la forme au porteur sont invités, en conséquence, à déposer dans les meilleurs délais, aux guichets de la Banque Indosuez, 96. houlevard Hausemann, 75008 Paris, un bordereau de conversion an nomina-tif accompagné des titres correspon-

Il est rappelé qu'à compter du le octobre 1982, ainsi que le prévoit la COGEFIMO que l'assemblée générale le octobre 1982, ainsi que le prévoit du 4 juin 1975 a décide notamment que los les détenteurs d'actions antéries ment émises ue pourront exercer le droits attachés à ces titres que si ces dermers ont été présentés en vise de leur mise sous forme nominative.

> En outre, la société deves ultérioure ment procéder à la vente des actions nou présentées et consigner le produit de la vente jusqu'à restitution évontuelle aux ayams droit.

Laffitte-Bail

nistration, réuni de la situation comptable au 30 juin 1982. 23 septembre 1982, a pris con

Le produit des opérations de crédit-bail s'élève à cette date à 34 millions de francs et celui des opérations locatives à 11.7 millions de francs, son une progres-sion par rapport à la même période de 1981 de respectivement 12 % et 10 %.

Le conseil a constaté la bonne tenue 11 est rappelé que, à compter du des risques en crédit-bail et le remplis-le octobre 1982, ainsi que le prévoit la sage satisfaisant des immembles en location simple.

Le bénéfice de premier semes, droits attachés à ces titres que si ces dertre 1982, avant prise en compte des pro-visions pour grosses réparations des immembles locatifs, s'établit à 15.2 mil-. En outre, la société devra ultérieure-

Compagnie Immobilière et Financière **EWOTO**

Il est rappelé aux actionnaires de la société Ewoto que l'assemblée générale du 27 juis 1980 a décidé notamment que les actions doivent revêtir obligate rement la forme nominative.

Les actionnaires d'Eworg, dont les titres sont encore sous la forme au por-teur, sont invités en conséquence à dépo-

ment émises, ne pourront exercer les

lions de francs, sprès 9,7 millions de francs d'amortissement, s'inscrivant en procéder à la vente des actions non présentées et consigner le produit de la hausse de 14,75 % sur le résultat comparable de la même période de 1981.



EPARGNE-CROISSANCE Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le mercredi 29 septembre 1982 sous la présidence de M. Daniel Olchanski, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin.

Les sommes distribuables au titre de cet exercice s'élèvent, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 25 351 202,85. Elles permettent, après report à concurrence de F 1 565 871,01 des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende de F 46,25 par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 3,56, soit un revenu global par action de F 49,81.

Ce dividende sera mis en paiement le 30 sentembre 1082 reputre remiss de con-

Ce dividende sera mis en paiement le 30 septembre 1982, contre remise du coupon nº 20 qui sera ventilé comme suit : Revenus d'obligations françaises non indexées, bénéficiant des avantages fis-caux attachés à ces obligations : F 18,98 + 1,75 de crédit d'impôt, soit au total

Revenus d'actions françaises ouvrant éventuellement droit à abattement fis-cal de F 3 000 : F 0,97 + 0,52 de crédit d'impôt, soit au total F 1,49 :

- Autres revenus: F 26,30 + 1,29 de crédit d'impôt, soit au total F 27,59. Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvesur le montant leurs dividendes en actions de la société, en exonération totale de droit d'entrée.

de leurs dividendes en actions de la societé, en exoncration totale de droit d'entre.

Par ailleurs, l'assemblée générale a confirmé la nomination comme administrateur de M. Clande Reinhart et renouvelé les mandats d'administrateur de MM. Bernard Cazauran, Henri Meunier et Philippe Tardy-Jonbert.

Elle a modifié les statuts de la société pour les mettre en harmonie grac les dispositions de la loi n° 81-1162 du 30 décembre 1981.

dispositions de la loi nº 81-1162 du 30 décembre 1981.

Dans son allocation le président a tout d'ahord rappelé « la craelle épasave qui nous a frappés lorsque a subitement succombé, en avril dernier. M. Gérard Llewellyn, voure président depuis 1975, directeur général de la Banque mationale de Paris, président de la French American Banking Corporation. Sa grande expérience des questions internationales nous était précieuse; son intérêt passionné pour tout ce qui ennermait l'épargne nous assurait de le voir intervenir avec chaleur et autorité dans les débats qui nous méressent directement. La sympathie que sa personnaliné engendrait faisait de son action la plus efficace des diplonaties. En votre nom, permettermoi d'assurer à nouveau les siens de nos profonds regrets devant sa disparition ».

« Depuis la clôture de noire exercice, au 30 Juin dernier, divers événements, témoignant de changements fondementeux, laissont espéter une sortie prochaine de la crise mondiale que nous subissons tous à des degrés divers. La hausse spectaculaire de la Bourse de New-York euregistrée au mois d'août, est la première anticipation d'une reprise de l'économie américaine. Elle est consécutive à la baine long-temps attendue des taux d'intérêts, eux-mêmes sensible au fléchissement de la demande de crédits. L'ampleur de la récession, en dépassant les prévisions de l'administration et des économistes, a provoqué cette haisse des taux. Mais elle est également la cause d'un changement important dans l'attitude des résponsables de la politique économique.

Après une analyse de la politique de la Federal Reserve et du cycle économique

Après une analyse de la politique de la Federal Reserve et du cycle économique en cours, le Président a poursuivi :

- L'exempla des États-Unis semble indiquer que le temps des politiques restrictives est révolu pour ce cycle. Faute de techniques économiques mouvelles qu'il fautre die mi jour inventer, ces politiques ont obtenu des résultats significantis quant à la baisse générale du niveau d'Inflation, mais au prix d'une mousée de chicatifs quant à la baisse gui menacent désonnais tous les pays quels que soient leurs système économique et la tendance de leur gouvernement. A leis poursuivre plus avant, on peut craindre l'apparition de processus cumulatifs qui engandremient une dépression. La réunion récente des responsables économiques et financiers à la session plénière da Fonds monétaire international rémoigne d'une prise de conscience aigné des dangers de la situation actuelle. C'est, du reste, l'une dés-nombreuses différences qui caractérisent la conjoncture présente par rapport à celle de 1929, traditionnelle référence évoquée lors de chaque récession majeure.

« Il n'est actuellement pas question de retourner au laxisme antérieur, mais l'orientation générale des politiques économiques s'est probablement inversée en cet été 1982. Il y a là pour les marchés boursées au cours de l'ambei et l'antain plus qu'une croissance modérée n'entrafant pas une reprise rapide des taux et de l'inflation est le cadre le plus favorable à une revalorisation d'ensemble des sociétés cotées. >

des sociétés cotees. »

La Président a enfin conclu en disent que, « dans le mesure où des questions intérieures ne viendraient pas contrarier les effots d'une amélioration de l'environnement international, le Bourse de Paris devrait réagir favorablement à une roprise qui proprise que l'acceptant de la contrarier de l'acceptant de la companie de la companie de l'acceptant de l'a permettrait de réduire le décalage conjoncturel entre la France et les autres puis

sances industrielles.

En ce qui concerne les facteurs techniques, le gouvernement vient d'annoucer un ensemble de mesures en faveur de l'épargne, destinées — entre autre — à assurer le relais de la loi Monory. Ces mesures, telles qu'elles seront présentées an Parlement, comportent de nombreux aspects positifs pour la Bourse de Paris ».

Cours préc.

50 74 202

Émission Frais inclus

157 45, 189 37, 216 38, 256 38, 189 32, 211 15, 192 20, 173 137, 210 23, 1052 13, 252 24, 252 25, 252 26, 252 26, 252 27, 252 28,

SIÇAV

50

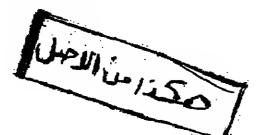
Rachat net

7034 38

TETES

SI CON

1 dollar (ex year)	261	30 sept. 30 sept. 269,48		ır realis	séc, le 13 sep	stembre	dernic	г.	Créd. Gén.				mounes Per]	19 70 1	18 70 B	ans. Opest-Air.		o		io N.V. Konilon Corv			Valteal Worms loves		493 09	470 73
Compte tens de la brilleste du dése qui nous est impersi-pour publier la cota complète dens nos dernières éditions, nous pournous être contraints partois à ne pas donner les derniers cours. Dens ce ces cest-ci figuraraient le lendemein dans la première édition.								Marché à terme							La Chembre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette reison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derivers cours de l'après-midi.												
Compan VALEURS		mier Denier	Compt. Premier	Compen- sation	VALEURS	Cours précid.	Premier Cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Promier tours	Demier cours	Compt. Pramier cours	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier COLFE	Compt. Premier cours	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.		CONE	Compt. Premier cours
3105 C.N.E. 3 % 3 310 Agence Hanss A 330 As Lagade 3 341 Aspec Hanss As Lagade 3 441 Applie, get 4 441 Applie, get 4 442 Agence Hance 4 450 As Engler 4 450 As Dans Bc Hance 4 450 Be 154 Bas Equiper 4 460 Be 154 Bas Equiper 4 460 Be 154 Bas Equiper 5 460 Bear 164 Bas Bas Equiper 6 154 Bas Bas Equiper 6 155 Bas Equiper 6 156 Bas Equiper 6 157 Bas Bas Equiper 6 158 Bas Equiper 6 159 Bas Equiper 6 150 Bas Equiper 6 1	140 10 14 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15	3095 318 318 318 318 319 319 319 319 319 319 319 319 319 319	1781 3080 310 310 320 70 10 133 830 140 100 10 889 478 186 50 348 186 10 98 110 98 110 98 110 98 110 98 110 98 110 98 110 110 110 110 110 110 110 110 110 11	590 850 170 138 49 75 385 153 280 1250 395 385 385 1250 395 385 520 345 50 197 197 198 198 198 198 198 198 198 198 198 198	Faccorr Ficher-Insuche Finestei Finestei Finestei Fronderie (Gfe.) Fronsister Francusep Gal. Lufzyeste Gdr. of Entrap. Gen. Goppys. G.T. Mars. Guyenne-Gen. Heinin (La) tunital Ind. et Particip. Inst. Microx Intertachaque J. Borel Inst. Lefentre Locarde L		263 212 80 281 10 1568 785 169 410 416 50 26 80 302 1240 315	47 10 75 361 141 281 1120 1365 80 380 385 848 20 47 20 189 165 20 728 1120 1133 80 260 212 80 261 1650 791 185 410 418 50 27 30 302 1240	586 885 139 50 146 15 75 20 278 10 145 80 278 10 1111 372 386 551 350 43 16 167 80 184 50 730 1135 175 80 1135 175 80 1135 175 80 184 50 730 184 50 730 185 86 186 80 187 80 187 80 188	24 49 99 29 100	Paris-Résscomp Pechebronn Penhoet Pennod-Risard Pérnod-Risard Pérnod-Risard Pérnod-Risard Pérnodes (Fee) — (obt.) — (obt.) Pérnodes ILP. Pérnodes ILP. Pengort S.A. — (obt.) P.M. Latinat Portopy P.M. Latinat Portopy P.M. Latinat Préssas Caf Préssas Caf Préssas Caf Préssas Caf Résilon Radiotes ILal Sacalor Saca	278 50 100 325 102 107 108 108 133 108 133 108 133 108 133 108 133 108 133 108 133 108 133 108 108 108 108 108 108 108 108 108 108	100 333 380 161 176 25 38 76 132 10 313 90 51 283 94 214 7755 551 1262 306 77 955 218 8 18 134 50 1262 306 137 140 1140 1159 246 347 1140 1159 246 347 1140 1159 247 103 80 27 103 80	1262 304 77 952 219 818 34 20 137 1140 246 346 292 24 30 47 103 80	275 10 98 80 328 359 100 176 50 28 38 10 132 190 51 277 80 82 05 209 70 785 552 131 90 1237 300 78 837 209 20 34 20 137 1116 159 250 34 20 1116 159 250 34 50 260 34 20 34 50 260 34 50 260 34 50 260 34 50 34 50 34 50 260 34 50 34 50 36 60 36 60	118 1260 870 191 420 485 100 630 700 395 305 27 325 205 43 860 114 335 225 225 225 225 225 225 225 225 225	Valloune V. Ciscquot-P. Vriiptix Amns. Inc. Amns. Inc. Amns. Inc. Amns. Inc. Amns. Co. Charter Chase Manh. Co. Charter Chase Manh. Charter Chase Manh. Co. Charter Chase Manh. Co. Charter Chase Manh. Co. Charter Chase Manh. Co. Charter Chase Manh. Competition Charter Chase Manh. Carles Charter Charter Chase Co. Charter Charter Chase Co.	885 191 418 496 80 100 90 640 683 390 377 316 27 353 195 852 87 167 312 930 40 80 852 87 116 80 243 243 243 244 249 669 669 409 669 669 409 409 669 669 409 409 669 669 669 669 669 669 669 669 669 6	1216 1 189 40 40 416 50 494 102 650 683 384 50 381 226 80 349 50 659 192 50 46 30 659 116 50 348 50 116 50 348	•	118 80 1234 863 189 20 409 409 151 10 537 680 334 50 334 50 328 50 343 180 220 300 704 115 220 320 704 115 221 220 233 220 245 250 245 250 245 250 250 265 270 270 270 270 270 270 270 270	580 265 90 380 320 57 830 107 130 515 405 580 275 330 270 2 02	Imp. Chemical Into. Limited IBM Incy Limited IBM Incy Limited IBM Incy Limited IBM Incy Limited III Massavista Marck Michaelotte Marck Michaelotte Morak Michaelotte Morak Michaelotte Morak Mydro Putrofina Puliph Moran Moran Income Style Moran Income Style Moran Income Style Moran Income Moran Moran Income Moran	13570 333 20 810 490 50 78 40 281 265 1039 581 269 50 51 40 261 307 56 60 804 104 80 126 80 104 80 126 80 262 282 282 282 283 207	80 10 638 8 29 90 225 25 5 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	43 50 78 90 329 90 224 40 35 40 260 16 127 223 237 24 50 24 50 25 50 26 50 27 50 28	42 70 80 634 29 70 221 15 35 874 549 202 70 13420 325 820 482 10 79 80 268 300 570 267 59 95 268 300 50 50 127 70 59 95 268 300 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 5
99 Codeni 101 100 100 99 1730 Matte 1741 1745 1730 119 Colineg 121 20 122 123 59 116 50 8 80 Mic. Nov. DN. 6 70 6 70 10 225 Coles 226 235 236 230 40 645 Michelia 648 640 635					10 05 635	1746 9 80 635	0 133 210 148 645	Seb	137 233 151 30 708	235 30 150 50	235 2 150 50 1	134 80 235 150 50 694	COTE DES CHAI			/4/7/7 /		JRS DES BILLETS UX GUICHETS		MARCHÉ LIBRE DE L			DE L'	'OR			
346 Compt. Mod 3 375 Créd. Foncier 3	88 8 140 33 197 39	2 330 5 396	98 325 50 328	580 690 87	- (obl.) Mici (Cie) Micae Kali (Ste) .	580 644 87 90	563 26 640 87	563 20 636 87	565 633 87 10	410 295	Sign. Ent. El Sec.	417 292	421 292	421 292	412 BO 292	MARC	HÉ OFFICIEL	cours préc.	29/9		thet V	ente	MONNAIES	T DEVISE	S COU		29/9
185 Crédit F. Iram. 2 295 Crédit Nat. 2 74 Cressre-Loru 1 147 Cressre-Loru 2 250 C.S. Saspaport 2 250 Damest-Serup 7 270 Derty 8 29 D.M.C. 1 170 Dense 11 316 Eaux (Gin.) 3 104 El-Aquelaise 3 103 - forelfic.) 7 720 Ession S.A.F. 1	71 50 77 51 50 54 560 24 784 78 667 865 58 585 58 52 50 3 52 50 10 50 1	8 40 295 0 81 80 7 50 247 50 5 785 6 881 1 40 31 80 6 1180 1 180 308 1 107 1 725 1 725 1 700 367 90 5 1010	204 305 70 150 86 267 30 76 30 76 30 1165 265 60 102 50 100 712 160 712 160 755 1000 750 755 1000 755 1000 755 1000 755 1000 755 1000 755 1000 755 1000 755 1000 755 1000 755 1000 755 1000 755 10000 755 1000 755 1000	49 786 530 385 56 345 162 42 210 85 405 163 730 730 735 52	ALM. Panerroya Alois Harmonity Alois Harmonity (obl.) Mox. Laroy-S. Mobiler Mayo, Micros Nobel-Boxel Nobel-Boxel Hordos Hordos Hordos Hordos Cocident, (Gen.) Cocident, (Gen.) Codes Coyl Copil-Parios Coyl Papet, Bescopne Pario-France	43 784 785 356 358 358 35 349 50 149 50 128 50 128 50 128 50 128 50	43 781 931 935 95 90 346 50 149 50 41 50 210 81 392 157 721 128 50 984 52	43 781 354 555 555 555 1970 4150 210 81 157 721 139 984 52 127	42 15 781 335 54 90 339 146 50 13 55 41 10 210 80 157 708 128 52 128	128 176 285 760 129 129 195 1120 123 335 108 2 30 174	Simos Simos Simos Simos Siss Rossignol Sogarap Somene Allan Sogarap Tales Lusanee 78. Bect (obl.) Thorston-C.S.F (obl.) T.R.D. U.F.B. U.C.B. U.C.B. U.C.B. U.T.A. Valdo	180 20 92 545 273 138 173 288 80 723 127 135 195 1146 126 2 38 170 50 197	124 341 60 112 2 35	178 s2 50 532 276 140 50 170 16 287 723 127 130 125 123 4 341 60 111 80 2 35 170 196	174 50 94 522 280 140 189 2262 30 718 127 130 10 188 50 1140 2 36 166 50 198	Allerrage Belgeue Pays Bas Denemar Norvige Grande-E Grèce (14 Italia (10 Suisse (11 Autorche Espagne Portugal Canada (6	is (\$ 1) ne 100 DM) 100 TM) 100 TM, 1100 TM, 1100 TM, 1100 TM, 1100 TM, 100	7 18/ 282 68/ 14 558 258 130 80 83/ 102 75/ 12 16/ 9 95/ 5 030/ 329 55/ 114 020/ 6 27/ 8 110/ 6 803/ 2 684	282 1 14 1 257 1 80 1 102 1 12 1 12 1 13 1 14 1 15 1 15 1 15 1 15 1 15 1 15 1 15	550 27 551 1 950 25 750 7 680 9 110 1 967 1 170 32 680 10 185 3 267 090	3 300 2 6 8 1 1 750 9 4 750 3 9 1	7 270 889 14 400 653 82 0¢ 12 450 11 5 250 38 18 40 600 8 400 8 5 900 2 680	Or fin (tilo en bas Or fin (en fingot) Pièce française (1 Pièce française (20 Pièce latins (20 Pièce latins (20 Pièce latins (20 Pièce de 20 doits Pièce de 20 doits Pièce de 50 doits Pièce de 50 pace Pièce de 50 pace Pièce de 10 florin	(0 fr) (0 fr) (0 fr) (7) (7)	9400 63 53 53 53 68 320 159 83	100 131 130 130 130 130 130 130 130 130	94000 94100 631



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. VOIX JUIVES : - Une sévérité tranquille », par Léo Hamon ; « Juger les crimes d'Isroël », par Paul Giniewski; . L'honneur, la honte et le silenca », par Ancie Goldmann ; « Pitié pour les enfants », par Roger Ascot ; » Écrit à Kippour », par Michel Goldberg.

ETRANGER

3-4. L'EVOLUTION DE LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT AMÉRIQUES

- ETATS-UNIS : la Chambre de représentants a rejeté de peo une demande de levée de l'embargo su la gazadue euro-a bérina. 5-6. EUROPE

 R.F.A. : les libéraux dans le futur cabinet de M. Kahl. G. AFRIQUE

POLITIOUE

7. Les débats parlementaires.

LE MONDE DES LIVRES

9. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : - Un cannibale très coevenable », d'Olivier Todd ; deux revenaets, Georges Navel et Henri Pollès ; drogne et seve our États-Unis.

11. ROMANS : les mirages de Gilber Thoslosze; deux terroristes.

13. LETTRES ÉTRANGÈRES : Ivae

14. HISTOIRE LITTÉRAIRE : présence

LE 69 SALON

L'AUTOMOBILE 18 ò 20. Voitures en vedette.

da Saint-Exapéry.

20-21. Equipementiers. diaux : fairc face pour survivre 29-31. Véhicules utilitaires. 31. Pneamatioues.

SOCIÉTÉ

15. POLICE : l'avenir des unités spé 16. ÉDUCATION : les difficultés de

RÉGIONS

33. ENVIRONNEMENT : ass Jou da statut des grandes villes.

EQUIPEMENT

33. ENVIRONNEMENT : oux journed do P.S., à Saint-Nazaire, lo mes est un soutil de travail savaot d'être un lieu de joisirs.

CULTURE

35. CINÉMA : Le marquis s'amuse, de Marin Manicelli. — THÉATRE : la Demière Nait de

37. RADIO-TELEVISION : les au tions dans l'andiovisuel. - VU : - Coco-colonisation -.

ECONOMIE

41. Le plae de redressement de la 42. AGRICULTURE : le rapport de la commission agro-al 43-44, AFFAIRES.

RADIO-TELEVISION 1371 INFORMATIONS

· SERVICES · 1341 : Rétromanie : Loto, Loterie nationale et Arlequiu . Météorologie : Mots croisés . - Journal officiel -. Annonces classées 138 à 40) ; Carnet 133) ; Programmes spectacles 1361; Bourse 1451.

1500 mach. écrire

TOUTES les mellieures marques, les plus durables, les plus durables, les plus ou les moius chères: Olympia, Hermes, Rayal, Olivetti, Brother, Smith Corona, Trium-Brother, Smith Corona, Triumph, Adler, Eriku,... Manuelles (Olympia 380 F tte) ou electroniques (Olivetti 3950 F tte), à barres, sphères, marguerites, touches correction, etc. 31 styles de caractères. Sur stock. Duriez vend en discount. en direct sans intermédiaires. Satisfi ss. 3 frs ou remboursé. 112, Bd St Germain. Mo Odéon.

DEVANT LE CONSEIL DE L'EUROPE A STRASBOURG

M. Mitterrand expose les exigences et les devoirs des démocraties en matière de droits de l'homme

M. Mitterrand est arrivé, ce jeudi 30 septembre, à Strasbourg pour prononcer devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe, un discours principalement consacré aux droits de l'homme. Le présideut de la République était attendu, après le déjeuner, par les magistrats de la Cour européenne des droits de l'homme et par les membres de l'Institut international des droits de l'homme organisme rattaché à l'université de Strasbourg.

De notre envoyé spécial

Avoir signé l'Acte final de la confé

dissuadé l'Union soviétique ou ses

allés de poursuivre leur politique

répressive, en particulier contre les groupes qui se donnent précisément

pour missine de... surveiller l'appli-

lorsqu'il n'agit de pays nù existent ues oppositine parlementaire et ues

presse libre, le seul teit d'escourts

les toudres des magistrats de Stras-

bourg peut avoir un effet dissuasif

L'exigence tormulée par l'Elysée se faveur des droits de l'homme

se heurte, se Europe necidectale, à ues autre nécessité : celle de

ne pas exclure de l'ensemble ouest-

européee certains pays où d'ins-tallent, pour une périade que rien

es permet de prévoir courte, un

régime sans rapport avec la démo-

cratie. La seul problème mejeur qu

se pose, pour l'instant, est celui de le Turquie ; ee tut, il e'y e pas

nps, celul de le Grèce.

Le président de la République

entend monirer qu'être Européer

suppose eussi de croire en ur

certale combre de valeurs commu ees, eu pramier rang desquelle

neuté juridique, donc, meie eussi au sens le plue large, culturelle.

A'PARIS

A VOLONTE DE 7 h & 12h

COTISATION ANNUELLE:

507.52.69

Le spécialiste

du diamant

Cette alliaoce diamants

vaut 9.500 F

avec le Crédit MP

vous la porterez sans

attendre avec un versement

comptant de 950 F le solde jusqu'à 24 mois dont

de 3 à 6 mois de crédit gratuit

Uo choix considérable:

Diamants - Rubis - Saphirs

4, pl. de la Madelcine 260.31.44

86, rue de Rivoli 138, rue La Fayette

superbe catalogue couleur gratuit

nrès acceptation du dossier

M T.C.C.

BERNARD BRIGOULEIX.

cation des Accords d'Helsinki, Male

rence d'Helsieki e'e eucune

Strasbourg. — La démarche du obligations que l'on ce peut néglige président de le République s'lespire par le suite. Certes, on mesure à d'un double constat. Le premier est Parie à quel point le situation est que les démocraties européennes se différente pour les Etats totalitaires. d'un double constat. Le premier est sont donné de longue dale, avec le Conseil de l'Europe et in Cour euro-péenne, un lestrument politique et luridictionnel de défense des droits de l'homme. Et catte liberté-là ne e'use, comme taet d'eutres, que si l'ne ee e'en sert pas. C'est pourquoi la France a reconnu à ses ressortissants, le 2 octobre 1981, le droit de salsir ledividuellement les instances nnes e'lla s'estiment victimes d'ue déal de justice.

L'anelyse de M. Mitterrand est qu'en l'occurrence le droit français e'a rien à perdre, et a sans doute beaucoup à gegeer, à l'existence d'una lestacce européenne qui dnece au justiciable la possibilité de se réclemer, à travers des textes foedamaetaux, d'ues sorts de eltovenneté juridique européenne.

Second constat que l'on fait à l'Elysée : pour les démocalies, un engagement public et solennel en taveur des droits de l'hamme crée des

M. JOBERT SE RENDRA EN TCHÉCOSLOVAQUIE LES 14 ET 15 OCTOBRE

M. Jobert, ministre d'Etat M. Jobert, ministre d'Etat chargé do commerce extérieur, doit se rendre en visite officielle en Tchécoslovaquie les jeudi 14 et vendredi 15 octobre. Cette visite sera la première du minis-tre français depuis celle qui fot effectuée, début octobre 1976, par M. Rossi, également responsable du commerce extérieur, Fin octo-bre 1979. M. François - Poncett. hre 1979, M. Prançois-Poncet, alors ministre des affaires étran-gères, avait ajourné une visite à Prague à la suite de la condam-nation de défenseurs des droits de l'homme. Les relations franco-tchécoslova-

Les relations franco-tonecosiova-ques sont en effet marquées par la situation politique d'un pays où les arrestations et les coodam-nations d'opposants sont com-breuses. Ainsi. la France avait, en juillet 1981, protesté officiel-lement contre le procès intenté cootre un membre fondateur do Comité pour la défense des per-sonnes injustement poursuivies connes injustement poursaives (VONS). La visite de M. Jobert marquera-t-élle un certain dégel entre Paris et Prague ? Les aoto-rites tchécoslovaques espèrent, en tout cas. recevoir aussi M. Cheys-son, ministre des relations exté-leures.

rieures.

Dans le domainc économique, les rapports entre les deux pays sont faibles et endigués par les difficultés de la Tchécoslovaquie, quatrième fournisseur et dernier client de la Frauce parmi les pays de l'Est autres que l'U.R.S.S. De janvier à juin 1982, les exportations françaises ont diminoé de pe janver a juin 1862, es expor-tations françaises ont diminoe de 2 % pour se situer à 301 millions de francs, diors que les importa-tions augmentaient de 29 %, représentant 561 millions de francs. Le déficit commercial euregistré par la France d ainsi atteiut 260 millions de francs,

● Le directeur générul de l'Unesco M. M'BoW d reçu le 29 septembre M. Mostefa Lacheraf qui lui a présenté ses lettres de créauce d'ambassadeur de l'Algérie auprès de l'UNESCO.

LE MONDE diplomatique

d'octobre est paru

AU SOMMAIRE :

 Le gouvernement israélien i l'heure des comptes. L'Espagne malade de sa

jusqu'au

2 Octobre

JACQUESTOUR

Joaillier Horloger

Venez rapidement... découvrir les dernières nées

9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA PARIS TEL 266.55.18

Les professions libérales et les professions de santé protestent contre la politique du gouvernement

30 septembre à Paris par les organisateurs de la journée de protestation des professions libérales et des professions de santé. Selon MM. Jacques Beaupère, président de l'Union nationale des associations de professions libérales (U.N.A.P.L.) et Jacques Monnot, dirigeant du Ceutre uational des professions de santé (C.N.P.S.) la venue dans la capitale par trains, avions, autocars de quelque quinze mille professionnels était assurée. Devraient se joindre à eux au moins cinq mille personnes vivant dans

Au cours d'une conference de presse mardi, les deux responsables ont insisté sur le caractère syndical de citte manifestation marquée par la fermeture des cabinets médicaux, des officines pharmaceutiques, des cabinets d'avocats, des bureaux d'étude d'architecte et par un défile à partir de 13 heures entre le quartier des Invalides et le Palais-Royal, aux abords du ministère de l'écouomie. Avant la sortie du blocage des prix et des revenus et du vote de la loi de finances pour 1983, l'UNAPL et le C.N.P.S. ent en deut protester contre «le gel des honoraires et la pression fiscale qui pénalisent les professions libérales».

Les de ux organisations, qui

Les de ux organisations, qui n'entendent pas faire du gouver-nement une cible particulière, ont refusè à trois associations, qu'ils jugent trop marquées politique-ment, le droit de manifester avec ment, le droit de maintesser avec avec leurs propres sigles et bau-deroles. Il s'agit de Solidarité médicale, mouvement créé après le 10 mai par le professeur Ber-nard Debré pour s'opposer uotamnard Debré pour a'opposer uotem-ment à la suppression du secteur privé dans 1 eshôpitaux publics, de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine, et des Chambres des professions libérales, assocla-tico qui ne perd pas une occasion de manifester son « exaspération à l'égurd du gouvernement » et d'exiger a le retour à la libre entreprise ». Les Chambres, qui revendiquent cent mille adhé-rents, ont notamment participé

revendiquent cent mille adhé-rents, ont notamment participé à la manifestation organisée le 13 septembre par le Syndicat national des petites et moyennes entreprises 18.N.P.M.L). Ces trois associations devaient néanmoins défiler jeudi avec leurs propres banderoles. « Il est clair, estime, pour sa part, le leurs propres banderoles. « Il est clair, estime, pour sa part, le professeur Debré, que l'U.N.A.P.L. et le C.N.P.S. veulent récupérer à leur profit le mouvement de protestations de s professions libérales, et cherchent à exclure Solidarité médicale, en lui collant une étiquette politique. Mais, au fond, nous poursuivons les mêmes buts: lutter contre la suppression de la médecine libérale et l'étatisation des zoins. » Le Rassemblement national do

rale et l'étatisation des soins, »
Le Rassemblement national do
patrooat indépendant et des
cadres dirigeants, présidé par
M. Gérard Deuil. per ailleurs,
président du SNPML, avait
également décidé de s'associer à
la manifestation.
En revanche, quatre organisations (le Syndicat des avocats de
France, l'Union syndicale de la
médecine, la Fédération des
syndicats de l'architecture et
l'Union nationale des Union nationale patronale des prothésistes dentaires) out an-noncé qu'elles ue participe-raient pas à la journée d'action des professions libérales. Seion

LES AMBULANCIERS LE MINISTRE ET LE PRÉFET (suite)

IL PRIFFI (suite)

Le commissalre de la République du Calvados, M. Alex Godin, a rendu, mercredi 29 septembre, cu titre préventif et pour pacifier les esprits », leurs permis de couduire aux trois ambulanciers sanctionnes après les incidents qui avaient marqué la visite de M. Rallte ile Monde du 23 septembre). La veille, le tribunel administratif avait rejeté, en constatant l'absence de préjudice irréparable, la demande de sursis à exécutiou introduite par l'avocat des ambulanciers.

Le ministre de le santé s'était, dans un télégramme du 24 septembre adressé à la Chambre syndicale uationale des services d'ambulanciers, déclaré « totale ment étranger et en déauccord uvec les sanctions « Bon cabluet affirme qu'il avait obtenu de la part du préfet, la promesse de rapporter lesdites sanctions.

Pour défendre son arrêté, le commissaire de in République a fait valoir une jurisprudence étendant la suspension immédiate du permis de conduire à des cas de stationnement, mais également argué du souci d'éviter la répétition de tels comportements, de nature à troubler l'ordre public dans un d'ep ar te me ut où Mme Cresson et M. Mexandeau ont déjà subi des mésaventures. Le délenseur des ambulanciers, Me Leblanc, à fait valoir que la décision a été prise trois jours

Le défenseur des ambulanciers, M° Leblanc, à fait valoir que la décision a été prise trois jours après les falts et estimé que le détournement de pouvoir était patent, le code de la route co pouvant servir à réprimer l'abus du droit de manifestation. Le uuméro du - Monde daté 30 septembre 1983 a été tirė a 523 845 exemplaires.

CDEFG

Vingt mille personnes attendues à Paris

Plus de vingt mille manifestants étalent attendus, jeudi l'agglomération parisienne.

M° Jean-Louis Brochen, président du Syndicat des avocats de France, « cette manifestation néopoujadiste est condamnable dans la mesure où elle tend à faire avaiter en bloc des privilèges corporatifs, et inopportune dans la mesure où les professions libérales sont celles qui souffrent le moins des mesures gouvernementales sur le blocage des prix et des salaires. L'U.D.F. a apporté son soutien

au mouvement, le R.P.R. et le CNIP (Centre international des indépendants paysans) s'y sont a associés totalement ». En revanche, le parti socialiste estime que cette a aptiation politicienne n'est cette s'agrarion politicienne n'est certainement pas le moyen de préparer la concertation nécessaire avec les pouvoirs publies ». De son côté le Mouvement des radicaux de gauche regrette la n'enlative de récupération » de ce mécontentement par l'opposities.

intion.

Interrogé sur le mouvement des protestations des professions libérales et en particulier sur celui des médecins, M. Bérégovoy répond : «Les médecins ont le droit de manifester. C'est un droit de manifester deux les Constitutes.

répond: « Les médecins ont le droit de manifester. C'est un droit qui est inscrit dans la Constitution. Ils l'utilisent, »

Recomaissant que ce mouvement exprime « un peu de mécontentement et beaucoup d'inquiétude », le ministre des affaires sociales a ajouté : « Le blocage d différé l'application de l'avenant tarifaire de la convention. Une conversation s'engagera entre les représentants des médecins, Jacques Delors et mot-même au sujet des conditions de la sortie du blocage (...] » Le ministre a estimé que les professions médicales c o n o a lasse n t des « problèmes réels », tels que leur inégalité de répartition sur le territoire. l'augmentation de leurs effectifs, les diffic ul tés d'installation des jeunes. « Il faut que nous ayons des conversations très franches avec eux. Il y à des revendications légitimes. Nous sommes profondément attachés à la médecine libérale, comme l'ensemble des Français. Il faudra aussi encourager des expériences nouvelles. Sur ce point, beaucoup u été fait mais beaucoup reste à faire. »

FORTE BAISSE DE L'OR PERMETÉ DU DOLLAR

L'événement du jeudi 30 septembre sur les marchés financiers inter-nationaux e été in vir repil du cours de l'once d'or, qui, pour la première fois depuis le 23 août, est retombé en dessous de 400 dollars, perdant 20 dollars d'un four à l'antre pour c'inscrire aux environs de 393 à 395 dollars. Ce répli est dû à la fermeté du delter, aux craintes d'une meté do dattar, aux cralutes d'una rementée des taux d'intérêt améri-cains et à des rumeurs de ventes sud-africaines de métal pour combter te déficit de la balance des

Le datiar, qui, la veille, evait fléchi, revenant de 7,1840 F, record historique, à 7,13 F, e'est raffermi euz environs du 7,14 F - 7,15 F.

APPEL A LA GRÈVE AUX P.T.T...

La Fédération C.F.D.T. des P.T.T. a confirmé, mercredi, son appel à une grève nationale de vingt-quatre heures pour le 7 octobre. La C.G.T. et F.O. ne s'associeront pas à cette action. M. Tonnerre, secrétaire général, a précisé que la grève u'est pas dirigée «contre le gouvernement de gauche», elle a pour but d'aider M. Mexandeau à cobtenir les moyens supplémentaires » oécessaires au fonctionnement du ministère des P.T.T. Cette grève « n'occasionnera pas de très grandes perturbations pour les usagers » en général, a-t-il dit. Cependant, les effets sur la distribution du courrier « vont se faire sentir pendant une ou deux semaines ».

... ef à la S.N.C.F. à Rennes

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. F.O. et autonome de la région S.N.C.F de Rennes ont déposé un préavis de grève à partir du ven-dredi 1º octobre jusqu'au lundi 4 à 24 heures, a pour protester contre la politique néfaste mise en place sur la région de Rennes, qui ne correspond pas aux orien-tations gouvernementales ».

● Grève à l'Institut des pêches maritimes. — A l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. 80 % environ des quatre cent cinquante salariés de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM) se sont mis en grève le 29 septembre, indiqueton de source syndicale. Ils voulaient protester contre l'ouverture d'un concours pour le recrutement de seize techniciens, et contre les projets de regroope-ment de l'I.S.T.P.M. et du CNEXO à propos desquels accune concer-tation sérieuse n'a été, selon eux.

M. MARCEL PINET DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le conseil des ministres du 29 septembre a nommé M. Marcel Pinet, maître des requêtes au Consell d'Etat, comme directeur général de l'administration et de la fonction publique en remplace-ment de M. Michel May nommé président - directeur général de TF 1.

Tri.

[Né en 1930 à Oran, ancien élève de l'ENA, chargé de mission auprés du délègué général du gouvernement en Algérie, puis auprès du préfet de la région Provence-Côte d'Azur. M. Pinet a été conseiller technique auprès de M. Marcellin, ministre du Plan en 1867 puis conseiller technique à la présidence de la République jusqu'aur départ du général de Gaulle en 1969. Il est, depuis 1970, détaché du Conseil d'Etat au minisde Gaille en 1969. Il est, depuis 1970, détaché du Conseil d'Etet au ministère de l'éducation nationale. Il y a été successivement directeur des universités, directeur délégué aux programmention et de la ecordination objectifa, directeur général de la et. depuis mars 1962, directeur général et de la chargé des affaires générales. Le nom de M. Pinet avait été avancé en 1974 pour devenir directeur de l'Ecole nationale d'administration.]

● La SEITA et la vignetta. —
Certains quotidiens et agences
ayant fait mention de l'opposition
de la SEITA à la création d'une
vignette sur les cigarettes, la direction générale, dans un communiqué publié mercredi, « dément
formellement » avoir fait une
déclaration sur ce projet, déclaration « qui ser u it d'ailleurs
incompatible u o e c sa mission
d'entreprise publique ».





SEIKO

LASSALE